Supplément « Initiatives »

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – Nº 14820 – 6 F

MERCREDI 29 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les incertitudes du désarmement

A la veille du discours sur l'Etat de l'Union au cours duquel M. George Bush devait annoncer d'importantes réductions des dépenses de défense, plusieurs responsables américains se sont félicités des bonnes dispositions constatées dans les Républiques anciennement soviétiques à propos des armes nucléaires. La Maison Blanche a salué en particulier les déclarations faites samedi par M. Boris Eltsine selon lesquelles les missiles de l'ex-URSS allaient « cesser d'être braqués sur des villes américaines ».

Un tel abandon de doctrine mettrait radicalement fin à quarante années de face-à-face nucléaire Est-Ouest. Les Occidentaux ne peuvent toutefois se satisfaire de telles déclarations.

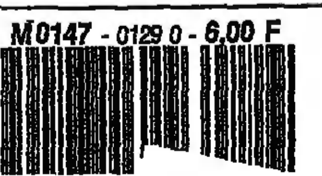
Si les Etats-Unis s'apprêtent à alléger encore leur dispositif nucléaire, ils n'en ont pas moins rappelé lundi que le ciblage des armes anciennement soviétiques n'était pas vérifiable et que celui des armes américaines restait en conséquence inchangé.

Face aux polémiques non encore surmontées entre des Républiques qui se disputent l'imposante panoplie de l'armée rouge, la question, pour les Occidentaux, est de choisir la bonne méthode pour écarter les principaux dangers. Les accords de réduction des armements, patiemment négociés avec M. Gorbatchev et assortis de mesures très complexes de vérification, n'ont pas été ratifiés. La Maison Blanche a répété lundi qu'en ce qui concerne les armes stratégiques elle attendait en priorité de la Russie la ratification du traité START signé à Moscou l'été dernier et qui prévoit une réduction de 30 %. Reste que le Kazakhstan n'entend pas laisser à M. Eltsine la totalité de l'héritage stratégique et demande à partager le pouvoir de ratification, voire ultérieurement de négociation, en ce domaine.

A propos des armes nucléaires de courte portée, Washington paraît en revanche avoir renoncé à toute démarche négociée impliquant des procédures de vérification. Un responsable du département d'Etat s'est félicité lundi que les nouvelles Républiques soient « plus rapides qu'on ne le supposait » à démanteler leurs armements tactiques. Des experts américains apportent à la tâche leur savoir-faire technologique. Certains alliés de Washington ne semblent toutefois pas rassérénés par cette méthode américaine « sur le tas ». C'est le cas de l'Allemagne, qui souhaiterait un accord en bonne et due forme visant à l'élimination, sous contrôle international, de toutes les armes à courte portée basées à terre. M. Genscher fait aussi pression pour que l'Occident trouve une parade à ce qui est vraisemblablement le plus grave risque nucléaire : celui de la dissémination par fuite des cerveaux hors de la CEI.

Enfin, pour ce qui est des armes conventionnelles, même si les Etats membres de la CEI se sont engagés à appliquer le traité FCE de novembre 1990, la tâche est techniquement fort complexe et l'OTAN est pour l'instant à la recherche d'interlocuteurs suffisamment au fait du sujet. Les querelles politiques comme la revendication de l'Ukraine à disposer de sa propre armée rendent l'entreprise encore plus aléatoire. C'est ce qui a incité le chancelier Kohl lundi à hausser le ton et à menacer d'interrompre une aide humanitaire et économique qui serait accaparée pour reconstruire des armées.

M0147 - 0129 0 - 6,00 F



La défection des Palestiniens aux négociations de Moscou

Le processus de paix au Proche-Orient est compromis

Troisième volet du processus de paix au Proche-Orient entamé à Madrid, les négociations « multilatérales » sur de grands problèmes de la région – eau, désarmement, développement économique, réfugiés – sont mal parties. Juste avant l'ouverture, mardi 28 janvier à Moscou, la délégation palestinienne a annoncé qu'elle ne participerait pas aux travaux, sa composition étant contestée par Israël et les Etats-Unis. La Syrie et le Liban avaient déjà décliné l'invitation.



Lire les articles de FRANÇOISE CHIPAUX et de PATRICE CLAUDE page 5

POINT

L'eau au Proche-Orient : le partage d'une ressource stratégique

page 6

La réorganisation de l'électronique française

Mme Edith Cresson choisit l'alliance IBM - Bull

Mme Edith Cresson a annoncé, mardi 28 janvier, que IBM allait entrer dans le capital de Bull en échange de la fourniture d'une technologie de pointe et de l'achat de produits français. Le premier ministre a expliqué que le choix avait été « difficile ». Mme Cresson a précisé qu'elle avait veillé à ce que « l'indépendance de notre informatique » ne soit pas compromise, et que d'autres accords étaient passés avec Apple et Hewlett-Packard.

par Thierry Bréhier

« Big Blue » l'a emporté. C'est avec IBM que va s'associer Bull. Ainsi en a décidé le premier ministre, agissant en qualité d'actionnaire majoritaire de la compagnie française. Après avoir obtenu l'accord du président de la République au cours de leur entretien précédant le conseil des ministres du lundi 27 janvier – et au retour d'un voyage éclair de son conseiller spécial, M. Abel Farnoux, aux Etats-Unis, où il a rencontré les présidents d'IBM, de Hewlett-Packard, l'autre candidat à l'association, et aussi de Apple, le jeune chahuteur du métier, – Mme Edith Cresson l'a annoncé, mardi 28 janvier.

Lors de cette déclaration Mme, Edith Cresson était entourée des dirigeants des principales entreprises françaises concernées par ce qui est en fait une série d'accords associant l'informatique et l'électronique françaises aux plus importantes des sociétés américaines du secteur. Le temps est bien révolu où l'obsession des dirigeants français était de faire échapper Bull aux griffes du géant mondial de l'informatique. Aujourd'hui, la menace japonaise paraît plus grave que la domination américaine, d'autant qu'IBM a perdu de sa superbe, et en tout cas n'est plus en état de rêver à un quasi-monopole mondial (*le Monde* du 21 janvier). Le choix ne s'est pourtant pas fait simplement.

Bull avait besoin d'un associé pour être présent sur la technologie Risc-Unix, qui est l'avenir de l'informatique. La compagnie a donc négocié avec les deux américains en état de lui fournir l'appui technique indispensable (*le Monde* du 15 janvier). Une fois les propositions des uns et des autres connues, l'actionnaire – c'est-à-dire l'Etat, donc le gouvernement – est entré en lice.

Lire la suite page 18

Lire aussi
Le choix de la sécurité
par CAROLINE MONNOT
page 18

Les colères de M. Mitterrand

Le chef de L'Etat ne cache plus son exaspération devant les polémiques sur les « affaires »

par Alain Rollat

L'argent, toujours l'argent ! Les « affaires », encore les « affaires » ! François Mitterrand se fâche : *« Il y a une colossale hypocrisie, un énorme mensonge ! Le Parti socialiste est le parti le plus honnête de tous les partis ! Le moins malin, par beaucoup d'aspects, mais le plus honnête ! »*

La scène se passe le vendredi 24 janvier à l'Elysée. A l'heure du petit déjeuner. Le président de la République, depuis quelques jours, déjà, recommence à recevoir les journalistes. En privé. A petites doses. Comme il le fait à la veille des grandes échéances politiques. Pour rechercher, à leur contact, de nouvelles impressions sur l'état d'esprit de l'opinion publique et de ceux qui la font. Pour essayer de diffuser ses propres réflexions.

Ce matin-là, ses visiteurs viennent de l'interroger sur les perquisitions qui ont eu lieu au siège du PS et dans les locaux parisiens de la SAGES (Société auxiliaire d'études et de services), concurrente d'Urba. Le président de la République réagit en homme ulcéré.

Lire la suite page 8

Le Vietnam entre le dogme et l'ouverture

Comment rester communiste contre vents et marées, réformer l'économie sans libéraliser la vie politique

HANOÏ

de notre envoyé spécial

« Vous devez comprendre l'état arriéré de notre économie, notre pauvreté. L'enseignement et les services de santé se dégradent. Des millions de jeunes sont sans emploi. De nombreux enfants sont sous-alimentés. Quel est le revenu annuel par tête en France ? 18 000 dollars ? Au Vietnam, il n'est que de 200 dollars. » Recevant à la mi-janvier une délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale présidée par M. Michel Vauzelle, M. Do Muoi, soixante-quinze ans, élu secrétaire général du Parti communiste vietnamien (PCV) en juin 1991, force-t-il la note ? Parce que Hanoï souhaite une présence française plus substantielle, a-t-il tendance à brosser un tableau trop noir ?

Il faut croire que non. La misère se voit au Vietnam, surtout depuis que le système s'est libéralisé voilà cinq ans. *« On fiche davantage la paix aux gens »*, estime un diplomate. Et ceux-ci se montrent donc davantage. L'ancienne Saïgon, Ho-Chi-Minh-Ville, quatre millions d'habitants, compte plus de trois cent mille sans-logis, et le pays, avec près de soixante-dix millions d'habitants, a plus de huit millions de handicapés (infirmes de guerre et du travail, ou personnes atteintes de malformations).

Les statistiques officielles font état de deux millions d'analphabètes en plus des trois millions d'enfants qui ont abandonné l'école. Alarmées, les autorités tentent depuis peu de corriger le tir, notamment en doublant le budget de l'éducation nationale. Les drogues dures et même le sida (trente et un cas recensés) deviennent de sérieux problèmes.

La prostitution s'est répandue hors des grandes villes, où elle prospérait déjà depuis quelques années.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 4

Vraie et fausse intégration

par Alain Touraine

Contre ceux qui veulent une société fermée, il faut assurément défendre une société ouverte ; contre ceux qui prêchent l'exclusion, il faut certainement faciliter l'intégration des nouveaux venus, des immigrés, des marginaux ou des exclus. Et il faut appuyer les campagnes de lutte contre le racisme et la xénophobie.

Encore ne faut-il pas se contenter d'opposer le bien au mal et la vertu au vice, et est-il nécessaire d'indentifier les obstacles à surmonter. Notre société tend-elle naturellement vers l'intégration et n'a-t-elle à dominer que la résistance d'une minorité extrémiste, ou bien est-elle plus profondément divisée sur la conception de la nation, ou, même, n'est-elle pas entraînée, au-delà des opinions, par des logiques opposées à l'intégration et qui ne seraient d'ailleurs pas forcément négatives, qui auraient en tout cas d'autres sens que l'exclusion des minorités ? Ces interrogations peuvent sembler imprudentes. Le danger le plus visible aujourd'hui vient du Front national ; ne faut-il pas s'entendre, pour mieux le combattre, sur le thème simple de l'intégration ? Je suis assez sensible à cet argument pratique pour participer aux grandes manifestations pour l'intégration, à celle de SOS-Racisme en particulier.

Mais une action ne peut pas être très efficace si elle ne s'appuie pas sur une analyse objective de la situation. Or notre société n'avance pas vers l'intégration ; elle s'en écarte au contraire.

Nous avons connu pendant une assez longue période une société intégrée en même temps que traversée par des conflits sociaux et politiques fondamentaux, conflits de classes et conflits liés à la décolonisation.

Lire la suite page 2

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Europe

De Gaulle abandonné...

par Pierre Juillet

« Tout système qui consisterait à transmettre notre souveraineté à des aréopages internationaux serait incompatible avec les droits et les devoirs de la République française »
Charles de Gaulle (19 avril 1963)

IL ne se passe pas d'événement dans le monde sans qu'une personnalité française ou étrangère fasse référence à la politique gaullienne; il ne se passe pas de jour sans que l'un ou l'autre de nos politiciens cherche, pour justifier ses dires, l'ombre protectrice de la statue du Commandeur; il ne se passe pas d'instant sans que des citoyens, qui pleurent sur la France, évoquent son souvenir.

Et pourtant le gaullisme n'est ni une doctrine, ni un dogme, ni une recette, il est simplement l'application à la politique des vertus et des principes sur lesquels fut bâtie la nation : la lucidité, le courage, la ténacité, la rigueur de l'attitude et de la pensée. Au bref, la faculté de mesurer l'obstacle et de forger les moyens de le surmonter.

Cette politique avait un socle, l'intangibilité de la souveraineté et de l'indépendance de la France, elle avait une exigence, la recherche passionnée de la grandeur nationale pour *« compenser les ferments de dispersion de notre peuple »*. L'enseignement majeur que nous a laissé de Gaulle est qu'il ne sert à rien de se prévaloir de son nom si l'on n'est pas assuré de *« se tenir droit et de viser haut »*.

A l'heure de Maastricht où la souveraineté est compromise et la grandeur délaissée, le silence dans les rangs gaullistes est impressionnant. On nie la gravité des atteintes pour n'avoir pas à les combattre, on fait semblant de regarder ailleurs pour éviter de témoigner, alors que le RPR avait été justement créé en 1976 pour préserver l'essentiel de l'héritage gaullien.

Il sera bientôt temps de raconter pour la petite histoire les péripéties tragi-comiques de la vie politique de cette époque. Ce sera l'occasion de mettre un terme aux affabulations journalistiques et aux prétentions des accapareurs. Contentons-nous ici d'expliquer pourquoi le renouveau du mouvement gaulliste était alors devenu nécessaire.

Le président de la République d'alors, M. Giscard d'Estaing, tenaillé par le souci de hausser son prestige et désespérant d'une France trop moyenne à ses yeux, estima que seule l'Europe offrait un espace digne de «l'ère nouvelle» dont il se voulait initiateur. La chimère de l'Europe supranationale réfugiée, après bien des déboires, dans l'écurie centriste lui parut le palefroi digne de porter ses couleurs et ses ambitions dans la parade mondiale des chefs d'Etat. Cette prise de position correspondait d'ailleurs à des sentiments personnels longtemps réfrénés par l'obligation de maintenir la courbe ascendante de sa carrière, mais elle entraînait inévitablement une translation du pouvoir vers le centre de l'échiquier politique.

Changement de cap

Ce changement de cap et cet aveu mirent la majorité présidentielle en porte-à-faux et celle-ci devint le théâtre de règlements de comptes à l'Assemblée nationale et au sein du gouvernement, chacun, anti-gaulliste ou courtisan, se croyant autorisé à dénier au premier ministre toute autorité. La présence du représentant gaulliste à Matignon ne se justifiant plus, sa démission fut décidée. Celle-ci prit un ton volontairement abrupt afin que nul n'ignore qu'il s'agissait bien d'une rupture politique. Dans les jours qui suivirent, un rassemblement fut mis en lieu et place d'une UDR trop malmenée, afin d'avoir un outil mieux adapté à soutenir les combats politiques futurs. L'affaire fut rondement menée, d'autant que le premier ministre démissionnaire avait, dans cette éventualité, occupé quelque temps auparavant le poste de secrétaire général du mouvement gaulliste.

La mission du RPR était double : défendre la souveraineté de la France et barrer la route du pouvoir à l'idéologie socialiste. L'énergique campagne menée par le RPR en vue de gagner les élections législatives de 1978 et l'appel de Cochin qui fixait les limites à ne pas franchir sur la souveraineté répondaient à ces objectifs.

Par la suite, faute d'une politique claire et d'une détermination suffisante, le RPR n'a pas pu ou n'a pas su fermer aux socialistes l'accès du pouvoir; il n'a pas vu, malgré les mises en garde, que la cohabitation était un piège de conception présidentielle assurant infailliblement une survie à la gauche.

En revanche, en 1986, lors de la signature de l'Acte unique européen qui posait à nouveau le problème de la souveraineté française dans la construction européenne, le mouvement gaulliste sembla garder assez de vigilance pour préserver l'essentiel.

Tout récemment encore, en 1988 et 1990, le président du RPR et son principal conseiller ont, dans des déclarations publiques, parfaitement dénoncé les dangers que comporte la monnaie unique pour nos institutions. Fâcheusement cependant, depuis que les accords de Maastricht ont adopté ce système monétaire au lieu et place de la monnaie commune, il semble que l'attention des dirigeants RPR se soit relâchée, tout obnubilés qu'ils sont par le maintien d'une union électorale factice, donc illusoire.

On ne répétera jamais assez que la voie la plus sûre pour construire l'union européenne se trouve dans une coopération évolutive entre Etats, et non dans la fusion arbitraire de ceux-ci dans le creuset d'une fédération où disparaîtrait avec la souveraineté, la nation elle-même.

Les soldats de la Révolution qui couraient aux frontières en criant « Vive la nation » savaient que le droit souverain de disposer de soi-même, qu'ils venaient d'arracher au roi pour le donner au peuple, était un bien si absolu et si sacré qu'ils acceptaient de mourir pour le défendre.

En droit, la souveraineté est inaliénable, et tout traité qui contreviendrait à ce principe est nul, mais le peuple français est seul juge de son destin. C'est pourquoi nous demandons qu'il soit consulté par référendum.

► **Pierre Juillet est ancien conseiller de Georges Pompidou et de Jacques Chirac.**

Les oubliés

par André Coutin

DANS le grand ballet diplomatique de Maastricht et l'hymne médiatique sur l'ouverture des frontières, les grands oubliés de l'Europe, ce sont les jeunes. Les jeunes qui, dans les pays membres de la Communauté ou candidats à l'accession, entrent dans la vie adulte.

Et si les élus et responsables affichent sans vergogne que la génération de la relève est bien le cadet de leur souci, s'ils négligent d'être à l'écoute des «montants», ceux-ci le leur rendent bien. Retour à l'envoyeur, le mépris est réciproque.

Il faut leur dire que cette Europe qui s'annonce, n'est pas du tout l'Europe des jeunes. Ceux-ci n'y voient rien qui puisse changer leur sort.

Si l'Europe du capital n'a pas d'autre rechange que celle des nationalismes passionnels et barbares, comment peut-on s'étonner du retrait des jeunes qui en sont encore préservés, de leur abstention vis-à-vis de systèmes et d'institutions marqués du sceau de l'impuissance. Pourquoi voteraient-ils pour une politique politicienne qui échoue tout autant devant le chômage croissant que face à l'ethnocide yougoslave ? Le désenchantement n'est rien à côté de la méfiance. Le renouvellement radical du discours qu'attendent les impatients désabusés, *«de bonne foi et de mauvaise volonté»*, passe par un changement de mentalité qui vaut une révolution tranquille : il s'agit rien de moins que d'accepter la relève sans paternalisme. Aux gérontes politiciens de céder la place aux jeunes turcs de quarante ans. Entre dix-huit et vingt-cinq ans, les jeunes ne sont pas mûrs pour le parlementarisme sénile ; ils voteraient plus volontiers pour des candidats députés de trente-quarante ans que pour les chevaux de retour. Les jeunes de vingt ans pourraient s'intéresser au jeu des élections s'ils étaient les interlocuteurs, au sein de la société civile, de législateurs et décideurs de moins de quarante ans.

Aux jeunes, donc, la responsabilité entière de la société civile. Il leur revient de l'animer. Et de constituer le contre-pouvoir quotidien et à terme, la réserve de la nation. Aux adultes de la maturité, l'Assemblée nationale ; aux vétérans, le Sénat, la Chambre des sages.

► **André Coutin, journaliste, est l'auteur de *la Raison des jeunes*, Robert Laffont.**

Immigration

Vraie et fausse intégration

Suite de la première page

L'intégration venait d'abord d'une forte croissance qui donnait du travail aux nouveaux venus, souvent appelés de l'étranger ou réfugiés d'Algérie à la fin de la guerre ; ensuite, du rôle central de l'Etat dans la reconstruction du pays et en particulier dans la construction des seuls logements alors accessibles à un très grand nombre et dans l'accès aux soins médicaux modernes ; enfin, et plus largement, du rôle central de l'Etat national, moule à l'intérieur duquel économie, politique et vie culturelle étaient fortement indépendants, formant une société française qui avait des caractères spécifiques renforcés par une longue histoire.

Diversification et dispersion

Or, depuis près de vingt ans, depuis la fin de la grande croissance d'après-guerre, la situation s'est renversée. Les conflits sociaux se sont atténués et fragmentés ; en revanche, la société s'est diversifiée et les distances sociales se sont accrues. L'élévation du niveau de vie de beaucoup a dispersé ceux qui habitaient dans les ensembles construits par l'Etat, isolant de plus en plus des groupes de sous-privilégiés ou de handicapés sociaux et culturels.

Une classe moyenne, immensément élargie, a imposé au moment des crises pétrolières et jusqu'en 1984 un accroissement continu de ses revenus au détriment de l'investissement, ce qui a obligé depuis à rattraper le temps perdu, à élever la productivité, donc à créer du chômage en France, ce qui a creusé un fossé de plus en plus difficile à franchir entre ceux qui participent à la consommation de masse et ceux qui sont exclus surtout du marché du travail, entre la majorité de la population et ceux qui habitent dans les banlieues des banlieues.

Beaucoup plus largement, l'expérience de chacun a cessé d'être avant tout nationale. Partout dans le monde se séparent de plus en plus des flux transnationaux de biens économiques et culturels et des identifications de plus en plus proches, à une communauté, à une région, à un groupe défini, à une religion, une nation, un genre de vie. Nos sociétés enrichies ne sont pas de plus en plus homogènes ; sous des formes bien différentes de celles des pays pauvres, elles se dualisent. C'est très visible aux Etats-Unis, où la misère côtoie la richesse et où se maintiennent ou même se durcissent des ghettos. Mais les mêmes tendances sont visibles en France comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne.

Enfin, la dualisation au niveau mondial ne sépare plus seulement les riches du Nord des pauvres du Sud ; il y a des enclaves riches dans le Sud et de plus en plus des enclaves pauvres dans le Nord. Ceux qui viennent des pays pauvres pour travailler dans les pays riches du Nord sont poussés par des inégalités qui augmentent au niveau mondial.

Les illusions du multiculturel

Ceux qu'on appelle les immigrés entrent-ils dans une société qui puisse les intégrer ? Dans le cas de la France, d'un côté, une conception ouverte de la nationalité et, de l'autre, l'attraction qu'exerce la culture de masse, surtout sur les jeunes, ont assuré la rapide intégration nationale et culturelle d'un grand nombre ; mais la description qui vient d'être donnée de la société française – comme des sociétés voisines – montre qu'elle est entraînée par une logique proprement sociale de différenciation et même de segmentation, au moins autant que d'intégration. Les jeunes d'origine étrangère ont de fortes chances d'être chômeurs et de vivre dans les banlieues des banlieues. Très souvent, la société française fonctionne pour eux comme une pompe à la fois aspirante et refoulante.

Face à un tel diagnostic, trois réponses sont possibles. La première est de refouler les immigrés. Cette solution n'est pas seulement impraticable ; elle est en contradiction avec ce qui vient d'être dit. Car les difficultés rencontrées ne viennent pas pour l'essentiel des immigrés, mais de la société qui les reçoit, difficultés qui sont naturellement aussi grandes dans les autres pays voisins qu'en France. Ce qui indique que ces réactions de rejet de la part d'une partie de la population française ont d'autres causes que la situation ou les comportements des immigrés.

La deuxième réponse est de renforcer les facteurs d'intégration. Mais cette bonne volonté est bien incapable de dire comment elle peut éliminer non seulement le chômage, mais surtout une différenciation propre à toute société libérale et des distances sociales qui s'accroissent, par exemple quand on donne pour objectif d'amener 80 % des jeunes au bachot, ce qui fait un fossé qui isole les 20 % restants.

A vrai dire, le discours sur l'intégration est devenu le discours de l'Etat et des associations qu'il subventionne. Une discours toujours généreux, souvent courageux, mais qui aboutit à ce qu'on n'entende pas les intéressés. Etrange contradiction qui amène à préparer l'intégration de catégories-objets, réduites à la passivité, cibles d'intervention et non-acteurs sociaux.

La troisième réponse se définit précisément par le mouvement inverse : transformer une population à problème en acteurs, c'est-à-dire en individus et en collectivité capables de modifier leur environnement social. Mais une interrogation surgit aussitôt : ces gens touchés par le chômage et la sous-qualification, souvent isolés dans des quartiers périphériques, sans influence politique, comment peuvent-ils être des citoyens actifs ? Ce qui a déjà été dit sur l'importance croissante des identifications de proximité, communautaires, apporte une réponse au moins partielle. Ceux qui ne peuvent pas se définir par ce qu'ils font peuvent le faire par ce qu'ils sont, par l'identité collective qui est la leur ou, plus précisément, par leur conscience d'être en mouvement d'une société et d'une culture vers une autre.

Il ne s'agit nullement de retomber dans les illusions du multiculturalisme. En France et en Europe comme aux Etats-Unis se vivent aujourd'hui des millions d'histoires de mobilité, pleines d'échecs mais aussi de réussites. Parfois, une culture non occidentale se fait reconnaître une place dans les pays européens ou aux Etats-Unis et exerce une influence considérable sur la culture populaire. Parfois, c'est l'assimilation individuelle à la culture d'arrivée qui l'emporte ; dans d'autres cas, il y a combinaison de valeurs particulières et de valeurs universelles, comme ce fut le cas pour les juifs, qui ont réussi de manière exemplaire cette association.

On voudrait que la France apprît à ne plus s'enfermer dans le dilemme intégration ou exclusion, et soit plus sensible aux mouvements qui s'opèrent en elle et qui la transforment, en même temps qu'ils intègrent les nouveaux venus. Ce qui correspond à son intérêt, car une définition essentialiste d'une société ou d'une culture est paralysante et conduit à un dépérissement rapide que la France a toujours su éviter dans le passé.

Il faut donc abandonner le mythe d'une France intégrée et dépositaire de valeurs éternelles et la reconnaître comme un pays qui participe complètement au système mondial, à ses forces de modernisation comme à ses tendances à l'inégalisation et même à la dualisation, qui subit, comme tous les pays, la séparation croissante d'une vie économique internationalisée et d'appartenance culturelle infranationale autant que nationale. Son problème est de combiner la reconnaissance de ces tendances lourdes avec une forte volonté nationale de rapprocher ce qui tend à se séparer et de limiter les distances sociales et culturelles.

Une société ouverte

L'intégration suppose une société ouverte et accueillante ; l'égalité devant la loi en est un aspect essentiel. Mais elle implique aussi la reconnaissance de l'autre, de sa personnalité propre comme de sa conception de l'ensemble auquel il s'intègre. Le mouvement ouvrier fut à la fois dirigé vers l'extension de la démocratie, vers la création d'une démocratie industrielle fondée sur des lois et des conventions collectives et vers la défense d'un métier, d'une région, de conditions de travail particulières.

C'est la conscience de classe ouvrière qui a nourri le socialisme démocratique, en même temps qu'elle a été manipulée, puis détruite, par des dictatures communistes ou fascistes. Il en va de même aujourd'hui. Une conscience qu'il faut bien appeler ethnique peut conduire à une ouverture démocratique, mais elle peut mener aussi à une sécession culturelle et sociale qui renforcerait les ghettos.

Cessons donc d'opposer exclusion et intégration. La première est aussi absurde que scandaleuse, mais la seconde a pris deux formes qu'il faut distinguer et dont il faut rechercher au moins la complémentarité. Ne parler d'intégration que pour dire aux nouveaux venus qu'ils doivent prendre leur place dans la société telle qu'elle était avant eux est plus près de l'exclusion que d'une véritable intégration. Celle-ci n'existe que quand l'ensemble qui reçoit sait gérer sa propre transformation, comme une famille s'adapte à l'arrivée d'un nouvel enfant. Ce qui suppose qu'elle ait confiance en elle, en sa capacité d'adaptation, et qu'elle trouve positive l'arrivée du nouveau venu.

Aujourd'hui, la France a peur de l'avenir et n'a pas confiance en ses propres forces ; c'est pourquoi elle se contente d'une conception formaliste et minimaliste de l'intégration, ce qui est insuffisant. La manière dont elle luttera contre la ségrégation et la marginalité qui se développent en son sein doit être un bon test de sa capacité de faire face aux transformations que lui impose le monde changeant dont elle fait partie.

ALAIN TOURAINE

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

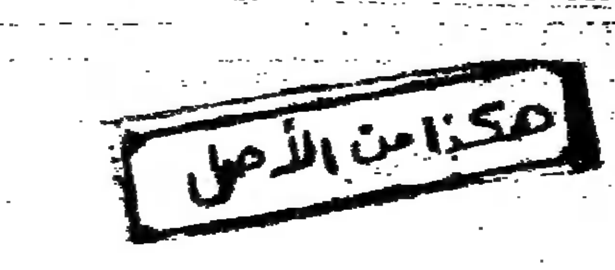
Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33



Les oubliés

CEI : aggravation de la situation dans le Caucase

Les combats entre Azéris et Arméniens ont fait des dizaines de morts dans le Haut-Karabakh

Les combats entre Azéris et Arméniens dans le Haut-Karabakh ont fait des dizaines de morts, dimanche 26 et lundi 27 janvier. En Géorgie, les forces du nouveau pouvoir, qui se rapproche de Moscou, ont pris *mardi le port de Poti*, un des derniers bastions des partisans du président renversé Zviad Gamsakhourdia. Celui-ci aurait une seconde fois fui la Géorgie.

Une dizaine de kilomètres seulement séparent Stepanakert, chef-lieu arménien de l'enclave du Haut-Karabakh, de Choucha, la principale localité azérie de l'enclave. Depuis des semaines, les habitants des deux villes passent leurs nuits dans les caves pour se protéger des bombardements croisés, *alors que les* combattants se disputent les villages des collines avoisinantes. Dimanche 26 janvier, des unités azéries ont tenté de reprendre aux Arméniens le village de Karin-Tak (en azéri, *Dachatly*), *d'où ces derniers* pilonnaient Choucha. Plusieurs maisons ont été incendiées, vingt personnes tuées et autant blessées coté arménien, mais les assaillants ont été repoussés, non sans laisser une soixantaine de morts sur le terrain, a affirmé lundi à Moscou un porte-parole de la mission arménienne. A Bakou, le Front populaire (opposition nationaliste) a reconnu, selon l'agence Nega, que vingt-cinq combattants de la nouvelle « Armée nationale azezbaïdjanaise » ont péri dans l'attaque, qui aurait été commandée par le ministre de la défense azerbaïdjanais, M. Mekhtiev.

Le bilan de cette nouvelle flambée des combats serait un des plus lourds – hormis ceux des pogroms menés en Azerbaïdjan – depuis que les Arméniens, majoritaires dans l'enclave, ont commencé il y a plus de trois ans à réclamer leur rattachement à l'Arménie. Le conflit a déjà fait plus d'un millier de morts. Après l'échec de la tentative de médiation *menée en octobre par les présidents* de Russie et du Kazakhstan, les combats ont redoublé d'intensité, à la faveur notamment du retrait de la région des troupes du ministère de l'intérieur, décidé par le nouveau pouvoir russe. L'incapacité de la Communauté des Etats indépendants à éteindre le conflit amène les Arméniens du Haut-Karabakh, qui ont proclamé leur indépendance, à réclamer l'intervention de « casques bleus» de l'ONU.

Chute de Poti

Les Etats-Unis, qui penchent ouvertement du côté de l'Arménie, poussent la Turquie à exercer une influence modératrice sur l'Azerbaïdjan voisin. Le président azéri, Ayaz Moutalibov, vient de signer un traité de coopération avec Ankara, où il a achevé samedi sa première visite en tant que chef d'un Etat indépendant. Des officiers azéris doivent notamment être formés en Turquie, pour qui l'Azerbaïdjan turcophone est la République ex-soviétique la plus proche, culturellement, de toutes *celles qui sollicitent son aide.*

En Géorgie, autre «point chaud» de Transcaucasie, les forces du nouveau pouvoir, désormais bien armées, sont entrées *mardi dans* le port de Poti, sur la mer Noire, où les partisans du président renversé Zviad Gamsakhourdia étaient retranchés *depuis une semaine*, subissant des tirs épisodiques. Selon l'agence Reuter, les forces de M. Iosseliani ont investi la ville sans rencontrer de résistance. Seule la localité de Zougdidi, dans l'ouest du pays, restait aux mains des partisans de M. Gamsakhourdia, qui n'est toujours pas réapparu depuis son retour d'Arménie où il s'était temporairement réfugié. Alors que, selon les rumeurs à Tbilissi, il serait «malade», c'est-à-dire psychologiquement abattu, le chef du gouvernement provisoire géorgien, Tenguiz Sigoua, a annoncé lundi qu'il a été transporté à Grozny, capitale de la République tchétchène sur le versant nord du Caucase, dirigée par son seul allié connu, le général Doudaev. L'avion Tupolev qui l'avait ramené d'Arménie est arrivé *lundi, pour des raisons mystérieuses*, à Moscou, où son pilote a été arrêté et renvoyé à Tbilissi, malgré les protestations de partisans du président *déchu présents à l'aéroport. Mais* selon M. Sigoua, M. Gamsakhourdia, accusé d'avoir déposé 2,5 millions de dollars en Hongrie, serait descendu *lors d'une escale de l'avion à Grozny.* M. Sigoua a aussi annoncé avoir signé un accord économique avec la Russie et s'apprête à négocier avec ses représentants une solution pacifique du conflit opposant Géorgiens et Ossètes, *qui s'est quelque peu apaisé* depuis la chute de M. Gamsakhourdia, après avoir fait des centaines de morts depuis deux ans.

YOUGOSLAVIE

Les Serbes de Krajina sont toujours hostiles au plan de paix de l'ONU

M. Milan Babic, «président» de la «République serbe de Krajina», autoproclamée en Croatie, est toujours réfractaire au plan de paix des Nations unies. C'est ce qui ressort de l'entretien qu'il a eu, lundi *27 janvier dans* la *soirée*, à Knin, avec le responsable des opérations de maintien de la paix de l'ONU, M. Marrack Goulding. Le plan de paix, présenté début janvier par l'émissaire spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Cyrus Vance, et accepté par la Croatie, l'armée fédérale et la Serbie, prévoit notamment la démilitarisation des régions croates contrôlées aujourd'hui par l'armée et les autonomistes serbes et le déploiement de *«casques bleus» sur ces* territoires.

M. Babic à une fois de plus signifié à M. Goulding le refus de la «Krajina serbe» d'être démilitarisée et de voir les «casques bleus» déployés sur son territoire. *«La solution la meilleure et la plus juste semble être le déploiement des forces de maintien de la paix le long de la ligne de front séparant les belligérants»* (et non en Krajina même) a-t-il déclaré à l'agence Tanjug. Il a estimé *«inacceptable»* le point de vue de l'ONU selon lequel la «Krajina serbe» fait partie de la Croatie. C'est *«là précisément la cause essentielle de la guerre»*, a-t-il ajouté.

En revanche, M. Goulding s'est déclaré *«encouragé»* après ses conversations, plus tôt dans la journée à Belgrade, avec M. Goran Hadzic, leader de la «région autonome serbe» de Slavonie orientale (est de la Croatie), selon l'agence Tanjug. *«Un pas en avant a été fait»*, a-t-il estimé à l'issue de deux heures de discussions avec M. Hadzic, qui a fait part des inquiétudes des Serbes de la région face au plan de l'ONU. Le leader serbe, assez optimiste, a indiqué que l'émissaire de l'ONU avait proposé que de nouvelles garanties sur le sort des Serbes de Croatie soient avancées dans une résolution spéciale des Nations unies.

Poursuivant sa mission, M. Marrack Goulding devait rencontrer, mardi à Zagreb, le président Tudjman et d'autres dirigeants croates. – *(Reuter, AFP.)*

Le président russe dans un port de la mer Noire

La fausse disparition de M. Eltsine

Le président russe Boris Eltsine est arrivé dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 janvier à Novorossiisk, un port de la Russie sur la mer Noire, pour y «rencontrer la direction de la flotte», a annoncé mardi *l'agence TASS, levant ainsi* le mystère qui entourait l'absence du président russe à des rendez-vous importants à Moscou en début de semaine.

MOSCOU

de notre correspondant

Les subites disparitions de Boris Eltsine sont devenues une habitude, mais la dernière en date établit un record en matière de dissimulation et prouve que les dirigeants russes cultivent le secret avec le même goût et presque les mêmes méthodes que leurs prédécesseurs soviétiques. Ainsi avait-on appris lundi 27 janvier que le président russe annulait *in extremis* tout son programme pour les journées de lundi et mardi. En avaient fait les frais, entre autres, le ministre japonais des affaires étrangères M. Watanabe prévenu au dernier moment, la BBC qui devait recueillir une interview de *M. Eltsine* avant son voyage à Londres, et la conférence de Moscou sur le Proche-Orient qui s'est ouverte mardi en l'absence du président *russe qui aurait dû* prononcer le discours inaugural.

Ajoutant au mystère, le porte-parole du président russe, M. Vochtchanov, avait alors fait savoir que les raisons de l'absence de M. Eltsine seraient données mardi en fin de journée mais qu'en tout état de cause il était *«en parfaite santé»*. Auparavant les Japonais, laissés sans explications, en étaient *réduits* à se demander *si* l'annulation de l'entretien était due à des raisons de santé ou à des motifs politiques, M. Watanabe se contentant de se *«supposer que quelque chose d'imprévu s'était passé»*. Les journalistes de la BBC avaient eu droit à quelques éclaircissements : M. Eltsine, leur *avait-on déclaré, a dû quitter Moscou* pour s'occuper d'un problème survenu dans la Fédération de Russie. Aussi vague *qu'elle fut*, cette *explication s'est avérée être* la plus proche de la vérité : selon l'agence *Tass*, M. Eltsine est arrivé dans la nuit de lundi à mardi à Novorossisk – *port de la mer Noire* situé en territoire russe – pour y rencontrer le commandement de la flotte à bord du porte-hélicoptères *Moskva* (qui se trouvait il y a quelques jours encore à Sébastopol). En dépit des dénégations des responsables locaux, rapportées par l'agence *Tass*, ce déplacement inopiné, que le service de presse de la présidence se refusait toujours à confirmer mardi matin, ne peut être que lié à la querelle russo-ukrainienne sur la possession de la flotte de la mer Noire. Ce différend a pris récemment un tour plus aigû quand le Parlement russe a entrepris une procédure visant à remettre en question l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine. *Les* commandants de la flotte ont d'ailleurs commencé ces derniers jours à organiser à bord des bâtiments les cérémonies de prestation de serment d'allégeance à la Communauté d'Etats indépendants – c'est-à-dire aux forces sous commandement russe – alors que les dirigeants de Kiev s'emploient parallèlement à faire en sorte qu'équipages et officiers prêtent serment *à l'Ukraine. Bien entendu nul*, n'a *oublié* les déclarations faites il y a une quinzaine de jours par Boris Eltsine : *«La flotte de la mer Noire a été, est et restera russe»*.

Confusion générale

Reste à savoir pour quelles étranges raisons les *responsables* russes ont tenu à entourer d'un tel secret cette visite à *Novorossiisk* – port qui, si la Russie finit par renoncer à ses prétentions sur Sébastopol, pourrait devenir la *nouvelle base de la flotte russe sur* la mer Noire. Lundi soir, le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, s'est approché de *très près de la pure et simple* «désinformation» en affirmant au cours d'un briefing réservé aux journalistes russes et américains *que M. Eltsine se trouvait* tout simplement dans sa datcha des environs de Moscou et préparait son prochain déplacement à New-York *et Washington. C'était* sans doute vrai pour la journée de lundi, mais dissimulait l'essentiel.

En tout état de cause, le procédé *ne sera certainement* pas du goût de tout le monde, en particulier de ceux qui ont été cavalièrement «décommandés». On leur a tout de même fixé de nouveaux rendez-vous pour mercredi 29 janvier, date à laquelle est également prévue une rencontre avec le secrétaire d'Etat James Baker. Bien entendu, avant d'être partiellement éclairci, l'épisode *n'avait* pas manqué de relancer les spéculations sur l'état de santé de M. Eltsine connu pour ses faiblesses cardiaques et aussi pour ses *«coups de pompe»* qu'ils soient physiques ou psychologiques. A plusieurs reprises au cours de ces derniers mois, M. Eltsine a éprouvé le besoin de prendre du champ, officiellement pour se reposer, quitte à s'absenter de Moscou pendant près de deux semaines en septembre dernier alors que la crise – comme d'habitude – battait son plein et qu'on attendait de sa part une impulsion qui ne venait pas.

Cette fois, il s'agit donc de tout autre chose : bien loin de refaire ses forces avant une épreuve physiquement difficile (brève visite à Londres puis New-York puis Camp David puis escale à Ottawa et retour à Moscou et, trois jours plus tard départ pour une visite avec grand tralala à Paris...), M. Eltsine a donc entrepris un déplacement supplémentaire, et prouve qu'il est présent sur tous les fronts – quitte à entretenir l'impression de confusion générale.

Dans l'affaire, M. Eltsine *n'a* toujours pas explicité ses déclarations faites à la chaîne ABC selon lesquelles la Russie a l'intention de moficier les programmes de ses fusées stratégiques de sorte qu'elles ne soient plus pointées vers les villes des Etats-Unis. On attendait à Moscou , y compris dans les milieux de l'état-major, un grand discours du président russe exposant la *«nouvelle doctrine militaire de la Russie»* mais il faudra continuer à attendre, peut-être jusqu'à la rencontre du Conseil de sécurité à New York.

Le discours d'inauguration de la conférence de Moscou sur le Proche-Orient était, lui, beaucoup moins attendu, personne n'ignorant plus que Moscou n'a plus ni les moyens ni même apparemment l'intention d'avoir une véritable politique proche-orientale et se contente désormais de jouer les honnêtes courtiers ... des Etats-Unis. Le fait que le rôle d'hôte de la conférence ait été confié à M. André Kozyrev n'a pu que confirmer cette impression : l'aimable et jeune ministre des affaires étrangères de Russie ne peut prétendre faire le poids aux côtés du secrétaire d'Etat James Baker. Comme pour souligner l'évidence, c'est d'ailleurs M. Baker qui a pris la parole le premier.

JAN KRAUZE

En garnison en Bretagne

La 9[e] DIMa est prête à fournir des «casques bleus»

La 9[e] division d'infanterie de marine (DIMa), dont le PC est à Nantes (Loire-Atlantique), a été choisie pour former le contingent français de «casques bleus» que l'ONU pourrait décider d'envoyer en Yougoslavie. Selon la formule que les Nations unies retiendront, la France est prête à participer à *hauteur d'un quart des effectifs* déployés sous leur bannière.

Forte de quelque 8 200 hommes qui servent environ deux mille six cents véhicules divers, dont des blindés légers Sagaie, la 9[e] DIMa est principalement stationnée – pour les sept régiments de combat qui la composent pour des opérations amphibies – dans le quart nord-ouest de la France.

Elle a été fortement professionnalisée. Dans le cas où elle devrait fournir des «casques bleus» à l'ONU, cette division pourra également déployer des appelés volontaires, qui, par contrat dûment signé, auront accepté cette mission en Yougoslavie.

ALLEMAGNE : vétéran de la CDU

M. Bernhard Vogel nouveau ministre-président de Thuringe

BERLIN

de notre correspondant

Le parti chrétien-démocrate allemand (CDU) a décidé, lundi 27 janvier, de déléguer en Thuringe un de ses vétérans, M. Bernhard Vogel, pour prendre la tête du gouvernement régional. M. Josef Duchac, le ministre-président sortant, accusé d'avoir été compromis avec l'ancien régime communiste, avait dû jeter l'éponge la semaine dernière (*le Monde* du 25 janvier). Élu après les premières élections régionales d'octobre 1990, sous la bannière du chancelier Kohl, M. Duchac symbolisait les problèmes de la branche est-allemande de la *CDU, qui, pendant des années*, avait servi d'alibi démocratique au régime communiste. Si le choix de M. Vogel est confirmé par le Parlement régional, *trois des cinq Länder* issus de l'ex-RDA – la Thuringe, la Saxe et la Saxe-Anhalt – seront alors dirigés par des responsables politiques venus de l'Ouest. Proche du chancelier Kohl, M. Vogel avait été longtemps ministre-président de Rhénanie-Palatinat. Il dirigeait ces dernières années la fondation Konrad-Adenauer. M. Vogel est le frère de l'ancien président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel.

H. DE B.

AFRIQUE

Djibouti : la guerre en pays afar

Les rebelles réclament « la même part » que les Issas, qui contrôlent le pouvoir dans la capitale

RANDA

de notre envoyé spécial

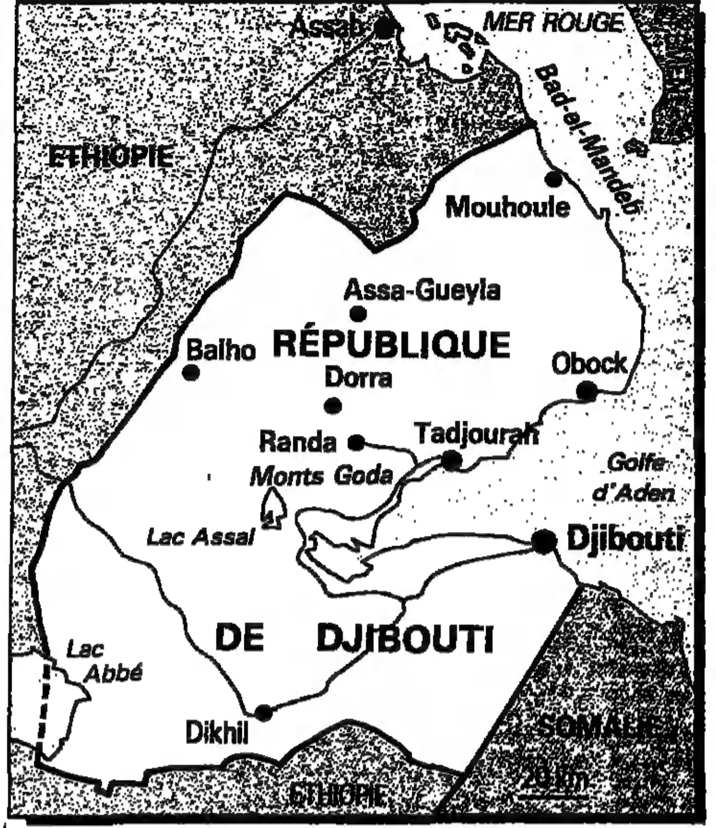
Depuis les lignes avancées des rebelles du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD), on aperçoit les maisons blanches de Tadjourah, qui s'étirent sur le bord de mer à moins de 5 kilomètres de là. Tout paraît calme mais le commandant Ali Maki ordonne à la petite colonne qui le suit de marcher dans le fond des oueds, car *« ils peuvent nous repérer facilement »*. Alentour, quelques tombes récentes et un cadavre qui pourrit au soleil rappellent l'embuscade du 16 décembre dans laquelle plus d'une centaine de soldats gouvernementaux ont trouvé la mort.

Dans le village voisin de Khallaf, déserté par ses habitants, les combattants du FRUD ont installé leur cantonnement. Sous les arbres, ils ont camouflé un canon antiaérien, des mortiers de tous calibres et plusieurs mitrailleuses lourdes récupérés lors des précédents accrochages.

Une bonne partie de la route de l'Unité, censée symboliser la solidarité du Nord (afar) et du Sud (issa) de la République de Djibouti échappe aujourd'hui au contrôle des autorités. Aux abords du lac Assal, un détachement du FRUD, surgi de nulle part dans ce désert de pierre, se dirige en file indienne vers le front. Ici, comme sur les postes-frontières de Mouhoule, Balho ou Bouya, le FRUD semble avoir le contrôle total du territoire.

Randa, petit bourg de trois mille âmes au pied des monts Goda, est devenu la capitale de la résistance afar. Elle arbore fièrement ses « blessures » de guerre : une dizaine de petits cratères creusés par des missiles sol-sol lors d'un bombardement fin décembre qui, par miracle, n'a fait aucune victime.

Les dernières victoires du FRUD font souffler un vent d'optimisme parmi les habitants malgré une situation alimentaire de plus en plus précaire. Avec le blocus de Tadjourah et d'Obock, il leur faut trouver de nouveaux circuits d'approvisionnement, vers l'Ethiopie par les pistes chamelières ou vers le Yémen avec les boutres des contrebandiers qui trafiquent depuis toujours dans le détroit de Bab-el-Mandeb. Seulement, le prix des marchandises y a presque doublé



et la population de la zone rebelle n'a pour ainsi dire plus de revenus : ni salaires versés par l'Etat ni mandats envoyés par un parent de Djibouti-Ville. Comment fait-on pour survivre sans argent? *« Les Afars, c'est socialiste ! »*, lance un retraité pour expliquer la solidarité tribale qui joue à plein en ces jours difficiles.

Les « broussards », eux, vendent peu à peu leur troupeau ou bien retrouvent la route ancestrale du sel. Les caravanes se multiplient ces temps-ci entre la banquise salée du lac Assal et la route Assab-Addis-Abeba en Ethiopie sur laquelle l'« or des Afars » s'échange contre une quantité équivalente de céréales et part ensuite vers les hauts plateaux du pays amhara.

Du point de vue médical, la situation devient beaucoup plus préoccupante. Les stocks des rares dispensaires de la région sont épuisés, après avoir servi à panser les derniers blessés. *« Je n'ai plus le moindre antibiotique, ni même de bandes »*, avoue Mohammed Houmed, infirmier de formation et aujourd'hui médecin par la force des choses. *« Je ne peux offrir aux malades qu'un réconfort moral »*, ajoute-t-il en s'inquiétant déjà des suites de la prochaine bataille.

Il ne fait guère de doute que la population est totalement acquise à la cause rebelle et le FRUD ne semble avoir aucune difficulté à recruter des combattants. Comme à Wéah par exemple, un village perché au-dessus du golfe de Tadjourah où seuls les femmes, les enfants et quelques vieux sont restés, les hommes étant *« partis à la guerre »*.

Plus au nord, à Dorra, le Front a installé un camp d'entraînement pour les jeunes recrues qui arrivent quotidiennement. Ali Mohammed a quitté son travail de douanier à Djibouti pour venir, en passant par l'Ethiopie, *« défendre la cause afar avec ses frères »*. *« Nous ne voulons pas chasser les Issas, mais avoir la même part qu'eux »*, ajoute-t-il. Ce besoin de justice, de rééquilibrage du pouvoir est le leitmotiv de toute l'opposition afar djiboutienne (qu'elle soit rebelle ou parlementaire), auquel les opposants issas sont également sensibles, dans une certaine mesure.

Les dirigeants du FRUD cherchent visiblement à rassurer la communauté issa, dénonçant uniquement les abus de *« la clique au pouvoir »*. Ils assurent que le mouvement armé de l'ancien ministre issa, Omar Elmi, combat à leurs côtés et qu'il aurait participé à la prise du poste de Daoudaouiya le 14 janvier.

A Assa-Gueyla, une soixantaine de prisonniers attendent la visite du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), sans trop se plaindre de leurs conditions de détention. *« Ils nous donnent ce qu'ils peuvent nous donner »*, reconnaît un adjudant de gendarmerie, capturé à Obock, en faisant allusion à la nourriture insuffisante et au manque de couvertures.

Le président du FRUD, M. Mohemed Adoyta, défie quiconque de trouver des combattants éthiopiens dans les rangs de son mouvement, comme l'affirme le gouvernement djiboutien. *« Les Afars d'Ethiopie et d'Erythrée ont leur propres problèmes »*, ajoute-t-il en s'inquiétant au passage des forces érythréennes massées sur la frontière djiboutienne. Asmara paraît concerné au premier chef par ce conflit, probablement parce qu'en cas de victoire du FRUD Djibouti pourrait devenir la base arrière des Afars érythréens qui paraissent déterminés à résister aux nouveaux *« occupants »* de la Dankalie.

L'armée djiboutienne, renforcée par de nouvelles recrues, tente en vain depuis le début du conflit de faire reculer les rebelles tandis qu'à Assa-Gueyla le drapeau djiboutien flotte toujours sur l'ancienne garnison, désormais occupée par les maquisards afars.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : le comité central de l'ancien parti unique

Le FLN cherche à se rapprocher du pouvoir

Le comité central du Front de libération nationale (FLN) devait se prononcer, mardi 2 janvier sur un projet de résolution réconciliant l'ancien parti au pouvoir en Algérie avec la nouvelle présidence collégiale incarnée par le Haut Comité d'Etat (HCE), que dirige M. Mohamed Boudiaf.

Annoncée lundi soir, par la radio algérienne, la démission du bureau politique du FLN n'a pas été confirmée. En fait, M. Abdelhamid Mehri, secretaire général, a d'abord proposé la démission collective des quinze membres du bureau si le comité décidait de désavouer la ligne suivie par la direction du parti. Puis il a offert de remettre sa propre démission.

La direction du FLN avait été prise à partie par plusieurs membres du comité central pour avoir qualifié le Haut Comité d'Etat *« d'autorité de fait »*. M. Mehri s'était aussi entretenu, après la démission du président Chadli et la suspension du processus électoral, avec les dirigeants du Front islamique de salut (FIS) et du Front des forces socialistes (FFS) pour contrer éventuellement le nouveau pouvoir. Cette initiative avait provoqué un tollé dans les rangs du FLN, obligeant le secrétaire général à se rétracter peu avant l'ouverture de la session extraordinaire du comité central.

De son côté, le ministère de l'intérieur a appelé, lundi, dans un communiqué, les fidèles à faire leur prière du vendredi à l'intérieur de la mosquée de leur quartier et affirmé sa *« détermination »* à faire respecter l'ordre public. L'interdiction du FIS est *« totalement exclue »*, a déclaré, lundi, à l'agence officielle APS, M. Rabah Kebir, responsable de la commission politique et des relations extérieures du mouvement islamiste. *« Le FIS est devenu un véritable mouvement populaire*, a-t-il assuré, écartant l'éventualité que le parti *«entre dans la clandestinité ou réédite les événements de juin dernier, malgré les provocations et les arrestations. »* – *(AFP.)*

MAURITANIE

Manifestations et réunions interdites après l'élection présidentielle contestée

La suspension des libertés de réunion, de manifestation et de rassemblement public a été signifiée, lundi 27 janvier, aux partis politiques, a annoncé l'Union des forces démocratiques (UFD). Selon cette formation, les forces de l'ordre ont reçu mission de faire exécuter ces consignes comme *« mesure d'accompagnement »* au couvre-feu en vigueur à Nouakchott et à Nouadhibou, les deux principales villes du pays, après l'élection présidentielle qui a vu la victoire du chef de l'Etat sortant.

Les trois candidats de l'opposition à ce scrutin, MM. Moustapha Ould Mohamed Saleck, Ould Mah et Ould Daddah, ont introduit un recours en annulation. On a appris, d'autre part, que des arrestations ont eu lieu à Nouadhibou, mais aussi dans le sud du pays, tandis que plusieurs gouverneurs (dont celui de Nouadhibou) étaient mutés et que le gouverneur de Nouakchott, la capitale, où M. Ould Daddah l'a emporté devant le président sortant, était révoqué. – *(AFP.)*

ASIE

Le Vietnam entre le dogme et l'ouverture

Suite de la première page

Selon le *Nhan Dan*, quotidien du PCV, le nombre des prostituées a plus que doublé entre 1988 et 1989. On en compterait aujourd'hui cent mille à Ho-Chi-Minh-Ville et trente mille à Hanoï.

20 % ? 40 % ? Le chômage est impossible à mesurer. Il est alimenté par l'arrivée d'un million de jeunes sur le marché chaque année, le retour d'Europe de l'Est et d'Irak de dizaines de milliers de travailleurs et la démobilisation, en deux ans, de plus d'un demi-million de soldats. L'Etat a même dû mettre récemment un frein aux réductions des effectifs des forces armées et de la durée du service militaire.

Chômage, échec scolaire et suicides

En 1991, la fin de l'aide soviétique a porté un coup supplémentaire aux chiffres du chômage. A telle enseigne que de nombreux Vietnamiens se sont expatriés chez le voisin cambodgien, où leur communauté compte probablement plus de cinq cent mille âmes, avec pour seule ambition de manger de nouveau à leur faim. Cet exode est souvent rural : les apprentis maçons ou mécaniciens de Phnom-Penh appartiennent à des familles de riziculteurs pauvres du delta du Mékong qui ne parviennent plus à nourrir leur nombreuse progéniture.

Mais le chômage est, avant tout, déguisé. Des millions de gens, souvent très jeunes, se partagent des petits métiers et ne travaillent que deux ou trois heures par jour. Ce qui leur permet, cependant, de survivre ou, plus souvent, d'apporter leur maigre écot – de 2 000 à 6 000 dongs, 1 à 3 francs environ – aux revenus de la famille gérés par la mère ou la belle-mère.

Beaucoup d'enfants quittent ainsi l'école au bout de deux ou trois ans pour vendre des billets de loterie, des cartes postales, de l'essence en bouteille, ou donner un coup de main dans un magasin ou un café. Ce n'est pas nouveau, mais, avec la relance de l'activité économique, surtout dans le Sud, le souci de gagner un peu d'argent l'emporte sur la fréquentation d'écoles bondées, sans manuels ni cahiers et, parfois, sans enseignants qualifiés.

On pourrait ainsi multiplier les exemples qui laissent à penser que M. Muoi a raison. Les vols, y compris à main armée, sont en nette augmentation. Mais le nombre des crimes est dépassé par celui des suicides : en moyenne, deux mille par année depuis trois ans, dont les deux tiers parmi les moins de trente ans. Le journal *Lao Dong* de Hanoï a rapporté, en septembre 1991, que des centaines de filles, notamment des paysannes, étaient vendues à des maisons closes de Phnom-Penh ou du sud de la Chine. La radio évalue à trois cent mille le nombre des fumeurs d'opium dans les hautes régions du Nord. L'UNICEF estime que la mortalité infantile oscille entre 60 et 70 pour mille.

Pourtant, la médaille a également son endroit. La réconciliation avec la Chine fait fleurir les échanges frontaliers là même où l'on s'était étripé il y a onze ans. Le demi-million d'habitants de Cholon, le quartier chinois de Ho-Chi-Minh-Ville, a retrouvé les coudées franches, et ses affaires vont bon train. Même Hanoï, ville de fonctionnaires, regorge de produits de toute origine.

Toujours l'embargo américain

Dans certaines rues commerçantes, dont les trottoirs sont envahis par les biens de consommation, il est difficile de se frayer un chemin. Les nombreux admirateurs de cette vieille capitale s'inquiètent même de la voir défigurée par des constructions neuves. Quant à l'ancienne Saïgon, voilà quatre ans déjà qu'elle s'est remise au travail, en dépit des pannes d'électricité et des problèmes de communication.

Certes, les récoltes de riz de 1990 et 1991 n'ont pas été aussi brillantes que celle de 1989, année durant laquelle le Vietnam était devenu troisième exportateur mondial. Le pays n'en a pas moins exporté près de 1 million de tonnes l'an dernier. Surtout, sa production de pétrole, achetée pour l'essentiel par le Japon, devient intéressante : près de 4 millions de tonnes en 1991 et, selon les projections, une vingtaine de millions en l'an 2000. La croissance économique est difficile à mesurer : un peu moins de 3 % par an ces trois dernières années, l'équivalent de l'expansion démographique.

Dans un pays à l'infrastructure obsolète, les investissements étrangers sont demeurés d'autant plus limités que le Vietnam n'a toujours pas – embargo économique américain oblige – accès aux grands organes de crédits inter nationaux. Depuis 1987, les projets d'investissements ont atteint 2,5 milliards de dollars, dont 80 % dans le Sud. Mais les investissements effectivement réalisés sont beaucoup plus modestes. En 1990, sur 300 millions de dollars d'investissements réalisés, 180 millions de dollars ont affecté le secteur pétrolier. En outre, en 1991, le dong a perdu la moitié de sa valeur par rapport au dollar. Les prix ont continué de doubler d'une année sur l'autre.

Il reste que, tout en souffrant encore des restrictions imposées par les Etats-Unis, le Vietnam a mieux encaissé que prévu la suppression de l'aide soviétique. Une seule explication : la vigueur d'une économie parallèle ou souterraine, que certains observateurs estiment plus forte que l'officielle.

Sans attendre la signature, le 23 octobre dernier, du règlement sur le Cambodge, plusieurs pays de la région ont commencé à faire de sérieuses affaires au Vietnam : Taïwan, la Corée du Sud, la Thaïlande, Singapour et même la Malaisie. Les communautés chinoises d'outre-mer, très influentes en Asie du Sud-Est, jouent un rôle moteur dans cette relance, impossible à chiffrer mais qui a permis à l'économie vietnamienne de se passer rapidement de l'aide soviétique.



La rupture des liens spéciaux avec ces *« frères »* d'hier est consommée. En août dernier, l'échec du coup d'Etat contre M. Gorbatchev et l'interdiction du PC soviétique ont fait perdre leurs dernières illusions aux communistes vietnamiens les plus conservateurs. Certains auraient souhaité que la réconciliation avec la Chine se double d'une alliance idéologique entre les deux partis.

Mais Pékin n'a pas voulu prendre la tête d'un cartel des derniers communistes, en partie pour ne pas effaroucher les autres capitales d'Asie du Sud-Est, avec lesquelles la Chine veut entretenir les meilleures relations. La nouvelle direction vietnamienne, élue lors du septième congrès du PCV réuni en juin dernier, en a pris acte : elle a également fait de ses relations avec l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, comprenant Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour) – actuellement réunie en « sommet » à Singapour – l'une des priorités de sa diplomatie.

Eviter un nouveau Tiananmen

Le premier ministre Vo Van Kiet vient de se rendre à Kuala-Lumpur après avoir, en novembre dernier, visité Djakarta, Bangkok et Singapour. De *« franches »* négociations entre les deux anciens frères ennemis, la Thaïlande et le Vietnam, ont abouti à bien engager un processus de réconciliation à la suite des récentes visites à Hanoï du général Suchinda Krapayoon, l'homme fort de Bangkok, et du premier ministre thaïlandais.

« Le Vietnam, résume un diplomate occidental, *est redevenu un pays asiatique. »* Jusqu'ici, le bureau politique sans grand relief du PCV, dominé par une troïka qui semble faire bon ménage, a géré cette réinsertion avec une grande prudence. Sur le plan intérieur, tout en monopolisant le pouvoir, le PCV poursuit les réformes économiques et utilise des pincettes à l'égard de ceux qui, notamment dans ses rangs, souhaitent davantage de réformes politiques, quitte à l'exprimer dans des tracts saisis par la police à Hanoï comme à Ho-Chi-Minh-Ville.

Le PCV ne veut pas, c'est clair, de nouveau Tiananmen et, selon une tactique éprouvée pendant les deux guerres d'Indochine, sait lâcher du lest quand il le faut. Les communistes européens ont été, c'est le leitmotiv officiel, victimes de leurs propres erreurs. Il faut donc revigorer un parti qui a perdu bien de son allant, dont beaucoup de cadres sont corrompus et, surtout, qui n'attire plus guère les vocations. Le socialisme, lui, n'est pas en cause.

Un échéancier semble donc s'être établi. En avril, l'Assemblée nationale sera invitée à voter une nouvelle Constitution qui renforcera les pouvoirs de M. Kiet. Des législatives auront lieu en juin et, en septembre, M. Kiet présentera une nouvelle équipe qu'il aura lui-même choisie et qui sera collectivement responsable devant la Chambre. Il faudra élire un nouveau chef d'Etat, dont les responsabilités n'ont pas encore été clairement définies.

Comme la levée de l'embargo américain ne pourrait intervenir qu'après l'élection présidentielle aux Etats-Unis, les dirigeants vietnamiens ne disposeront que de quelques mois pour se préparer au chambardement provoqué par une invasion d'investisseurs potentiels, en tête desquels figurent les Japonais, qui viennent de passer les deux dernières années à recenser les nombreuses possibilités recélées par le Vietnam. Le choc s'annonce particulièrement rude.

Tout en sachant que l'opinion internationale souhaite qu'on laisse un peu souffler le Vietnam, les Etats-Unis continuent à ne faire guère de cadeaux à leurs anciens adversaires. Washington veut, certes, éviter que le Vietnam soit le théâtre de désordres susceptibles de provoquer une nouvelle vague de boat-people. Il sait aussi que le maintien du PC au pouvoir à Pékin ne peut que ralentir une évolution à Hanoï.

Il n'en exerce pas moins diverses pressions pour que le régime communiste vietnamien organise une transition. Le message, très clair, peut se résumer ainsi : *« Une chance vous est donnée à condition de ne pas faire cavaliers seuls. »* Résumant l'histoire récente du PCV, M. Do Muoi a déclaré aux députés français : *« Nous avons tenu compte de deux grandes leçons. La Chine a payé très cher sa réforme agraire. Et, si nous avions imité les Soviétiques, nous ne serions pas réunis ce soir. »* Il reste, à ces anciens résistants communistes, à naviguer dans un univers bien peu familier, avec les moyens du bord.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DIPLOMATIE

ONU : surprise à Genève

Un Iranien a été nommé vice-président de la Commission des droits de l'homme

GENÈVE

de notre correspondante

La 48e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, *composée de représentants de* cinquante-trois gouvernements, s'est ouverte à Genève, lundi 27 janvier, et se prolongera jusqu'au 6 mars. Sa *mission est d'évaluer le respect des* droits fondamentaux tels qu'ils figurent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour mener à bien les débats, elle a désigné par consensus à sa présidence le juriste hongrois Pol Solt, président de la Cour suprême de Hongrie (et francophone), et, comme vice-présidents, trois ambassadeurs à Genève, MM. Mohamed Ennaceur (Tunisie), Ronald Walker (Australie) et Cyrus Nassari (Iran). Alors que les trois premières personnalités sont unanimement appréciées à Genève, le *choix du représentant de l'Iran, un* pays qui rejette les droits de l'homme « à l'occidentale », alors que seul compte pour lui le Coran, a laissé l'assistance pour le moins perplexe.

La nomination d'un Indonésien avait d'abord été prévue, car ce sont *les « groupes géographiques » qui*, quasiment à toutes les réunions de l'ONU, choisissent leurs représentants. Or, juste avant l'ouverture de la séance, le groupe asiatique, réuni à huis clos, avait littéralement plié sous les pressions de l'Iran, qui faisait comprendre qu'une vice-présidence indonésienne ne lui convenait pas et qu'il préférait Chypre (selon une curieuse logique purement onusienne, Chypre figure parmi les nations d'Asie). Après quoi le représentant de l'Iran s'empressa de faire entendre au délégué chypriote qu'il aurait intérêt *à se désister en sa faveur. Si, pour les* Asiatiques, les choses étaient claires, Chypre étant un pays de petite dimension et l'Iran un pays riche, ce fut un choc pour la plupart des participants.

Un pays sous surveillance

Saisie d'un nombre considérable d'allégations de violations systématiques des droits de l'homme par Téhéran, la Commission a en effet nommé récemment un rapporteur spécial en la personne de M. Reynaldo Galindo Poehl, qui doit rendre prochainement publics les résultats de son enquête sur la situation en Iran. Des documents d'Amnesty International, dont la commission a *connaissance, brossent de ce pays un* tableau on ne peut plus sombre : exécutions *« massives »* (plus de sept cents durant les neuf premiers mois de 1991), recrudescence des tortures et des arrestations arbitraires, au mépris des droits de la défense. Cependant, par respect de la liberté de choix de l'Asie, la Commission ne manifesta pas son mécontentement, sinon par quelques chuchotements *dans les rangs, en rappelant notam*ment le cas de Salman Rushdie. Seul le représentant américain, M. Kenneth Blackwell, fit part de sa déception au cours d'une conférence de presse, et se demanda si un Etat capable des pires violations des droits de l'homme est à sa place parmi ceux dont le rôle est de protéger les peuples du monde contre de telles violations.

Quant aux organisations non gouvernementales (ONG), qui n'ont pas encore eu l'occasion de s'exprimer, elles se souviennent du sort tragique qui fut réservé à leur collègue iranien Kassem Radjavi, assassiné près de Genève le 24 avril 1990, ou des persécutions dont sont victimes les représentants d'une communauté pacifique, les Bah'is. On craint en outre que M. Nassari ne trouve, par son attitude dans les débats qui doivent avoir lieu sur la situation en Birmanie, au Bhutan, en Chine et au Tibet, en Indonésie (Timor-Oriental) et à Sri-Lanka, le moyen de remercier ses mandants...

ISABELLE VICHNIAC

La France adhère au traité de non-prolifération nucléaire

Le conseil des ministres a entériné, lundi 27 janvier, la décision annoncée par l'Elysée en juin dernier (*le Monde* du 3 juin 1991) de signer le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Lors de la publication du plan « de maîtrise des armements et de désarmement », les autorités françaises avaient annoncé leur intention d'adhérer au traité, sans pour autant remettre en cause le minimum d'essais nucléaires nécessaire au maintien de la force de dissuasion atomique française.

L'Elysée avait à l'époque rappelé que la France, sans en être formellement signataire, se comporte depuis 1976 comme si elle avait souscrit au traité de non-prolifération. La France était, avec la Chine, la seule puissance nucléaire *à ne pas avoir adhéré au TNP*, signé par cent quarante Etats.

L'Argentine suspend la livraison de matériel nucléaire à l'Iran

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Le gouvernement argentin a décidé de suspendre l'envoi de matériel nucléaire à l'Iran, dans le cadre d'un contrat de 18 millions de dollars signé entre Téhéran et l'Institut national argentin de recherche appliquée (INVAP). Annoncée le 26 janvier par la presse locale, cette décision a été confirmée par le vice-ministre des affaires étrangères, qui n'a pas précisé la nature de la livraison attendue par l'Iran.

Il a démenti que son gouvernement ait agi sous la pression des Etats-Unis, comme l'affirment certains journaux. Il a indiqué qu'allaient être révisés *« tous les contrats »* signés par l'INVAP, entreprise publique qui dépend de la Commission nationale de l'énergie nucléaire (CNEA) et de la province du Rio-Negro.

La *« nouvelle politique nucléaire de l'Argentine »*, souligne-t-on à la chancellerie, implique que l'exportation de ce type de matériel soit placé sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le gouvernement de M. Carlos Menem avait accepté l'an dernier de démanteler le projet de construction du missile à moyenne portée Condor-II, après que le gouvernement américain l'eut demandé avec insistance.

Les Etats-Unis craignent de voir l'Argentine exporter une technologie nucléaire de pointe vers des pays du Proche-Orient susceptibles, selon eux, de menacer la sécurité *dans la région. L'Irak, mais aussi* l'Egypte, auraient investi des centaines de millions de dollars dans le projet Condor-II, dont certains éléments auraient été utilisés par M. Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe.

Ch. L.

M. Mitterrand en visite à Oman

Le président François Mitterrand était attendu mardi 28 janvier, en fin d'après-midi, à Mascate, pour une visite officielle de deux jours dans le sultanat d'Oman.

Selon des sources omanaises et françaises à Mascate, M. Mitterrand doit s'entretenir, notamment, avec le sultan Qabous, de la situation dans le *Golfe, un an après la libération* du Koweït. Il entend relancer la coopération, notamment militaire, avec ce pays pétrolier. Dans un entretien accordé à la veille de ce voyage au quotidien arabe *Al Hayat*, publié à Londres, le président a souligné que la France est prête à participer au renforcement de la sécurité des pays du Golfe.

□ **Rectificatif.** – L'ambassade d'Allemagne à Paris nous signale que M. Hans-Dietrich Genscher n'a à aucun moment, lors de sa récente visite à New-York, qualifié l'initiative britannique, d'organiser le 31 janvier un sommet du Conseil de sécurité de l'ONU, de *« provocation n'allant pas dans l'esprit de Maastricht »* (*le Monde* daté 26-27 janvier). Une coupe malencontreuse nous a fait attribuer par erreur au ministre allemand ces propos dont l'auteur était un diplomate de l'ONU.

PROCHE-ORIENT

Les négociations « multilatérales » sur l'avenir du Proche-Orient

La réunion de Moscou s'est ouverte en l'absence des Palestiniens

Le secrétaire d'Etat américain James Baker a ouvert, mardi 28 janvier à Moscou, les négociations « multilatérales » sur l'avenir du Proche-Orient en invitant les participants à *« s'engager pleinement »* et à ne pas *« laisser passer »* l'occasion *« rare »* qui s'offre à eux de coopérer. M. Baker n'a, toutefois, fait aucune allusion à l'absence des Palestiniens, de la Syrie et du Liban de ces négociations qui, a-t-il dit, visent à *« traiter de questions communes à tous les peuples du Moyen-Orient »*. De son côté, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, a appelé les pays arabes à coopérer avec Israël pour mettre fin à la course aux armements afin d'exploiter leurs ressources communes, notamment dans la région du golfe d' « Eilat-Aqaba » (sur la mer Rouge).

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La réunion préparatoire de Moscou a commencé en l'absence de trois des cinq parties au conflit israélo-arabe : les Palestiniens, la Syrie et le Liban. Après trois jours d'intenses tractations et des négociations de dernière heure avec la Russie et surtout les Etats-Unis, les deux « parrains » du processus de paix, l'OLP a finalement décidé de ne pas participer à cette conférence en raison du refus de ces « parrains » de permettre un changement dans la composition de la délégation palestinienne.

Après avoir, en vain, demandé sa participation directe à ce forum qui devait réunir vingt-six États pour l'étude des différents problèmes régionaux, l'OLP avait décidé l'envoi d'une délégation *représentant tout le peuple palesti*nien, soit les habitants de Jérusalem-Est, de Cisjordanie, de Gaza et de la « diaspora ».

Présidée par M. Fayçal Husseini, cette délégation se composait de Mme Zahira Kamal, de Jérusalem comme M. Husseini, de trois membres de la délégation palestinienne acceptés pour les négociations bilatérales, soit MM. Saeb Oreikat, Ghassan Khatib (Cisjordanie) et Zakaria El Agha (Gaza) et de trois représentants de la « diaspora », MM. Camille Mansour, Yazid Sayegh, universitaires résidant à Paris et Londres, et Anis Kassem, avocat international. Le choix de ces huit représentants, dont aucun n'appartient à un organe officiel de la centrale palestinienne, était déjà un compromis, souligne-t-on de source palestinienne, par rapport à la demande initiale.

En décidant à la dernière minute d'envoyer cette délégation à Moscou – plus Mme Hanane Ashraoui, porte-parole officiel pour le processus de paix, ainsi que deux membres de son comité exécutif, MM. Yasser Abedrabo et Soleiman Najjab, – la centrale palestinienne voulait à la fois tenter jusqu'au bout d'obtenir gain de cause et, surtout, de s'expliquer auprès des participants jusqu'à l'aube de ce mardi matin.

Les Palestiniens, en liaison constante avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, à Tunis, ont attendu une nouvelle proposition américaine propre à sortir de l'impasse. En arrivant à Moscou en ordre dispersé en raison de cette décision de dernière heure, les *délégués palestiniens se montraient* toutefois fermes et Mme Ashraoui déclarait : *« Si Israël a des problèmes avec les Palestiniens de Jérusalem ou de la « diaspora », cela ne signifie pas que le monde doive adopter le point de vue israélien. Tous les autres pays n'ont pas de problèmes, ce n'est pas juste et cela ne peut pas marcher. Cette délégation est réaliste et pleinement représentative. »*

La délégation israélienne, présente à Moscou depuis dimanche soir, affirmait pour sa part que tout changement dans la composition de la délégation « jordano-palestinienne » telle que prévue à Madrid était susceptible de remettre en cause tout le processus de paix.

« Nous avons des assurances des cosponsors que la formule de Madrid sera appliquée. Nous n'avons pas de raisons de douter de cela », déclarait, pressé de questions lundi après-midi, M. Moshé Mariv, directeur général adjoint du ministère des affaires étrangères. Quant au responsable russe, héritier officiel d'une Union soviétique jadis meilleure alliée des Palestiniens, il affirmait : *« Nous sommes en contact avec la partie palestinienne qui connaît notre position, mais Moscou n'est pas en mesure de satisfaire leur demande. La réunion de Moscou est basée sur les mêmes principes que celle de Madrid, c'est-à-dire une délégation jordano-palestinienne »*.

Premier grave revers

En lot de consolation, un membre de la délégation russe, M. Vladimir Pettrovsky, ajoutait : *« Cela n'est pas un précédent pour plus tard, quand la discussion sera lancée dans les groupes de travail. »* Une proposition, il est vrai, déjà faite par Washington, qui avait ainsi tenté de faire admettre aux Palestiniens qu'ils pourraient inclure des délégués de l'extérieur et de Jérusalem-Est dans la composition des quatre groupes de travail prévus. Si l'on en doutait encore, la démonstration est cette fois faite. La Russie de Boris Eltsine n'est plus pour les Arabes une alliée, et il est significatif que deux des plus fidèles amis de l'ex-URSS boycottent ces assises, l'OLP et la Syrie.

Seule des parties arabes en conflit avec Israël, la Jordanie va donc participer à cette conférence, qui constitue quand même le premier grave revers du processus de paix engagé par les Etats-Unis. *On* voit mal, en effet, comment les autres pays arabes, c'est-à-dire les pays du Golfe, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie, pourraient s'engager très loin dans un processus de normalisation avec Israël en l'absence *des principaux pays de la ligne de* front. Quant aux autres participants – CEE, Japon, Canada, Turquie et pays de l'Association européenne de libre échange – invités pour donner, outre une aide économique, une impulsion à cette normalisation, avec qui peuvent-ils discuter puisque les principaux intéressés ne sont pas là ?

Ce revers de Moscou risque, en tout cas, d'ajouter aux incertitudes qui pèsent déjà sur la poursuite des négociations bilatérales dans la mesure où il va sans doute raidir les positions des uns et des autres. Certes, les délégués israéliens affirmaient lundi être sans *« grande illusion »* sur cette conférence, pour laquelle ils avaient à ce stade *« des attentes modestes »*. Ils pourront toujours faire valoir que des pays arabes se sont réunis pour la première fois avec eux, et c'est déjà quelque chose, mais le processus risque d'être gelé pour longtemps.

Dans la période d'incertitude où l'on entre, avec à la fois des élections en Israël et aux Etats-Unis, c'est tout le processus de paix qui est, d'une certaine façon, en cause. Cette donnée a sans aucun doute joué dans la décision palestinienne, comme le sentiment de la base hostile à ces négociations multilatérales, aussi bien à l'intérieur des *territoires occupés* que dans la « diaspora ». Il est significatif que les délégués de l'intérieur se soient montrés, cette fois, très fermes dans le refus.

Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, devra sans aucun doute repartir de loin pour remettre le train sur les rails, et ce d'autant plus que le refus des Palestiniens – même si les causes en sont quelque peu différentes de celles des Syriens – renforce d'une certaine manière les négociateurs arabes. En fait, la dynamique de paix espérée par M. Baker a ses *limites et particulièrement* au moment où la politique de colonisation israélienne exacerbe l'amertume des Palestiniens et suscite des questions sur la volonté israélienne de faire la paix. Reste à savoir maintenant comment vont réagir les Etats-Unis, qui doivent d'autre part décider dans les prochains jours des conditions auxquelles il faut ou non accorder les garanties demandées par Israël pour l'installation des nouveaux immigrants.

La troisième phase du processus de paix paraît mal engagée et cette réunion de Moscou semble quelque *peu surréaliste*, comme l'est la fiction voulue par les Etats-Unis d'un « co-parrainage » russe qui n'a plus de signification politique.

FRANÇOISE CHIPAUX

AMÉRIQUES

HAÏTI : après l'attaque contre les bureaux du premier ministre pressenti

Washington a rappelé son ambassadeur pour consultation

Les Etats-Unis ont annoncé, lundi 27 janvier, le rappel pour consultation de leur ambassadeur à Haïti, M. Alvin Adams, à la suite de l'attaque perpétrée samedi dernier contre le siège du parti du premier ministre pressenti, M. René Théodore. *« Nous condamnons fermement cette attaque par des groupes liés au régime actuel »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat.

« Le régime [haïtien] *doit savoir que la restauration de la démocratie est la seule façon de mettre fin à l'isolement politique et économique d'Haïti »*, a averti le département d'Etat, qui a demandé la traduction en justice des responsables. Le gouvernement provisoire d'Haïti a *« condamné »* l'attaque perpétrée par des policiers en civil et ordonné au *général Cédras, principal auteur du* coup d'Etat du 30 septembre, l'arrestation du caporal Démosthène Jean-François, qui vient d'être incarcéré.

Par ailleurs, les garde-côtes américains ont recueilli au cours de la seule journée de lundi 1 100 boat people haïtiens fuyant leur pays à bord d'embarcations de fortune. Plus de 2 000 réfugiés avaient été repêchés en mer la semaine dernière, ce qui a confirmé la reprise d'un exil sur une grande échelle. Le camp installé à la base américaine de Guantanamo (au sud de Cuba) avait déjà accueilli plus de 8 000 personnes depuis le coup d'Etat. – *(AFP, Reuter.)*

□ **NICARAGUA : *affrontements* armés dans le nord du pays.** – D'anciens soldats sandinistes ayant repris les armes ont attaqué, dimanche 26 janvier, un poste de police à Wiwili, au nord-est de Managua, tuant 4 policiers et perdant 2 hommes dans l'assaut, a annoncé le ministère nicaraguayen de l'intérieur. Dans la même région, d'anciens « contras » ont tué le directeur de l'hôpital de Waslala, a déclaré, lundi la police. Une partie des anciens « contras » et, en réaction, certains de leurs adversaires sandinistes, ont repris les armes malgré les efforts du gouvernement pour démobiliser les deux groupes armés. – *(UPI, Reuter.)*

ÉTATS-UNIS

La ville de Dallas va rendre publics tous ses dossiers sur l'assassinat du président Kennedy

Alors que la polémique sur les circonstances du meurtre du président Kennedy rebondit aux Etats-Unis, le conseil municipal de Dallas (Texas) a ordonné, lundi 27 janvier, aux responsables de la police locale de verser aux archives de la ville ses derniers dossiers encore non publiés. Parmi eux, figurent des documents récemment découverts. La résolution du conseil, adoptée à l'unanimité, demande également au Congrès de rendre publics les dossiers des commissions d'enquêtes parlementaires, qui doivent normalement rester secrets jusqu'en 2029.

La controverse sur l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963 à Dallas, a repris vigueur depuis la sortie, à la fin de l'année 1991, du film « *JFK* », qui attaque la thèse officielle du meurtre isolé et défend l'hypothèse d'un complot *impliquant le Pentagone*, les groupes anticastristes et la Mafia. A la fin du film, le réalisateur, M. Oliver Stone, demande *que tous les dossiers deviennent* accessibles. – *(AFP.)*

ISRAËL

Un rapport du CICR dénonce « répression, brutalités et colonisation » dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël, plus connu sous le vocable arabe d'*intifada*, est essentiellement né, en décembre 1987, de deux phénomènes majeurs : d'abord *« la durée de l'occupation militaire »* – qui entrait alors dans sa vingtième année sans la moindre ouverture possible vers un règlement négocié – et, ensuite, la politique de colonisation juive *« poursuivie en violation des lois humanitaires »*. Frustré, sans doute, de n'avoir pu prononcer le réquisitoire qu'il avait préparé pour la conférence internationale des États signataires des conventions de Genève, fin novembre à Budapest, M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a décidé de rendre son texte public.

Déplorant l'*« ajournement indéfini »* de la conférence, conséquence du refus américain d'entériner la présence de l'OLP comme *« État signataire »* des conventions internationales, le président du CICR a titré son intervention : *« Respect des lois humanitaires, revue de cinq années (1987-1991) d'activités du CICR »*. C'est au chapitre « Civils sous occupation » que M. Sommaruga est le plus sévère à l'encontre de ce qu'il appelle *« la puissance d'occupation »*.

« Sérieux problèmes humanitaires »

« Confrontés à la révolte des Palestiniens, écrit-il, *les forces armées israéliennes et la police ont eu recours »* à toutes sortes de *« mesures répressives »* dont il dresse l'inventaire : *« Actes de brutalité, utilisation d'armes contre des civils, imposition de couvre-feux prolongés, démolition d'habitations, expulsion de résidents et arrestations massives. »* Le nombre de détenus palestiniens que le CICR a été autorisé par Israël à visiter en prison *« est passé de quatre mille en 1987 à seize mille en 1990 »*, écrit encore M. Sommaruga.

« Dans le même temps, poursuit-il, *les autorités israéliennes ont intensifié leur programme d'implantations juives dans les territoires occupés »*, et cela a conduit à une multiplication des *« affrontements entre colons et résidents palestiniens »*. Les *« sérieux problèmes humanitaires »* nés de cette politique et constatés sur place par les délégués du CICR ont été souvent portés à la connaissance des autorités. L'organisation internationale a souvent protesté, notamment contre les expulsions ou les dynamitages de résidences palestiniennes, *« généralement sans »* résultat ni *« réponse »*.

Tout en admettant la présence du CICR ainsi que certaines provisions internationales pour la protection des personnes vivant dans des territoires occupés, Israël ne reconnaît pas la validité de tous les articles de la quatrième convention de Genève concernant, justement, ces personnes.

Elle ne la reconnaît même pas du tout pour ce qui concerne les résidents arabes de la partie orientale de Jérusalem ou ceux du plateau du Golan, deux territoires conquis en 1967 et annexés plus tard. Le président du CICR a tenu à rappeler que, pour lui, *« la convention est applicable à tous les territoires occupés quel que soit le statut qui leur a été assigné par Israël »*.

PATRICE CLAUDE

POINT/L'EAU AU PROCHE-ORIENT

Le partage d'une ressource stratégique

« En 1995, la Jordanie, Israël et la Cisjordanie occupée auront virtuellement épuisé toutes leurs sources d'eau renouvelables s'il n'y a pas de changement radical de la consommation », écrivaient, il y a près de huit ans, deux experts de l'Institut de recherche sur le Proche-Orient de l'université de Pennsylvanie.

Depuis, la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Aussi, le dossier de l'eau figure-t-il en très bonne place sur la table des négociations dites « multilatérales » qui commencent mardi 28 janvier à Moscou. Au même titre que la protection de l'environnement, le développement économique concerté et le désarmement, que doivent discuter Israël, l'ensemble des pays arabes et la plupart des grandes puissances de la planète, dans la perspective d'une paix globale au Proche-Orient.

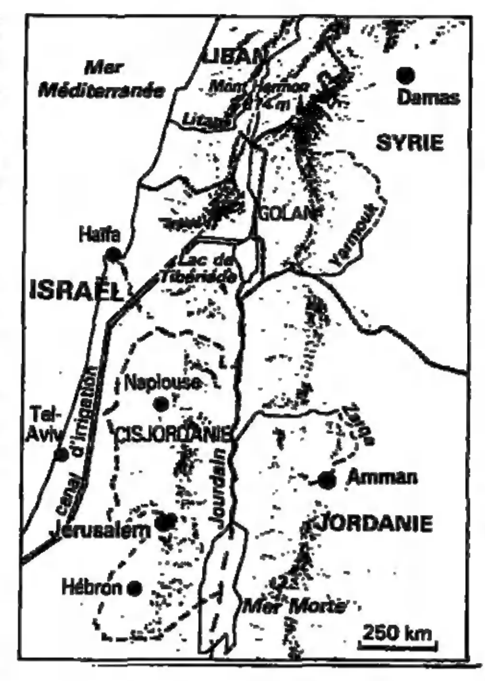
La question du partage de l'eau, dans cette partie du monde, largement désertique, est d'autant plus importante que l'explosion démographique, la croissance de l'agriculture et de l'industrie, qui aggravent une consommation anarchique, raréfient de façon dramatique une ressource naturelle, vitale et stratégique entre toutes.

La maîtrise de l'approvisionnement en eau a déjà été, dans le passé – en 1967, notamment, – l'un des principaux enjeux du conflit israélo-arabe. Elle pourrait être la cause majeure d'une prochaine guerre à moins qu'elle ne devienne, dans le cadre du processus lancé à Madrid, une arme de la paix...

Le Jourdain, principal enjeu

Après celui de l'avenir politique des territoires occupés, le problème de la répartition des ressources en eau entre Israéliens, Libanais, Syriens, Jordaniens et Palestiniens est incontestablement le plus compliqué à résoudre. En l'absence d'une législation internationale définie, tout accord nécessite une certaine coopération, d'autant plus difficile à établir que le réseau hydraulique ignore les frontières.

La situation des différents pays de cette partie du Proche-Orient n'est pas totalement comparable, Libanais et Syriens étant, pour le moment, les moins sévèrement touchés par la pénurie. Mais il est évident que la Cisjordanie, le Golan syrien, le sud du Liban, occupés par Israël, sont des régions d'une importance vitale pour ce pays. Un récent rapport des Nations unies indique que 67 % de la consommation d'Israël en eau provient de l'extérieur de ses frontières de 1948, 35 % de la Cisjordanie et des affluents du Jourdain, 22 % du plateau du Golan.



En occupant ce plateau où la pluviométrie est abondante, ainsi qu'une portion du Liban, Israël s'est en effet assuré la maîtrise des trois éléments formant le cours supérieur du Jourdain, c'est-à-dire les rivières Hasbani (au Liban), Banias (en Syrie) et la source du Dan (en territoire israélien, depuis l'annexion de sept villages libanais en 1949). Or le Jourdain alimente le plus grand réservoir d'Israël, le lac de Tibériade.

C'est à partir de cette « mer de Galilée » qu'Israël a réalisé son aqueduc « national » qui va jusqu'au désert du Néguev. Cette canalisation stratégique – contre laquelle le Fatah de Yasser Arafat avait revendiqué sa première opération, le 1er janvier 1965 – pompe la plus grande quantité des eaux du Jourdain, qui se jette dans la mer Morte.

Outre le Jourdain, les deux principales sources d'approvisionnement en eau d'Israël sont des nappes souterraines dont l'une se situe entièrement en Cisjordanie. Une des premières initiatives de l'Etat hébreu au lendemain de l'occupation de ce territoire, après la guerre de 1967, avait d'ailleurs été de déclarer l'eau *« ressource stratégique sous contrôle militaire »*. Depuis cette date, les Palestiniens de ce secteur se sont vu interdire tout creusement de puits, et la surface des terres irriguées exploitées par eux en Cisjordanie est tombée de 27 % avant 1967 à 3,7 % aujourd'hui. Les quelque cent mille colons israéliens en Cisjordanie utilisent aujourd'hui quasiment autant d'eau que le million de Palestiniens, approximativement 100 millions de mètres cubes contre 137. On estime que 83 % de l'eau de la montagne aquifère en Cisjordanie est utilisée par Israël dans ses frontières de 1948 ou en Cisjordanie.

La clé des frontières

Cette dépendance israélienne vitale fait d'ailleurs dire à Zeev Schiff (1), le chroniqueur militaire d'*Haaretz* : *« Sans une garantie de coopération et sans ajustement spécifiques sur sa frontière est permettant de mettre à l'abri une part de ses sources d'eau, Israël ne devrait accepter aucun retrait de Cisjordanie. Il est important que les experts en eau jouent un rôle décisif dans la détermination des frontières définitives d'Israël. »*

La situation à Gaza, où s'entassent six cent cinquante mille Palestiniens sur une étroite bande de 360 kilomètres carrés le long de la Méditerranée, est encore plus explosive. Surexploitée à la fois par la population arabe, les dix mille colons et les fermiers israéliens qui jouxtent ce territoire, la nappe phréatique s'est épuisée à tel point que l'eau de mer y pénètre, la rendant saumâtre. *« Dans trois ans, l'eau douce aura disparu de Gaza, et la proportion de chlore dépasse déjà les normes sanitaires »*, affirme un expert.

Pour sa part, la Jordanie connaît déjà un déficit évalué à 40 %, qui pourrait atteindre 65 % en l'an 2005, alors que la population du pays (3,4 millions d'habitants) aura augmenté de plus de 70 %. La consommation moyenne par habitant est de l'ordre de 250 mètres cubes par an, contre une moyenne mondiale de 1 000 mètres cubes. Les 730 millions de mètres cubes consommés annuellement en Jordanie (2 milliards de mètres cubes pour Israël) proviennent des nappes phréatiques ou des eaux de pluie, très irrégulières et mal réparties. Jugée alarmante, la situation ne saurait être grandement améliorée par les mesures de rationnement ou la diminution des surfaces irriguées décidées par le gouvernement.

De petits barrages de retenue

M. Elias Salameh, professeur à l'université et expert reconnu, affirme : *« Nous devons exiger avant tout notre part des eaux internationales. Nous devons réclamer notre part du Jourdain, dont les 640 millions de mètres cubes par an sont entièrement exploités par Israël. »* Pour remédier à la *« perte »* du Jourdain, la Jordanie avait, dès avant 1967, commencé à construire un barrage pour retenir les eaux du Yarmouk, dont le niveau dépend de la courte saison des pluies d'hiver. Principal affluent du Jourdain, le Yarmouk, qui prend sa source en Syrie, rejoint le Jourdain à dix kilomètres au sud du lac de Tibériade.

Les installations de ce premier barrage ont été détruites par l'armée israélienne en 1967. Depuis, un deuxième projet, plus en amont, résultat d'un accord conclu en 1987 entre Amman et Damas, a été établi à la frontière jordano-syrienne. Dénommé barrage de l'unité, il aurait une capacité de retenue de 220 millions de mètres cubes par an. Outre l'irrigation de plusieurs milliers d'hectares dans la vallée du Jourdain, il permettrait de fournir 50 millions de mètres cubes supplémentaires pour les agglomérations d'Amman et de Zarqa, en produisant en outre de l'énergie électrique, dont la Syrie bénéficierait à hauteur de 75 %. Jugé réaliste par les experts, ce projet est lié à l'accord d'Israël, pour l'instant refusé, sans lequel la Banque mondiale ne veut pas s'engager, compte tenu de l'expérience précédente.

Beaucoup de spécialistes en sont persuadés : la volonté israélienne de garder le Golan tient plus à des considérations ayant trait à l'eau qu'à une exigence de sécurité, mise à mal par les tirs de missiles irakiens durant la guerre du Golfe. A part le fait que le plateau contribue pour 22 % à l'approvisionnement en eau d'Israël, il donne à Damas un moyen de contrôle sur le niveau du lac de Tibériade, donc sur le fonctionnement de l'aqueduc « national ». Mais, de son côté, la Syrie, qui dispose actuellement de 18 milliards de mètres cubes d'eau par an, a besoin d'une partie de cette quantité pour le développement du Sud, qui souffre d'un grave déficit, et pour pallier l'insuffisance dont souffrent d'autres régions.

Le débit de la source qui alimente Damas a été réduit par quatre, selon le ministre des ressources hydrauliques, et la capitale syrienne connaît jusqu'à quatorze heures de coupures d'eau par jour. L'Euphrate, qui arrose le nord-est du pays, est surexploité, et son utilisation dépend aussi de la Turquie. Quant à l'Oronte, qui naît au Liban et se jette dans la Méditerranée, en Turquie, il est essentiel au développement rural de la région du Ghab, qui couvre une surface de 140 000 hectares et fournit l'électricité aux villes de Homs et Hama. Conscients des difficultés à venir, les Syriens multiplient partout où c'est possible les petits barrages de retenue et ont entrepris des études pour chercher de l'eau encore plus profondément.

Théoriquement plus privilégié, le Liban est le seul pays de la région à posséder entièrement un fleuve, le Litani, sur son territoire. Les visées israéliennes sur ce fleuve, convoité avant même l'indépendance du Liban, reviennent périodiquement. Or les experts libanais sont formels : les projets concernant la mise en valeur – par l'irrigation – du sud du pays, largement défavorisé, la fourniture d'eau potable et d'électricité ne permettront pas de générosité.

Selon M. Ziad Hajjar, du ministère de l'irrigation, le Liban, en l'an 2000, connaîtra en année sèche un véritable déficit. Donc les autorités de Beyrouth n'entendent pas céder sur le Litani, mais soulever au contraire la question des 320 millions de mètres cubes que « vole » Israël dans le Hasbani et ses affluents ou dans le pompage de la nappe phréatique de cette région occupée, dans laquelle les Libanais n'ont plus le droit de creuser de puits.

(1) *Security for Peace : Israel's Minimal Security Requirements in Negociations with the Palestinians - Policy Papers*. Editeur : *The Washington Institute for Near-East Policy*, 1989.

Dessalement, recyclage et... maturité politique

Contrôle de la démographie, réforme des méthodes d'agriculture et d'irrigation, développement économique concerté, de même que dessalement de l'eau de mer et recyclage des eaux usées, sont les solutions le plus souvent avancées par les experts pour remédier à la crise.

« Richesse naturelle, l'eau n'a pas reçu dans la région la même attention que le pétrole, et sa sauvegarde demande une maturité politique » qui suppose le règlement du conflit israélo-arabe, affirme M. Farouk Ghandour, président du groupe Metito, seule compagnie arabe à travailler sur le dessalement ou le recyclage des eaux. Selon lui, la pression démographique dans les pays arabes et l'immigration en Israël aggravent le problème ; il cite l'exemple de l'Egypte qui, *« en trente ans, de 1950 à 1980, a vu son volume d'eau par tête divisé par cinq »*.

Changer les mentalités

La volonté de chaque pays de développer sa propre agriculture, au mépris des coûts et de la dépense supplémentaire d'une eau qui n'est pas payée à son juste prix, le manque d'attention à l'entretien des réseaux d'adduction, ayant pour conséquence d'énormes déperditions, sont autant de facteurs qui doivent aujourd'hui être pris en compte pour assurer l'approvisionnement de tous.

Adopté par les pays du Golfe, le dessalement divise toutefois les experts, étant donné son prix : environ 1,80 dollar le mètre cube. Il pourrait toutefois se concevoir dans plusieurs autres pays. Comme l'a suggéré récemment M. Raphaël Eytan, ancien ministre de l'agriculture israélien, il peut être envisagé de consacrer une partie du budget de la défense à la construction d'usines de dessalement, *« puisque avec le coût d'un seul avion F15 on pourrait traiter 17 millions de mètres cubes »*. Mais ces usines sont toutefois très vulnérables en cas de conflit, comme l'a montré la guerre du Golfe.

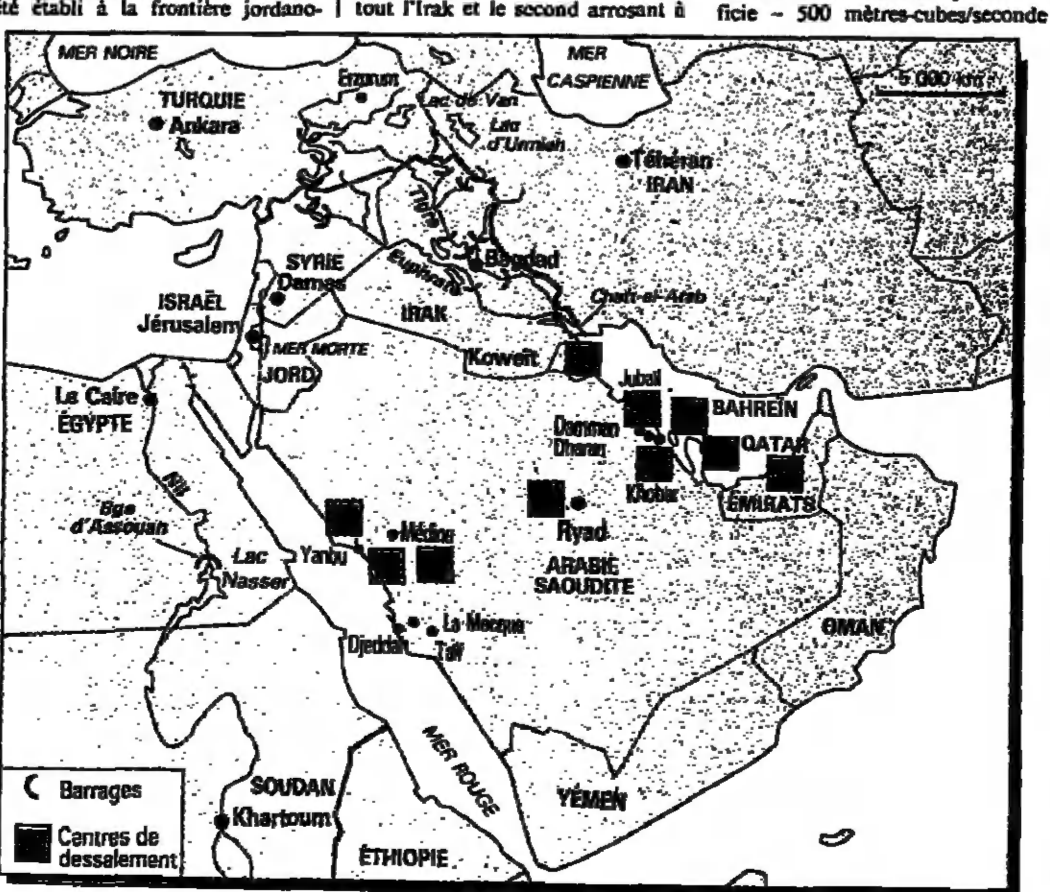
Beaucoup moins coûteux – 30 cents le mètre cube – est le recyclage des eaux usées, déjà employé en Jordanie ou en Israël ; il pose cependant, selon M. Ghandour, des problèmes d'ordre culturel et religieux, même si certains ulémas reconnaissent que le procédé est admissible au regard de l'islam. Et cela suppose toute une infrastructure, donc des moyens financiers importants. Or, à l'heure actuelle, dans la plupart des pays de la région, l'eau n'est pas payée à son prix réel.

Un véritable changement des mentalités est nécessaire pour que des solutions nouvelles soient trouvées. Celles-ci exigeront, en tout état de cause, la création d'un organisme supranational chargé à la fois d'évaluer en permanence les besoins de chacun et de suggérer la réponse à apporter. On n'en est certes pas là, même si la situation actuelle, tous en conviennent, ne peut guère durer.

Château d'eau de la région

La Turquie pourrait relancer son projet de « pipeline de la paix »

Invitée aux négociations multilatérales, la Turquie occupe une place très importante sur la carte du réseau hydraulique de la région. C'est sur son territoire que se situent les sources du Tigre et de l'Euphrate, le premier de ces grands fleuves traversant ensuite tout l'Irak et le second arrosant à la fois ce pays et la Syrie. Bien qu'ils s'en défendent, les dirigeants turcs sont régulièrement accusés par Damas et Bagdad d'user de l'eau comme d'une arme. Il est significatif que le seul accord bilatéral qui détermine la quantité d'eau dont la Syrie bénéficie – 500 mètres-cubes/seconde – ait été signé en 1987 avec Ankara, parallèlement, affirme-t-on d'origine turque, à un engagement de Damas à prévenir les raids des rebelles kurdes en Turquie à partir de la Syrie.



Pour toutefois démontrer la bonne volonté de son pays, M. Turgut Ozal, alors premier ministre, avait en 1986 lancé l'idée d'un *« pipeline de la paix »* (1) qui pourrait fournir 6 millions de mètres cubes d'eau douce par jour, provenant des rivières Seyhan et Ceyhan, à la Syrie, la Jordanie, l'Arabie saoudite et aux autres Etats du Golfe. Ce projet, dont le coût était estimé, à l'époque, à 20 milliards de dollars, n'a pas dépassé les 2,7 millions de dollars dépensés par la Turquie pour l'étude préliminaire, et les premiers contacts diplomatiques pris en 1988 avaient révélé tout de suite la réticence des pays du Golfe à se placer en situation de dépendance pour une ressource aussi stratégique que celle de l'eau.

Un accord Qatar-Iran

La guerre du Golfe n'a fait qu'aggraver cette crainte. Interrogé en juillet dernier sur ce projet, le ministre de l'eau et de l'électricité des Emirats arabes unis affirmait que *« les Etats du Golfe avaient décidé de geler ce projet, les usines de dessalement coûtant nettement moins cher »*.

Les riches pays du Golfe, où l'énergie est bon marché, tirent actuellement en effet 70 % de leurs besoins en eau potable d'une quarantaine d'usines de dessalement de l'eau de mer. Celles-ci fournissent quelque 4 milliards de litres d'eau par jour, dont près de la moitié produits par l'Arabie saoudite. Selon les experts, toutefois, les besoins en eau potable des pays de cette région devraient augmenter de 150 % en vingt-cinq ans, sans compter l'augmentation, dans des proportions quasi identiques, des besoins de l'industrie et de l'agriculture.

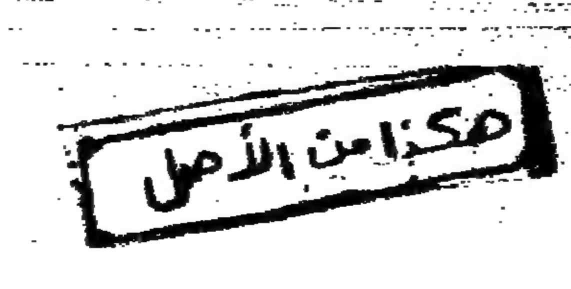
Au déplaisir de certains de ses voisins, le Qatar a récemment signé avec l'Iran un accord pour la fourniture d'eau de la rivière Karoun, située au sud-ouest de l'Iran. L'eau serait acheminée par un aqueduc long de quelque 1 800 kilomètres dont les frais de réalisation, estimés à 13 milliards de dollars, seraient assurés par cet émirat pétrolier. La prudence commande toutefois d'attendre le début des travaux pour voir si cette coopération éminemment politique va se poursuivre.

Face à ce projet avec l'Iran – qui ne sera pas représenté à Moscou – la Turquie va sans doute relancer son idée de *« pipeline de la paix »*.

(1) Le projet prévoyait la construction de deux pipelines enfouis à 2 mètres sous terre. L'un, long de 2 700 kilomètres, traverserait la Syrie, les hauteurs du Golan, la Jordanie et l'Arabie saoudite pour alimenter les villes de Tabouk, Médine, Yanbu, La Mecque et Djeddah. L'autre, long de 3 900 kilomètres, fournirait l'eau aux autres États du Golfe en desservant d'abord le Koweït.

Dossier établi par Françoise Chipaux





POLITIQUE

Avant le second tour de l'élection législative du Nord

Socialistes, communistes et écologistes souhaitent l'échec du candidat d'extrême droite

Le PS a appelé ses électeurs, dans la quatrième circonscription du Nord, à manifester leur rejet du Front national au second tour de l'élection législative partielle, le 2 février. Les Verts et les communistes, sans donner de consigne de vote formelle, ont souhaité également l'échec du candidat d'extrême droite.

La fédération du Nord du Parti socialiste, dont le candidat a été devancé par celui du Front national au premier tour de l'élection partielle de la quatrième circonscription, le 26 janvier, a appelé, lundi 27 janvier, *« ses électeurs et les abstentionnistes à manifester par leur vote au second tour leur rejet du Front national »*. Génération-Écologie, que préside le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, et qui présentait un candidat au premier tour, s'est prononcé en faveur du candidat de l'opposition, M. Marc-Philippe Daubresse (CDS), *« afin de faire échec au Front national »*.

La position des Verts, présents eux aussi au premier tour, est plus nuancée. M. Antoine Waechter a affirmé, lundi, que son mouvement ne donnera pas de consigne de vote pour le second tour. « *Mais*, a-t-il ajouté, *c'est évident, nous ne souhaitons pas que le candidat du Front national soit élu.* » Cependant, les responsables régionaux du parti écologiste ont appelé, lundi, à *« aller voter dimanche prochain pour exprimer le rejet des thèses du candidat de la haine, de la violence et de l'exclusion »*.

M. Bérégovoy : « Un an pour mobiliser »

Le Parti communiste, de son côté, observe, sans donner de consigne de vote, que *« c'est une évidence pour tout le monde, les candidats de droite* [à l'élection législative et à l'élection cantonale] *seront élus »* et il rappelle que les communistes sont *« antiracistes dans l'âme depuis toujours »*.

Les résultats de l'élection législative du Nord et ceux des cantonales partielles ont fait dire à M. Pierre Bérégovoy, au « Club de la presse » d'Europe 1, que *« tout gouvernement au pouvoir connaît, en général, des échecs aux élections locales »*. *« Nous ne connaîtrons pas de succès aux élections* [régionales et cantonales] *de mars, mais nous avons encore un an pour mobiliser et pour expliquer »* avant les élections législatives, a ajouté le ministre de l'économie. Interrogé sur une réforme du mode de scrutin, M. Bérégovoy a déclaré : *« Comme il faudra un système simple, on n'a le choix qu'entre deux modes de scrutin : le scrutin actuel ou le scrutin proportionnel du type de 1986. »*

Le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, interrogé après le conseil des ministres sur les critiques encourues par le gouvernement au sujet de sa politique de l'immigration, a déclaré : *« C'est par fidélité à notre attachement aux droits de l'homme que nous souhaitons le plein respect des droits et des devoirs de ceux qui veulent s'intégrer dans la communauté française et, en même temps, faire respecter nos lois et lutter contre l'immigration clandestine. »*

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré, à Colmar, que le Parti socialiste *« paie actuellement les conséquences de son attitude caractérisée par l'hypocrisie et le double langage »* et que le résultat de l'élection partielle du Nord *« confirme la chute vertigineuse de confiance dans le président de la République et dans le gouvernement »*. Selon M. Pasqua, *« les électeurs socialistes eux-mêmes sont déboussolés »*, et il a ironisé sur la *« situation fellinienne »* qui avait vu le PS participer, le 25 janvier, à une manifestation antiraciste au cours de laquelle sa politique a été huée.

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a expliqué que les *« divergences d'appréciation »* qui s'étaient exprimées lors de cette manifestation *« ne doivent pas cacher l'essentiel, qui est un engagement contre tout ce qui peut faire le terreau du Front national »*.

□ **M. Cambadélis (PS) porte plainte contre M. Le Pen pour diffamation.** – M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, a annoncé, lundi 27 janvier sur Radio-Shalom, qu'il portait plainte contre M. Jean-Marie Le Pen pour diffamation. Au terme de la réunion du conseil national du Front national, dimanche 26 janvier à Paris, M. Le Pen avait décrit M. Cambadélis comme *« l'ami des organisations terroristes allemandes »* (*le Monde* du 28 janvier). Selon l'animateur du manifeste contre le Front national, le chef de file de l'extrême droite *« tente, par le terrorisme verbal, de disqualifier ses ennemis en les identifiant à la bande à Baader »*.

Malgré la publication de têtes de liste communes

L'opposition reste divisée dans plusieurs départements

Le RPR et l'UDF ont tenté, lundi 27 janvier, de mettre la dernière main à la constitution de listes communes aux élections régionales, mais des discussions seront encore nécessaires pour cinq départements. Si l'accord est conclu sur le choix des têtes de liste, à l'exception du Tarn-et-Garonne et de la Corse, où les deux partis présenteront vraisemblablement des listes séparées (*le Monde* du 28 janvier), les négociations continuent en effet sur la composition même des listes. Toutefois, même là où un accord a été obtenu, les dirigeants des deux partis n'excluent pas la formation de listes dissidentes.

La liste des chefs de file communs présentée par le RPR et l'UDF pour les régionales pourrait très rapidement s'apparenter à une union en trompe-l'œil. On estime déjà, à ce jour, qu'une trentaine de listes dissidentes pourraient se constituer, à l'instigation notamment de jeunes élus se cabrant aussi bien devant les diktats des états-majors parisiens que devant les nouvelles mœurs des grands notables locaux.

Des points chauds sont apparus. Tel est le cas en Meurthe-et-Moselle où l'ancien ministre de l'agriculture M. François Guillaume (RPR) veut avoir son mot à dire. En Haute-Savoie aussi, où M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, refuse une union factice avec le RPR. Dans le Val-d'Oise, le RPR ne pardonne pas à M. Jean-Pierre Delalande ses foucades de septembre 1991. Les négociateurs de l'UDF suspectent aussi leurs homologues du RPR de vouloir leur ravir la présidence de la région Bourgogne, ce qui, à en croire l'UDF, pourrait remettre en jeu les présidences jusqu'à présent automatiquement acquises au RPR des régions de Bretagne et d'Aquitaine. La Corse constitue aussi une sérieuse pomme de discorde. Les discussions se sont multipliées la semaine dernière. Elles vont reprendre cette semaine pour tenter, si cela est encore possible, de contenter M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), sans hypothéquer l'avenir de M. José Rossi (UDF-PR). Enfin, rien ne dit que cette union proclamée pour les régionales prémunira l'opposition contre tout dérapage à l'égard du Front national. Quelques indices tendraient même à faire croire le contraire. Par exemple dans le compliqué département du Var : Mme Yann Piat, ancien député du FN, élue aujourd'hui du PR, n'a point trouvé place sur la liste de l'opposition menée par le président du conseil général, M. Maurice Arreckx (PR); et ni M. Longuet, président du PR, ni M. Léotard, député et maire de Fréjus, n'y ont trouvé à redire. Quand on sait que, pour établir des alliances implicites avec l'opposition, M. Le Pen refuse toute présence sur ses listes de ses anciens amis, l'éviction de Mme Piat peut trouver là un début d'explication.

Malgré toutes les dénégations officielles, bon nombre de responsables locaux du RPR et de l'UDF s'emploient dans l'ombre à laisser la porte de l'extrême droite entrouverte. La « gaffe » de M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, qui admettait la semaine dernière, *dans le Figaro*, la possibilité d'accords locaux, n'en est peut-être pas tout à fait une.

Quand M. Ladislas Poniatowski, porte-parole du PR, explique, dimanche 26 janvier sur Radio J, qu'il refuse par avance de faire le procès des présidents de région qui accepteront de gouverner avec le *Front national*, cela ressemble à une sorte de mise en condition psychologique et politique. Cette attitude de la droite ne peut évidemment que satisfaire *M. Le Pen. Lors du conseil* national de son parti, le week-end dernier, il ne s'est pas fait faute de rappeler que pour les élections cantonales les accords de désistement se feraient *« au plan départemental au minimum »* et que, arbitres pour les présidences de région, les siens sauront tout logiquement reconnaître ceux qui, dans l'opposition, auront voulu les séduire ou les réduire.

M. Alain Juppé a expliqué, dimanche, au Forum RMC-*l'Express*, que le Front national n'avait fait que profiter de *« l'humus de dix ans de socialisme »* et assuré qu'il ne se sentait *« pas concerné »* par la manifestation antiraciste de samedi. M. Chirac a montré, même, le 24 janvier, une certaine impatience sur le sujet en indiquant qu'il refuserait désormais de répondre aux questions sur les alliances avec le parti de M. Le Pen. Avant de se raviser trois jours plus tard en Bourgogne *(lire ci-dessous)*. Quant à M. Nicolas Sarkozy, il préfère, non sans raison sans doute, relancer la balle chez M. Giscard d'Estaing, afin qu'il sache *« que la clarté, la franchise et l'honnêteté, cela paye toujours »*. Sans doute la gauche est-elle responsable. Mais les divisions de la droite constituent aussi un des terreaux de l'extrême droite.

Ainsi les quinze ans de « guerre » entre M. Chirac et Giscard d'Estaing, la malencontreuse candidature à la présidence de l'Assemblée nationale d'un autre « revenant », M. Jacques Chaban-Delmas, l'impossibilité pour l'opposition d'adopter une attitude claire à l'égard de l'extrême droite, sont autant d'atouts pour M. Le Pen. *« La France*, assure M. Juppé, *n'est pas menacée par une réelle montée de l'antisémitisme et du racisme. »* A quel niveau entend-on juger de la « réalité » de cette montée?

Depuis plus d'une semaine, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, semble prêcher dans le désert. Il affirme que l'adversaire de l'opposition n'est plus aujourd'hui un *« socialisme fantomatique »*, mais bien le parti de M. Le Pen. La législative partielle du Nord vient de lui donner raison. Il en appelle à la *« responsabilité historique »* de ses amis. Mais a-t-on encore dans l'opposition le loisir de penser à l'Histoire?

DANIEL CARTON

En visite en Saône-et-Loire

M. Chirac fustige « l'école de pensée » du Front national, qui a « toujours apporté le pire »

M. Jacques Chirac s'est félicité, lundi 27 janvier à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), des *« résultats très positifs »* de l'opposition parlementaire aux élections partielles de la veille. Le président du RPR, cependant, a adressé une mise en garde aux électeurs qui ne votent pas : *« Ceux qui s'abstiennent non seulement n'auront pas le droit demain de critiquer, mais jouent contre la démocratie. Qu'on vote comme on veut, mais qu'on vote »*, a-t-il déclaré. Evoquant *« l'effondrement »* du PS, l'ancien premier ministre y a vu *« la sanction méritée d'une mauvaise politique et d'une mauvaise gestion »*.

Venu en Saône-et-Loire pour soutenir la liste de l'UPF aux régionales, conduite par MM. Dominique Perben, député et maire (RPR) de Chalon-sur-Saône, et Marcel Lucotte, sénateur (Républicain et indépendant) et maire (UDF) d'Autun, M. Chirac a raillé le Parti socialiste, qui, selon lui, aura *« au moins connu un succès dans la gestion des affaires de la France en faisant passer le Front national de 1 % à 15 %. C'est un des aspects du bilan de la gestion de M. Mitterrand »*.

Le président du RPR a évoqué *« ceux qui contestent en votant pour le Front national »* et *« marquent une espèce de réaction contre le laxisme socialiste »*. Tant à Mâcon qu'à Dijon, il a pris pour cible le parti de M. Le Pen. *« La culture que revendique M. Le Pen*, a-t-il déclaré à Mâcon, en réponse à une question, *est à l'opposé de l'humanisme qui a toujours fait la grandeur de la France. C'est la raison pour laquelle les gens qui appartiennent à des mouvements respectueux de nos racines, comme le RPR, l'UDF et d'autres, ne peuvent en aucun cas accepter de se compromettre ou de négocier quoi que ce soit avec des dirigeants qui ont une philosophie qui n'a rien à voir avec la nôtre, qui est porteuse de grands dangers, une école de pensée qui, hélas, a toujours fait ses preuves et a toujours apporté le pire. »*

A Dijon, il a assuré, dans le même registre : *« Je voudrais que nos concitoyens comprennent qu'il n'y a pas de force de gouvernement qui soit susceptible de sortir du Front national, mais que, en revanche, chaque fois qu'on vote pour le Front national, on affaiblit l'opposition RPR-UDF, et donc on renforce la chance des socialistes. » « Le temps de la mobilisation est venu »*, a-t-il ajouté, en soulignant que l'enjeu des régionales et des cantonales de mars *« ce n'est pas l'alternance nationale, mais c'est, au sens moral du terme, un changement de climat dans notre pays »*.

□ **Une précision de M. Le Gallou (FN).** – En réponse à notre article sur le vote du budget de l'Ile-de-France, dans lequel nous écrivions que le Front national pourrait consentir à soutenir la droite *« au prix d'avantages (un fauteuil de vice-président du conseil régional, par exemple) qui lui sont refusés »* (*le Monde* du 24 janvier), M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national, nous précise que, *« fort de ses percées idéologiques et politiques, le Front national n'a pas pour vocation de servir de roue de secours au RPR et à l'UDF »* et qu'il ne pourrait accepter de *« jouer un jeu majoritaire avec ces formations »* que si ses options étaient *« prises en compte dans l'architecture générale de la politique suivie »*.

Controverse au PCF

MM. Fiterman et Herzog reprochent à M. Marchais de «jeter l'anathème» sur leurs initiatives

Mis en cause par M. Georges Marchais, qui leur avait reproché leurs initiatives contestataires, le 8 janvier, devant les premiers secrétaires fédéraux du PCF réunis à Paris, en affirmant que celles-ci étaient *«mal vécues»* par la plupart des militants et qu'elles les vouaient à *«l'isolement»*, M. Charles Fiterman, chef de file du courant des «refondateurs», et M. Philippe Herzog, animateur de la section économique du parti, ont rédigé, pour la première fois, un texte commun qui a été rendu public, lundi après-midi 27 janvier, après avoir été signé par près de deux cents cadres communistes parmi lesquels de nombreux élus.

Ce texte estime notamment que les critiques formulées par le secrétaire général du PCF à l'encontre des démarches autonomes suivies, d'une part, par M. Fiterman et ses amis à l'intérieur du mouvement Refondations, et, d'autre part, par M. Herzog autour de Confrontations, la nouvelle association créée en décembre, contredisent les orientations arrêtées au vingt-septième congrès du PCF sur la nécessité, pour tous les communistes, de *«travailler ensemble»*.

Il indique notamment : *«Les nombreuses initiatives, de natures très diverses, qui ont été prises, à ce titre, par des militants à tous les niveaux, y compris des dirigeants et des élus, ont déjà un certain rayonnement. Elles visent à des rassemblements tout à fait novateurs, sans préalable d'organisation, ne reculant devant aucune confrontation. (...) Aussi, il serait extrêmement dommageable de chercher à jeter l'anathème sur ces initiatives ou de les bloquer parce qu'elles rompent avec les habitudes, ne rentrent pas dans les schémas traditionnels ou sont conduites dans le cadre de structures visant une plus grande ouverture utile pour travailler à un rassemblement sans précédent dans lequel le Parti communiste peut trouver un rôle nouveau. (...) Chaque communiste engagé dans cette démarche a droit au respect de ses intentions et de ses actes. Nous rejetons toute cristallisation dans le parti entre minorité et majorité qui conduit à ossifier le débat nécessaire pour l'enrichissement mutuel et pour l'action. Et nous refusons l'idée que, au nom d'un prétendu fait majoritaire, on pourrait faire taire toute la richesse d'idées et d'initiatives que portent en eux les adhérents dans leur diversité. Nous pensons que les communistes feront preuve de beaucoup de fraternité et d'esprit de responsabilité pour refuser toute mise à l'écart de n'importe lequel d'entre eux. (...) L'heure est au redéploiement de la vie démocratique et à l'ouverture sur l'extérieur. Elle n'est ni au repliement, ni au retranchement dans des structures opposant des communistes à d'autres communistes et rappelant d'anciennes pratiques. (...) Pour notre part, nous ne nous laisserons pas détourner de cet objectif.»*

Parmi les signataires figurent notamment une douzaine de membres du comité central, des parlementaires, des maires et plusieurs dizaines de membres de comités fédéraux, ce qui confirme l'ancrage du mouvement contestataire à tous les niveaux de l'appareil du PCF.

«Nous voulons contribuer à une nouvelle démocratie»

nous déclare le chef de file des économistes du PCF

M. Philippe Herzog a fait au *Monde*, mardi matin 28 janvier, la déclaration suivante : *«La première assemblée générale de l'association Confrontations aura lieu le 8 février (1). L'entreprise suscite beaucoup d'espoirs. Et aussi des réactions négatives, comme celle de Georges Marchais. J'y participerai en communiste, aux côtés de militants communistes et socialistes, d'hommes et femmes de terrain, de créateurs, de dirigeants des entreprises et de l'Etat. L'ambition est grande.*

»Un premier objectif est de contribuer à une avancée culturelle, une nouvelle démocratie. Nous voulons décloisonner pour construire du neuf. Le choc des idées peut être fécond, entre celles provenant des luttes sociales, porteuses de demandes et de créativité, et celles des élus, des militants et des gestionnaires. Un deuxième objectif de travail est de cerner les conditions d'une nouvelle politique pour la France et pour l'Europe. Les gauches européennes ont rendez-vous avec l'histoire. Quelle sera la contribution des Français? Confrontons.

»Pourquoi Georges Marchais et la direction du PCF, après avoir hésité en décembre, condamnent-ils en janvier? Pourquoi la direction du journal l'Humanité *refuse-t-elle de publier un point de vue suscitant l'envie de participer à Confrontations? Les droits d'initiative individuelle des communistes et les exigences de décloisonnement de l'organisation communiste sont sans doute mal compris. Mais aussi la présence de Michel Rocard parmi les promoteurs, avec d'autres sensibilités socialistes et de gauche et des patrons, dérange. Alors que le PCF veut conforter son image de force d'opposition aux gouvernements socialistes, un dialogue structuré dans Confrontations brouillerait le message. Je crois au contraire que la remontée de l'influence communiste trouverait son sens et son assise si des initiatives de grande ampleur visaient sans retard à mobiliser les consciences vers des avancées culturelles, sociales et politiques, ouvrant des perspectives inédites pour toute la société, assumant les différences et sans reproduire l'impasse de l'union de la gauche. La critique de la politique actuelle serait ainsi à la fois beaucoup plus percutante et plus féconde.»*

(1) Cette assemblée aura lieu à 14 heures, salle Franklin, à Montreuil. Confrontations : Cap Zola, 41, rue Emile-Zola, 93100 Montreuil.

En désaccord avec la direction du Front national

M. Arette quitte la présidence du Cercle national des agriculteurs

M. Alexis Arette-Lendresse n'est plus président du Cercle national des agriculteurs (CNA). Conseiller régional d'Aquitaine et tête de liste du Front national dans les Pyrénées-Atlantiques, il a donné sa démission de cette structure mise en place par le Front national. M. Arette a fait parvenir à M. Jean-Claude Martinez, secrétaire général du CNA, le 26 décembre, une lettre lui annonçant sa décision. Des divergences d'appréciation avaient déjà opposé, avant la grande manifestation paysanne de septembre 1991 à Paris, M. Arette à M. Martinez, qui avait lancé un appel à la *«prise»* de l'Opéra-Bastille. Président-fondateur de ce cercle, membre du bureau politique du parti d'extrême droite et député européen, M. Martinez, qui dit volontiers : *«Le Cercle, c'est moi»*, se considère comme le seul vrai patron de cette structure essentiellement politique.

M. Arette explique qu'il était partisan, avec d'autres anciens responsables agricoles, de la mise sur pied d'une *«véritable organisation professionnelle»* contre la prétention de M. Martinez à réduire ce cercle au rôle d'un *«instrument de rabattage électoral en vue des présidentielles»*. Il dénonce l'absence de concertation qui a présidé à la création du CNA, déplorant, allusivement, le manque de soutien de la part de M. Jean-Marie Le Pen.

La désignation des candidats aux prochaines élections a fini de le convaincre que le slogan de certains de ses adversaires selon lequel *«Le Pen veut bien des agriculteurs comme harkis, mais surtout pas comme élus»* n'était pas infondé. *«Je prévois que certains CNA locaux n'accepteront pas de soutenir les éléments qui n'ont pas sa confiance mais que le Front national impose tout en excluant des agriculteurs de valeur»*, assure M. Arette. Regrettant de ne pas avoir été considéré *«autrement que comme un harki par les philosophes matérialistes qui prennent dans le Front national une place* [qu'il] *déplore»*, le démissionnaire affirme : *«J'en ai tiré la conclusion que Paris ne vaut plus une messe. Ni surtout le souci d'un chrétien.»*

O. B.

En Nouvelle-Calédonie

Le FULK se saborde

Le Front uni de libération kanak (FULK), composante du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie qui s'est toujours opposée aux accords de Matignon en réclamant l'indépendance immédiate du territoire, a prononcé sa propre dissolution, dimanche 26 janvier, à l'issue de son vingt-deuxième congrès, réuni sur l'île de Lifou. Son secrétaire général, M. Yann Céléné Uregeï, a expliqué que ce sabordage avait pour objectif de permettre à ses militants de rejoindre un nouveau mouvement, le Congrès populaire, dont la création est annoncée *«afin de regrouper les forces indépendantistes, relier les liens avec la coutume et réunifier le peuple kanak»*. Le FULK, qui regroupait quelques centaines de militants, ne faisait plus partie du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), dont il avait été exclu, en 1989, au lendemain de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, les deux principaux chefs de l'Union calédonienne (UC), principale composante de la coalition indépendantiste. Farouchement opposé aux accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie signés en 1988 et artisan des contacts noués avec la Libye par les indépendantistes les plus «ultras», M. Yann Céléné Uregeï avait dénoncé ces accords parce qu'ils étaient *«imposés par la France»* et ne garantissaient pas l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Il avait ensuite quitté le territoire, peu avant l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné à Ouvéa. Menacé de représailles par les militants de l'UC, pour avoir toujours refusé de condamner cet assassinat, il avait discrètement regagné Nouméa un an plus tard. Il avait alors été interpellé mais relâché après son audition, et s'était abstenu, jusqu'à présent, de toute intervention politique.

Les colères de M. Mitterrand

Suite de la première page

Le chef de l'Etat retrouve les accents outragés de l'ancien premier secrétaire du PS qui stigmatisait naguère, en mars 1978, par exemple, *«les partis de l'argent»*, *«les partis de la droite»*, qui criait son mépris pour *«les maîtres de l'argent»*, *«l'argent-roi»*, *«l'argent qui coule de tous côtés»*, *«l'argent qui paie tout»*, *«l'argent de la droite, le milliard du patronat»*, *«l'argent, partout l'argent!»*...

Jusque-là, la conversation a été plutôt mécanique, routinière. Il a répondu aux questions automatiques.

Sur les raisons qui l'ont amené à remplacer Michel Rocard à la tête du gouvernement : *«On pourrait croire que j'ai commis un acte innommable. J'aurais pu le faire un peu avant, un peu après. Je n'ai pas voulu le faire pendant la guerre du Golfe. Trois ans, cela me paraît le rythme normal. Ça fait du bien de changer de premier ministre. Est-ce atroce ce que j'ai fait? Il l'a mal vécu? Evidemment, lui est parti, moi, je suis resté... Mais je n'ai aucune «haine» à l'encontre de Michel Rocard, même «tranquille»! Je pense que je lui ai rendu service car on arrivait au moment où il fallait prendre des décisions difficiles et impopulaires...»*

Sur les prétendants socialistes à sa succession : *«Aujourd'hui, il y a Rocard et Delors. C'est au Parti socialiste de choisir son candidat. Moi, je prendrai celui que l'on me donnera et j'essaierai de l'aider. Pour ma succession, les données objectives sont les plus importantes; ce n'est pas moi qui déciderai. C'est une entreprise vaine, une faute que je ne commettrai pas, de désigner son successeur et de fixer sa politique (...). Michel Rocard est en situation d'être le candidat du Parti socialiste. Laurent Fabius? Il a autre chose à faire pour l'instant : il a quarante-quatre ans. C'est un homme de talent, un bon organisateur, volontaire dans son action, il fera du bon travail.»*

Sur l'impopularité d'Edith Cresson : *«Elle a été nommée pour être impopulaire; je lui ai même dit, trois mois plus tard :* «Je ne pensais pas que vous réussiriez si bien!» *Elle travaille beaucoup, j'espère qu'elle réussira; je ne ferai rien qui puisse la gêner.»*

Sur la *«crise de langueur»* ambiante : *«Les gens ressentent de l'inquiétude, une menace, pour eux et pour leurs enfants, même s'ils ne sont pas directement touchés, cela influe sur le climat (...). La révolution technique, formidable, induit un temps d'adaptation (...). La question du plein emploi ne se pose plus comme il y a vingt ans. (...) Je constate, j'essaie de corriger, je ne vaticine pas (...). L'amélioration de la situation économique influera (...). D'ailleurs, elle est bonne, mais, paradoxalement, la bonne santé économique produit du chômage, frappe les hommes...»*

«Si je faisais la même chose que de Gaulle...»

Sur le sort de La Cinq : *«C'est cent pour cent privé, ce n'est pas mon rayon. Que les groupes privés tentent leur chance! Les journalistes de La Cinq ont eu tort d'attaquer le gouvernement. Ils oublient qu'ils étaient les employés de Hachette après avoir été ceux de Hersant et Berlusconi.»*

Jusque-là, il a précisé qu'il espère clore dès le mois d'avril le débat sur les réformes constitutionnelles rendues nécessaires par la ratification des accords de Maastricht : *«Le traité sera prêt à la mi-février. Il faudra d'abord adapter la loi française, ce que de Gaulle n'a pas fait. Si je faisais la même chose, qu'est-ce que je prendrais! (...) Le Parlement sera saisi, vraisemblablement en avril (...). Réunir un congrès? Organiser un référendum? Je n'en sais rien moi-même. Je verrai comment ça marche...»*

Il a ajouté qu'il aimerait mener à terme ses autres projets de réforme constitutionnelle dès le mois de novembre mais qu'il n'a pas encore, là non plus, arrêté la procédure qu'il suivra : *«Je n'ai pas d'idée préconçue, je suis pratique. Le moyen m'est indifférent, ce qui m'importe, c'est que la réforme passe (...). J'ai quelques idées sur quatre sujets : les relations entre l'exécutif et le législatif, le judiciaire; la pratique référendaire; la saisine du Conseil constitutionnel; la durée du mandat présidentiel; mais je ne veux pas compliquer les choses en mélangeant le débat d'avril avec celui de novembre (...). Sur la durée du mandat, l'illogisme de l'opposition m'a frappé. Les opposants ont un désir tellement vif de me succéder ici qu'ils perdent tout sens des proportions.»*

Il s'est répété au sujet d'une éventuelle révision de la loi électorale pour les législatives : *«La loi municipale est le bon exemple. Pour les législatives, Mauroy y tenait et il avait raison, son projet était le meilleur, il mâtinait les deux* [le scrutin majoritaire et la proportionnelle]. *L'opposition a de vastes moyens de propagande. Plus que la majorité. C'est pour ça que ça passe mal dans l'opinion.»*

Il s'est étonné que certains puissent soulever la question de la légitimité de son pouvoir au vu des sondages et dans la perspective d'une déroute des socialistes aux élections de mars : *«C'est absurde, ça n'a rien à voir. Ma légitimité n'est ni dans les sondages ni dans les résultats d'élections régionales.»*

«C'est écœurant!»

Mais, à l'évocation des *«affaires»*, François Mitterrand laisse libre cours à sa colère froide. Il ne supporte plus la curée politique dont son ancien parti est la cible. Il renvoie, en ce qui concerne *«l'hypocrisie»*, aux campagnes de propagande déployées par les milieux d'affaires, à l'époque, en faveur de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou : *«Je pourrais citer les noms des individus qui m'envoyaient des billets que je leur retournais...»* Il évoque l'*«amateurisme»* des socialistes par rapport à leurs adversaires : *«Quand il y a un contrôle fiscal au Parti socialiste on retrouve toutes les pièces; quand il y a un contrôle au RPR on ne trouve plus rien parce que le contrôleur s'entend dire :* «La loi ne permet pas de faire remonter les enquêtes fiscales au-delà de trois ans, on a donc tout brûlé»... *Le Parti socialiste s'y est mal pris, tant pis pour lui, mais il n'est pas particulièrement coupable...»*



Il évoque la pratique des *«grands dîners, grands voyages, grandes chasses, grandes fêtes»*, répandue parmi les contempteurs du PS, pour renvoyer la question à ses interlocuteurs : *«Avez-vous jamais fait campagne contre les croisières organisées par M. Hersant et par d'autres?»* Il veut voir dans la perquisition menée au siège du PS *«la suite logique de l'affaire Urba»* et *«une démonstration de la liberté des juges»*. Il veut affirmer sa volonté de rigueur : *«La concussion, là où elle existe, doit être sévèrement sanctionnée.»*

François Mitterrand apparaît blessé, surtout, par ce qui est dit et écrit sur l'affaire de la SAGES, cette société d'études dont les archives, bien tenues, ont été saisies par le juge Van Ruymbeke : *«C'est une affaire minable. Michel Charasse, quand les observations faites par les contrôleurs sont remontées jusqu'à lui, m'en a parlé. Je lui ai dit :* «La loi doit être appliquée, bien sûr, il faut y aller!» Il tient des propos très durs contre *«ce petit groupe maçonnique»*, *«ce petit groupe de copains»* présidé par M. Michel Reyt.

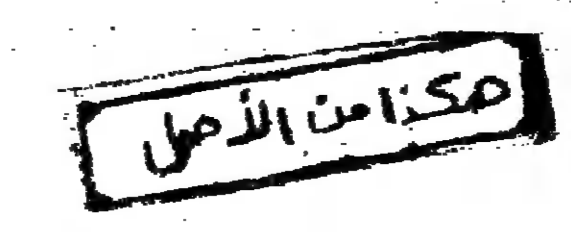
Il ne cache pas son mépris pour ses méthodes en racontant la mésaventure qui vaudrait aujourd'hui à M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer, de voir son nom cité dans le «scandale» : un soir de 1988, M. Le Drian, qui souffre d'asthme, apparaît mal en point dans la chambre mal climatisée dont il dispose dans les locaux de l'Assemblée nationale en tant que député du Morbihan. Il reçoit la visite de M. Reyt, qui lui propose de l'emmener à l'Hôtel Sofitel le plus proche pour qu'il s'y repose. Le président-directeur général de la SAGES indique au député qu'il a ses entrées dans cet établissement. M. Le Drian s'est reposé. Sans savoir que c'est M. Reyt qui a payé sa chambre et conservé dans sa propre comptabilité une facture qui surgit aujourd'hui, créant une ambiguïté sur le «service rendu»... Piégé.

Le président de la République en veut également à la presse, et en particulier à l'AFP, qui a repris certaines informations du *Canard enchaîné* du 22 janvier relatives aux archives de la SAGES en faisant un titre sur sa *«mise en cause»* à propos de *«la réalisation d'une maquette de document électoral pour la présidentielle de 1988»* : *«J'ignore tout de cette maquette. Rien ne m'a été soumis, ni à Nallet. Ce sont des affaires de minables, de corrupteurs, de corrompus!»* Il a fait savoir ce qu'il en pensait à la direction de l'agence mais constate que *«le mal est fait»*. Il s'insurge contre la façon dont tout cela a été répercuté : *«A la télévision on a même mis ma photo pour illustrer les reportages. C'est me traiter indignement! C'est me déconsidérer devant la nation entière!»*

Il interpelle tous les journalistes à travers ses visiteurs d'un matin : *«Si vous croyez travailler pour la démocratie en faisant ça! C'est écœurant! La presse prend les hommes politiques pour des ennemis : c'est comme ça que la démocratie s'est altérée!»*

Fin de colère : *«Je n'ai pas mauvaise conscience mais je suis inquiet de la guerre que se livrent les médias et les hommes politiques.»* Retour à l'éthique : *«Nous vivons une époque plus morale que celle de la Troisième République. Le besoin de moralité est un progrès, même si, au passage, ça coûte cher. Au total, c'est bien. L'Histoire retiendra les cinq ou six grandes mesures que nous avons prises pour assainir ces pratiques; elles ont été utiles...»* Retour à la norme : *«Je ne suis pas en état de déprime.»* Retour à la solitude. Peut-être à la fatalité.

ALAIN ROLLAT



Un commandant de bord, M. J.-L. Chatelain, nommé membre de la commission

L'enquête sur la catastrophe de l'Airbus d'Air Inter se révèle plus difficile que prévu

En accord avec les organisations professionnelles, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et des transports, a nommé M. Jean-Louis Chatelain, commandant de bord sur Airbus A-310 à Air France et ancien instructeur sur Airbus A-320, membre de la commission d'enquête sur l'accident survenu le 20 janvier à un Airbus d'Air Inter au mont Sainte-Odile (Bas-Rhin).

Cette commission s'est réunie pour la première fois lundi 27 janvier, afin d'étudier une dizaine d'hypothèses encore susceptibles d'expliquer la catastrophe. Un syndicat minoritaire chez Air Inter, l'Union syndicale des personnels navigants techniques (USPNT), appelle, le 30 janvier, à une grève de vingt-quatre heures, afin d'obtenir que les Airbus A-320 soient pilotés par des équipages de trois membres au lieu de deux.

Les simulateurs d'Air Inter d'Airbus Industrie et d'Air France n'en finissent pas de faire revivre les derniers instants de l'Airbus A-320 tombé en Alsace. Instructeurs, pilotes et ingénieurs font et refont les gestes supposés de leurs camarades disparus pour tenter de comprendre pourquoi un vol, normal jusque-là, a pris une pente de forte descente, de plus de 10 % – alors que 3 % auraient été convenables – qui l'a conduit contre la montagne. Les experts scrutent les moindres débris pour y déceler les intentions d'un équipage qui a voulu ce plongeon, persuadé qu'il était de se trouver ailleurs que là où il évoluait.

Les morceaux de ce puzzle, à la fois matériel et intellectuel, se mettent peu à peu en place, au fur et à mesure que les enregistrements techniques et vocaux livrent leur contenu. L'équipage avait demandé à atterrir vent arrière, entièrement aux instruments ; mais, lorsque le contrôle aérien lui a proposé d'attendre un peu, en raison de plusieurs départs de l'aéroport de Strasbourg, il *a préféré une autre procédure qui* l'obligeait à tourner au-dessus de l'aéroport pour revenir sur les Vosges, où le temps était bouché, jusqu'à une distance indiquée par radar, avant de virer à nouveau pour s'aligner vent debout sur une autre piste, où la visibilité était bonne.

L'avion, qui évoluait en pilote automatique, est lâché par le contrôle aérien à 2 milles nautiques (4 kilomètres environ) du point où doit s'effectuer l'ultime virage. Rien de répréhensible à cela : le commandant de bord est seul responsable. Simplement, la perte de cette assistance va accroître la charge de travail de *l'équipage. Celui-ci vire à l'endroit* prévu, toujours en pilote automatique. Il sort le train, les volets et les aérofreins, ce qui prouve qu'il savait que sa descente était rapide. Il cherche à se replacer (il est un peu à gauche de la trajectoire idéale) dans l'axe de la piste qui lui est indiqué par une balise. Il le trouve exactement au moment de l'impact.

Le dépouillement de l'enregistreur *simplifié des paramètres de l'avion et* celui de l'enregistrement du radar militaire qui a surveillé le vol donnent des trajectoires identiques, ce qui élimine pas mal d'hypothèses d'aberrations informatiques induisant le pilote en erreur sur sa position. A ce jour, rien ne fait apparaître un mauvais fonctionnement du système de navigation.

Le souvenir d'Habsheim

Restent, entre autres, les possibilités d'erreur humaine. On s'explique difficilement comment un commandant de bord ayant neuf mille heures de vol à son actif aurait piqué vers les lumières de la ville d'Obernai – dans l'axe aperçu une fraction de seconde dans une trouée de nuages – en les confondant avec celles de la piste de Strasbourg. Et, si une erreur de manipulation lui avait fait donner à la machine des ordres dangereux, comment n'aurait-il pas réagi à l'indicateur de vitesse verticale qui passait de la couleur verte à l'ambre, pour lui signaler qu'il excédait les 2 500 pieds par minute ?

L'enquête s'annonce plus difficile que prévu. Il manque une dizaine de secondes dans l'enregistreur simplifié de paramètres, dont la bande a souffert de l'incendie. Surtout, la conversation des pilotes est trop banale pour éclairer sur leurs intentions : ils auraient « collationné » chichement, c'est-à-dire qu'ils auraient très peu répété à haute voix les instructions du contrôle aérien, leurs relevés de position, les procédures choisies par eux, les manœuvres effectuées sur le train ou sur les aérofreins. Les enquêteurs ont donc du mal à comprendre un mode de descente qui semble tellement évident à l'équipage que celui-ci n'aurait même pas pris la peine de le décrire comme il l'aurait dû.

Cette raréfaction des indices explique la grande prudence dont M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et M. Alain Monnier, président de la commission d'enquête, ont fait preuve en parlant de plusieurs semaines, voire plusieurs mois d'investigations. Mais pas seulement. Il s'agit de ne pas répéter les maladresses de procédure qui avaient fini par faire se cabrer l'orgueil de la corporation des pilotes après le crash d'un Airbus A-320 d'Air France à Habsheim (Haut-Rhin).

Cet accident, qui avait fait trois morts en juin 1988, avait donné lieu, *dès le lendemain, à une conférence* de presse de M. Louis Mermaz, alors ministre de l'équipement, qui avait déclaré que l'avion n'était pas en cause. La suite de l'enquête a prouvé la responsabilité de l'équipage, mais bien des pilotes ont tiré de cette précipitation la conviction abusive que la raison d'Etat était passée par là.

La catastrophe du mont Sainte-Odile sera donc analysée avec lenteur et mesure. Et puisque le syndicat le plus représentatif et le plus mesuré, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), demande à ce qu'un pilote figure dans la commission d'enquête, satisfaction lui est donnée : M. Jean-Louis Chatelain, commandant de bord à Air France sur Airbus A-310 et peu suspect de sympathie excessive à l'égard de l'Airbus A-320 – dont il a pourtant enseigné le maniement à de plus jeunes pilotes – attestera par sa présence de la bonne marche de l'enquête. Quoi qu'elle mette au jour.

ALAIN FAUJAS

Le préfet du Bas-Rhin estime injustifiées les critiques sur la lenteur des secours

STRASBOURG

de notre correspondant

Le préfet du Bas-Rhin, M. Jacques Barel, s'est expliqué, samedi 25 janvier, sur l'organisation des secours après la catastrophe de l'Airbus d'Air Inter, qui a soulevé maintes contestations (*le Monde* du 23 janvier). Pour lui, *« les secours ont été mobilisés et organisés très tôt. Ce n'est que parce que la localisation a été longue et difficile qu'ils n'ont pu intervenir que quatre heures après l'accident »*.

L'application du plan SATER (sauvetage aéroterrestre) a été ralentie, en effet, par le silence de la balise, détruite dans l'accident, par l'absence de témoignages fiables et par les conditions géographiques et climatiques. Le périmètre de recherches, vaste au début, n'a pu être resserré qu'après 22 h 30, quand la base aérienne de Drachenbronn a terminé les calculs à partir des derniers échos radars de l'appareil. La recherche aérienne n'avait rien donné : les hélicoptères Super-Puma militaires et Alouette-3 de la protection civile ont été gênés par le givrage de leurs rotors, tandis que le Mirage-F1-CR de l'escadre de reconnaissance d'Entzheim, envoyé à 22 h 25, n'a pas pu capter l'image infrarouge de l'épave.

La colonne de secours composée des moyens médicalisés des pompiers, de la Croix-Rouge et du SAMU, regroupée à Obernai, n'a pu se mettre en mouvement qu'à partir de ce moment-là. *« Elle a été gênée par la présence de nombreux badauds »*, précise le préfet. Entre-temps, grâce à leurs opérations de ratissage, soldats et gendarmes mobiles avaient trouvé l'appareil à 23 h 40, *« de façon quasi simultanée avec des bénévoles et des journalistes »*.

Pour le préfet du Bas-Rhin, les critiques concernant l'organisation des secours relèvent d'*« une mise en cause injustifiée qui provoque l'amertume chez les sauveteurs »*. S'il a demandé un rapport à ses services, *« ce n'est pas par suspicion, mais parce que c'est la règle »*. Enfin, il indique que, selon les constatations faites par les médecins, *« d'après l'état des corps, il est malheureusement très vraisemblable que les passagers soient décédés dans les minutes qui ont suivi le crash »*.

JACQUES FORTIER

Air Inter s'engage à indemniser intégralement les victimes

La compagnie Air Inter et les assureurs du groupe Air France ont décidé de réparer intégralement le préjudice supporté par les passagers blessés et par les familles des passagers décédés lors de l'accident de l'Airbus d'Air Inter, qui, lundi 20 janvier, avait fait 87 morts et 9 rescapés. Cette décision a été prise, *« avant même que ne soient établies les causes de l'accident »*, par souci *« de ne pas voir s'ajouter des difficultés pécuniaires aux souffrances endurées par les familles des victimes de l'accident »*. Air Inter et les assureurs d'Air France se sont mis d'accord pour aller au-delà du plafond d'indemnisation de 750 000 F par personne que l'assureur de la compagnie est tenu de verser aux passagers ou à leur famille, sauf *« si une faute inexcusable est prouvée à l'encontre du constructeur »*. Dans ce dernier cas, le transporteur doit indemniser totalement les victimes ou leurs proches.

Air Inter a souligné que la décision de réparation intégrale du préjudice *« est prise sans pour autant que celle-ci soit l'expression de la reconnaissance de ce que l'accident pourrait être, à quelque titre que ce soit, imputable à la compagnie Air Inter »*. Les personnes qui seront indemnisées selon cette procédure ne perdront pas leurs droits devant les tribunaux.

□ **Un service œcuménique.** – A la demande de la compagnie Air Inter, un service œcuménique aura lieu, jeudi 30 janvier à 11 heures en l'église de la Madeleine, à Paris, à la mémoire des quatre-vingt-sept victimes de l'Airbus écrasé au mont Sainte-Odile. Cet office sera présidé par le Père Philippe Brizard, curé de la Madeleine, et le pasteur Philippe Bertrand de l'Eglise réformée du Saint-Esprit.

PARIS

La polémique entre l'Etat et la Ville

Pas de « cité de chantier » pour le Centre de conférences internationales de Paris

Le tribunal administratif de Paris vient d'annuler l'arrêté préfectoral qui a autorisé la construction, quai de La Bourdonnais, d'une « cité de chantier » de cinq niveaux destinée, selon ses promoteurs, aux travaux du Centre de conférences internationales situé quai Branly (7e arrondissement).

Le préfet de Paris s'était prévalu des dispositions du code de l'urbanisme qui dispense de permis de construire les *« installations temporaires sur les chantiers directement nécessaires à la conduite des travaux »*.

Saisi par la Ville de Paris, le tribunal administratif a d'abord rappelé que l'obligation d'obtenir un permis de construire s'impose aux services publics, préalablement à tout projet de construction. Il a estimé, en outre, que l'édifice n'est pas situé sur le chantier, mais à une soixantaine de mètres, sur un terrain appartenant au Port autonome de Paris. Enfin, il a constaté que le bâtiment abriterait une salle d'exposition et des bureaux, et non les installations imposées par le code du travail pour le personnel.

Cette affaire intervient au moment où l'Etat se substitue au Conseil de Paris pour modifier le Plan d'occupation des sols de la capitale (*le Monde* du 5 décembre 1991). Une enquête publique est en cours, en effet, à la mairie du 7e arrondissement. Elle a été lancée par les services préfectoraux pour mettre en conformité les projets de l'architecte avec les règlements d'urbanisme de la Ville et obtenir le permis de construire du Centre de conférences internationales.

J. P.

MÉDECINE

En dépit de l'avis du Comité d'éthique et de l'ordre des médecins

Le gouvernement se borne à mettre en garde le CIO contre l'usage des tests génétiques aux Jeux d'Albertville

Le Comité national d'éthique et le Conseil national de l'ordre des médecins devaient rendre publique, mardi 28 janvier, leur position dans la polémique qui oppose, à la veille des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville, partisans et adversaires de l'usage d'un nouveau test génétique. Celui-ci permet d'identifier, chez les concurrentes, la présence, considérée comme anormale, d'un gène dit de « masculinité » (*le Monde* daté 26-27 janvier).

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, et Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, ont écrit, lundi 27 janvier, à M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique, pour préciser la position du gouvernement français. Ils adressent une mise en garde, souhaitant, pour l'avenir, la mise en place d'un *« test d'orientation mieux adapté aux objectifs poursuivis »*.

S'ils avaient voulu échouer dans leur tentative, les adversaires du test génétique identifiant la présence ou l'absence d'un gène de la masculinité s'y seraient-ils pris différemment ? Alors que l'emploi de ce test avait été décidé par les autorités olympiques dès l'été 1991, on assiste à une série de prises de position, certes convergentes, mais rendues publiques tardivement et dans le plus grand désordre.

Ainsi, fallait-il attendre la soirée du mardi 28 janvier pour connaître, par la voix de son président, le professeur Jean Bernard, les conclusions du Comité national d'éthique, alors que plusieurs dizaines de concurrentes, sur les deux cent cinquante concernées, devaient, à cette date, déjà avoir subi le test dont le Comité condamne l'usage. Ainsi encore, Mme Frédérique Bredin et M. Bruno Durieux faisaient-ils savoir, lundi 27 janvier, qu'ils avaient écrit au président du CIO, M. Samaranch, en lui adressant *« les observations exprimées par le professeur Jean Bernard »*, sans traduire en pratique la volonté du Comité national d'éthique.

« Des conséquences psychologiques dramatiques »

Pour le Comité d'éthique, une telle pratique transgresse, à trois niveaux, un avis sur les tests génétiques qu'il avait déjà rendu le 24 juin 1991. Il estime que *« le prélèvement aux fins de recherche par des tests génétiques doit demeurer un acte médical et ne relever que d'une indication médicale reconnue »*. Ce n'est manifestement pas le cas à Albertville et ne le sera pas non plus à Barcelone.

Ensuite, le cadre olympique exclut, aux yeux du Comité national, la notion de consentement, puisque le test est imposé à toute personne souhaitant participer à la compétition. *« Cette observation prend d'autant plus de force que des concurrentes sont des mineures*, souligne-t-il. *On est fondé à se demander si le consentement des parents ou des représentants légaux doit être requis. »*

Le Comité relève enfin que l'exigence du secret ne peut être respectée, dès lors que *« le résultat aura pour conséquence nécessaire l'élimination de la compétition »*. Anticipant sur l'adoption prochaine d'une législation spécifique sur la bioéthique, le Comité note qu'il n'y a ici ni décision judiciaire préalable, ni mise en œuvre du test par un laboratoire agréé.

Le docteur Louis René, président du Conseil national de l'ordre des médecins, partage et prolonge ces conclusions. Dans une lettre du 16 janvier à Mme Edith Cresson et six ministres (1), il souligne *« les conséquences psychologiques dramatiques, surtout chez les mineures, et les incidences juridiques »*, dans l'hypothèse de la découverte d'un cas d'indétermination du sexe, *« alors même que ce test est annoncé comme susceptible de sauvegarder la vie privée des athlètes ! »*.

« L'emploi dévié et incontrôlé de ce test génétique en matière sportive va à l'encontre des précautions prévues contre leur utilisation abusive dans d'autres domaines. Le Conseil de l'ordre des médecins tient à vous alerter sur cette situation, écrit le docteur Louis René. *La connaissance d'une caractéristique génétique risque de porter atteinte à l'intimité et à la dignité des personnes et de les perturber irrémédiablement. Il en va de la sauvegarde de principes qui fondent notre société protectrice de la liberté et des droits de l'homme »*.

Les trois conditions

Le gouvernement a décidé de ne pas suivre ces avis, pas plus que les conclusions des généticiens français (*le Monde* daté 26-27 janvier), auxquels s'étaient joints les professeurs Jean Dausset et François Jacob, tous deux prix Nobel de médecine. *« Nous savons que le Comité international olympique cherche à combattre, grâce à l'utilisation de ces tests, des pratiques qui soulèvent également de graves questions éthiques et que le principe même d'un contrôle de féminité est souhaité par les sportifs pour que soit assurée une véritable égalité des chances entre les athlètes en compétition*, écrivent M. Durieux et Mme Bredin à M. Samaranch. *Néanmoins, conformément aux orientations arrêtées en conseil des ministres au sujet de l'éthique du vivant, le 28 décembre 1991, il nous apparaît qu'une attention toute particulière doit être exigée »*.

Les deux ministres demandent au président du CIO de veiller au respect des trois conditions indispensables que sont, selon eux, le *« libre consentement »*, la *« stricte confidentialité »* et, en cas de doute, la mise en œuvre *« d'examens complémentaires indiscutables »*. *« Il n'y aura là aucune difficulté puisque ces trois conditions figurent déjà dans les recommandations de la commission médicale du CIO »*, répond le Dr. Patrick Schamasch, délégué général à la santé pour les Jeux d'Albertville. *« Nous souhaiterions que vous recherchiez et mettiez en place au plus vite un test d'orientation mieux adapté aux objectifs poursuivis »*, concluent Mme Bredin et M. Durieux.

Un tel souhait sera-t-il entendu ? Et dans quel délai ? Comment comprendre que le gouvernement ne prenne pas des mesures qu'il s'apprête à faire inscrire dans une prochaine loi sur la bioéthique ? *« Si cette pratique était admise*, indique-t-on au Comité national d'éthique, *on assisterait sans tarder à sa généralisation au profit d'une discrimination organisée entre les individus et au détriment de leur liberté. »*

JEAN-YVES NAU

(1) MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales ; Hubert Curien, ministre de la recherche ; Mme Frédérique Bredin, ministre des sports ; M. Michel Sapin, ministre délégué chargé de la justice ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits de la femme.

Pour obtenir la nomination d'experts

Des transfusés atteints du virus de l'hépatite C engagent un référé contre des centres de transfusion

Une action en référé contre les centres de transfusion sanguine de Paris, Versailles, Bordeaux et Bayonne a été engagée, lundi 27 janvier, par six membres de l'association Aide aux victimes d'accidents corporels et d'erreurs médicales (AVAC) qui affirment avoir été contaminés par le virus de l'hépatite C au cours de transfusions sanguines.

Selon l'avocate de l'association, Me Scarlette Berrebi, cette procédure vise, non pas à dégager d'éventuelles responsabilités pénales, mais à obtenir rapidement la nomination d'experts et des propositions de provisions pour les victimes. Ces actions se situent dans le prolongement de la loi d'indemnisation des hémophiles et *des transfusés contaminés par le* virus du sida votée en décembre 1991. En remettant en cause le principe de la responsabilité basée sur l'erreur médicale et en indemnisant toutes les personnes contaminées par voie sanguine – y compris à une époque où l'on ne connaissait même pas l'existence de la maladie, – le législateur créait un précédent d'autant plus important que le gouvernement annonçait par ailleurs la mise en chantier d'une loi sur l'indemnisation du risque thérapeutique sans faute. Cette situation est d'autant plus paradoxale que le virus de l'hépatite C – la plus fréquente des pathologies post-transfusionnelles – n'a été identifié qu'en avril 1989.

Quelques mois plus tard, la firme Ortho Diagnostic Systems mettait au point un test de dépistage immédiatement autorisé par les autorités sanitaires françaises (*le Monde* du 30 novembre 1989) et ce dépistage était rendu obligatoire dans les dons de sang dès le 1er mars 1990.

F. N.

□ **Grève dans une clinique de la région parisienne.** – Une grève du personnel soignant perturbe, depuis une semaine, l'activité de la clinique privée du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). Cet établissement de 150 lits, spécialisé en chirurgie et en gynécologie obstétrique, emploie 240 personnes. Il appartient au groupe Alphamed, que dirige M. André Attia, récemment inculpé pour escroquerie par M. Jacques Liberge, juge d'instruction au Mans (*le Monde* daté 25-26 janvier). Le personnel soignant proteste contre le versement partiel de sa prime de fin d'année. Selon les grévistes, les patients sont actuellement dirigés vers d'autres établissements du groupe Alphamed.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire de la tour BP de la Défense

Polémique entre les avocats de MM. Pellerin et Schwartz

L'affaire de la tour BP de la Défense devient le théâtre, par avocats interposés, d'un affrontement entre M. Christian Pellerin et M. Christian Schwartz qui s'associèrent pour acheter, en 1988, cet immeuble de Courbevoie (Hauts-de-Seine). Après la mise en liberté sous contrôle judiciaire, lundi 27 janvier, de M. Alain Aubert, bras droit du PDG de la SARI-SEERI, l'entourage de M. Pellerin n'hésite pas à évoquer une « machination » dont le promoteur de la Défense aurait été la victime.

M. Pellerin aurait aimé, comme il l'avait promis, venir accueillir lui-même son collaborateur M. Alain Aubert à sa sortie de prison après dix-sept jours de détention. Le strict contrôle judiciaire imposé par le juge d'instruction, M. Jean-Luc Delahaye, l'en a empêché. Il est en effet interdit à M. Aubert de rencontrer les cinq autres inculpés de ce dossier, dont notamment M. Pellerin, de même qu'il ne peut se rendre aux sièges des sociétés mises en cause. Aussi ne verra-t-on pas M. Aubert à la conférence de presse qu'organise le promoteur de la Défense, mercredi 29 janvier, et où il compte bien s'appuyer sur les résultats de la confrontation organisée la semaine dernière pour plaider sa bonne foi.

Tant M. Aubert que M. Schwartz sont en effet revenus sur leurs déclarations – devant la police judiciaire pour le premier, devant le magistrat instructeur pour le second, – selon lesquelles M. Pellerin était informé de la commission versée à Eurocen, la société du policier Daniel Voiry devenue au fil des ans une officine de fausses factures, utilisée pour fabriquer ce que l'on nomme dans l'argot de la corruption du « black », c'est-à-dire de l'argent liquide destiné à des commissions occultes.

« Machination »

Principal inculpé de ce dossier, M. Schwartz se retrouve ainsi en première ligne puisqu'il reconnaît avoir été en relations avec Daniel Voiry. Selon M[e] Jean-Marie Burguburu, défenseur de M. Pellerin, il serait donc établi que c'est M. Schwartz, et lui seul, qui *« a mis Aubert et Pellerin en porte-à-faux »*. S'exprimant dans les colonnes du *Figaro* du 27 janvier, M[e] Burguburu ajoutait : *« Je ne sais pas ce que dira M. Pellerin à sa conférence de presse. Je ne sais pas s'il parlera encore de machination. Mais il y a eu des manœuvres. »*

Ces déclarations ont conduit les défenseurs de M. Schwartz, M[es] Pierre Cornut-Gentille et Thierry Derez, à sortir de leur réserve. Dans un communiqué diffusé lundi 27 janvier, ils affirment que *« l'hypothèse d'une* « machination » *à laquelle Christian Schwartz aurait prêté la main est absurde et n'est corroborée par aucun élément sérieux »*. Les deux avocats s'en prennent aux *« effets médiatiques recherchés par quelques-uns* [qui] *accablent un peu plus un homme incarcéré depuis près de quatre mois, brisé moralement et psychologiquement, qui supporte très mal sa détention et le poids d'un dossier dont les développements dépassent largement la part de responsabilités qu'il assume »*. M. Schwartz, qui a perdu quinze kilos depuis le début de son incarcération, est actuellement placé sous suivi psychiatrique et suit un traitement à base de calmants.

« La seule faute répréhensible de Christian Schwartz, ajoutent ses avocats, *est d'avoir fait verser par le truchement de fausses factures Eurocen d'un montant de 6 millions de francs une commission occulte destinée à un intermédiaire à l'occasion de l'achat de la tour BP. Christian Schwartz et son groupe n'ont jamais eu avec la société Eurocen d'autres relations financières que cette opération. L'intervention de Christian Schwartz dans cette opération est sans lien avec d'autres activités illicites de la société Eurocen revélées par l'enquête. »*

E. P.

L'instruction sur le financement du PS sarthois

Le juge Van Ruymbeke protège le secret des scellés

M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chanbre d'accusation de la cour d'appel de Rennes chargé de l'instruction sur le financement du PS sarthois, a procédé, lundi 27 janvier, à la transformation des scellés « provisoires » saisis dans les locaux du bureau d'études SAGES en scellés « définitifs ». Cette opération n'a donc pas permis aux avocats des inculpés d'avoir accès à leur contenu. Ils ne pourront en prendre connaissance, selon les règles strictes de la procédure pénale, que quarante-huit heures avant les interrogatoires de leurs clients.

MM. Pierre Villa, ancien adjoint socialiste au maire du Mans, et Jacques Jusforgues, premier secrétaire de la fédération sarthoise du PS, croyaient, en se rendant lundi 27 janvier dans le bureau du juge Van Ruymbeke, qu'ils auraient accès aux documents saisis par le magistrat lors de sa perquisition dans les locaux de la SAGES, à Paris. Ils ont été déçus : inculpés le 15 janvier de faux et usage de faux et extorsion de fonds, MM. Villa et Jusforgues, qui s'étaient rendus à la convocation du juge, à la cour d'appel de Rennes, en compagnie de leurs avocats, M[es] Francis Szpiner et Didier Wentz, ont assisté à la transformation de scellés *« fermés »* en scellés *« ouverts »*.

Le juge, qui a officié en présence des deux inculpés, de leurs conseils, du *« tiers chez lequel la saisie a été faite »*, le responsable de la SAGES, M. Michel Reyt, du ministère public, et d'un greffier, a sorti un à un les documents saisis lors de sa visite dans le bureau d'études du boulevard Saint-Germain et a transféré l'ensemble des dossiers dans des cartons qui resteront à la disposition du juge. Cette opération, qui consiste à transformer les scellés « provisoires » réalisés en hâte lors de la perquisition en scellés « définitifs », a abouti à la constitution de vingt-quatre scellés. Invoquant les risques de fuite, M. Van Ruymbeke a signalé aux avocats qu'ils auraient accès au dossier quarante-huit heures avant l'interrogatoire de leurs clients, conformément au code de procédure pénale. Le ministère public peut toutefois y avoir accès à sa demande.

Restent les documents saisis lors des perquisitions qui ont eu lieu le 13 janvier au Mans, à la fédération socialiste de la Sarthe, dans l'agence immobilière de M. Villa, Habitat 72, et aux domiciles des deux hommes, ainsi que ceux qui ont été saisis le lendemain au siège parisien du Parti socialiste. Pour ces derniers, la date retenue est le lundi 3 février.

A. C.

EN BREF

□ **La mission de la navette Discovery.** – La NASA a annoncé, lundi 27 janvier, une prolongation de vingt-quatre heures de la mission de la navette spatiale américaine Discovery. Lancée mercredi 22 janvier avec sept astronautes à son bord, la navette devrait se poser à terre jeudi 30 janvier, sur la base californienne d'Edwards. Cette journée supplémentaire permettra à l'équipage de poursuivre les expériences menées dans le laboratoire européen Spacelab, notamment sur la croissance de cristaux en apesanteur. Dans le passé, sur onze années de programme spatial, deux missions seulement ont été prolongées pour des raisons scientifiques, et huit autres pour des problèmes techniques ou de mauvaises conditions météorologiques. – *(AFP.)*

□ **Jonction sans à-coup d'un vaisseau-cargo Progress à la station Mir.** – La jonction d'un vaisseau-cargo de ravitaillement Progress M-11 à la station orbitale Mir a eu lieu, lundi 27 janvier, malgré les rumeurs d'une grève d'avertissement d'une partie du personnel du centre de commande du vol. *« Tout s'est déroulé en conformité avec le programme »*, a déclaré Victor Blagov, adjoint du responsable du vol. Une possibilité de grève aurait néanmoins été évoquée au cours d'un entretien entre les spécialistes de la fusée soviétique Energia et leur direction, à propos de la hausse des prix et des salaires trop bas. – (*Tass.*)

□ **M[me] Colette Boulin obtient la condamnation de M. Giscard d'Estaing devant le tribunal de Paris.** – La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a condamné, mercredi 22 janvier, M. Valéry Giscard d'Estaing et son éditeur, la société Compagnie 12, à payer 80 000 F de dommages et intérêts à M[me] Colette Boulin, veuve de l'ancien ministre Robert Boulin, qui s'est donné la mort en 1979. Dans le deuxième tome de ses mémoires *L'Affrontement* (mai 1991), l'ancien président de la République avait écrit que, selon des témoignages, *« M[me] Boulin tenait sur son mari des propos désobligeants »*, phrase jugée *« fautive »* par le tribunal, qui a ordonné sa suppression dans les prochaines éditions.

□ **Les cloches de Laas (Gers) devront se taire.** – Le juge des référés d'Auch a tranché : les cloches de l'église du petit village de Laas (Gers) ne devront plus tinter que pour l'appel aux offices. La justice donne ainsi raison au châtelain, M. Claude Monnayeur, qui vit habituellement en Ile-de-France mais vient en vacances dans le village gascon, et qui s'était déclaré indisposé par la sonnerie des heures et demi-heures au clocher (*le Monde* du 9 janvier). Le maire avait accepté de faire taire les cloches seulement pendant la nuit. Il devra se soumettre sous peine d'une amende de 500 F par jour de retard à compter d'un délai de quinze jours.

DEFENSE

En garnison près de Strasbourg

Le premier régiment de lance-roquettes multiples sera constitué à l'été prochain

Pour un coût global estimé à 1 milliard de francs, le premier régiment français de lance-roquettes multiples sera constitué, l'été prochain, à Oberhoffen, près de Strasbourg. Dix ans après la première formation américaine du même type. Outre la France, trois autres pays européens (l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie) procèdent actuellement, à quelques mois de distance, à une « montée en puissance » identique de leur artillerie classique sol-sol.

CAMP DE CANJUERS (VAR)

de notre envoyé spécial

Pendant la guerre du Golfe, les Irakiens les appelaient *« la pluie noire »*. Des lance-roquettes multiples (LRM) américains ont déversé des trombes de grenades sur des unités motorisées ou sur des sites de missiles sol-air SA-4 en Irak, semant la mort sur *« des zones tellement retournées par le déluge de feu qu'on n'y avait plus besoin d'enterrer les morts »*, selon une expression du colonel Gérard Frère, de l'état-major de l'armée de terre. Les Etats-Unis ont commencé de mettre en service leurs LRM entre 1980 et 1982.

En France, c'est en juillet prochain que le 12[e] régiment d'artillerie, stationné à Oberhoffen (Bas-Rhin), aura reçu les 24 lanceurs – des blindés de type Bradley déplaçant 25 tonnes et armés chacun de 12 roquettes – qui constituent son équipement de guerre. En 1994, ce sera le tour du 74[e] régiment d'artillerie – en garnison à Belfort et encore équipé du missile nucléaire pré-stratégique Pluton – à subir la même modernisation.

Chacune des roquettes distille, à des portées supérieures à 30 kilomètres, 644 grenades antichars ou antipersonnel. *« A la différence du canon, qui est une arme chirurgicale au profit de la division, le LRM,* dit le colonel Frère, *est une arme de saturation et de dispersion, pour ne pas dire une arme de pourrissement de zone, au bénéfice d'un corps d'armée sur une plus grande profondeur de terrain. »*

Le concept du « zéro mort »

Le LRM est rechargeable en moins d'une quinzaine de minutes. Chaque pièce a en quelque sorte la puissance de feu d'un avion Jaguar. Un régiment peut répandre chaque jour sur l'adversaire quelque 1 113 000 grenades sur une superficie de 2 160 hectares.

Cette arme participe du nouveau concept, dit du « zéro mort », qu'on avance aujourd'hui à l'état-major de l'armée de terre. En visite au camp de Canjuers (Var), où il a assisté lundi 27 janvier à des tirs d'exercice, le général Amédée Monchal, chef d'état-major, a expliqué en substance que l'artillerie, avec ses LRM, est désormais en situation de détruire un ennemi avant que les forces alliées n'occupent le terrain, pour économiser leurs unités à son contact et réduire leurs pertes humaines. *« Ce qui constitue,* dit le colonel Frère, *une priorité pour toute démocratie occidentale. »*

Au bout du compte, la France devrait disposer de 55 lanceurs, répartis entre les deux régiments et l'école de l'artillerie de Draguignan. C'est un programme dont le coût de possession – dépenses de développement, acquisition des matériels, environnement logistique, transmissions, système d'automatisation des tirs et munitions compris – est évalué à 6 milliards de francs étalés sur une vingtaine d'années. Sans ses logiciels ni ses munitions, mais avec ses transmissions, un régiment de LRM revient à 1 milliard de francs une fois constitué.

Dans cette aventure, la France a pour partenaires, outre les Etats-Unis, l'Allemagne (150 matériels), le Royaume-Uni (59) et l'Italie (20). L'ensemble de ces LRM américains et européens ont été rendus « interopérables » entre eux, c'est-à-dire qu'ils peuvent travailler de concert dans le cas d'un engagement commun. *« C'est,* constate le général Monchal, *un effort exemplaire de coopération interalliée. »* L'armée de terre française développe ainsi la moitié (17) de ses programmes majeurs d'armement en coopération.

JACQUES ISNARD

ÉDUCATION

Stabilité aux élections de parents d'élèves

Les résultats des élections des représentants des parents d'élèves aux conseils d'écoles (maternelles et primaires) et aux conseils d'administration des établissements du second degré (collèges et lycées) ont confirmé pour 1991-1992 une relative stabilité des résultats par rapport à 1990-1991, ainsi qu'un faible taux de participation (45,21 % dans le second degré, 31,23 % dans le premier degré).

Dans le second degré, la FCPE recueille 57,22 % des voix contre 58,17 % l'année précédente, la Fédération des parents d'élèves de l'école publique (PEEP) obtenant 27,32 % des voix contre 27,48 % en 1990-1991.

Dans les conseils d'écoles, la tendance régulière à la diminution du poids des organismes nationaux au profit des groupements de parents et des associations locales non affiliées se confirme également. L'écart se creuse ainsi entre la FCPE (35,56 % des voix contre 37,98 % l'an passé) et les groupements de parents (43 % contre 40,83 % en 1990-1991).

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Lire, c'est voir du dedans

VOIR en gros plan l'effet que ça fait, de mourir du sida : cette possibilité sera donc offerte à domicile, sur TF 1, jeudi soir.

Faut-il saluer la bravoure narcissique du mourant, Hervé Guibert, le progrès technique qui permet de fouiller ainsi le réel, et la fin d'un tabou, de ces tabous dont une idée reçue professe, sans autre explication que les soldeurs de fripes, qu'ils « doivent tous disparaître » ? Ou bien faut-il déplorer une nouvelle abdication du droit sacré à l'intime ?

Débat superflu, puisque la réponse nous échappe. Il y a longtemps que, tout en refusant à l'Etat autorité sur nos vies privées, nous avons abandonné cette autorité aux marchands, manipulateurs de sondages et d'audimats. Ainsi le veut le libéralisme, vainqueur, par jet de l'éponge, de tout autre système.

Il nous reste quand même un choix radical : fermer le poste. C'est ce que je ferai, et voici pourquoi.

Je ne m'en expliquerais pas s'il s'agissait seulement d'une intolérance personnelle à l'exhibition en général et aux choses du trépas en particulier, de nostalgie pour le temps où des paravents dérobaient aux voisins des salles communes ce moment de la vie le plus impartageable de tous, ou d'on ne sait quelle fatigue de la nouveauté qui faisait soupirer à Chateaubriand vieillissant : *« Ces scènes à venir ne me regardent plus ; à vous, messieurs ! »*

Cette nouvelle étape dans l'escalade du voyeurisme tarifé nous interroge sur les libertés qu'elle apporte et sur celles qu'elle confisque. A quoi bon la licence de regarder en face la mort… des autres, si recule d'autant une faculté plus riche, parce que plus difficile à exercer, celle de combattre par les mots, donc par la lecture, la dictature montante de l'émotionnel induite par l'image ? Il n'y a de destin ressaisi, maîtrisé, que si on peut l'examiner, se le raconter à soi-même, et cette souveraineté ne s'atteint que par le commerce assidu des livres, que concurrence, quoi qu'elle proclame, la télévision.

Les téléspectateurs de jeudi le constateront : Hervé Guibert était d'une beauté renversante. Même amaigri et le regard désemparé par la trahison d'un corps fait pour jouir pleinement de soi, il gardait quelque chose de seigneurial, dans le courage fou. *« A bientôt ! »*, lui ai-je lancé lâchement en le croisant, à l'automne, décharné sous son chapeau rouge . *« Non : à jamais ! »*, a-t-il répondu sans forfanterie, avec la tranquillité d'une politesse. Il y a des lucidités qui glacent de respect.

Et qui illuminent. La perfection de traits qu'on va lui voir n'aurait pas excédé celle des mannequins pour publicité si Guibert n'avait été, aussi et d'abord, un écrivain, c'est-à-dire quelqu'un pour qui rien n'est senti ni vécu qu'un paragraphe ne sache cerner et transmettre. Cet ange abritait un Radiguet tel que l'eût célébré Cocteau, le Rimbaud pour qui s'est damné Verlaine.

Deux livres de lui viennent de paraître. Michel Braudeau a tout dit sur ce qu'on y trouvait (1). J'aimerais ajouter le cri d'une conviction. Que vous soyez ou non devant l'écran, jeudi soir, faites au moins l'expérience de lire, avant ou après, les ultimes et brefs écrits de l'homme qui vous fait cadeau de son agonie ; et reconnaissez qu'un texte communique mieux l'expérience intérieure du sujet que le reportage visuel le plus fouillé, le plus fouillant. Même le corps, la caméra nous en éloigne, en glissant sur ses apparences menacées, alors que le Verbe recrée en nous la menace même.

Lire, c'est voir du dedans. L'image enregistre des défaites, la parole restitue un combat. L'une se donne, sans effort de notre part ; l'autre est à prendre, durement. La première causera des chocs oubliables ; la seconde laissera des souvenirs. Des leçons, aussi : dans *Cytomégalovirus*, journal de l'extrême fin, l'auteur a l'héroïsme inouï de conserver de la curiosité pour ce qui lui advient. Jusqu'au bout, il décrit la faiblesse qui lui interdit de seulement serrer dans ses bras un être cher, il exalte en quelques phrases la complicité que la douleur instaure avec le médecin, il taquine les infirmières, il se demande quelle température il fait à Rome…

L'Homme au chapeau rouge date d'avant les comptes à rebours. Sans se faire d'illusion, le condamné prend encore le temps de tromper le temps avec l'art romanesque, en l'occurrence des histoires ténébreuses de marchands de tableaux et de rendez-vous manqués. L'affaiblissement physique n'a fait qu'accentuer, en toute clairvoyance moqueuse, d'anciennes manies paranoïaques. Il y a du Gide et du Michaux dans le sort fait aux moindres incidents ou perceptions du voyage. Guibert nous intéresse à un avion raté, à une terrasse de Corfou, à un entretien chapardé avec Balthus, comme aucun cinéaste ne le fera jamais, et, mieux qu'aucune caméra endoscopique, aux aventures minuscules des corps, le sien ou celui d'un paon déchiqueté étourdiment par une chienne.

Dans les livres précédents – *Des aveugles, Mauve la vierge, Fou de Vincent,* – le récitant avait fait frémir par son naturel dans une amoralité perverse propre à donner raison, contre Freud, au poète Francis Thompson : *« Toi dont le sexe n'est encore que dans ton âme ! »* La suite a montré que ce naturel, hors de toute provocation, était un don de soi comme seuls en consentent les enfants, une voracité ingénue pour la cabriole, digne d'un Chérubin. Passer du culte effréné du plaisir aux sommets de la souffrance dépossédante, et sans plus d'affectation dans la plainte que dans l'extase : il y a là une sorte de sainteté païenne stupéfiante.

Si une thèse s'écrit un jour sur l'histoire littéraire des grandes maladies, de la jovialité pathétique du syphilitique aux ruses économes du tuberculeux avec la durée, et au tragique antique du cancéreux, la palme du beau dédain du pire reviendra aux victimes du sida (Guy Hocquenghem, Jean-Paul Aron, Hervé Guibert).

Sans doute ces derniers ont-ils bénéficié d'une des conquêtes de la dernière génération : le recul des hypocrisies. Mais ils ont su résister à un autre déclin concomitant : celui de la lecture, donc de l'expression verbale, qui a réduit les adolescents à parler des choses qui leur sont le plus chères (l'éveil des sens, l'autre soir, chez Cavada) sans plus de pensée articulée que les politiques et autres jactanciers d'aujourd'hui, embarbouillés de « c'est vrai que », « je veux dire », « enjeux majeurs », « clairement », « concrètement » et « fondamental » …

La vie-avec-les-mots n'est pas seulement condition des autres libertés et d'appropriation de soi face au décervèlement du tout-communication. Elle est aussi plus sensuelle et suggestive que les images les plus torrides. La première étreinte du film *l'Amant* ne serait pas aussi troublante si la voix de la narratrice ne donnait, en contrepoint, des détails à froid sur la peau sans poil du Chinois. Dans la nouvelle pièce de Pinter, *C'était hier,* le souvenir que Sami Frey garde d'une cuisse aperçue dans un bar doit beaucoup de sa ferveur à la désuétude insolite du verbe « guigner » (2).

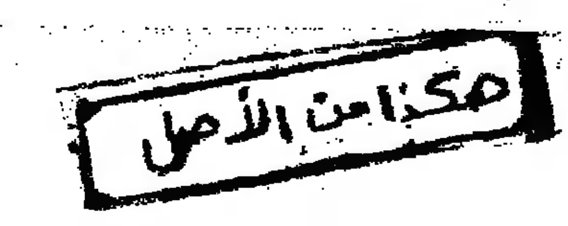
Julien Gracq s'interroge, dans son dernier livre, sur le pari hasardeux de tout écrivain (3). N'est-ce pas folie d'*« investir le meilleur de soi-même dans un art dont le* medium, *la langue, en continuelle évolution, reste à la merci de l'usage qu'en feront, année après année, quelques dizaines de millions d'analphabètes »* ?

Comme la démocratie, la voie des mots n'est pas idéale : c'est la moins mauvaise.

(1) *L'Homme au chapeau rouge,* Gallimard ; *Cytomégalovirus,* Seuil. Lire « le Monde des livres » du 24 janvier.

(2) Théâtre Hébertot, à Paris.

(3) *Carnets du grand chemin,* Corti. En librairie le 5 février.



Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Le presse-carat

Du diamant obtenu à température ambiante à partir de fullerènes dans un laboratoire grenoblois : c'est une première mondiale qui intéresse l'industrie

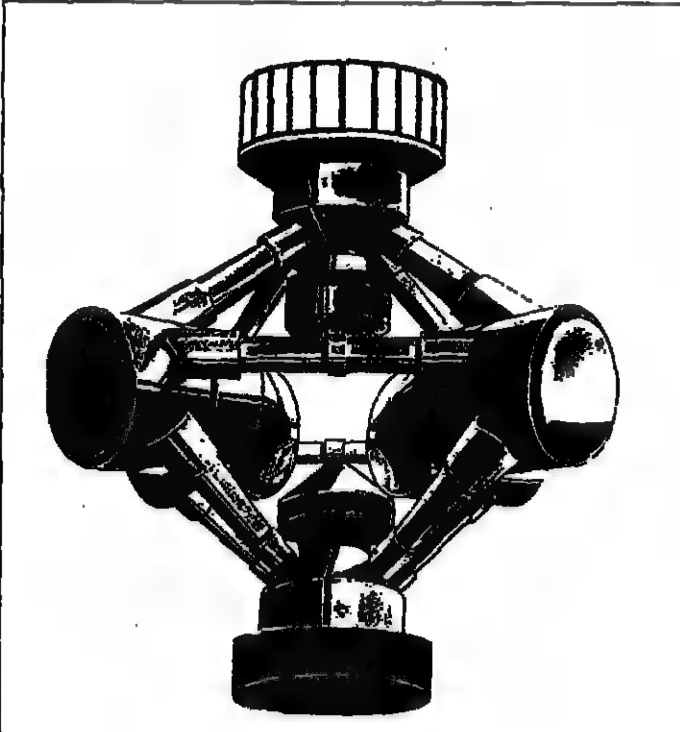
L'APPAREIL, posé sur le bureau, n'a rien d'extraordinaire : un simple cylindre métallique de [redacted] centimètres de haut et [redacted] 5 centimètres [redacted] diamètre, surmonté [redacted] six boulons qui suffisent [redacted] appliquer une pression considérable [redacted] deux minuscules « enclumes ». C'est [redacted] engin rudimentaire que Manuel Nunez Regueiro, [redacted] centre [redacted] recherches [redacted] températures (CRTBT) du [redacted] Grenoble, vient [redacted] réaliser une première mondiale : la [redacted] du [redacted] température ambiante (1). A [redacted] grande stupéfaction !

Les pierres précieuses, même synthétiques, ne [redacted] pas [redacted] champ d'intérêt premier [redacted] jeune chercheur. En congé sabbatique [redacted] l'Institut Balseiro [redacted] Centro atomico [redacted] Bariloche, [redacted] meilleur institut de physique d'Argentine, [redacted] pleine Patagonie, il [redacted] à Grenoble auprès [redacted] ancien directeur [redacted] thèse, Pierre Monceau, directeur du CRTBT, pour se pencher [redacted] fullerènes, [redacted] molécules [redacted] carbone en forme de ballon de foot-[redacted] (*le Monde* du 12 juin 1991).

Sa spécialité, ce sont les ondes de densité [redacted] charge. Ce phénomène fait varier la résistance électrique [redacted] tains matériaux [redacted] fonction [redacted] température et [redacted] pression auxquelles ils [redacted] soumis. [redacted] CRTBT [redacted] Grenoble [redacted] tout indiqué pour de [redacted] « cellule [redacted] sion », l'appareil employé par Manuel Nunez Regueiro pour ses expériences, [redacted] fut d'ailleurs construite il [redacted] une dizaine d'années, et [redacted] par un chercheur du laboratoire, Jean-Michel Mignot, pour démontrer que [redacted] était supraconducteur sous très [redacted] pression (200 000 [redacted]mosphères) et [redacted] basse température (– 255 degrés).

Un coup de chance

[redacted], les travaux du physicien [redacted] se [redacted] comme prévu. Il public [redacted] une communication montrant que les [redacted] de type C60 (2), semi-conducteurs [redacted]pérature [redacted] isolants sous une pression [redacted] 150 000 atmosphères (3). [redacted] il se heurte à [redacted] problème : l'es-[redacted] disponible entre les enclumes (1 millimètre cube environ) est trop réduit pour qu'il puisse récupérer les [redacted] son échantillon écrasé, mélangés au substrat [redacted] répartir uniformément la pression [redacted] maintenir en place [redacted] fils électriques et [redacted] minuscules capteurs [redacted]





Cette presse ([redacted] droite) servait [redacted] la fabrication des diamants synthétiques [redacted] pression [redacted] température [redacted] les années 70. Les exploitants des modèles plus [redacted] (comme [redacted] à six poinçons décrite par le croquis et utilisée par la [redacted] française Supradiamant) [redacted] photographie : « top [redacted] ». ([redacted] General Electric.)

sion. Or, selon [redacted] physiciens américains, [redacted] pourraient, à [redacted] pressions, présenter [redacted] « transitions [redacted] phase », pour donner naissance [redacted] de [redacted] Eventuellement [redacted] que [redacted]mant [redacted] probablement instables, elles [redacted] retourner à leur [redacted] premier dès [redacted] la pression [redacted] estiment ces [redacted]chercheurs.

Pour tenter de [redacted] cette théorie, Manuel [redacted] Regueiro bourre l'espace entre [redacted] sa presse de C60. « *Je [redacted] obtenir [redacted] le plus gros possible pour [redacted] analyses ultérieures*, explique-t-il. *Si j'avais eu davantage de place, j'au-[redacted] sans doute ajouté [redacted] répartir [redacted] pression uniformément. Sans savoir [redacted] fullerènes résistent dans ces conditions, ce qui [redacted] conduit [redacted] Américains [redacted] abandonner après plusieurs échecs.* » Un coup de chance extraordinaire.

« *J'ai serré et, soudain, [redacted] petite détonation a retenti, [redacted] un peu analogue [redacted] celui [redacted] pistolets [redacted] amorce des enfants. Persuadé d'avoir cassé quelque chose, j'ai ouvert l'appareil. Tout était normal, [redacted] mon échantillon avait changé d'aspect. Il était devenu transparent et jaunâtre.* » Manuel [redacted] Regueiro [redacted] précipite [redacted] de cristallographie voisin, une autre des cinq [redacted] propres du [redacted] au sein du polygone scientifique [redacted] de [redacted] (4). « *Jean-Louis Hodeau* [un autre chercheur] *était [redacted] que moi, [redacted] donné [redacted] qu'il [redacted] faire.* » Après une [redacted] (rayons X, diffraction électronique) [redacted] difficiles par la petite [redacted] de l'échantillon, le diagnostic est [redacted] : il s'agit de [redacted] polycristallin.

Une déception vite surmontée

« *La première [redacted] de [redacted] fut [redacted] juron [redacted]* se souvient en riant Jean-Louis Hodeau. [redacted] *déçu de [redacted] pas avoir trouvé la nouvelle phase prédite par les Américains.* » Tout espoir [redacted] perdu [redacted] égard : une partie [redacted] l'échantil-[redacted] présente un aspect différent (« amorphe ») et, si pour Jean-Louis [redacted] « *il y [redacted] de fortes présomptions pour qu'il s'agisse [redacted] de diamant* », les [redacted] ont chargé [redacted] ratoire [redacted] l'utilisation du [redacted]ment électromagnétique (LURE), à Orsay (Essonne), de le vérifier en utilisant le rayonnement synchrotron. [redacted] puis, ajoute le chercheur argentin, « *je [redacted] sur mon [redacted] de départ* ».

En attendant, il [redacted] vite surmonté sa déception première [redacted] le potentiel industriel [redacted] son expérience.

Ce n'est certes [redacted] demain [redacted] manipulation de Manuel Nunez Regueiro [redacted] directement du laboratoire à l'industrie. D'abord, les fullerènes sont encore des produits [redacted] fabriqués en très petites quantités, et chers, même [redacted] leur prix baisse rapidement : « *Ils [redacted] passés de 5 000 à 1 000 dollars le gramme ces trois derniers mois* », affirme Pierre Monceau. [redacted] plus, le procédé [redacted] difficilement utilisable [redacted] l'obtention [redacted] films minces, la forme sous laquelle [redacted] diamant semble promis au plus [redacted] avenir [redacted] des domaines [redacted] porteurs [redacted] les composants électroniques et l'optique. Et puis, si [redacted] graphite employé (avec le méthane) comme matière première [redacted] les [redacted] ne peut, effectivement, [redacted] transformé en diamant à température ambiante, il [redacted] de le chauffer [redacted] environ 1 [redacted] degrés [redacted] pré-[redacted] d'un catalyseur pour [redacted] arriver [redacted] pressions trois fois inférieures [redacted] appliquées par Manuel Nunez Regueiro.

[redacted] fait, estime un industriel, « *si [redacted] extrêmement intéres-[redacted] c'est [redacted] tout d'un point de [redacted] théorique* ». En raison [redacted] leur [redacted] cristalline, [redacted] fullerènes peuvent être considérés [redacted] un [redacted] intermédiaire [redacted] le graphite [redacted] le diamant, les deux [redacted] formes [redacted] carbone. L'expérience [redacted] Manuel Nunez Regueiro tend à montrer que [redacted] particularité rend le [redacted] au diamant plus facile. On [redacted] penser que [redacted] vérifiera aussi [redacted] d'autres conditions de fabrication, qui [redacted] étudier.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) *Nature*, [redacted] 355, 16 janvier 1992.

(2) Il existe plusieurs types [redacted] fulle-[redacted] *Les* C60 comportent [redacted] carbone arrangés [redacted] trouvaient [redacted] coins [redacted] petits panneaux qui constituent un [redacted] de [redacted] d'autres, plus [redacted] comportent 70, 84, 90 [redacted] plus. Certains (le C70) ont [redacted] ballon [redacted] rugby, d'autres [redacted] présentent comme un cylindre.

(3) *Nature*, vol. 354, [redacted] novembre 1991.

(4) Cette étonnante concentration [redacted] matière grise [redacted] matériel comprend en [redacted] des laboratoires [redacted] CEA (dont le LETI), l'Institut Laue-Langevin [redacted] son réacteur de recherche, le futur laboratoire européen [redacted] rayonnement synchrotron [redacted] la construction [redacted] futur institut [redacted] biologie structurale (CEA/CNRS).

Cyclones dans l'œil

Un centre météorologique pour l'océan Indien va ouvrir à la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

[redacted] *notre correspondant*

L'ILE de la Réunion va héber-[redacted] bientôt un centre météorologique régional spécialisé (CMRS) pour [redacted] la surveillance [redacted] cyclones tropicaux qui, [redacted] par [redacted] en moyenne, balayent [redacted] (la Réunion, Maurice, Comores, Madagascar, Mozambique), [redacted] apportant [redacted] mort [redacted] la [redacted] Trois [redacted] : [redacted] Miami (Etats-Unis) pour [redacted] et l'Atlantique nord-ouest, à Tokyo (Japon) pour le nord-est [redacted] l'Asie [redacted] (Inde). Un quatrième [redacted] en [redacted] d'installation aux Fidji pour [redacted] Pacifique sud.

Quoique [redacted] depuis [redacted] années, [redacted] phénomène « cyclone tropical » comporte encore beaucoup d'inconnues, mais il [redacted] évident qu'il faut toujours [redacted] replacer [redacted] le jeu [redacted] grandes [redacted] d'air. Avec [redacted] régionaux spécialisés, on peut espérer mieux [redacted]dre l'évolution de [redacted] phénomènes météorologiques, qui peuvent libérer [redacted] chaque [redacted] une énergie comparable à [redacted] plusieurs dizaines [redacted] « petites » bombes atomiques, et ainsi améliorer l'efficacité de la prévention pour [redacted] populations [redacted]nées.

C'est au [redacted] années [redacted], au cours d'un congrès réuni [redacted] l'île Maurice, qu'est apparue la [redacted] de doter le sud-ouest [redacted] Indien [redacted] moyens appropriés pour [redacted] la prévention des cyclones tropicaux. L'idée a été reprise en 1986 à Harare (Zimbabwe) par l'association régionale « Afrique » [redacted] l'Organisation météorologique mondiale (OMM) [redacted] confirmée par la [redacted] association [redacted] Bamako (Mali) en [redacted] 1987, au cours d'une réunion [redacted] à Madagascar, [redacted] Comité régional [redacted] cyclones tropicaux (qui regroupe les pays du sud-ouest [redacted] l'océan Indien) [redacted] prononcé pour l'installation d'un CMRS [redacted] Réunion.

[redacted] a [redacted] remplir [redacted] vingt-cinq conditions exigées [redacted] l'OMM pour qu'un [redacted] ses départements [redacted] habilité [redacted] héberger un [redacted] Cer-[redacted] de ces [redacted] concernent [redacted] gestion [redacted] techniques, [redacted] l'obligation [redacted] formation à [redacted] régional. Le CMRS [redacted] la [redacted] sera [redacted] en mesure d'organiser [redacted] congrès, de recevoir des stagiaires [redacted] pays environnants, d'accueillir [redacted] scientifiques [redacted] techniciens [redacted] la [redacted] La France sera donc l'un des quatre pays [redacted] disposer d'un CMRS [redacted] la compétence s'étend [redacted] un [redacted] géographique.

[redacted] M. Guy Le Goff, directeur de [redacted] la Réunion, l'essen-[redacted] est [redacted] fait. « [redacted] *avons installé [redacted] octobre [redacted] Saint-Denis [redacted] réception satellitaire [redacted] Bientôt sera mis en service un radar de nouvelle généra-[redacted] à effet Doppler qui permettra d'obtenir [redacted] surveillance plus fine des cyc[redacted] s'approchant de l'île et [redacted] mieux connaître [redacted] de [redacted] phénomènes.* » Plus de 13 millions de francs d'investisse-[redacted] ont été [redacted] l'installation [redacted] système HRPT (High [redacted]lution Picture Transmission), ou [redacted] de réception [redacted] à [redacted] résolution, et au radar.

Le CMRS de [redacted] Réunion doit encore [redacted] l'agrément [redacted] l'OMM : ce sera chose faite lors de la réunion [redacted] prochain [redacted] exécutif [redacted] l'organisation [redacted] 1993.

La Réunion joue un [redacted] plus en plus important [redacted] le réseau très serré [redacted] « veille météorologique mondiale » : [redacted] département [redacted]fise, [redacted] effet, toutes [redacted] informatisées recueillies [redacted] Indien, depuis [redacted] îles Juan-de-Nova, Europa, Glorieuses jusqu'aux Terres [redacted] françaises, pui[redacted] retransmet [redacted] (Kenya), [redacted]

En [redacted] de [redacted] position géographique, éloignée de [redacted] polluante continentale, la Réunion constitue [redacted] pôle de [redacted] privilégié sur la composition physico-chimique de l'atmosphère. L'île [redacted] aussi un observatoire [redacted] pour l'étude des phénomènes qui se produisent à l'interface mer-air et qui interviennent [redacted] la circu-[redacted] d'air maritime.

De plus en plus de coopérations

La [redacted] de [redacted] l'île [redacted] d'ailleurs [redacted] rapprocher [redacted] la Réunion, qui ambitionne [redacted] mener [redacted] recherches [redacted] l'Institut national [redacted] sciences de l'univers (INSU du CNRS). Ainsi, dans [redacted] cadre [redacted] études actuellement [redacted] sur les conséquences éven-[redacted] de l'augmentation [redacted] l'effet [redacted] la faculté [redacted] sciences de la [redacted] propose-t-elle d'effectuer [redacted] l'ozone depuis l'îlot [redacted] Tromelin, situé [redacted] kilomètres au nord de [redacted] Réunion.

Par ailleurs, l'Ecole nationale de [redacted] météorologie envisage d'associer [redacted] station de la Réunion [redacted] un module [redacted] formation [redacted] partie [redacted] « master » [redacted] météorologie tropicale [redacted] 1991. Deux « missionnaires » [redacted] l'école ont séjourné [redacted] le département au [redacted] mois [redacted] janvier pour jeter [redacted] nouvelle coopération.

[redacted] ces développements, récents [redacted] futurs, [redacted] doivent [redacted] faire oublier que [redacted] sud-ouest [redacted] l'océan Indien [redacted] la seule région [redacted] monde [redacted] ne pas être [redacted] par un satellite météorologique géostationnaire. Initialement, des [redacted] internationaux avaient attribué [redacted] un [redacted] soviétique la surveillance [redacted] cette [redacted] : pour [redacted] raisons financières, l'engin n'a jamais [redacted] lancé. [redacted] météorologistes [redacted] Saint-Denis de la Réunion ne disposent donc, pour l'instant, que [redacted] images du satellite géostationnaire européen [redacted] (qui n'assure qu'une [redacted]verture très partielle de l'océan Indien) [redacted] d'un satellite américain NOAA à défilement (qui [redacted] « voit » [redacted] région que deux [redacted] par jour). Une [redacted] que [redacted] météorologistes [redacted] Météo-France pallient grâce à une coopération très étroite [redacted] leurs collègues [redacted] pays [redacted] aussi grâce aux observations fournies par les bateaux naviguant dans l'océan Indien.

ALIX DIJOUX

La guerre des gemmes

[redacted] des [redacted] ciels est [redacted] par [redacted] De [redacted] en [redacted] de ses formidables capacités [redacted] innover dans des domaines complexes [redacted] le second en [redacted] monopolistique sur le marché du diamant [redacted] général [redacted] en particulier.

Face [redacted] ces deux géants qui génèrent un chiffre d'affaires [redacted] d'environ [redacted] millions de [redacted] pour General Electric, et 250 millions [redacted] dollars pour la De Beers, [redacted] autres [redacted] fussent-ils japonais (Sumitomo, Shuradenka), font figure [redacted] nains. [redacted] question pour [redacted] vouloir [redacted] battre [redacted] marchés dominés [redacted] grands. Le [redacted] donc [redacted] la [redacted] de « niches » où le [redacted] la compétence de chacun [redacted] s'épanouir.

La démarche [redacted] la [redacted] industrielle de combustible [redacted] (SICN), [redacted] la Compagnie générale [redacted] matières nucléaires (COGEMA) [redacted] de [redacted] Son but, [redacted] passées [redacted] pour [redacted] raisons stratégiques [redacted] venir concréti-[redacted] par une joint [redacted] signée l'an dernier avec l'italien Samatel, [redacted] de l'ENI, dominer 5 [redacted] marché du [redacted] artifi-[redacted] européen. Lorsque l'on [redacted] « *l'Europe pèse [redacted] 80 millions [redacted] 100 [redacted] du marché occidental [redacted] diamant* (1) », on mesure mieux les enjeux [redacted] cette [redacted] gemmes.

Un pari [redacted] tenir eu égard à la complexité [redacted] moyens techniques à [redacted] en [redacted] Car le diamant, c'est le règne du feu et de la pression. Hors cela, point de salut. Le carbone ne se transforme [redacted]s en ces petits cristaux, jaune [redacted] de 5 [redacted] 6 dixièmes de millimè-[redacted] – [redacted] millième des plus petits [redacted] en joaillerie – que consomment [redacted] quantité [redacted] forage pétroliers, [redacted] coupe [redacted] d'usinage [redacted] à l'industrie [redacted] général [redacted] demain, l'industrie [redacted] composants électroniques et [redacted]

En fait, [redacted] sait depuis longtemps comment faire [redacted] diamants synthétiques. [redacted] pressions [redacted] températures [redacted] sont [redacted] que long-[redacted] il fut impossible [redacted] trouver [redacted] matériaux [redacted] conditions. Dans les [redacted] 50, un mormon, Tracy [redacted] va inventer [redacted] presse cubique, une sorte de machine [redacted] six poinçons recouverts d'une [redacted] ultra-dure, le carbure de tungstène, qui exercent une pression phénoménale (50000 à 60000 fois la [redacted] atmosphérique) sur [redacted] petit échan-[redacted] graphite [redacted] fortement [redacted] (1 250 [redacted] 1 500 degrés) !

Là, sous l'effet de la chaleur et de [redacted] pression, [redacted] graphite se met [redacted] solution dans [redacted] solvant et [redacted] catalyseur, pour se [redacted] du dia-[redacted] synthétique [redacted] refroidissement [redacted] pression. [redacted] n'est [redacted] la seule. Du Pont de [redacted] procédés [redacted] diamants [redacted] par explosion [redacted] charges fournissant [redacted] pressions. General Electric, quant [redacted] lui, non content [redacted] le [redacted] cubiques, [redacted] la croissance [redacted] cristaux [redacted] phase [redacted]

[redacted] panoplie [redacted] procédés que la [redacted] ne peut [redacted] développer [redacted] Aussi, a-t-elle, via la [redacted] Megadiamond, [redacted] Tracy Hall [redacted] un dirigeant, [redacted] presses cubiques pour [redacted] l'aventure. La première a [redacted] Voreppe (Isère) en [redacted] La [redacted] plus [redacted] la production [redacted] premiers [redacted] a commencé [redacted] 1984. Depuis, [redacted] française s'est émancipée.

[redacted] vingtaine [redacted] brevets [redacted] été pris par la SICN qui développe aujourd'hui ses [redacted] presses, non [redacted] quelques [redacted] General Electric très sourcilleux quant à [redacted] position. Des machines de 4 [redacted] 5 mètres, [redacted] au [redacted] millimètre, qui « *pétris [redacted] jusqu'à l'excès* » [redacted] petits cubes de silicate d'aluminium [redacted] d'Afrique du [redacted] lesquels [redacted] graphite [redacted] : une conversion du carbone en diamants de 30 [redacted] % et quelques microscopiques [redacted] jaunes de plus sur le [redacted] européen du [redacted] attendant d'avoir acquis – d'ici un à [redacted] ans ? – [redacted] pour [redacted] sur [redacted] marché [redacted]

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) S'y ajoutent 100 à 150 millions [redacted] carats pour les pays de l'Est [redacted] Chine. Un [redacted] pèse 0,2 gramme.

(2) Une forme particulière du [redacted]bone.

Le Monde ■ Vendredi 24 janvier [redacted] ■

POLITIQUE



La saga du chocolat

Une histoire délicieuse est contée au Palais de la découverte

BOIRE un chocolat chaud, manger quelques carrés [redacted] chocolat, offrir un œuf de Pâques en choco-[redacted] : quoi [redacted] plus banal. Toutes [redacted] habitudes sont, pourtant, relativement récentes et supposent des traitements complexes [redacted] « fèves » [redacted] C'est [redacted] qu'explique [redacted] bien l'exposition « Destination chocolat » du Palais [redacted] découverte : avant la découverte de l'Amérique, l'Europe ignorait l'exis-[redacted] du chocolat, [redacted] façon-[redacted] industriel du chocolat n'a guère commencé que pendant la première moitié du dix-neuvième siècle.

Au [redacted] dernier voyage, Christophe Colomb débarque en 1502 sur la petite île de Guanaja, proche [redacted] la côte nord [redacted] l'actuel Honduras. [redacted] Indiens viennent en pirogue sur sa caravelle. Leur chef offre [redacted] graines [redacted] lesquelles il [redacted] confectionner une boisson [redacted] Européens trouvent [redacted] En 1519, l'empereur aztèque Mocte-[redacted] boire [redacted] Hernan Cortez un breuvage épicé, le *tchocoatl* ou *xocoatl*, que [redacted] Espagnols n'apprécient toujours [redacted]

Mais les conquistadors comprennent tout de suite [redacted] valeur [redacted] qui servaient d'unité monétaire chez les Mayas et chez les Aztèques : une citrouille valait 4 fèves, un esclave 100... et [redacted] peuples soumis devaient [redacted] un tribut en fèves [redacted] cacao (d'où le premier nom d'*Amygdala pecunaria* qui a été [redacted] au cacaoyer). La culture du [redacted] *(cachuaquahitl)* et la préparation [redacted] la [redacted] n'avaient-elles [redacted] enseignées, [redacted] le dieu Quetzalcoatl lui-même, aux Toltèques (une civilisation [redacted] qui s'épanouit [redacted] de l'actuel Mexique du neuvième [redacted] treizième siècle, c'est-à-dire avant la constitution de l'empire aztèque).

Avant l'arrivée [redacted] Espagnols, les Indiens torréfiaient puis pilaient [redacted] broyaient [redacted] fèves de cacao. A la pâte ainsi obtenue, [redacted] ajoutaient [redacted] simplement [redacted] petits piments, de [redacted] cannelle, [redacted] vanille, du rocou (un colorant [redacted] extrait [redacted] graines du rocouyer) [redacted] l'eau. Après chauffage, écumage [redacted] battage, [redacted] *xocoatl* [redacted] éventuellement additionné d'un peu [redacted] miel, était [redacted] froid. Plus simplement, [redacted] pâte pouvait servir [redacted] bouillies [redacted] maïs. [redacted] façon, on attri-[redacted] au chocolat [redacted] stimulantes [redacted] réconfortantes [redacted] pour le corps [redacted] pour l'esprit.

Tel que le cacao ne séduisit pas [redacted] Espagnols, ni en Amérique ni en Europe. Mais [redacted] vite, [redacted] conquista-[redacted] apprirent [redacted] faire de [redacted] breuvage amer [redacted] épicé une boisson [redacted] ajoutant du [redacted] et quelques autres ingrédients. Cette nouveauté américaine arriva en Europe [redacted] une réputation sulfureuse d'aphrodisiaque peu appréciée [redacted] autorités religieuses.

Le jeûne n'est pas rompu...

Les Espagnols passèrent rapide-[redacted] et [redacted] mirent à [redacted] du chocolat. [redacted] moines décidèrent même [redacted] boire du [redacted] ne rompait pas le jeûne. Ce [redacted] confirmait un peu plus [redacted] le [redacted] pape [redacted] V... Le chocolat fut introduit [redacted] la cour [redacted] France par Anne d'Autriche, fille du roi d'Espagne Philippe III, qui [redacted] nous en 1615 pour épouser [redacted] XIII. Et peu [redacted] il parvint [redacted] les provinces françaises [redacted] plus [redacted]

Le cacaoyer *(Theobroma cacao)* [redacted] originaire [redacted] sous-bois [redacted] l'Amérique centrale et [redacted] régions tropicales de l'Amérique du [redacted] Il a besoin [redacted] chaleur (25 °C à 30 °C; en dessous de 10 °C il meurt) et d'humidité mais il ne peut prospérer qu'à l'ombre de grands arbres. [redacted] outre, il [redacted] délicat [redacted] il lui faut [redacted] climat égal [redacted] un sol riche, profond et bien drainé . Enfin, [redacted] plantations doivent être protégées par [redacted] traitements appropriés contre [redacted] sortes [redacted] maladies et [redacted] sites. Le cacaoyer a [redacted] acclimaté par l'homme [redacted] Antilles, [redacted] sûr, [redacted] Afrique, en Asie du Sud-Est, en Océanie. Pour [redacted] mois allant d'octobre 1988 [redacted] septembre 1989, [redacted] production mondiale [redacted] estimée à 2,[redacted] millions [redacted] tonnes, dont [redacted] 000 tonnes pour [redacted] Côte-d'Ivoire. A l'état [redacted] le [redacted] atteint la hauteur [redacted] 12 [redacted] mais, [redacted] plantations, on [redacted] pas dépasser 4 à [redacted] mètres. Ses feuilles, lisses, simples [redacted] légèrement dentelées [redacted] renouvellent tout [redacted] long [redacted] l'année, si [redacted] l'arbre en porte [redacted] des vert pâle-rosées, [redacted] ou [redacted] leur âge.

Les fruits du cacaoyer, ou « cabosses », ont l'air [redacted] ne [redacted] être vrais. Ils sortent, en effet, non pas [redacted] l'extrémité de petites tiges, [redacted] directement du tronc [redacted] des grosses branches. [redacted] ont [redacted] forme d'une énorme cosse [redacted] petit pois ou d'un petit concombre [redacted] contiennent 25 à 45 graines [redacted] « fèves ».

Après la cueillette, les fèves et la pulpe interne [redacted] cabosses [redacted] mises sous abri [redacted] gros tas ou dans [redacted] grands paniers ou caisses recouverts [redacted] sacs ou [redacted] bananiers. Elles fermentent, chauffent par [redacted] même [redacted] °C ou 50 °C et laissent échapper un jus [redacted] On [redacted] les fèves pour [redacted] aérer, [redacted] qui entraîne [redacted] deuxième fermentation (dite acétique) grâce [redacted] laquelle s'élimine le reste [redacted] l'alcool. Après quel-[redacted] jours, ce [redacted] fermentation [redacted] arrêté. Les composants des fèves [redacted] alors [redacted] més, [redacted] ainsi [redacted] graines du [redacted] la possibilité d'exprimer leurs « précurseurs d'arôme » indispensables à [redacted] mise en valeur du goût du cacao. Vient ensuite le [redacted] séchage [redacted] au soleil [redacted] des courants d'air chaud, puis [redacted] après lequel les [redacted] de [redacted] peuvent [redacted] exportées.



C. PAVARD/HOAQUI

De [redacted] pâte au produit fini

Les premières opérations [redacted] par [redacted] chocolatiers sont [redacted] torréfaction [redacted] 120 °C ou 150 °C pendant 20 [redacted] 40 minutes) et le décorticage des fèves. [redacted] apporté à la torréfaction vient l'arôme [redacted] Puis [redacted] fèves (l'opération éliminant [redacted] coques). [redacted] mélange, selon des « recettes » [redacted] chaque marque [redacted] qualité de chocolat recherchée, [redacted] fèves [redacted] diverses origines [redacted] on broie [redacted] mélange à chaud (50 °C à [redacted] °C) : on obtient ainsi la pure pâte [redacted] commence la fabrication proprement dite du [redacted] La première opération est le « pétrissage » ou mélange qui [redacted] l'homogénéisation [redacted] la pâte [redacted] cacao [redacted] du [redacted] La deuxième [redacted] le « raffinage », c'est-à-dire un broyage qui, après ajout de [redacted] de cacao, écrase à chaud (60 °C [redacted] 80 °C) [redacted] particules [redacted] plus [redacted] 30 microns.

La troisième, capitale, est le « conchage », inventé par le Suisse Rodolphe Lindt, qui élimine les dernières [redacted] de l'humidité, des acides [redacted] qui [redacted] apparaître la quintessence du goût [redacted] de l'odeur [redacted] chocolat ainsi que le moelleux du produit fini. Il s'agit, après un autre ajout [redacted] beurre de [redacted] lécithine [redacted] soja, d'un brassage [redacted] chaud (80 °C) qui dure quelques heures pour [redacted] bon marché, [redacted] jours pour les cho-[redacted] et qui [redacted] dans d'énormes cuves pouvant contenir [redacted] pâte.

La quatrième [redacted] « tempérage » [redacted] duquel [redacted] chocolat [redacted] refroidi puis [redacted] quelque 30 °C pour parvenir [redacted] cristallisation stable. La cinquième est le [redacted] » dans [redacted] chocolat [redacted] versé [redacted] moules. Une fois pleins, ceux-ci [redacted] la sixième opération du « tapotage », c'est-à-dire à des vibrations qui [redacted] s'échapper [redacted] bulles é[redacted]tuelles. Après passage dans un tunnel réfrigérant (10 °C environ), [redacted] lat [redacted] il n'y [redacted] plus qu'à [redacted] l'emballer.

[redacted] compositions [redacted] réglementées [redacted] France par le [redacted] juillet 1976. Le chocolat normal [redacted] obligatoirement de [redacted] de cacao, [redacted] de [redacted] cacao ; [redacted] doit [redacted] moins [redacted] matières sèches totales [redacted] (dont au moins 14 % de cacao sec dégraissé et au moins 18 [redacted] de [redacted] de cacao). [redacted] chocolat de [redacted] verture [redacted] avoir au moins 31 [redacted] de beurre de cacao et au moins 2,5 [redacted] de cacao sec dégraissé. Quant au chocolat de couverture [redacted] est fait d'au moins 31 % de beurre de cacao [redacted] d'au [redacted] 16 % [redacted] sec dégraissé. Pour ne [redacted] que quelques exemples de [redacted] réglementées.

Les champions européens de la consommation de [redacted] Suisses avec [redacted] kilos par personne et par an ; [redacted] probablement faut-il inclure dans ce chiffre les achats faits classiquement par les [redacted] Les Français [redacted] sont à 5,9 [redacted] et [redacted] Espagnols ou [redacted] se contentent [redacted] 1,7 kilo.

L'exposition du Palais de la [redacted] commence [redacted] d'une [redacted] en chocolat (220 kilos [redacted] 3 mètres [redacted] long). Elle montre [redacted] jolies chocolatières [redacted] des moussoirs [redacted] chocolat délicatement ouvragés de di[redacted] époques [redacted] provenances. Puis elle suit les progrès qui ont marqué les étapes de la [redacted] du [redacted]

Les [redacted] hydrauliques puis [redacted] vapeur pour broyer et mélanger datent [redacted] années qui ont suivi [redacted] Révolution [redacted] dues au génie de Doret [redacted] Pelletier. En [redacted] Jean-Antoine [redacted] Menier installe à Noisiel (Seine-et-Marne) la première chocolaterie industrielle ; quatre ans après, [redacted] Néerlandais Conrad Johannes Van Houten invente le [redacted] en poudre.

En 1847, le Britannique Fry [redacted] d'ajouter à la poudre de [redacted] une partie du [redacted] extrait [redacted] de [redacted] confection [redacted] poudre [redacted] ce qui donne les premières [redacted] de chocolat [redacted] En 1870, [redacted] Suisse J. Tobler met [redacted] point [redacted] recette [redacted] chocolat au lait et enfin, [redacted] 1879, Rodolphe Lindt invente, [redacted] la conche, [redacted] ajout [redacted] beurre [redacted] cacao qui enlève [redacted] au chocolat.

La partie [redacted] l'exposition qui [redacted] consacrée [redacted] un [redacted] trop hagiographique [redacted] goût : le chocolat ne fait ni grossir ni maigrir ; [redacted] n'augmente pas le taux de cholestérol ; il enlève la fatigue [redacted] les [redacted] dépressifs ; il [redacted] problème [redacted] digestion [redacted] contraire au régime [redacted] ques. Tout juste suggère-t-on qu'il peut favoriser [redacted] déclenchement [redacted] migraines. Les affiches [redacted] anciennes, amusantes, montrent que l'apologie du chocolat n'est [redacted] siècle, [redacted] « réclame » [redacted] le [redacted] *yo-yo qui* [redacted] *constipe* [redacted] le « *chocolat idéal* », « *le* [redacted] *au goudron* [redacted] *le chocolat* [redacted] *Guyenne* [redacted] *pharmacies* »...

Les [redacted] de préparations au [redacted] sont [redacted] variées. Certaines sont classiques et appétissantes, même [redacted] proportions [redacted] pour huit [redacted] dix personnes nous ont semblé pantagruéliques avec leurs 1 100 grammes de chocolat, leurs 20 blancs d'œufs, leurs 38 jaunes d'œufs, [redacted] 1 [redacted] de crème... [redacted] nous [redacted] avouer que celles du civet de [redacted] à la Guanaja, de la [redacted] au chocolat [redacted] de la tarte fine au [redacted] aux [redacted] nous ont plongée dans une [redacted] perplexité.

YVONNE REBEYROL

► Palais [redacted] la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Ouvert du [redacted] au samedi de 9 h 30 [redacted] 18 [redacted] le dimanche [redacted] 10 [redacted] à 19 heures, fermé [redacted] lundi. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 [redacted] L'exposition « [redacted] nation [redacted] » ira [redacted] Musée zoologique [redacted] Strasbourg (d'avril à juin), puis [redacted] Musée d'Aquitaine de Bordeaux (d'octobre [redacted] janvier 1993).

Variétés et teneurs

Il existe trois variétés [redacted] : [redacted] *criollo*, qui [redacted] meilleure qualité [redacted] chocolat, mais qui ne représente qu'à peine 10 [redacted] production mondiale ; le *forastero*, qui [redacted] 80 % de la production mondiale ; [redacted] *trinitario*, hybride [redacted] deux précédents, « inventé » après [redacted] des cacaoyères [redacted] l'île de Trinidad [redacted] un cyclone tropical [redacted] 1727.

La composition [redacted] fèves de cacao [redacted] de l'arbre et aussi selon le climat, le [redacted] et [redacted] culture. Mais on peut [redacted] qu'en moyenne les fèves grillées [redacted] décortiquées [redacted] 50 [redacted] à 55 [redacted] de matières grasses (le beurre [redacted] cacao, fait pour l'es-[redacted] triglycérides), 11 % [redacted] 13 % [redacted] protéines, [redacted] cellulose, 6 [redacted] 9 % d'amidon, 6 % de tanins (des polyphénols), 2 [redacted] 4 [redacted] cendres, 1,5 [redacted] pentosanes, 1 [redacted] 2,5 [redacted] d'acides organiques, 0,8 [redacted] à 1,4 % de théobromine, 0,1 % [redacted] 0,3 % [redacted] caféine, 2 [redacted] fibres diverses, [redacted] % [redacted] glucose et [redacted] sucres, 2 % [redacted] 3 % d'eau.

Les [redacted] du [redacted] noir [redacted] en minéraux et oligo-élé-[redacted] sont, pour 100 grammes : [redacted] mg [redacted] potassium, [redacted] mg à 250 mg [redacted] phosphore, [redacted] mg [redacted] 140 mg [redacted] magnésium, 40 mg [redacted] mg [redacted] calcium, 11 mg [redacted] sodium, 2 mg à 6 mg de fer, 0,7 mg [redacted] 1 mg [redacted] cuivre, environ 0,05 mg [redacted] fluor, [redacted] en [redacted] 1,5 [redacted] théobromine [redacted] 0,2 [redacted] caféine ; quant [redacted] vitamines, [redacted] pré-[redacted] l'A, [redacted] B1, [redacted] B2, la [redacted] l'E et [redacted] D.

Y. R.

Bibliographie

Les euphémismes médicaux

DE [redacted] BOUCHE DU MALADE [redacted] L'OREILLE DU MÉDECIN
docteur Mario Bensasson
éditions Jacques Bertoin.
269 p., 115 F.

Voilà un ouvrage qui est, [redacted] fond, [redacted] résultat d'une étude ethnologique [redacted] la conception [redacted] malades se font [redacted] maladie [redacted] façons d'y remédier. L'auteur a raison [redacted] parler, ici, d'un véritable [redacted] linguistique. L'un [redacted] phénomènes [redacted] plus intéressants [redacted] suivant : [redacted] médecins, [redacted] français, finissent [redacted] adopter un certain langage qui ne traduit [redacted] leur pensée réelle [redacted] plutôt le désir de ne pas traumatiser le malade [redacted] l'assénement d'un diagnostic alarmant.

C'est, évidemment, une vieille querelle mais il [redacted] certain que, lorsqu'au [redacted] du siècle, Edouard Brissaud, médecin [redacted] hôpitaux de Paris [redacted] linguiste dit : « [redacted] *cachera toujours à un phtisique s'il est poitrinaire...* », il adopte une position qui [redacted] encore classique [redacted] France. D'une certaine façon, quand le médecin emploie [redacted] tels euphémismes, il est [redacted] l'adulte qui adopte le parler infantile [redacted] un jeune enfant.

[redacted] chapitres [redacted] hautement instructifs. L'un traite [redacted] reins. On [redacted] que, dans le langage populaire, il y [redacted] confusion constante entre la colonne lombaire et [redacted] reins. [redacted] outre, la [redacted]plexité physiologique du fonction-[redacted] rénal [redacted] très largement ignorée, [redacted] organe qui participe, de façon active, [redacted] maintien de l'équilibre du milieu intérieur se voit [redacted] relégué, [redacted] l'opinion publique, [redacted] grossières d'excrétion. L'autre chapitre qui doit particulièrement retenir l'attention [redacted] celui consacré à l'hypertension artérielle [redacted] ses liens, réels ou imaginaires, [redacted] la « [redacted]sion » qui existe [redacted] l'homme [redacted] son milieu.

Il faut savoir gré [redacted] l'auteur [redacted] jamais [redacted] moquer du langage [redacted] qu'il est amené à écouter [redacted] traiter. Il n'est [redacted] trop facile [redacted] tourner [redacted] langage en dérision. Autre mérite : il ne [redacted] jamais à la facilité, notamment psychosomatique. Certes, il [redacted] une langue mais en [redacted] temps il n'oublie [redacted] la sienne propre – celle du médecin. En d'autres termes, il continue [redacted] penser d'une façon rigoureuse. Enfin, et [redacted] n'est pas [redacted] moindre [redacted] attraits, [redacted] livre [redacted] aussi alerte [redacted] écrit.

CYRILLE KOUPERNIK

► Le docteur Cyrille Koupernik [redacted] psychiatre [redacted] professeur honoraire au Collège de médecine des hôpitaux [redacted]

Les splendeurs de l'Antarctique

ANTARCTIQUE CONTINENT DE L'EXTRÊME
de Claude Lorius
Editions Planète-Denoël.
120 pages, [redacted] *nombreuses photos* [redacted] *couleurs. 195 F.*

Claude Lorius [redacted] un [redacted] meilleurs connaisseurs [redacted] de l'Antarctique : depuis l'Année géophysique internationale 1957-1958, il a [redacted] tout, sur le [redacted] continent, plus de cinq années de sa vie, dont deux hivernages (quinze mois [redacted] chaque fois). [redacted] spécialité [redacted] la glaciologie : l'analyse [redacted] glace prélevées dans l'inlandsis renseigne avec beaucoup de précision, [redacted] sur la température et la composition [redacted] mosphère [redacted] temps anciens. Les mesures faites [redacted] son laboratoire [redacted] glaciologie et de géophysique de l'environnement (CNRS, Grenoble) sur les échantillons de glace découpés – très difficilement – par les Soviétiques dans les 2 000 premiers mètres de la calotte polaire à la base antarctique russe de Vostok ont ainsi donné des informations sur le climat qui a régné dans ce bout du monde au cours des 150 000 dernières années. Ce qui est [redacted] intéressant pour essayer [redacted] prévoir les [redacted] changements [redacted] climats de [redacted] planète.

Pourtant, le livre *Antarctique,* [redacted] *nent de l'extrême* [redacted] un [redacted] de glaciologie, ni un manuel consacré au sixième continent. C'est un superbe album d'images qui montre les splendeurs de la glace de mer (la banquise) ou de la glace de terre (la calotte polaire et les icebergs qui en sont issus), la curiosité agitée des manchots Adélie, la majesté et la manie processionnaire des manchots empereurs, la voracité des léopards de mer et le goût du farniente des autres phoques, sans oublier le dur travail des hommes. Outre ces superbes images, le livre comprend des textes de Claude Lorius, courts mais suffisants pour que l'honnête homme de cette fin de siècle sache l'essentiel du rôle et des problèmes de l'Antarctique.

Y.R.

Les hommes-taupes

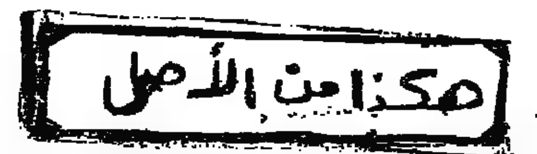
VOYAGE DANS LA FRANCE DES TROGLODYTES,
de Patrick Saletta,
Editions SIDES,
5, [redacted] *Jeanne-d'Arc,*
92160 Antony.
309 pages, très nombreuses illustrations. 350 F.

Patrick [redacted] manifestement [redacted] passion : [redacted] habitations et monuments troglodytes, c'est-à-dire creusés ou au moins agrandis dans le rocher par la main de l'homme. Il nous entraîne, à travers [redacted] la France, dans un vrai voyage [redacted] taupes, [redacted] qui [redacted] besoin tout [redacted] même [redacted] ou de portes prenant un jour souvent chiche, mais indispensable, [redacted] l'extérieur. Et le lecteur, qui ne connaissait guère [redacted] la Cappadoce (Turquie), [redacted] (Jordanie), [redacted] pue-[redacted] (ouest des Etats-Unis) et peut-être même l'église [redacted] de Saint-Emilion (Gironde) comme exemples superbes [redacted] troglodytisme, découvre avec [redacted] la France, elle aussi, est extrêmement riche en monuments [redacted] habitations troglodytes.

[redacted] façon [redacted] vivre dans la [redacted] plusieurs [redacted] l'explique [redacted] bien Patrick Saletta. Elle apporte la sécurité des personnes et [redacted] biens ; [redacted] les matériaux [redacted] construction ; [redacted] fournit gratuitement le frais en été et le tiède en hiver ; elle permet la bonne conservation du vin ; elle donne [redacted] ceux qui en ont envie la solitude et le calme. Ce qui explique que le troglodytisme a été pratiqué dès les temps les plus reculés et qu'il n'a pas encore disparu en France. Bien entendu, les innombrables photos ou documents anciens rassemblés sur la France par Patrick Saletta concernent surtout des sites troglodytes abandonnés. Mais des chapelles ou églises creusées dans le roc sont toujours en service. Et, snobisme nouveau, d'humbles maisons troglodytes commencent à être aménagées en résidences secondaires dotées de tout [redacted] confort...

Y. R.





SCIENCES • MEDECINE

POINT DE VUE

Plaidoyer pour une holding médicale française

par François Blamont

JUSQU'EN 1987 [redacted] technologies médicales était dominé en France par la Compagnie [redacted] iologie (CGR), [redacted] du groupe Thomson. Aux [redacted] de l'accord [redacted] Thomson [redacted] Electric, CGR passait [redacted] quelques mois [redacted] l'américain, [redacted] que Thomson récupérait Radio Corporation of [redacted]. Le [redacted] fut grand : fin de [redacted] seule entreprise française d'imagerie médicale [redacted] taille internationale, abandon pur [redacted] industrielle, abandon [redacted] équipes de recherche médicale qui travaillaient [redacted] un [redacted] nombre [redacted] programmes.

Depuis, le paysage des technologies [redacted] françaises s'est repeuplé, [redacted] notamment [redacted] développement d'une trentaine d'entreprises de [redacted] moyenne leaders mondiaux sur leurs [redacted] ments de marché : Technomed, Ela, Trophy, Oris, Diagnostics Pasteur, Biomérieux, Guerbet, Sopha [redacted] sont celles que l'on cite le plus souvent. Aujourd'hui, l'ensemble des productions françaises réalise un chiffre d'affaires [redacted] 10 milliards [redacted] francs pour trois [redacted] entreprises environ. La [redacted] française [redacted] toujours de [redacted] haute qualité, notamment [redacted], au CNRS [redacted] CEA.

Le marché [redacted] santé s'est [redacted] transformé au cours [redacted]. [redacted] produits [redacted] diversifiés, la [redacted] est devenue plus « technologique ». [redacted] produits [redacted] apparus [redacted] per[redacted] diagnostics meilleurs [redacted] moins coûteux, [redacted] en remplacement [redacted] produits existants (résonance magnétique champ modéré, échographes), soit [redacted] substitution d'actes médicaux lourds [redacted] (lithotrip[redacted] Knife), [redacted] même [redacted] substitution d'une organisation hospitalière [redacted] (hospitalisation [redacted] domicile). A côté des [redacted] grands [redacted] l'imagerie [redacted] marché [redacted] multinationaux du [redacted] (General Electric, Siemens, Philips, Toshiba), un grand nombre de « niches » correspondant à [redacted] marchés [redacted] se sont [redacted] n'ayant en fait [redacted] commun que [redacted] final, c'est-à-dire [redacted] réglementaires [redacted] à la santé, et les pratiques de marketing [redacted] commercialisation [redacted] au secteur.

[redacted] apparaissent régulièrement [redacted] fait [redacted] l'évolution [redacted] technologies et [redacted] recherches médicales, de l'organisation [redacted] la médecine, et du fait de la néces[redacted] plus [redacted] impérieuse [redacted]. Or, [redacted] niches, [redacted] places [redacted] ne [redacted].

Le CEA [redacted] Thomson [redacted] déjà [redacted] technologies médicales. Le [redacted] dispose en [redacted] exceptionnelles : [redacted] LETI, pour l'instrumentation [redacted] l'électronique médicales ; [redacted] département des Sciences du [redacted] pour l'ingénierie [redacted] protéines ; au CEREM [redacted] les matériaux ; [redacted] Orsay pour [redacted] télémédecine ; au service hospitalier [redacted] pour [redacted] applications médicales.

Au niveau industriel, [redacted] participations dans l'ORIS (10 [redacted] de [redacted] d'affaires) [redacted] marqueurs [redacted] réactifs, dans Sopha médical ([redacted] millions [redacted] francs) [redacted] médecine nucléaire [redacted] magnétique, [redacted] dans ELEKTA ([redacted] millions [redacted] francs), pour la neurochirurgie [redacted] radiothérapie. [redacted] Thomson, on trouve également [redacted] recherche pour [redacted] radiologie numérique, pour [redacted] sondes échographiques [redacted] une activité industrielle qui [redacted] de taille : les [redacted] radio[redacted] amplificateurs [redacted] brillance [redacted] TTE.

Un grand groupe, [redacted] marchés, ne peut pas réussir avec la souplesse et la [redacted] de [redacted]tion d'une entreprise de taille moyenne. [redacted] l'inverse, une [redacted] prise [redacted] vite pénalisée par [redacted] réglementaires, ou par la complexité [redacted] aux produits (implantation internationale, financement [redacted] ventes), ou simplement par [redacted] retourne[redacted] de conjoncture ou [redacted] préfé[redacted] pour les grands [redacted] plus [redacted]. Une logi[redacted] industrielle [redacted] de Thomson-CEA [redacted] holding plus médicale (« Thomson [redacted] Médical »), rassemblant [redacted] présentes [redacted] sein des deux entités, mais en les rendant plus cohérentes, [redacted] pouvant accueillir d'autres sociétés, françaises [redacted] non. La holding apporte[redacted] l'ingénierie [redacted] projets [redacted] produits, l'implantation internationale, [redacted] à la santé, l'image [redacted] pérennité. [redacted] apporteraient les technologies (électronique, traite[redacted] d'image, [redacted] riaux, [redacted] tests). [redacted] la holding [redacted] centres [redacted] profit [redacted] part entière, [redacted] d'entreprise conserveraient leur créativité [redacted] leur originalité [redacted] gardant leur autonomie [redacted] décision : elles [redacted] *marketing driven*. Tout [redacted] sur [redacted] logique de niche, [redacted] holding [redacted] poursuivrait [redacted] grands axes [redacted] développement [redacted] médecine, c'est-à-dire :

- La résonance magnétique « champ modéré », avec [redacted] : marqueurs, résonances magnétiques [redacted] à l'interventionnel [redacted] à l'urgence, l'instrumentation associée ; [redacted] type de [redacted] prendra rapidement 70 % du marché [redacted] équipements lourds d'imagerie ;
- [redacted] diagnostic *in vitro*, instru[redacted] et réactifs, puis [redacted] biolo[redacted] moléculaire [redacted] l'ingénierie des protéines ;
- La chirurgie non invasive et ambulatoire, radiothérapie, roboti[redacted] d'assistance ;
- [redacted] suppléance fonctionnelle [redacted] cardiologie ;
- [redacted] dentaire [redacted] l'imagerie [redacted] la conception [redacted] par ordinateur ;
- La [redacted] nucléaire.

Les activités [redacted] services devraient [redacted] particulièrement développées, [redacted] la fourniture de produits clés [redacted] mains, avec maintenance, formation, conseil, financement, [redacted] gestion [redacted] plateaux techniques [redacted] routine clinique ou [redacted] alterna[redacted] à l'hospitalisation, [redacted] ciation avec [redacted] professionnels du domaine.

L'ensemble pèserait [redacted] 4 [redacted] 5 [redacted] francs, [redacted] particulièrement souple [redacted] gérer, aurait un potentiel [redacted] développement important [redacted] stratégiques [redacted] placerait parmi [redacted] premiers industriels mondiaux du domaine.

[redacted] technologies [redacted] un enjeu pour la France : aujourd'hui aux alentours [redacted] milliards de francs, le secteur peut vite atteindre [redacted] milliards [redacted] francs [redacted] être donc voisin des grandes filières industrielles françaises. [redacted] soigner l'homme avec [redacted] médecins, les chercheurs [redacted] technologie est [redacted] ambition aussi passionnante que l'espace, l'aéronautique [redacted] le militaire.

▶ François Blamont est président du groupe Sopha [redacted] président du Club Biotique [redacted].

CULTURE

THÉATRE

Un voyage extraordinaire

Une tragédie de jadis, la tragédie du monde d'aujourd'hui

ŒDIPE, TYRAN
à la maison de la Culture de Chambery

Si un jour un éditeur rassemblait les mises en scène de Matthias Langhoff en un unique «volume», il devrait immanquablement [redacted] Hetzel, l'éditeur de Jules Verne, et intituler [redacted] recueil «les Voyages extraordinaires». Après trente [redacted] de carrière, [redacted] metteur [redacted] scène suisse allemand n'en finit [redacted] dessiner [redacted] carte du monde du théâtre originale [redacted] envoûtante.

Après *le Prince de Hombourg, le Roi Lear, Si de là-bas si loin, la Duchesse de Malfi* – quelques-unes [redacted] productions récentes que le public français a pu apprécier, – il revient aujourd'hui [redacted] Chambéry [redacted] un *Œdipe, tyran* [redacted] la même veine : étrange, fantasque, violent.

Langhoff avait [redacted] monté [redacted] *Œdipe, tyran* de Sophocle, dans la même version de Hölderlin [redacted] tée par le dramaturge allemand Heiner Müller, [redacted] 1988, pour la troupe du Burgtheater de Vienne. Le metteur en scène y revient avec [redacted] acteurs catalans, [redacted] français, à Chambéry, à l'invitation du Festival olympique [redacted] arts. Après Barcelone, où le spectacle a été créé lors du dernier Festival d'automne.

D'entrée de jeu, Langhoff brouille les pistes et crée un univers méditerranéen, certes, mais qui aurait [redacted] un *big bang* d'intensité nucléaire. Les protagonistes de [redacted] tragédie [redacted] l'état d'extrême dénuement d'un temps ancien, presque immémorial. Ils [redacted] vêtus [redacted] de bêtes qu'ils ont auparavant sacrifiées [redacted] à un quelconque Dieu – porté disparu – mais [redacted] leur subsistance, à leur survie. La cité de Laïos, Thèbes, [redacted] des *allures de village oublié où la* lumière – travail passionnant et innovant [redacted] Quico Guttiérrez – surgit des astres en fusion d'un univers sens dessus dessous.

On reconnaît la «patte» d'Heiner [redacted] dans la radicalité de l'écriture, son économie qui lui permet d'aller au plus vite au cœur d'une problématique très politique et, bien sûr, [redacted] à fait actuelle. Et aujourd'hui comme jadis, on sort de [redacted] spectacle abasourdi et inquiet, viscéralement inquiet [redacted] l'avenir de la cité, la nôtre.

OLIVIER SCHMITT

▶ **Espace Malraux, 67, carré Curial, 73000 Chambéry. Le [redacted] janvier, [redacted] h 45, [redacted] 30 et 31 janvier, [redacted] h [redacted] Tél. : 79-85-55-43.**



ROS RIBAS

Deux plus une

PIAVODEON
à la Cité internationale

La [redacted] chez [redacted] musiciens classiques [redacted] l'autodérision. Probablement [redacted] sentent-ils enfermés [redacted] leur savoir, [redacted] réputation de spécialistes détenteurs d'une écriture [redacted] d'un langage interdits [redacted] ceux qui n'ont [redacted] Susy Firth – pianiste [redacted] chanteuse, interprète de Mozart [redacted] de blues, – [redacted] Petit – violoncelliste, violoniste et chanteur, entre autres, – se [redacted] joints [redacted] Michèle Guigon, [redacted] de chez Jérôme Deschamps, accordéoniste-goualeuse à la voix éraillée, pour [redacted] qu'on [redacted] tout faire dire [redacted] n'importe quelle musique, qu'elle [redacted] populaire ou sophistiquée.

Ça [redacted] donc par une conférence [redacted] Gilles [redacted] illustrée [redacted] piano par Susy Firth, qui joue [redacted] myope [redacted] l'amoureuse. Impressionné [redacted] formes, Gilles Petit [redacted] elle une [redacted] de duo d'amour, lorsque intervient Guigon [redacted] son accordéon.

S'ensuivent [redacted] disputes, [redacted] marivaudages en musique, une [redacted] de [redacted] «polyphonique» – chacun chantant [redacted] même temps et [redacted] même ton [redacted] chanson différente. Ils [redacted] habiles, s'amusent, amusent [redacted] public [redacted] grâce [redacted] finesse. [redacted] heure agréable, sans importance. On a l'impression d'une [redacted] spectacle.

C. G.

▶ **19, boulevard Jourdan, [redacted] Paris (14e). Du mardi au samedi [redacted] 30. Dimanche [redacted] 16 heures. Jusqu'au [redacted] février.**

Une farandole de rêve

Un Arlequin qui s'envole du Pont-Neuf au pont des Soupirs

ARLEQUIN SERVITEUR DE DEUX MAITRES
[redacted] Bordeaux
de [redacted] envoyé spécial

Des [redacted] périlleux, des chan[redacted] un petit nuage de nacre dans le bleu d'un ciel d'été, un duel sau[redacted] de [redacted] les couleurs, des clowns peints comme [redacted] grands jouets, une course-poursuite [redacted] canards [redacted] et [redacted] caramels-gelati, [redacted] envols de let[redacted] qui planent [redacted] une lumière blonde, des bai[redacted] volés, des fantômes, des flûtes : la mise en scène d'*Arlequin serviteur [redacted] deux [redacted]* au [redacted] dramatique national [redacted] Bordeaux [redacted] un enchantement. Surprises, beauté, gaieté, charme. Cloué, bouche ouverte, le public [redacted] retombe [redacted] enfance.

L'histoire de [redacted] pièce [redacted] une histoire de fou. Son acteur préféré, Sacchi, étant parti pour l'Autriche, Goldoni s'était éloigné de Venise. Replié en Toscane, il s'ennuyait, [redacted] crû [redacted] *«trop médiocres»*. Survient un courrier urgent : Sacchi [redacted] de retour. Il [redacted] de lui écrire, [redacted] fait, une pièce. Ou plutôt [redacted] traduire, d'adapter, une simple [redacted] française, [redacted] d'un certain Jean-Pierre [redacted] Ours : *Arlequin serviteur [redacted] deux maîtres.*

Une pièce diabolique, sans profondeur avouée, [redacted] un incroyable précipité de chassés-croisés [redacted] quiproquos qui s'enchaînent [redacted] une vitesse folle. [redacted] confiance aux *«galopades d'événements [redacted] mulés les [redacted]»*. Il a fait [redacted] succès avec deux [redacted] ce genre : *Trente-deux infortunes d'Arlequin*, [redacted] *Cent quatre [redacted] dans une même nuit*. Il a adapté déjà une farce de [redacted] jouée à Paris, *Arlequin empereur [redacted] la Lune* : *«Je travaillai la pièce à ma fantaisie»*, dit-il.

Pour *Arlequin serviteur de [redacted] maîtres*, il se donne moins de peine. [redacted] mécanique [redacted] au point. U[redacted] jeune fille, apprenant que son fiancé [redacted] mort, se lie [redacted] Erreur : le premier fiancé réapparaît. En vérité, ce n'est pas lui, c'est [redacted] sœur, [redacted] en homme : elle [redacted] la recherche de son propre fiancé, [redacted] s'est enfui. Et le vaudevilliste français [redacted] entre[redacted] cette première intrigue avec une seconde : un domestique aventurier, Arlequin, offre ses [redacted] à cette [redacted] travestie, puis, [redacted] le lui dire, [redacted] un jeune homme de [redacted] allure (qui se [redacted] être le fiancé, qu'elle cherche). Arlequin croit servir deux maîtres adversaires, même ennemis, [redacted] un [redacted] être : la [redacted] «valeur» de [redacted] construction, si c'en [redacted] une, [redacted] là.

[redacted] n'ajoute rien, sauf de petits détails de jeu pour son ami Sacchi, [redacted] une grande pantomime comique où Arlequin sert deux dîners différents à [redacted] fois : un exploit de jonglerie. Sacchi, jouant [redacted] pièce, fait d'abord un [redacted] grand [redacted] Venise. Puis il s'en lasse. Plus tard, il s'amusa à l'étoffer un peu. Mais la pièce fut oubliée. C'est [redacted] vingtième [redacted] seulement, lorsqu'un [redacted] protagoniste [redacted] théâtrale, le [redacted] en scène, [redacted] à dire, que deux maîtres du [redacted] incités justement par [redacted] libertés d'invention [redacted] leur procurait une pièce [redacted] réussirent, avec *Arlequin serviteur*, [redacted] spectacles de toute beauté : Max Reinhardt [redacted] Giorgio Strehler.

Jean-Louis Thamin avait [redacted] le troisième virtuose [redacted] phénomène, donnant en [redacted] une adaptation qui le «lança». A présent il a confié [redacted] Valeria Tasca l'écriture d'une traduction [redacted] vivante. [redacted] de Rudy Sabounghi, [redacted] costumes [redacted] Patrick Lebreton, les [redacted] Jean-Pascal Pracht, [redacted] pour beaucoup dans l'enchantement [redacted] cette soirée. Et, dans l'allant [redacted] les rires [redacted] farandole [redacted] rêve, Thierry Belnet (Arlequin), Yves Gourvil, Vincent [redacted]gnac, Pascal Vannson, Marc Planceon, Nelly Allard, [redacted] Barouk, Nathalie Dauchez, [redacted] donner, sans peser, conscience [redacted] caractère [redacted] ces [redacted] ces acro[redacted] Thierry Belnet [redacted] particulier explore un Arlequin bizarre, un peu [redacted] par [redacted] brusque, même sauvage, [redacted] d'accidents.

MICHEL COURNOT

▶ **Théâtre du Port de [redacted] centre dramatique de Bordeaux-Aquit[redacted]. Du lundi [redacted] samedi à 20 h [redacted] jusqu'au [redacted] février. Tél. : [redacted]-91-98-00.**

ARCHITECTURE

La nature apprivoisée

L'œuvre d'un architecte, élève d'Alvar Aalto, présentée [redacted] Paris

REIMA PIETILÄ
à l'Institut finlandais

Il [redacted] a quelques années [redacted] c'était un cinéma, rue des Ecoles, [redacted] plein cœur du Quartier latin. Ce cinéma-là n'est pas devenu un quelconque supermarché, ni une banque, mais l'Institut finlandais. Architecture typiquement nordique : raffinée, rigoureuse, adoucie par un bois blanc au cœur gros comme ça.

Enfermée, ou protégée, par [redacted] langue très éloignée de celle [redacted] ses voisins nordiques, [redacted] naguère soviétiques, la Finlande a une culture extrêmement vivante et originale, dont l'architecture n'est pas le moindre fleuron. Ce petit pays (5 millions d'habitants pour [redacted] 000 km²) a donné [redacted] à un nombre surprenant [redacted] internationalement reconnus comme Eliel [redacted] (1873-1950), son fils Eero [redacted] (1910-1961) ou Bryggman (1891-1955), [redacted] à l'un des gé[redacted] ce siècle, auprès de [redacted] Van Der Rohe, Wright ou Le Corbusier : Alvar Aalto (*1898-1976*).

Inventeur d'un espace formidablement maîtrisé, Aalto [redacted] une [redacted] personnalités [redacted] l'œuvre [redacted] puissante qu'elle semble pomper durablement l'imagination [redacted] leur génération, confisquer le talent [redacted] disciples qui les adulent, les imitent, parfois aussi, hélas ! les [redacted]

[redacted] références bien digérées

Naître [redacted] l'ombre d'Aalto aurait donc pu être une manière [redacted] handicap, une obligation [redacted] fidélité formelle pour [redacted] Pietilä (né [redacted] 1923), héros, avec [redacted] femme Reili, de l'exposition de l'Institut finlandais. Or, si modeste que soit la dimension [redacted] présentation, et si limités [redacted] moyens d'expression (des dessins et [redacted] photos à l'ordre [redacted] peu hasardeux), [redacted] découvre [redacted] une personnalité autonome d'une grande richesse. Pietilä [redacted] produire une architecture lyrique [redacted] maîtrisée comme celle de [redacted] maître Aalto, sans doute [redacted] raffinée, mais d'une liberté telle qu'il [redacted] vain [redacted] à telle ou telle école.

[redacted] si [redacted] tendances [redacted] traversent [redacted] travail [redacted] son [redacted] datable) : le fonctionnalisme, [redacted] par [redacted]phrase, l'architecture organique, mais sans la mollesse [redacted] mollusque [redacted] cette manière de penser a souvent engendrée, le futurisme (un zeste), une tentation proliférante, et jusqu'à [redacted] plus récents comme [redacted] post-modernisme. Toute cette matière première [redacted] sublimée, transformée. Cette [redacted] chez [redacted] est peut-être une constante finlandaise : [redacted] grondement d'une nature pas toujours très souriante à l'homme qu'il faut apprivoiser [redacted] lui [redacted] d'interminables contes [redacted] fées. Si l'on ne connaît [redacted] œuvres considérées comme [redacted] l'église Kaleva à Tempere (1966), la maison des étudiants Dipoli [redacted] Otaniemi (1967), plus récemment la bibliothèque Metso [redacted] Tempere (1978-1985), [redacted] peut approcher [redacted] travail [redacted] îlot [redacted] calme qu'est [redacted] finlandais. *L'exposition se [redacted] d'un hommage* [redacted] la revue *le Carré bleu*, dont Pietilä fut un [redacted] fondateurs en 1958.

FRÉDÉRIC EDELMANN

▶ **Reili et [redacted] Institut finlandais, [redacted] Paris 75005. Tél. : 40-51-89-09. Jusqu'au [redacted]**

ARTS

Réminiscences

Cosmopolite, l'exposition de trois jeunes peintres passionnés par l'histoire de leur art

AFRICANO, RYAN ET FRÈRE
à la galerie Peyroulet

L'un, Nicholas Africano, [redacted] de Kankakee, Illinois ; un autre, David Ryan, de Cork, Irlande ; et le troisième, Michel Frère, de Bruxelles. Le plus âgé a à peine plus de quarante ans, le plus jeune [redacted] juste trente. Rien [redacted] les réunit, hors leur commun désir de faire de la peinture, de couvrir des toiles, d'exécuter des tableaux [redacted] leur prédilection commune pour les grands exemples du passé.

Frère s'inspire largement de l'expressionnisme abstrait afin de construire à larges gestes des entrecroisements [redacted] des entrelacs noirs sur fond gris [redacted] Il ménage [redacted] effets [redacted] adresse – un rien trop d'adresse peut-être. Jackson Pollock, auquel [redacted] ne peut s'empêcher de penser devant [redacted] très achevées, ne se faisait [redacted] pas scrupule de corriger [redacted] perfectionner [redacted] froid ses drippings, mais il leur conservait un air [redacted] violence qui a ici disparu.

Africano [redacted] Ryan [redacted] d'autres réminiscences, figuratives celles-ci. Pour Ryan, c'est Matisse, celui du voyage au Maroc – le meilleur *Matisse sans doute*, [redacted] *plus vif*, *le* plus coloré, le plus adroitement simplificateur. A cet illustre prédécesseur, l'Irlandais a emprunté [redacted] silhouettes de Marocains accroupis et ses harmonies chromatiques. Il s'en sépare sur deux points. [redacted] constructions n'ont pas l'élégante complexité de Matisse, étant réduites à une figure au [redacted] la toile. Plus étrangement, il étouffe l'éclat de [redacted] couleurs [redacted] force d'épaissir [redacted] matière. On dirait du fauvisme verni, étrange mixte, bien fait pour séduire tous [redacted] qui traquent les signes d'un retour – un de plus – à [redacted] figure [redacted] au «beau métier».

Africano a remonté le cours de l'histoire plus avant, jusqu'au dix-septième siècle, [redacted] s'est arrêté à l'escale Caravage. Il esquisse [redacted] gris des adolescents mollement allongés entre des corbeilles [redacted] fleurs, motif pompéien gracieusement perverti qu'il traite en virtuose. Le titre [redacted] gribouillé [redacted] la toile, artifice moderniste qui [redacted] semble [redacted] que pour défendre l'artiste contre l'accusation de pastiche. Pourquoi ne pasticherait-il pas cependant ? Ce fut, pendant des siècles, l'un des procédés habituels de l'enseignement.

Les élèves copiaient les maîtres, jusqu'à ce que, différence après différence, trahison après trahison, leur manière personnelle se distin[redacted] de celle de leurs maîtres. Or c'est bien de cela qu'il s'agit, d'artistes qui ont entrepris de [redacted] don[redacted] chacun un style [redacted] n'ont d'autre moyen pour y parvenir que de visiter les musées [redacted] feuilleter [redacted] *livres d'histoire. Africano* [redacted] *le* plus avancé des trois dans cette aventure, le plus manifestement habile aussi. Pour les deux autres, [redacted] plus sage est d'attendre.

PHILIPPE DAGEN

▶ **Galerie Gilles Peyroulet, 18, rue Keller, 75011 Paris. Tél. : 48-07-04-41. Jusqu'au 22 février.**

Désillusions

Une adolescente rencontre son père pour [redacted] première fois

JE VEUX FAIRE DU CINÉMA
[redacted] la Michodière

[redacted] attend beaucoup [redacted] Michel Blanc. [redacted] au cinéma, il [redacted] imposé [redacted] silhouette fragile, [redacted] sensibilité, [redacted] façon de [redacted] la panique [redacted] se protéger [redacted] force de son humour inquiet. Il [redacted] comme un Woody [redacted] qui [redacted] rongerait les ongles, [redacted] devenir le pathétique, [redacted] dangereux Mon[redacted] Hire, plus proche [redacted] tout [redacted] fantasmes glau[redacted] Simenon.

Michel Blanc adapte, met en [redacted] interprète [redacted] la Michodière *Je veux faire [redacted] cinéma*, [redacted] Simon, habile [redacted] pièces qui [redacted] des intrigues [redacted] autour [redacted] problèmes dont [redacted] parle. Ici, il s'agit [redacted] la confrontation [redacted] une fille de dix-sept [redacted] fon[redacted] naïve, [redacted] son père, scénariste blasé, qui vivote [redacted] Hollywood [redacted] n'importe quel employé de bureau sans [redacted] d'emploi. Il [redacted] quitté New-York [redacted] femme pour un avenir doré, entretient une liaison tranquille avec une maquilleuse [redacted] studio, [redacted] ne [redacted] pas sa fille. Elle [redacted] de [redacted] d'un père glorieux, [redacted] la désillusion ne s'ac[redacted] de désespoir. Leur [redacted] réunion [redacted] aura enrichis [redacted] deux. Happy end, avec juste ce qu'il faut [redacted] pour se démarquer du pur feuilleton.

La jeune fille, c'est Judith Godrèche, [redacted] ses jupes de petite provinciale godiche – [redacted] qu'en principe elle vient [redacted] New-York – ne parviennent pas [redacted] ne l'aident certainement [redacted] se sentir [redacted] l'aise. Bizarrement, Michel Blanc non plus ne [redacted] l'aise. [redacted] Laroque – [redacted] maquilleuse-maîtresse – paraît moins contrainte, sans doute parce qu'elle a peu de scènes, et les joue gentiment boulevard.

[redacted] : Michel [redacted] en [redacted] n'a pas [redacted] style. Il pose les personnages face à face sur le plateau, ils dialoguent. Noir pendant lequel ils [redacted] en courant, tandis qu'on change quelques accessoires. Et ça [redacted] On [redacted] croirait [redacted] télévision, [redacted] une sitcom, avec rires injectés. Car [redacted] public, tout au [redacted] c'était [redacted] cas le 22 janvier, [redacted] breux et enthousiaste, par vagues régulières envoyait un [redacted] rire quelle que soit la réplique. La réputation de comique [redacted] à la peau [redacted] Michel Blanc, qui, là, [redacted] pourtant [redacted] donner une interprétation plus sensible [redacted] la pièce. Seulement, bien qu'il l'ait [redacted] lui-même [redacted] personnalité [redacted] à [redacted] de Judith Godrèche, le [redacted] réclame un jeu extérieur [redacted] solide, sous peine de s'effranger [redacted] l'ennui.

COLETTE GODARD

▶ **Du mardi au samedi [redacted] 20 h 30. Dimanche [redacted] 16 heures. Tél. : 47-42-95-22.**

NOTES

La SACEM gagne une manche contre les discothèques

La Commission européenne vient de communiquer [redacted] dans le conflit qui oppose la SACEM [redacted] discothèques françaises regroupées [redacted] sein du BEMIM (Bureau européen des médias de l'industrie musicale). Selon [redacted] Commission, *«l'enquête ne permet pas d'établir que les conditions de l'article 86* [relatif aux abus de position dominante] *sont remplies en ce qui [redacted] le niveau des tarifs actuellement pratiqués par la SACEM»*.

Le BEMIM a deux mois pour présenter ses observations avant que [redacted] Commission ne rende un avis définitif. Si celui-ci [redacted] favorable à la SACEM, [redacted] discothèques ont l'intention de se pourvoir devant [redacted] tribunal [redacted] première instance de Luxembourg, chargé des affaires de concurrence communautaires.

De son côté, Jean-Loup Tournier, le directeur général de la SACEM, s'est félicité d'avoir franchi [redacted] succès [redacted] *«étape décisive»* dans un conflit qui dure depuis plus [redacted] pour [redacted] discothèques. Il a [redacted] que la Société [redacted] dépen[redacted] *5 millions* [redacted] francs par an en frais [redacted] procédure (outre l'action devant [redacted] instances européennes, quatre [redacted] litiges [redacted] actuellement en [redacted] devant les tribunaux) [redacted] que son manque [redacted] gagner s'évaluait entre 250 [redacted] 300 millions [redacted] francs, certaines discothèques refusant de [redacted] les droits d'auteur à la SACEM pen[redacted] la durée [redacted] la procédure.

T. [redacted]

Préavis de grève à l'Orchestre de Paris

Réunis en assemblée générale, les musiciens [redacted] l'Orchestre [redacted] Paris se sont prononcés pour un arrêt de travail le mercredi 5 février. Les musiciens exigent *«le respect de leur [redacted] de travail ;* [redacted] *mise en place d'une mission* [redacted] *conciliation ; une direction artistique correspondant au prestige et* [redacted] *la* [redacted] *d'un orchestre* [redacted] *vocation internationale ; un accord collectif d'entreprise.* [redacted] *une responsabilisation* [redacted] *des musiciens dans* [redacted] *marche générale* [redacted] *l'orchestre ;* [redacted] *création d'une grille d'ancienneté rémunérée ;* [redacted] *réel de l'effectif global de l'orchestre* [redacted] *révision du nombre annuel d'heures* [redacted] *travail»*.

Les musiciens déplorent, d'autre part, *«leur absence d'un grand festival français»* [redacted] souhaitent [redacted] *politique audiovisuelle plus active»*. Dirigé [redacted] Semyon Bychkov depuis le 1er septembre 1989, l'Orchestre de Paris n'en [redacted] pas à son premier désaccord avec [redacted] directeur musical.

□ **Sortie de deux albums [redacted] Bruce Springsteen au printemps.** – [redacted] dixième et onzième albums de Bruce Springsteen [redacted] publiés simultanément [redacted] *printemps»* a [redacted] Columbia, [redacted] maison de disque du chanteur américain. [redacted] *Touch* [redacted] *Lucky Town* pourront être [redacted] séparément, suivant ainsi l'exemple [redacted] deux disques [redacted] Guns'n'Roses (*Use Your Illusions I* et *II*), qui comptent parmi les grands succès [redacted] merciaux de ces derniers mois. Bruce Springsteen n'avait rien publié depuis la sortie [redacted] *Tunnel of Love* en 1987.

مكتب الأصل

CULTURE

CINÉMA

Promesses européennes

Une Russe, un Français et une Suédoise [redacted] palmarès du quatrième festival Premiers Plans [redacted] Angers

ANGERS

[redacted] *correspondant*

Une Russe, un Français et une Suédoise sont les lauréats du quatrième festival Premiers Plans d'Angers, consacré aux premières œuvres [redacted] jeunes cinéastes européens.

Le Grand Prix du jury – présidé par André Téchiné – et le Prix du [redacted] décernés à Lydia [redacted] pour [redacted] *mes oies*, étonnante chronique villageoise dans laquelle [redacted] retrouvailles [redacted] trois frères, [redacted] fond [redacted] retransmission [redacted] JO de Moscou, évoquent un néoréalisme italien «revisité» [redacted] l'âme slave. Le prix Procirep [redacted] producteurs (200 000 francs à valoir sur le prochain film du lauréat) a [redacted] Xavier Beauvois, pour *Nord*, avec Bulle Ogier, [redacted] d'une adolescente. La [redacted] Bier [redacted] obtenu [redacted] Prix [redacted] public pour [redacted] film *Freud quitte* [redacted]

Les trois films primés sont dignes [redacted] précédentes révélations du festival angevin, qui ont [redacted] carrière, [redacted] *Vera*, [redacted] Vassily Pitchoul (1989), *My Left Foot*, de Jim Sheridan, «oscarisé» à Hollywood (1990) ou *la V[redacted] des morts*, d'Arno Desplechin (1991).

Délégué général d'un festival dont il est le «père fondateur», le producteur Claude-Eric Poiroux pouvait se montrer satisfait. Les Premiers Plans ont rassemblé 23 000 spectateurs en neuf jours [redacted] ont été [redacted] par de nombreuses personnalités : Fanny Ardant, Jean-Claude Brialy, Jean Carmet, Hélène Vincent, Daniel Gélin, Alain Cuny, Evelyne Bouix ou [redacted] Dubois venus «en voisins», [redacted] Freda, qui ont participé aux rencontres autour de la rétrospective italienne.

«Travailler au pays»

Le [redacted] d'Angers [redacted] également *servi* [redacted] *un colloque sur le* thème «Des salles européennes pour les films européens» auquel ont participé une soixantaine [redacted] professionnels – producteurs, [redacted] en scène, distributeurs [redacted] exploitants – autour de Mme Colette Flesch, directeur général [redacted] munication et [redacted] culture pour la [redacted]. Question posée : comment permettre aux quelque six cents films réalisés chaque année en Europe, et dont beaucoup ne quittent jamais leur pays ou ne sont même pas présentés [redacted] salle, de sortir dans de bonnes conditions à l'échelon européen ?

On compte sur [redacted] plan [redacted] salles, initiative [redacted] qui dégage chaque [redacted] une somme [redacted] écus pour la «sensibilisation» [redacted] européens, et sur le projet Europa-cinéma qui vise à constituer, [redacted] les capitales [redacted] les grandes villes [redacted] continent, un [redacted] spécialisé [redacted] le [redacted] d'Europe. Pour Eric Poiroux, «*la contre-offensive européenne* [redacted] *face à l'invasion américaine*». Les «*gens de cinéma*», [redacted] aussi, veulent «*vivre* [redacted] *travailler* [redacted] *pays*».

CLAUDE-HENRI [redacted]

▶ [redacted] quarante-cinq films de la [redacted] sont présentés à Paris, [redacted] 29 janvier au 4 février, au cinéma Europa Panthéon, 13, rue Victor-Cousin, 5e.

Culture juive à Créteil

Du 2 [redacted] 9 février, l'Association [redacted] (Val-de-Marne), en collaboration avec [redacted] municipalité organise une semaine de la culture juive, avec en ouverture un concert [redacted] l'Orchestre philharmonique d'Europe, dirigé par Hugues Reiner. Au programme : [redacted], Ravel, [redacted]ler (Palais des Sports, 20 h 30). Le 3 février : à l'hôtel de ville, vernissage d'une exposition sur le passé et les traditions. Le 4 : à la librairie Chroniques, présentation des *Juifs d'Espagne, histoire d'une diaspora*, et à 20 h 30 au Centre communautaire, soirée de chants. Le 5 février, aux trois salles des cinémas du Palais, *les Armes de l'esprit* de Pierre Sauvage, *Ennemies, une histoire d'amour* de Paul Mazursky, et un cycle Woody Allen. Le 6 : au Centre communautaire, une table ronde sur la place de la culture juive, avec Alain Finkielkraut, Shmuel Trigano, Serge Moati, Raphael Draï. Le 8, à la Salle des fêtes, à 20 h 30, spectacle musical.

▶ Tél. : 43-99-17-57 et 43-99-17-89.

MUSIQUES

Disques d'or et de platine : stagnation du nombre des distinctions

En 1991, le nombre [redacted] disques d'or [redacted] de platine attribués par le SNEP (Syndicat [redacted] l'édition phonographique) est resté stable, reflétant la morosité [redacted] du disque. [redacted] le [redacted] 45-tours d'argent, d'or [redacted] platine a augmenté en raison d'une [redacted] seuil d'attribution (125 000 exemplaires pour l'argent, 250 000 [redacted] l'or et 500 000 pour le platine, chiffre atteint par la seule *Zoubida* [redacted] Lagaf').

En [redacted] qui [redacted] augmentation [redacted] nombre des disques de platine (300 000 exemplaires) [redacted] diamant (1 million d'exemplaires) alors que les disques d'or et [redacted] disques d'or régressent. La suprématie [redacted] très [redacted] vendeurs (Patrick Bruel, Jean-Jacques Goldman, [redacted] Straits ou Phil Collins) [redacted] voit confirmée [redacted] que [redacted] milieu du marché [redacted] fragile. Parmi les [redacted] dans le club des métaux précieux, on remarquera Lenny Kravitz, double disque d'or (200 [redacted] exemplaires) avec *Mama Said*, ou [redacted] disque de platine avec *Out of Time*.

□ [redacted] disparus en concert-cassette. – [redacted] titre «Réminiscences [redacted] années 20», le prochain «concert cassette» [redacted] éditions STIL proposera [redacted] son public d'emporter avec lui [redacted] interprétations historiques que Ravel, Saint-Saens, Cortot, Gershwin, Paderewski, avaient [redacted]gistrées au début du siècle sur rouleaux perforés. Restituées lors de cette soirée par Douglas Heffer sur sa console Duo-Art, ces interprétations, enregistrées sur place par le producteur Alain Villain, seront distribuées à l'issue du concert sous forme de cassettes aux auditeurs qui auront payé 160 F (spectacle seul : 90 F). Le 18 février, à 20 h 30, 5, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 48-06-28-19.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Terre d'Espagne (1937), de Joris Ivens, la Passagère (1961, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Munk, 18 h 30 ; Tempête [illegible] l'Asie (1928) de Vsevolod Poudovkine, 20 h 45.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Hommage à [illegible] Warner [illegible] : Moby Dick (1956, v.o. s.t.f.), de John Huston, 14 h 30 ; Je suis un évadé (1932, v.o. s.t.f.), de Mervyn LeRoy, 17 h [illegible] ; [illegible] Nus et les Morts (1958, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, [illegible] h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum [illegible] (40-26-34-30)

FIPA : Salle [illegible] : Jeune [illegible] ; [illegible] annonce les Trois Mousquetaires (1953) d'André Hunebelle, le Capitan (1960) d'A. Hunebelle, 14 h 30 ; Triton de Vincent Hachet, Ruggero Raimondi de Jean-Luc Léon, [illegible] h [illegible] ; In the line [illegible] justice twilight murder de Dirk Lowry, 18 h 30 ; Aimée d'Hedda James, 20 h 30 ; Salle [illegible] : The good woman of Bangkok (1990) [illegible] Dennis O'Rourke, 14 h [illegible] ; El Quijote (1990) de Manuel Gutierrez, [illegible] h 30 ; [illegible] Up (1990) [illegible] Michael Apted, [illegible] h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

[illegible] D'UN CHEVAL [illegible] (Fr.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; George V, [illegible] (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; Bretagne, [illegible] (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon [illegible] 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; [illegible] Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; [illegible] Wepler, 18e (45-22-46-01) ; [illegible] Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Epée [illegible] Bois, [illegible] (43-37-57-47) ; Espace Saint-Michel, [illegible] (44-07-20-49) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

AMERICAN [illegible] (Brit., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

AMERIKA, TERRA [illegible] (vénézuélien, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'ANNONCE FAITE [illegible] MARIE (Fr.-Can.) : Espace Saint-Michel, [illegible] (44-07-20-49).

AOUT (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, [illegible] (43-26-58-00).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

[illegible] ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

[illegible] DES [illegible] (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

[illegible] FINK (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

[illegible] ET [illegible] DES [illegible] (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BILLY BATHGATE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, [illegible] (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BLANC D'ÉBÈNE (Fr.-guinéen) : Images d'ailleurs, [illegible] (45-87-18-09) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

[illegible] DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE CERCLE DES POÈTES [illegible] (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE CIEL [illegible] (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, [illegible] (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

[illegible] RUE PARADIS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

COMME LES OISEAUX (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA COTE D'ADAM (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

[illegible] (A., v.f.) : Cinoches, [illegible] (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DANSE AVEC LES [illegible] (A., v.o.) : Les Trois Balzac, [illegible] (45-61-10-60) ; v.f. : UGC Opéra, [illegible] (45-74-95-40).

[illegible] (Mex., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DELICATESSEN (Fr.) : [illegible] Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

DINGO (Austr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

DOUBLE VUE (*) (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, [illegible] (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; [illegible] Clichy, 18e (45-22-46-01).

[illegible] ET [illegible] (Fr.-Chin., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Elysées, [illegible] (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

[illegible] EQUILIBRISTES (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

[illegible] (Dan.-Su., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

FIERRO... L'ÉTÉ [illegible] (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

FIEVEL [illegible] FAR WEST (A., v.f.) : Cinoches, [illegible] (46-33-10-82) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA FIN DE FREDDY, L'ULTIME CAU-[illegible] (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, [illegible] (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U[illegible] Montparnasse, [illegible] (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, [illegible] (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, [illegible] (46-33-10-82) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

HAMLET (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, [illegible] (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; [illegible] Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; [illegible] Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'HOMME QUI [illegible] PERDU SON OMBRE (Esp.-Suis.-Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-André-des-Arts I, [illegible] (43-26-48-18).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES [illegible] (Can.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

HOT SHOTS ! (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

[illegible] (Fr.-It.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-All.-Autr., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LUCKY LUKE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

[illegible] VIE EST UN ENFER (Fr.) : Gau[illegible] Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, [illegible] (45-62-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

MAYRIG (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MÉMOIRE TRAQUÉE (couleurs) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

[illegible] PÈRE CE [illegible] (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MY [illegible] PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

[illegible] publions le *mardi* les films qui seront [illegible] l'affiche [illegible] Paris, [illegible] partir du *mercredi*. Les commentaires concernant [illegible] *films nouveaux* [illegible] qu'une sélection commentée des exclusivités [illegible] grandes reprises figurent dans notre supplément [illegible] Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : [illegible] Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, [illegible] (43-59-19-08) ; [illegible] Parnasse, 14e (43-35-30-40).

NIKITA (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE [illegible] SUSPENDU DE LA CIGOGNE (Fr.-Gr.-Suis.-It., v.o.) : [illegible] Logos I, [illegible] (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE [illegible] (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LE PETIT HOMME (A., v.o.) : Gaumont [illegible] Halles, 1e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; [illegible] Odéon, [illegible] (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; [illegible] Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; [illegible] Montpar[illegible], 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, [illegible] (47-70-33-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; [illegible] Wepler II, [illegible] (45-22-47-94).

LA PLAINTE DE L'IMPÉRATRICE (All., v.o.) : Epée [illegible] Bois, [illegible] (43-37-57-47).

PRETTY [illegible] (A., v.o.) : Cinoches, [illegible] (46-33-10-82).

[illegible] BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Epée [illegible] (43-37-57-47) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

RAMBLING ROSE (A., v.o.) : [illegible] Danton, [illegible] (42-25-10-30) ; [illegible] Rotonde, [illegible] (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : Paramount Opéra, [illegible] (47-42-56-31).

RIFF RAFF (Brit., v.o.) : Utopia, [illegible] (43-26-84-65).

ROBIN DES BOIS PRINCE [illegible] (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Hollywood [illegible]vard, [illegible] (47-70-10-41) ; [illegible] Ciné I, 10e (47-70-21-71) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

[illegible] ET LULA (*) (Brit., v.o.) : [illegible] Beaubourg, [illegible] (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE SILENCE DES [illegible] (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE SOUS-SOL DE [illegible] PEUR (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; [illegible] Montparnasse, [illegible] (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; [illegible] Clichy, 18e (45-22-46-01).

[illegible] (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; [illegible] Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; [illegible] Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, [illegible] (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, [illegible] (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, [illegible] (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 [illegible] Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, [illegible] (45-74-94-94) ; UGC Opéra, [illegible] (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; [illegible] Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; [illegible] Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

TERMINATOR 2 (*) (A., v.o.) : [illegible] Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : George V, [illegible] (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : [illegible] Beaubourg, [illegible] (42-71-52-36) ; Le Berry [illegible], 11e (43-57-51-55).

LA TOTALE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; [illegible] Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; [illegible] Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; [illegible] Convention, 15e (48-28-42-27).

[illegible] LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14 Juillet Parnasse, [illegible] (43-26-58-00).

[illegible] MATINS [illegible] MONDE (Fr.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; [illegible] Impérial, 2e (47-42-72-52) ; [illegible] Hau[illegible], 6e (46-33-79-38) ; [illegible] Dan[illegible] (42-25-10-30) ; [illegible] Marignan-Concorde, [illegible] (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, [illegible] (43-87-35-43) ; [illegible] Biarritz, [illegible] (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; [illegible] Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; [illegible] Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; [illegible] Juillet Beaugre[illegible], 15e (45-75-79-79) ; [illegible] Convention, 15e (45-74-93-40) ; [illegible] Maillot, 17e (40-68-00-16) ; [illegible] Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, [illegible] (46-36-10-96).

UN ÉTÉ EN LOUISIANE (A., v.o.) : [illegible] Triomphe, [illegible] (45-74-93-50) ; Studio [illegible], 18e (46-06-36-07).

UNE ÉPOQUE [illegible] (Fr.) : George V, [illegible] (45-62-41-46).

[illegible] (Fr.-Sov., v.o.) : Epée [illegible] Bois, [illegible] (43-37-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

V. I. WARSHAWSKI, UN PRIVÉ EN ESCARPINS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; Pathé [illegible]gnan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; [illegible], 14e (43-20-89-52).

[illegible] GOGH (Fr.) : 14 Juillet Odéon, [illegible] (43-25-59-83) ; Les Trois Balzac, [illegible] (45-61-10-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, [illegible] (48-28-42-27).

[illegible] OF THE [illegible] (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; [illegible] Par[illegible], 14e (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

CONTE D'HIVER. Film français d'Eric Rohmer : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Le Saint-Germain-des-Prés, [illegible] G. [illegible] Beauregard, [illegible] (42-22-87-23) ; [illegible] Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

IL [illegible] Film franco-belge de Marion Hansel, v.o. : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; [illegible] Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : [illegible] Français, 9e (47-70-33-88).

JFK. Film [illegible] d'Oliver Stone, v.o. : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; [illegible] Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, [illegible] (43-59-19-08) ; UGC Normandie, [illegible] (45-63-16-16) ; [illegible] Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La [illegible], 11e (43-07-[illegible]) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; [illegible], 17e (40-68-00-16) ; v.f. : [illegible] 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, [illegible] (47-42-56-31) ; [illegible] Nation, 12e (43-43-04-67) ; [illegible] Lyon [illegible] 12e (43-43-01-59) ; [illegible] Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; [illegible] 14e (43-27-84-50) ; [illegible] Convention, 15e (45-74-93-40) ; [illegible] Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le [illegible] (46-36-10-96).

LA MAISON [illegible] SOURIRE. Film italien [illegible] Marco Ferreri, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; [illegible] Biarritz, [illegible] (45-62-20-40).

LES [illegible] SPÉCIALES

[illegible] QUEEN (A., v.o.) : Club [illegible]mont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) mer. 19 h 45, sam. 19 h 45, 22 h, dim. 18 h 45, 21 h.

AKIRA (Jap., v.o.) : [illegible] Pavois, 15e (45-54-46-85) [illegible] 13 h [illegible], sam. [illegible] 45.

[illegible] (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 19 h, [illegible] 17 h.

L'APICULTEUR (Gr.-Fr., v.o.) : [illegible] Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., [illegible] 11 h 45.

[illegible] CHEZ [illegible] BRETONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) [illegible] 17 h.

ASTÉRIX [illegible] (Fr.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 18 h [illegible]

[illegible] AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.f.) : 14 Juillet Parnasse, [illegible] (43-26-58-00) mer., sam., dim. [illegible] h [illegible] film 10 mn après.

AVENTURES [illegible] (Tch., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) mer. 16 h, sam. 14 h.

BÉRUCHET DIT [illegible] BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) [illegible] 14 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : [illegible] Galande, [illegible] (43-54-72-71) (copie neuve) mer. [illegible] h [illegible] dim. [illegible] h 10, jeu., ven., sam. [illegible] h, lun., mar. 20 h.

CHAMBRE [illegible] VUE... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

CHET BAKER, [illegible] GET [illegible] (A., v.o.) : [illegible] Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 35.

LE DÉCALOGUE 1, [illegible] SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : [illegible] Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., [illegible]

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMET[illegible] POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : [illegible] Logos [illegible] Louis-Jouvet, [illegible] (43-54-42-34) [illegible] 12 h.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, [illegible] (45-87-18-09) mer. 19 h 45, sam. 22 h, dim. [illegible] h 30, mar. 18 h.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. [illegible] h 40.

DRUGSTORE COW-BOY (*) (A., v.o.) : Studio [illegible] Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., mar. 18 h, lun. 17 h 30.

EMMANUELLE (**) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) [illegible] 22 h [illegible]

[illegible] FLEURS DU MAL (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) mer. 18 h 10, sam. 14 h, lun. 22 h 15.

LE GRAND BLEU (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (version longue) mer. 21 h 15.

GRAND CANYON (A.) : La [illegible] 19e (40-05-80-00) [illegible] jeu., ven., sam., dim., mar., de 10 h à [illegible] 19 h [illegible] heures.

JULES ET JIM (Fr.) : [illegible] Trois Luxembourg, [illegible] (46-33-97-77) mer., ven., mar. [illegible] 12 h.

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, [illegible] (45-87-18-09) mer. [illegible] h, jeu. [illegible] h, [illegible] 17 [illegible] 30, dim. 22 h 10, mar. [illegible] h 45.

LABYRINTHE DES [illegible] (Esp., v.o.) : Studio [illegible] Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu. [illegible] h 10.

[illegible] LOI [illegible] DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Studio [illegible] Ursulines, [illegible] (43-26-19-09) mer. 18 h, jeu. [illegible] h, mar. [illegible] h [illegible]

LUNE FROIDE (**) (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 22 h.

[illegible] MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 16 h.

MALINA (All.) : [illegible] Logos [illegible] Louis-Jouvet, [illegible] (43-54-42-34) mer., jeu., [illegible] lun. 11 [illegible] 50.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h 30, sam. [illegible] h 30.

MILLER'S [illegible] (*) (A., v.o.) : Saint-Lambert, [illegible] (45-32-91-68) mer., dim., mar. 21 h.

LA MORT [illegible] (A., v.o.) : Les Trois [illegible] (45-61-10-60) mer., ven., dim., mar., séances [illegible] 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film [illegible] mn après.

[illegible] P'TITS SCHTROUMPFS (Bel.) : Lucernaire, [illegible] (45-44-57-34) mer., [illegible] dim. 14 h, 16 h.

PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 10 h, 13 h [illegible]

PIERROT [illegible] (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. 12 h.

POINT BREAK (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h 30, jeu. [illegible] h 15, sam. 20 h 15, mar. 18 h.

[illegible] HARRY RENCONTRE [illegible] (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 19 h, ven. 17 h.

LE [illegible] ET L'OISEAU (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) [illegible] h 40, sam., dim. [illegible] h [illegible] ; Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 15 h 30, sam., dim. [illegible] h 30, 17 [illegible] 20.

ROLLING STONES (A.) : [illegible] (40-05-80-00) mer., jeu., mar. [illegible] h, ven., [illegible] dim. 20 h, 22 h.

[illegible] DES MOUCHES (Brit., v.o.) : [illegible] Ursulines, [illegible] (43-26-19-09) mer. 14 h.

[illegible] PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 14 h 30.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.f.) : [illegible]dio Galande, 5e (43-54-72-71) [illegible] 18 h.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h.

TITI SUPERSTAR (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) [illegible] 13 h 45, [illegible] dim. 15 h.

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 15 h, dim. 17 h 15.

UN [illegible] NOMMÉ [illegible] (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. [illegible] h 15, dim. 22 h, lun., mar. 16 h.

LE VENTRE [illegible] L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) [illegible] 10 h 40.

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : [illegible] Beaubourg, 3e (42-71-52-36) [illegible] 10 [illegible] 40.

[illegible] SUR JUPITER (Can.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00) film mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 11 h à [illegible] h [illegible] 15 [illegible]

[illegible] VOYAGES DE GULLIVER (A.) : 14 Juillet [illegible] 6e (43-26-58-00) mer., sam., dim. 14 h, [illegible] h [illegible] film 10 mn après ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) [illegible] 13 h 30.

[illegible] LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) [illegible] 17 h 30.

LES GRANDES REPRISES

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

[illegible] FEU... [illegible] POMPIERS (tchèque, v.o.) : Accatone, [illegible] (46-33-86-86).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : [illegible] Médi[illegible] Logos salle Louis-Jouvet, [illegible] (43-54-42-34).

[illegible] FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, [illegible] (43-54-51-60).

[illegible] LAW (A., v.o.) : 14 [illegible] Parnasse, [illegible] (43-26-58-00).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, [illegible] (46-33-10-82).

ECLAIRAGE INTIME (tchèque, v.o.) : Accatone, [illegible] (46-33-86-86).

ELECTRE (Gr., v.o.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), [illegible] (43-54-15-04).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'HOMME [illegible] DE SERPENT (A., v.o.) : Passage [illegible] Nord-Ouest, [illegible] ciné, 9e (47-70-81-47).

HUSBANDS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Utopia, [illegible] (43-26-84-65).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; [illegible] 1e (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, [illegible] (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 [illegible] Beaugrenelle, [illegible] (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; [illegible] bis, 13e (47-07-55-88) ; [illegible] (43-27-84-50) ; [illegible] Convention, [illegible] (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le [illegible] 20e (46-36-10-96).

OU EST LA MAISON DE MON [illegible] (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

PARISTORIC (Fr.) : Espace Hebertot, 17e (42-93-93-46).

UN [illegible] NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : [illegible] 5e (43-25-72-07).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : [illegible] Christine, 6e (43-29-11-30).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 29 JANVIER

« Le Théâtre [illegible] Champs-Elysées. [illegible] scène, historique et [illegible] », 11 heures, hall d'entrée (M. Hager).

« Passages [illegible] la Grange-Batelière », [illegible] h [illegible] Peletier (Paris pittoresque [illegible] insolite).

[illegible] et jardins du [illegible] Vosges », 14 h [illegible] Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les [illegible] Directoire de [illegible] Bourrienne, spécialement [illegible] », 14 h 30, 58, [illegible] (C. Merle).

« Paris au Siècle [illegible] Lumières : [illegible] l'église abbatiale Sainte-Geneviève [illegible] Panthéon », 15 heures, place [illegible] Panthéon, [illegible] mairie.

« La folie Saint-James, [illegible] demeure néoclassique, à Neuilly, avec sa grotte », [illegible] heures, [illegible] Pont-de-Neuilly, côté avenue [illegible] (Monuments historiques).

« Saint-Germain-des-Prés. L'église, l'abbaye, témoin [illegible] d'histoire. Les caves des [illegible]listes. Le Musée Delacroix », [illegible] heures, [illegible] Saint-Germain-des-Prés, sortie église (M. Brumfeld).

[illegible] acquisitions du département [illegible] peintures », 14 h 30, [illegible] du Louvre, pavillon [illegible] Flore (M.-G. Leblanc).

« Actualité du compagnonnage [illegible] la maison des Compagnons du [illegible] », 15 heures, 1, place [illegible] (Paris [illegible] son histoire).

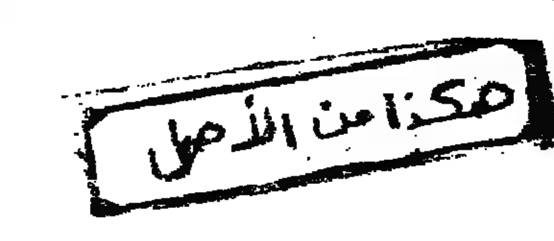
« Le [illegible] Procope et la Comédie-Française », 16 heures, 13, rue [illegible] l'Ancienne-Comédie (Approche [illegible] l'art).

CONFÉRENCES

Sorbonne (amphithéâtre Descartes), 17, rue de [illegible] Sorbonne, 18 h 15 : « Ethique médicale [illegible] matière [illegible] », [illegible] Pomp[illegible] (Mouvement [illegible] responsabilité [illegible]fique).

6, rue Albert-de-Lapparent, 20 h 30 : [illegible] l'esprit », [illegible] Yves Dienal (Psychiatrie psychanalytique).





BILLET

La tentation du conglomérat

Vilipendés [redacted] dernières années, [redacted] conglomérats auraient-ils [redacted] faveurs [redacted] stratèges ? Après [redacted] groupe Agnelli, qui depuis plusieurs [redacted] développe dans l'agroalimentaire pour équilibrer [redacted] risques [redacted] les [redacted] du marché automobile, Volvo [redacted] fusion avec [redacted] premier [redacted] agroalimentaire *suédois*, [redacted] Parallèlement, M. Jean-Luc Lagardère, [redacted] patron [redacted] Matra, [redacted] projet d'unification [redacted] ses deux [redacted]

Il [redacted] quelques semaines, [redacted] français [redacted] l'électronique [redacted] Thomson [redacted] industrielles du CEA [redacted] même structure Thomson-CEA Industrie. D'autres rapprochements [redacted] les [redacted]

Autant d'exemples qui vont [redacted] l'encontre des stratégies [redacted] *« recentrage sur* [redacted] *»* prônés [redacted] Ne [redacted] expliqué sur [redacted] que [redacted] conglomérats, [redacted] opéables, [redacted] proies [redacted] *pour* [redacted] *qui dégagent* [redacted] marges [redacted] appartement ? Que l'éparpillement [redacted] compétences, [redacted] un conglomérat, *ne* [redacted] permet [redacted] déployer suffisamment [redacted] moyens pour acquérir une position [redacted] *dans leurs* [redacted]

Un [redacted] que les consultants [redacted] semblent [redacted] prêts [redacted] *« La décote* [redacted] *holdings sur le marché* [redacted] », explique M. [redacted] Duchesne, directeur [redacted] de McKinsey [redacted] Paris, [redacted] cabinet de [redacted] en *stratégie. Même son de* [redacted] son grand rival, [redacted] Boston Consulting Group, même *« si nous sommes* [redacted] *des défauts* [redacted] *segmentation* [redacted] », [redacted] M. [redacted] Cuklerman, vice-président de BCG [redacted]

[redacted] des [redacted] à [redacted] terme justifient donc ces derniers rapprochements. *«* [redacted] *n'aideront* [redacted] *compétitivité. Alors que* [redacted] *risque d'un dépôt* [redacted] *entreprises* [redacted] », ajoute M. [redacted] un premier temps, [redacted] de l'agroalimentaire renfloueront [redacted] caisses des [redacted] automobiles. [redacted] craindre que [redacted] mouvements n'accélèrent la [redacted] l'un ou [redacted] plusieurs [redacted] européenne [redacted] fin [redacted] décennie.

ANNIE KAHN

Macy's en faillite

Macy's, [redacted] *plus grand magasin du monde »*, [redacted] demandé lundi [redacted] janvier [redacted] protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites américaines après l'échec d'une [redacted] reprise par [redacted] Tisch.

La [redacted] enseigne, [redacted] à New-York [redacted] 34e Rue, [redacted] 3,5 *milliards* [redacted] milliards [redacted] francs) pour [redacted] 7 milliards de dollars (38,5 milliards [redacted] francs), [redacted] un LBO (reprise [redacted] cadres) monté en 1986. [redacted] comme Bloomingdale [redacted] bien [redacted] grands magasins américains, Macy's [redacted] la langueur de [redacted] consommation qui [redacted] Etats-Unis. [redacted] en 1858, Macy's compte aujourd'hui [redacted] *magasins* dans [redacted]

Après un déficit de 15 milliards de francs en 1991

Les comptes du régime général de la Sécurité sociale devraient être pratiquement équilibrés en 1992

Le régime général [redacted] Sécurité [redacted] pratiquement équilibré [redacted] selon le dernier rapport [redacted] la Commission des comptes, publié mardi 28 janvier. Le déficit *ne serait* que de [redacted] milliards [redacted] francs en 1992, après 15 milliards en 1991, alors que les prévisions [redacted] juin prévoyaient un besoin [redacted] financement de 23 *milliards* de francs pour [redacted] 26 milliards pour 1992.

Le rétablissement des comptes du régime général *s'explique* [redacted] par la [redacted] de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie des actifs intervenue au 1er juillet qui a permis d'accroître les recettes de 23 milliards de francs en 1992 et par la *revalorisation de 50 % du forfait hospitalier*, qui a rapporté 1,5 milliard de francs. S'y ajoutent les dispositions prises à l'égard des grossistes-répartiteurs et quelque 800 millions de francs grapillés au profit de l'assurance-maladie lors de l'opération de transfert d'une [redacted] contribu[redacted]

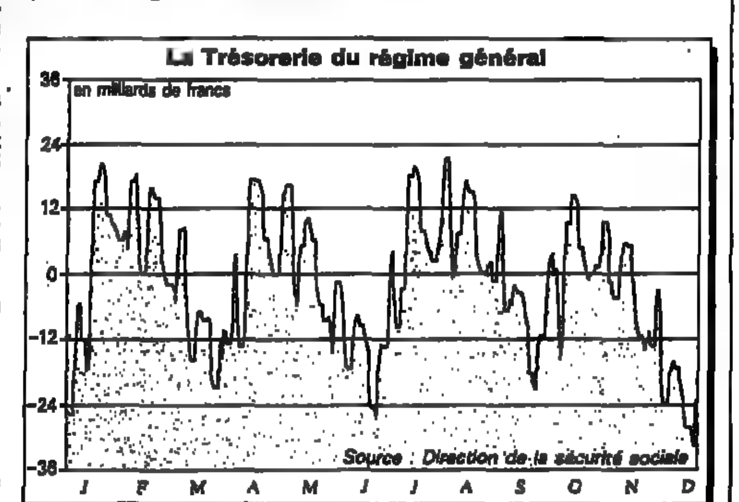
[redacted] ressources supplémentaires (31,8 milliards de francs pour les *deux années considérées) masquent* une perte de recettes, évaluée à 2,8 milliards en 1991 et à 9 milliards en 1992, consécutive au ralentissement de la croissance. Les hypothèses retenues prévoient néanmoins que les encaissements augmenteront [redacted] 5,9 [redacted] en 1992 (en espérant une légère reprise [redacted] l'activité [redacted] cours d'année) après [redacted] en [redacted] de 6,2 % en [redacted]

Le déficit global repose [redacted] ment [redacted] celui de l'assurance-vieillesse : 19,4 milliards de francs en 1991 ; 19,8 milliards en 1992. Un besoin de financement atténué par la *revalorisation des retraites, inférieure* aux prix (le manque à gagner est évalué [redacted] 0,9 % [redacted] 1990). Toutefois, si [redacted] pensions avaient suivi [redacted] bruts, il en aurait coûté 14,2 milliards de francs supplémentaires au titre [redacted] années 1991-1992 (11,4 milliards si l'on s'était basé sur les salaires nets), [redacted] la Commission.

Ce sont [redacted] dépenses [redacted] santé qui contribuent, pour l'essentiel, [redacted] l'amélioration des comptes. Pour 1992, un excédent de [redacted] milliards de francs est prévu après les déficits de [redacted] milliards en 1990 et de 1,6 milliard en 1991. Si le ballon d'oxygène du *« plan d'*[redacted]*gence »* de juillet y est pour beaucoup, l'impact des accords de modération des dépenses conclus récemment avec plusieurs professions (cliniques, ambulanciers, infirmières libérales, biologistes) commence aussi [redacted] se faire sentir (1 milliard [redacted] d'économie dès cette année). La *réforme* [redacted] *médicaments* doit [redacted] de limiter [redacted] dépenses dans [redacted] proportions. Pour le secteur hospitalier (53 % du budget de l'assurance-maladie), la Commission des comptes s'attend à une évolution modérée (4,6 % [redacted] 5,4 % en 1992), [redacted] le [redacted] privé (2,1 [redacted] puis 5,5 %). En dépit de l'opération [redacted] transfert de cotisation, l'excédent du régime de [redacted] accidents du [redacted] 1,6 milliard cette année. L'autre excédent traditionnel, celui [redacted] allocations familiales, continue [redacted] battre les records : 5,6 milliards [redacted] francs en 1991 ; 9,3 milliards en 1992...

[redacted] aux [redacted] régimes représenteront 66,7 milliards de francs en 1992. Une baisse de 2,5 milliards qui s'explique notamment [redacted] du déficit du régime des [redacted] agricoles. Enfin, la gestion administrative [redacted] 4 % [redacted] la « *Sécu* » qui, cette année, dépasseront pour [redacted] première [redacted] 1 000 *milliards* [redacted] francs (1 012 milliards, [redacted]ment).

J.- M. N.



Effet d'optique

par Jean-Michel Normand

UN déficit annoncé qui finit immanquablement par [redacted] transformer en excédent. Des comptes équilibrés dont on découvre subitement qu'ils ont plongé dans le [redacted] Le fameux [redacted] de la [redacted] *qui apparaît* avec la même régularité qu'il disparaît, ne cesse [redacted] prendre l'opinion à contre-pied.

La première [redacted] prévisions annuelles [redacted] la commission [redacted] comptes [redacted] Sécurité sociale, *publiée mardi* [redacted] janvier, respecte la tradition. [redacted] froid en été avant de souffler le chaud en hiver. Entre juin et janvier, le déficit prévu pour 1991 est passé de 23 à 15 milliards de francs. Pour 1992, le redressement est encore plus net, puisque le solde négatif ne devrait être que 2,1 milliards de francs, alors que l'on redoutait qu'il n'atteigne 26 milliards.

Banalisé, [redacted] jeu [redacted] est le produit d'une mise en [redacted] qui s'avère de plus en plus perverse : [redacted] entretient l'idée que la « sécu », qui brassera cette année un *peu plus de mille milliards de francs*, [redacted] ingérable [redacted] incompréhensible. [redacted] risque ainsi [redacted] renforcer l'incrédulité, voire la défiance, des Français à l'égard d'un système de protection [redacted] dont la *réforme* [redacted] pourtant que l'opinion en comprenne [redacted]

[redacted] estimations publiées mardi n'ont en [redacted] rien [redacted] surprenant. Pour l'essentiel, [redacted] enregistrent l'effet arithmétique [redacted] le 1er juillet (hausse [redacted] 0,9 point [redacted] d'assu[redacted]-maladie [redacted] augmen[redacted] de 50 [redacted] du [redacted] hospitalier). *Or celles-ci* [redacted] pour que la commission [redacted] comptes puisse les intégrer dans ses prévisions [redacted] juin. La « bonne surprise » de janvier est [redacted] produit d'une [redacted] qui [redacted] reflète qu'un redressement apparent. Compte tenu [redacted] déficits [redacted] 1990 [redacted] milliards de francs) et [redacted] (15 milliards), on peut légitimement redouter l'éventualité d'un énième « *plan d'urgence* » en [redacted] profil [redacted] pour [redacted] douze prochains mois n'a, à [redacted] égard, rien de rassurant. A moins, [redacted] sûr, [redacted] énergi[redacted] n'interviennent pour [redacted] les dépenses ou que [redacted] brusquement.

A son corps défendant, [redacted] mission des comptes entretient l'ambiguïté. Alors que [redacted] pouvoirs publics [redacted] engagés, en [redacted] à ce qu'elle [redacted] fixes (en novembre, peu après [redacted] présentation des comptes [redacted] la nation, puis [redacted] juin), le [redacted] l'a prié [redacted] année d'attendre [redacted] janvier pour établir [redacted] estimations. Un délai supplémentaire mis [redacted] profit pour *intégrer dans* [redacted] *prévisions* [redacted] positifs [redacted] quelques ajuste[redacted] financiers *(le* [redacted] décembre) [redacted] dépenses passés avec plusieurs *professions* [redacted] Ces [redacted] *n'ont joué* qu'à [redacted] marge, mais ils ont contribué [redacted] réduire [redacted] au [redacted] minimum.

Concours de pronostics

[redacted] qu'elle [redacted] calendrier, [redacted] commis[redacted] aussi, depuis 1978, prison[redacted] d'un scénario qui lui impose [redacted] prévoir [redacted] quatre reprises [redacted] résultat [redacted] *même* [redacted] (en juin et [redacted] précédente, [redacted] juin [redacted] en cours). *Or*, lorsque la conjoncture se [redacted] ou [redacted] mesures [redacted] financement interviennent entre[redacted] ses [redacted] dépassées. Un tel cérémonial – dont on imagine sans mal les effets s'il s'appliquait [redacted] budget [redacted] l'Etat ou au commerce extérieur – [redacted] peut que donner la fâcheuse impression que les travaux de la commission relèvent du concours de pronostics. Rien, pourtant, n'est plus erroné. Pour 1991, le décalage technique entre les deux dernières prévisions (hors effets des mesures [redacted] juillet et du contexte macro-économique) *atteint* [redacted] *peine* [redacted] sur un total [redacted] 950 milliards. L'épaisseur du trait !

Deux autres [redacted] concourent [redacted] les cartes. D'abord, le *« trou »* de [redacted] celui du régime général, qui regroupe [redacted] majorité des salariés [redacted] secteur privé. [redacted] régimes spéciaux (entreprises publiques, agriculteurs, professions libérales...), dont [redacted] tains bénéficient d'importants [redacted] ferts, n'y apparaissent pas directement. En second lieu, [redacted] solde global [redacted] « sécu » mélange [redacted] grement [redacted] de [redacted] et *d'ampleur différentes*, [redacted] *aussi* [redacted] excédents. Ainsi [redacted] surplus financiers [redacted] familiales et du régime d'indemnisation des [redacted] du travail, soigneusement [redacted] permettent d'alimenter [redacted] taires (près [redacted] milliards [redacted] francs [redacted] an) [redacted] ordonnances [redacted] 1967 imposaient [redacted] séparation [redacted] la gestion [redacted] rentes [redacted]

L'équilibre précaire envisagé [redacted] 1992 grâce [redacted] des [redacted] pesant [redacted] revenus [redacted] (1) risque donc de n'engendrer qu'un effet d'optique. [redacted] qu'il manque [redacted] modestie [redacted] affirmant dans un [redacted] du 28 janvier [redacted] « *quasi-équilibre* » prévu [redacted] « *grand succès* », M. Jean-Louis Bianco, [redacted] en [redacted] conscient. En [redacted] ne [redacted] accroître [redacted] l'assurance-vieillesse, [redacted] a [redacted] préparer l'opinion [redacted] une [redacted] qui pourrait [redacted] en avril. En revanche, en [redacted] un [redacted] 7 milliards de francs [redacted] l'assurance-maladie, [redacted] ne [redacted] la [redacted] comptes [redacted] s'expose [redacted] renforcer [redacted] syndi[redacted] médecins [redacted] s'engager [redacted] une politique [redacted] maîtrise [redacted]té.

La commission des comptes n'est pas dupe. *« Une* [redacted] *financière des* [redacted] *n'est pas* [redacted] *d'autant moins* [redacted] *compréhension par les citoyens des problèmes fondamentaux* [redacted] *population concernée par (...)* [redacted] *régime général* [redacted] *variable* [redacted] Jean Marmot, son secré[redacted] général.

(1) Instaurée [redacted] février 1991, la contribution sociale généralisée (CSG) a élargi [redacted] financement [redacted] régimes sociaux mais [redacted] leur a [redacted] apporté [redacted] ressources supplémentaires.

A la veille du discours du président Bush sur l'état de l'Union

L'économie américaine en quête de stimulants électoraux

Dans [redacted] discours sur l'état de l'Union qu'il prononcera le 28 janvier devant [redacted] deux chambres du Congrès, [redacted] George Bush devrait annon[redacted] d'importantes réductions de l'arsenal militaire américain [redacted] un coup [redacted] pouce fiscal *aux* investisseurs [redacted] aux ménages [redacted] revenu moyen. Un effort dicté par les échéances électorales [redacted] que beaucoup jugent [redacted] la [redacted] tardif [redacted] insuffisant pour relan[redacted] l'économie américaine.

NEW-YORK

[redacted] *correspondent*

Un emploi perdu, [redacted] maison qu'on ne peut plus payer, les [redacted] impossibles [redacted] assurer. L'air grave, [redacted] la [redacted] signe de compréhension, le pré[redacted] Bush [redacted] les [redacted] de ses administrés et confesse qu'il n'a [redacted] toujours prêté l'attention que [redacted] l'aggravation [redacted] leur situation économique. [redacted] depuis [redacted] janvier sur les seuls petits écrans du New-Hampshire – l'Etat [redacted] Nouvelle-Angleterre où [redacted] lieu le 18 février la « primaire » qui don[redacted] l'élection présiden[redacted] de novembre prochain, – cette étonnante [redacted] publicitaire [redacted] par [redacted] républicain témoigne de la [redacted] stratégie [redacted] adoptée [redacted] l'équipe de [redacted]

Désormais, il [redacted] s'agit plus [redacted] la [redacted] qui frappe l'économie américaine depuis juillet 1990 [redacted] de promettre [redacted] jours meilleurs comme [redacted] à le faire l'administration, [redacted] compris jusqu'à ces dernières semaines. L'actuel occupant [redacted] la [redacted] n'hésite plus [redacted] dire, [redacted] aux caméras, [redacted] amé[redacted]ricaine [redacted] *chute libre »*, accep[redacted] *« la pleine* [redacted] *sabilité »* [redacted] situation comme ce fut le cas à la mi-janvier lors de [redacted] première tournée électorale [redacted] le New-Hampshire.

[redacted] attitude [redacted] contri[redacted] n'a [redacted] surpris électeurs [redacted] commentateurs. Elle [redacted] agacé plus d'un Républicain qui [redacted] *un candidat plus pugnace* [redacted] qui a heureusement trouvé quelque réconfort quand, dans la même tournée, le président Bush, [redacted] poing serré, a montré [redacted] détermination [redacted] marquer de [redacted] leadership la bataille économique. *Comme il* avait su prendre à bras-le-corps le [redacted] du Golfe pour mener l'armée américaine à la victoire. C'est d'ailleurs le [redacted] martial qu'il avait adressé [redacted] mi-janvier aux ouvriers [redacted] Textron Inc., un sous-traitant de l'industrie automobile [redacted] Dover (New-Hampshire), présen[redacted] comme l'exemple type [redacted] la *success story* [redacted] l'américaine. Las, vingt-quatre [redacted] après la visite présidentielle, la direction annonçait [redacted] licenciement d'une [redacted] de personnes [redacted] 1 200 *employés* [redacted]

Deux réformes avortées

A la [redacted] de l'important discours qu'il doit [redacted] le 28 janvier [redacted] américaine, à [redacted] dominante économique après les vives critiques qui lui ont [redacted] adressées *depuis* [redacted] *pour* [redacted] tomber sa [redacted] popularité [redacted] personnes satisfaites [redacted] sa politique économique [redacted] plus que 25 [redacted] de [redacted] le président [redacted] placé dans [redacted] situation bien différente de [redacted] qui prévalait [redacted] janvier 1991 et dans les semaines qui [redacted] suivi l'euphorie [redacted] la guerre [redacted] l'Irak. [redacted] économiques [redacted] par [redacted] Bush à ce moment-là, [redacted] l'énergie [redacted] du système bancaire, ont avorté un an plus tard, à la fois par manque de conviction politique [redacted] la part de l'administration et [redacted] des innombrables embûches dressées par le Congrès.

[redacted] pouvoir convenir d'un [redacted] global, [redacted] *« nouvelle politique énergétique »*, amputée [redacted] dispositions [redacted] plus novatrices, [redacted] reportée à [redacted] jours meilleurs. [redacted] même, après dix mois d'escarmouches, il ne [redacted] plus [redacted] l'ambitieux projet de [redacted] du système financier, lequel a été fortement secoué par la crise, que la seule disposition d[redacted] par l'urgence : le renforcement du mécanisme d'assu[redacted] destiné à protéger les dépo[redacted] bancaires qui [redacted] comptent par [redacted]

[redacted] le même temps, [redacted] gestion de [redacted] au jour le jour [redacted] une [redacted] de [redacted] depuis un an. En dépit de l'effort méri[redacted] la [redacted] fédérale, qui a fait baisser les taux d'intérêt à pl[redacted] reprises jusqu'à les faire tomber [redacted] leur plus bas niveau depuis dix-huit [redacted] *teurs n'ont pas repris* le *chemin* des étalages et [redacted] indicateurs [redacted] restent bloqués dans le rouge. Du côté des entreprises, la production industrielle, après un léger mieux [redacted] cet été, est en [redacted] depuis [redacted] consécu[redacted] l'industrie [redacted] ne [redacted] plus qu'à 78 % [redacted] sa capacité de production. Faute de relance par la production et [redacted] l'investisse[redacted] en panne [redacted] consommation (laquelle représente traditionnellement environ 70 % de [redacted] richesse nationale), les Etats-Unis n'ont pu *compter* [redacted] sur [redacted] bons [redacted] exportations pour [redacted] progresser leur produit national brut, les ventes à l'étranger constituant 10 % du [redacted]

Sur ce chapitre, un des [redacted] points positifs du paysage économique avec celui d'une inflation qui dépasse à peine [redacted] 3 % sur douze [redacted] (un [redacted] inférieur [redacted] de l'année précédente), le [redacted] la balance [redacted]merciale (excédentaire de [redacted] milliards [redacted] trimestre 1991), allié [redacted] une contraction comparable de la [redacted] *des paiements* [redacted] – dont le déficit n'était plus que d'une dizaine de milliards [redacted] dol[redacted] fin [redacted] 92 milliards un [redacted] plus tôt, – constitue un [redacted] encourageant [redacted] chemin du retour [redacted] grands équilibres.

« Attendre que ça passe »

Naturellement, il n'en va pas [redacted] même du déficit budgétaire, qui devrait atteindre le record historique [redacted] 352 milliards de [redacted] (contre 268,7 milliards *en 1991*), paralysant l'action de l'administration [redacted] faveur des Etats et [redacted] municipalités, en proie à [redacted] difficultés financières [redacted] insurmontables [redacted] à l'explosion des demandes à caractère social. Ainsi, [redacted] nombre d'Améri[redacted] vivant [redacted] *food stamps*, [redacted] cartes alimentaires remises aux [redacted] des [redacted] les plus démunis, [redacted] passé [redacted] à 23 mil[redacted] 9 % [redacted] la population.

N'en déplaise à Wall Street, qui [redacted] plus hauts niveaux historiques après avoir grimpé [redacted] plus de 20 % en un an tandis que les *junk* [redacted] (obligations risquées) gagnaient plus [redacted] 30 %, l'horizon reste plutôt [redacted] à moyen terme. Une légère amélioration [redacted] été [redacted]ée en matière de permis de *construire* [redacted] mises *en* chantier, mais, [redacted] un an, le PNB aura chuté [redacted] 0,5 % ou 0,7 % après [redacted] dépit de l'amélioration [redacted] au [redacted] trimestre) et [redacted] prévisions [redacted] pour [redacted] (une [redacted] % [redacted] les [redacted] indications) [redacted] quelques doutes. Il s'agira d'une croissance insuffisante pour recréer rapidement [redacted] 1,7 million d'emplois perdus depuis [redacted] début [redacted] crise, surtout parmi les « cols blancs ».

Que faire pour éviter que M. Bush n'affiche [redacted] novembre prochain un bilan économique [redacted] plus désastreux ? A un banquier qui lui demandait, [redacted] d'un [redacted] privé, [redacted] que pourrait décider la [redacted] pour redresser la barre, M. Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve [redacted] qui coule [redacted] jours paisibles dans une petite banque d'affaires new-yorkaise, rétorquait, passablement désabusé : *« Rien ! Attendre* [redacted] *ça* [redacted] *passe... »* Le propos [redacted] M. Volcker va [redacted] la simple boutade. En attendant de prendre connaissance du *catalogue* qu'an[redacted] M. Bush [redacted] qu'il devrait, grâce [redacted] réduction des dépenses militaires, accorder quelques [redacted] aux inves*tisseurs* [redacted] *revenus* moyens (la fameuse *middle class* qui [redacted] ses [redacted] diminuer [redacted] plus [redacted] 10 % au cours [redacted] « années Reagan »), [redacted] nombreux économistes considèrent [redacted] remède peut [redacted] pire [redacted] le mal.

Accorder une pincée d'abattement fiscal pour les revenus moyens ou encore une diminution *de l'imposition sur* [redacted] *plus-values* en capital ne [redacted] pour obtenir une relance économique [redacted] on [redacted] d'avance qu'elle [redacted] « molle » [redacted] espacée [redacted] temps. En revanche, un [redacted] mal ciblé peut [redacted] dérapages, notamment inflationnistes, qui peu[redacted] se télescoper [redacted] une reprise intervenant [redacted] cours de [redacted] ou de l'automne prochain, estiment-ils. Plus sévères – [redacted] plus lucides, – [redacted] que [redacted] dont [redacted] l'économie américaine exigent des remèdes [redacted] long [redacted] susceptibles [redacted] pallier à l'endettement colossal de [redacted] les agents économiques (Etat, ménages, [redacted] locales) et de parer [redacted] la baisse de la productivité.

SERGE MARTI

SOCIAL

Le quarante-quatrième congrès de la CGT

L'« oubli regrettable » des dockers

Consacrée [redacted] interventions d'une centaine de délégués (sur mille), la deuxième journée du quarante-quatrième congrès de la CGT, réuni [redacted] Montreuil (Seine-Saint-Denis), lundi 27 janvier, a été marquée par le rappel des luttes et [redacted] pratiques syndicales.

M. Daniel Lefebvre, secrétaire de [redacted] fédération [redacted] ports [redacted] docks, s'est illustré [redacted] reprochant [redacted] M. Louis Viannet d'avoir commis un « *oubli regrettable* » en ne citant pas – [redacted] plus que les autres – le conflit des dockers [redacted] son rapport d'ouverture. Il a estimé [redacted] soutien du bureau confédéral [redacted] CGT avait fait l'objet d'une « *déclaration tardive* » et affirmé que [redacted] *qui pousse à* [redacted] *lutte de classes est* [redacted] *vérité plus actuelle* [redacted] *jamais* ».

[redacted] congressistes [redacted] applaudi, debout, [redacted] délégué [redacted] La Ciotat, venu rappeler le combat [redacted] vingt-six familles de syndiqués CGT poursuivent, depuis quarante [redacted] un mois, pour obtenir la réou[redacted] du chantier. [redacted] Jean-Louis Fournier, secrétaire général [redacted] de [redacted] métallurgie, [redacted] évoqué l'« *exigence de démocratie* » qui [redacted] *doit* [redacted] *effrayer mais* [redacted] *permettre, par* [redacted] *actions syndicales, de mieux affirmer* [redacted] *identité* ».

Selon une étude de l'AGIRC

Les cadres retraités ont perçu en 1990 76 [redacted] de leur dernier salaire net

Le montant net [redacted] retraites [redacted]sées [redacted] 1990 aux cadres ayant cessé leur activité au premier semestre 1989 [redacted] représenté, en moyenne, 76 [redacted] de leur dernier salaire net. Tel [redacted] le principal enseignement d'une étude [redacted] auprès de 25 [redacted] affiliés de l'AGIRC (Association générale [redacted] institutions [redacted] retraite complémentaire [redacted] cadres) [redacted] présentée, vendredi 24 janvier, par M. Pierre Guillen (CNPF), [redacted] président [redacted] l'AGIRC, élu en remplacement de M. Paul Marchelli (CFE-CGC). Selon [redacted] étude, le régime [redacted] retraite complémentaire [redacted] financé 40 [redacted] la retraite totale, soit 161 [redacted] en moyenne par personne.

Si 56 % [redacted] retraités masculins [redacted] de [redacted] moyen [redacted] remplacement, [redacted] % [redacted] leurs collègues féminines [redacted]. Une disparité liée au fait que le [redacted] points [redacted] retraite [redacted]plémentaire liquidés [redacted] ex-cadres féminins [redacted] inférieur [redacted] plus [redacted] moitié [redacted] celui [redacted] ex-cadres [redacted]lins. Cette enquête fait aussi apparaître [redacted] six [redacted] dix étaient [redacted] activité professionnelle au moment de leur mise à la retraite.

INDUSTRIE

La stratégie du gouvernement pour l'électronique

Le choix [redacted] la sécurité

par Caroline Monnot

LES enchères ont pris [redacted]. L'américain *IBM*, premier [redacted]teur informatique [redacted] le partenaire privilégié du groupe public français Bull, classé, lui, au douzième rang de cette industrie. Le conseil d'administration de Bull a été convoqué le même jour, mardi 28 janvier, que l'annonce faite par le gouvernement.

[redacted] volet [redacted] informatique [redacted] l'accord [redacted] depuis [redacted] sions menées ont porté sur les composants. Matignon, qui a fait du soutien à la micro-électronique l'axe majeur de sa politique industrielle (*le Monde* du 22 janvier), s'est efforcé, au cours des derniers jours, d'obtenir des deux compétiteurs un engagement en faveur du fabricant franco-italien de puces SGS-Thomson qui les départage. L'Elysée, sensible aux arguments [redacted] Francis Lorentz, [redacted] pour IBM.

Pour [redacted] *petite histoire*, on retiendra que les dirigeants de Bull avaient prévu d'annoncer [redacted] nouvelle, il [redacted] quelques jours. [redacted] conseil [redacted] même été convoqué pour ven[redacted] 24 janvier et [redacted] avec IBM devait [redacted] l'objet, le jour même, d'une [redacted] de [redacted] en [redacted]. L'initiative a [redacted] stoppée nette par Matignon. Outre que le gouvernement [redacted] pas se laisser déposséder, d'[redacted] négociations ont été engagées ce week-end avec Hewlett-Packard par M. Abel Farnoux, le conseiller spécial de Mme Cresson à Matignon, lors *d'un aller et retour éclair en Californie*, à Palo-Alto.

Garantir un avenir à Bull, sauver de l'épuisement financier SG[redacted] Thomson : le jeu engagé était do[redacted] à double détente, laissant une vaste palette de propositions à chacun des deux prétendants au mariage avec le groupe français. La complexité [redacted] cadre [redacted] négociations a aussi offert aux pouvoirs publics toute latitude aux partisans de chacune des deux solutions concurrentes, pour pousser leurs solutions et alimenter la chronique.

Malgré [redacted] financiers moins flamboyants que ceux [redacted] Hewlett-Packard (« Big Blue » annonçait, il y a une dizaine de jours, des résultats dans le rouge pour la première fois de son histoire, tandis que « HP », fort de sa réussite dans les stations de travail, l'un des segments de marché où la croissance [redacted] actuellement la plus [redacted] les marges relativement convenables, [redacted] payait [redacted] luxe, désormais rare dans l'informatique, d'afficher une progression [redacted] bénéfices), IBM – qui avait les faveurs déclarées des dirigeants de Bull – a été choisi au final.

La tranquillité industrielle

Ce choix appelle trois commentaires. *Primo*, le groupe public français s'allie moins avec un constructeur qu'avec une famille (le clan IBM-Apple-Motorola) qui, [redacted] ses quatre [redacted] rivales (les [redacted] Hewlett, Sun, [redacted] Mips), bataille pour s'imposer [redacted] la technologie [redacted] Unix [redacted] micro-processeurs Risc (*le Monde* du 15 janvier). En s'enrôlant [redacted]bérément dans un clan, [redacted] donne un avantage notable à ses membres dans la course au standard. *Les pouvoirs publics – ceci est, cette fois, à mettre au crédit de Matignon* – ont compris suffisamment tôt que l'alliance présentait un intérêt stratégique pour IBM comme pour Hewlett-Packard.

En dépit de ses mauvaises performances *financières* (le groupe devrait annoncer 2,8 milliards de francs de pertes pour 1991 après les 6,8 milliards enregistrés l'année précédente) et de ses insuffisances commerciales, Bull a pu aborder les négociations en position de force. Ce qui n'avait pas été le cas, au cours de l'été dernier, lors de l'arrangement conclu avec le japonais NEC. Ce qui n'a pas non plus été joué par Bruxelles lors des discussions menées avec Tokyo sur l'ouverture du marché européen aux voitures nipponnes.

Secundo : en rejoignant IBM, Bull a joué d'abord la sécurité commerciale. « Big blue » dispose dans le monde d'un parc d'ordinateurs installés bien supérieur à celui de Hewlett-Packard. Ensuite, la tranquillité industrielle. En déléguant la production de micro-ordinateurs à Bull, le géant américain assure à l'usine d'Angers la charge de travail de plusieurs dizaines de milliers d'heures qui lui faisait défaut et qui risquait de poser très vite un épineux problème social. Reste que la sécurité est loin d'être totale. Bull, qui pèse en chiffre d'affaires six fois moins lourd que son partenaire, [redacted] se battre à l'intérieur [redacted] sa famille d'adoption pour faire entendre sa voix.

Enfin, *tertio* : [redacted] problème [redacted] recapitalisation [redacted] SGS-Thomson n'est [redacted] pour [redacted]. *IBM*, premier client du fabricant franco-italien de puces, a promis de doubler les commandes de composants en sa faveur. Mais il s'est refusé pour l'instant [redacted] dans son capital. Apple devrait également *s'approvisionner* [redacted] SGS. [redacted] ailleurs, par ricochet, [redacted] partenariat avec l'allemand Siemens pourrait [redacted] IBM et [redacted] coopè[redacted] depuis [redacted] sur la mise [redacted] point [redacted] 64 mégabits.

Industriellement, [redacted] problème de *Bull* [redacted] *pour le moment réglé*. [redacted] à lui donner une nouvelle marge [redacted] manœuvre [redacted] IBM [redacted] 5,7 [redacted] le capital [redacted] la Compagnie [redacted] machines [redacted] détiendra une participation *supérieure* à celle *de NEC mais inférieure à ce que* d'aucuns à Matignon, contrairement aux vœux de M. Francis Lorentz, jugeaient souhaitable. Le chiffre de 9,9 % [redacted] été à plusieurs reprises [redacted] financière [redacted] dépend [redacted], en grande partie, [redacted], *qui* [redacted] *les 2 mi*[redacted] de [redacted] en capital prévues [redacted] sur [redacted]. Des discussions [redacted] la Commission [redacted] prêt à s'engager, en [redacted] levée [redacted] *Bruxelles*, [redacted] *que* [redacted] *dotation* [redacted] en [redacted] prévue en [redacted] la [redacted] effectuée.

Mme Cresson choisit l'alliance IBM-Bull

Suite de la première page

Pour Mme Cresson, cet accord [redacted] devait être qu'un élément de son plan de sauvetage des industries de pointe françaises, dont la f[redacted] de CEA-Industrie [redacted] des activités civiles de Thomson [redacted] été le premier élément (*le Monde* du 19 décembre). Pour Matignon, l'américain – qui aurait [redacted] possibilité de profiter de l'appui de Bull pour rendre son système Risc – devait non seulement soutenir les autres activités [redacted] cette entreprise, [redacted] aussi participer au développem[redacted] de SGS-Thomson, le fabricant franco-italien de semi-conducteurs.

Du point de [redacted] Matignon, pour ce qui [redacted] le seul domaine du procédé Risc, [redacted] Packard [redacted] incontestablement l'avantage [redacted] IBM. Mais [redacted] un mondial [redacted] l'informatique [redacted] plus [redacted] possibilité pour [redacted] reste, et surtout après que, dans le passé, Bull eut été associé à des sociétés [redacted] General Electric puis Honeywell, qui ont rencontré de graves difficultés, [redacted] premier [redacted]tre a préféré parier sur la prudence, c'est-à-dire sur une entreprise qui, quelle que soit l'évolution du marché mondial de l'informatique, restera une des grandes du secteur.

Ce qui ne veut pas dire que Mme [redacted] des [redacted] avec d'autres sociétés. Aussi, après que les dirigeants des entreprises françaises eurent négocié [redacted] leurs homologues américains, c'est [redacted] un « *package* » que M. Farnoux [redacted] verrouiller [redacted] Etats-Unis, en compagnie du [redacted] général [redacted] l'in[redacted] et d'un représentant de la direction du Trésor, [redacted] que Mme Cresson [redacted] présenté mardi matin. En voici l'essentiel.

■ Accord IBM-Bull : IBM fournira à Bull la technologie Risc-Unix [redacted] immédiatement des produits de la [redacted] Risc. Il s'engage [redacted] Bull [redacted] cinuante mille [redacted]*bles par an et cela pendant quatre* ans. Il fournira de la sous-traitance à l'usine d'Angers pour une valeur de 10 millions de dollars par an. Il prendra une participation de quel[redacted] % de Bull en s'associant à une aug[redacted] capital, ce qui lui coûtera [redacted] et 150 millions [redacted] dollars ; cela n'empêchera [redacted] l'Etat de *participer lui aussi à la recapitalisation* indispensabl[redacted] de Bull. Enfin – et Matignon insiste particulièrement sur cet aspect – les ingénieurs de Bull auront un accès très ouvert dans les laboratoires et les usines d'IBM travaillant dans le domaine où les deux entreprises seront associées.

■ IBM-SGS-Thomson : IBM, qui est déjà un très gros client de SGS-Thomson, doublera en trois ou quatre ans ses commandes à la société franco-italienne, c'est-à-dire effectuera de 50 à 100 millions de dollars d'achats. Pour que cela soit possible, tous les trois mois, la compagnie *américaine fera connaître à son partenaire européen* [redacted]ns. IBM achètera aussi [redacted] microprocesseur transputeur mis au point par SGS-Thomson. Les deux entreprises mettront en place un partenariat de recherche-développement [redacted] toute la micro-électronique.

■ Apple-Bull : Apple a développé [redacted] Austin un centre de conception [redacted]vancée en informatique. [redacted] société a déjà [redacted] un [redacted] avec IBM pour [redacted] celle-ci profite [redacted] recherches. Bull va entrer [redacted] club.

■ Apple-France Télécom : l'entreprise américaine va travailler avec France Télécom, les laboratoires du Centre national d'études des télécommunications (CNET) [redacted] TCE (Thomson Consumer Electronics, une des filiales de Thomson), sur le développement des procédés multimédias et particulièrement sur la nouvelle génération de Minitel.

■ Apple-SGS-Thomson : Apple achète jusqu'à présent fort peu à la société franco-italienne, mais va, petit [redacted] petit, grâce à un partenariat avec [redacted] ses [redacted]

■ Hewlett-Packard-SGS-Thom[redacted] bien [redacted] IBM ait [redacted] Hewlett-Packard pour [redacted] avec Bull, M. Farnoux [redacted] avoir [redacted] Hewlett-Packard [redacted] tra[redacted] SGS-Thomson sur les composan[redacted] qui ne [redacted] pas de la famille Risc.

THIERRY BRÉHIER



Photo : John Foley

□ Le [redacted] de la « Fed » pré[redacted] faillites [redacted] aux [redacted] – [redacted] Leware, gouverneur de la « Fed » (Réserve fédérale américaine), pense que [redacted] aux [redacted] pourraient [redacted] aussi [redacted] en [redacted] qu'en 1991 [redacted] qu'il en coûtera beaucoup aux finances [redacted]. « *Nous ne* [redacted] *sortis d'affaire. Cette* [redacted] *sera* [redacted] *marquée par la faillite d'un nombre plutôt grand* [redacted] *banques* », a-t-il déclaré, [redacted] 24 janvier, devant [redacted] banquiers [redacted] l'Arizona. En 1991, 127 banques commerciales ont [redacted] faillite, représentant plus [redacted] milliards de dollars d'actifs [redacted] francs). [redacted] lui, [redacted] Federal Deposit Insurance Corp [redacted] dépenser [redacted] milliards de dollars (80 [redacted] milliards de francs) [redacted] cours [redacted] prochaines [redacted] – (*Reuter.*)



ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Afin de favoriser les projets de sociétés n'appartenant pas à la CEE

La France assouplit la réglementation des investissements étrangers

Pour attirer les investissements directs étrangers en France, M. Pierre Bérégovoy [redacted] décidé de supprimer l'autorisation préalable qui était néces[redacted] pour [redacted] projets d'implantation émanant de sociétés n'appartenant pas [redacted] CEE. Le ministre [redacted] expliqué [redacted] décision [redacted] du conseil des ministres réuni lundi 27 janvier.

Cette [redacted] liberté donnée aux investisseurs non européens – dont [redacted] régime est [redacted] aligné [redacted] celui [redacted] la Communauté – [redacted] limitée [redacted] projets inférieurs [redacted] millions [redacted] francs et [redacted] entreprises françaises [redacted] chiffre [redacted] dépasse [redacted] cinq cents millions [redacted] francs. Elle concerne cependant la plupart des projets : 90 % selon les chiffres fournis par le ministère de l'économie et des finances. Les autres projets resteront soumis à la règle antérieure : l'autorisation est acquise tacitement au terme d'un délai d'un mois, sauf ajournement dans les cas présentant *un intérêt national. Sur 2 250 dos*[redacted] en 1990, quatre seulement ont [redacted] ajournés. [redacted] naient *« l'ordre public »*, [redacted] le ministère [redacted] l'économie et [redacted] *finances (dont le* [redacted] *M.* [redacted]govoy de la prise de contrôle de Pathé-Cinéma par M. Parretti), deux [redacted] avaient trait [redacted] investisse[redacted] japonais [redacted] l'automobile. [redacted] derniers [redacted] ensuite autorisés, lorsque [redacted] CEE-Japon [redacted] conclu [redacted] juillet 1991.

La [redacted] de M. Bérégovoy [redacted] évidemment destinée à attirer [redacted] investissements directs étrangers en France. Si [redacted] effet les sociétés françaises [redacted] nette tendance [redacted] s'internationaliser, en investissant massivement à l'étranger, il n'en va pas de même pour les sociétés étrangères qui [redacted] hésitent [redacted] investir en territoire français. On cite [redacted] *ment les cas* [redacted] *Toyota, Mitsubishi,* [redacted] Black and Decker...

Mauvaise image

Malgré [redacted] du franc, la qualité de la main-d'œuvre, la faible progression des coûts salariaux, la France garde [redacted] effet [redacted] mauvaise image de marque [redacted] l'étranger comme l'ont montré certaines enquêtes effectuées par les pouvoirs publics : administration trop interventionniste, instabilité des règles, protectionnisme, nationalisme désuet... [redacted] fiscalité [redacted] personnes apparaît aussi trop progressive [redacted] les revenus élevés et l'impôt de solidarité sur la fortune est mal perçu. Enfin, les [redacted] comme l'Espagne et [redacted] Portugal sont [redacted] concurrents redoutabl[redacted] par [redacted] coût de la main-d'œuvre.

[redacted] pouvoirs publics [redacted] que beaucoup [redacted] ces reproches a[redacted] tiennent [redacted] passé, mais [redacted] d'en tenir compte. Il existe [redacted] effet un important déséquilibre [redacted] investissements directs : [redacted] ceux-ci ont entraîné une sortie importante de capitaux à long terme (98,2 milliards de francs), [redacted] investissements directs français [redacted] l'étran[redacted] (147,6 milliards de francs) dépassant [redacted] beaucoup les [redacted] étrangers [redacted] France (49,4 milliards [redacted] francs). [redacted] déséquilibre [redacted] largement compensé par les investissements de portefeuilles (achats [redacted] titres) [redacted] font les étrangers, friands [redacted] valeurs françaises, d'obligations d'Etat notam[redacted] En 1990, la France a ainsi « placé » pour 202,5 milliards de francs de titres. Comme les Français achètent beaucoup moins de titres étrangers, le solde a été largement bénéficiaire pour la France (156,5 milliards de francs).

Le rééquilibrage [redacted] mouvements de capitaux [redacted] long terme qui s'opère [redacted] niveau de notre [redacted] des paiements est certes rassurant, puisque le solde est finalement positif (plus de 55 milliards de francs en 1990). Sur les neuf premiers mois de 1991, un assez [redacted] rééquilibrage s'est de plus opéré [redacted] niveau [redacted] investisse[redacted] directs. La France [redacted] moins [redacted] position [redacted] : les [redacted] capitaux longs que nous valent les investissements de portefeuilles sont plus fluides, plus [redacted] que [redacted] entrées de capitaux dues aux investissements directs. Elles obligent le gouvernement [redacted] une [redacted]taine raideur en matière [redacted] d'intérêt, [redacted] afin d'attirer l'épargne étrangère, japonaise [redacted] inconvénient : la charge [redacted] taux [redacted] lourde [redacted] supporter.

Toutes [redacted] raisons expliquent [redacted] gouvernement [redacted] maintenant [redacted] favoriser au maximum les investis[redacted] étrangers. [redacted] loin [redacted] exprimée [redacted] n'y a [redacted] si longtemps par [redacted] vis-à-vis [redacted] investissements japonais.

ALAIN VERNHOLES

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

• *Paiements extérieurs : réduction du déficit en 1991.* – La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été déficitaire de 388 millions de livres (3,8 milliards de francs) en décembre, contre 630 millions en novembre (6,1 milliards de francs). Sur l'ensemble de l'année 1991, le déficit des paiements [redacted] de la Grande-Bretagne *s'est nettement réduit par rapport à 1990 : 5,78 milliards de livres* (56,5 milliards de francs), contre 15,2 milliards (148 milliards de francs).

FRANCE

• **Consommation : stable au dernier trimestre 1991.** – La consommation des ménages en produits manufacturés a légèrement baissé en décembre 1991 par rapport à novembre (– 0,9 %). Sur un an (décembre 1991 comparé à décembre 1990), la baisse est de 0,3 %. Cette stabilisation intervient après la très forte progression d'octobre (+ 4,5 % en un mois). Ainsi, sur un an, la consommation des ménages est étale, si l'on compare le niveau moyen atteint au dernier trimestre 1991 à celui du quatrième trimestre 1990. Pour l'automobile, les immatriculations au dernier trimestre (164 200 après correction des variations saisonnières) sont inférieures de 3,8 % à celles des trimestres précédents (170 600 en moyenne au cours des trois premiers trimestres).

• **Commerce de détail : + 1,5 % en 1991.** – Le chiffre d'affaires du commerce de détail n'a augmenté en 1991 que de 1,5 % en volume, après + 2,9 % en 1990 et + 3 % en 1989, selon les chiffres de la commission des comptes commerciaux de la nation. Le ralentissement est moins marqué dans le commerce à dominante alimentaire (+ 2,7 % après + 2,9 % en 1990), alors que le commerce non alimentaire recule de 0,3 % (hors pharmacie). Dans le commerce de gros, la croissance est faible (+ 0,8 % en volume pour les neuf premiers mois, après + 3,1 % en moyenne annuelle en 1990).

VIE DES ENTREPRISES

Résultats historiques pour la deuxième compagnie pétrolière française

Le bénéfice net de Total a progressé de 41 % en 1991

En [redacted] à la mi-janvier 1990, le relais [redacted] la présidence du groupe Total [redacted] M. Serge Tchuruk, M. François-Xavier Ortoli avait déclaré : « *J'ai [redacted] faiblesse de penser qu'il [redacted] un groupe [redacted] bon état de marche.* » La deuxième compagnie pétrolière française devait l'être puisque, deux [redacted] après, la firme publie pour 1991, même [redacted] provisoires, [redacted] historiques. Mieux ! Le bénéfice net consolidé (part du groupe) progresse de 41 % pour atteindre le niveau inégalé [redacted] 5,8 [redacted] francs. Compte [redacted] l'accroissement [redacted] 15 [redacted] du nombre d'actions [redacted] circulation, le [redacted] par action s'élève ainsi [redacted] 110 F (+ 24 %). Total ne [redacted] pas [redacted] Elf, qui devrait aligner plus [redacted] 11 milliards de francs [redacted] résultat. Mais, avec le gise[redacted] pétrole [redacted] Colombie, [redacted] plus grands [redacted] murmure-t-on, le rapprochement pourrait [redacted] faire plus vite que prévu. Quoi qu'il en soit, [redacted] progression, indique le [redacted]muniqué [redacted] la firme, « *qui s'inscrit [redacted] tendance [redacted] fond d'accroisse[redacted] des performances du groupe, reflète un haut [redacted] d'activité [redacted] gains de productivité qui [redacted] concréti[redacted] dans l'ensemble [redacted]* ».

Dans l'exploration-production, [redacted] quantités extraites d'huile [redacted] augmenté [redacted] plus [redacted] 10 %. Côté commercial, [redacted] pétrole brut, [redacted] origines [redacted] (75 millions [redacted] tonnes), [redacted] augmenté [redacted] 13 % [redacted] volume, soit à un rythme beaucoup plus rapide [redacted] marché. [redacted] le raffinage-distribution, les ventes de produits finis (62 mil[redacted] tonnes) [redacted] 8 %. [redacted] chimie, enfin, moins [redacted] à la conjoncture [redacted] fait [redacted] spécialisation, [redacted] rentabilité [redacted] été maintenue au niveau de [redacted] grâce aux progrès d'Hutchinson, à la bonne résistance des peintures et aux actions [redacted] restructuration. D'autre part, le conseil [redacted] d'augmenter le capital par incorporation [redacted] réserves, [redacted] raison de [redacted] F [redacted] 50 F nominal. De [redacted] fait, l'action [redacted] divisée par quatre à compter [redacted] février. On relèvera que jamais une action divisée n'est parvenue en [redacted] à [redacted] passé. Total [redacted]-t-elle la première [redacted] prouver le contraire ?

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ACCORDS

□ **Pierre [redacted] s'associe avec le « [redacted] Tigre ».** – Le [redacted] pharmaceutique [redacted] vient [redacted] signer un [redacted] coopération avec [redacted] Par Brothers International, [redacted] Singapour, qui commercialise [redacted] du Tigre ». Cet [redacted] Haw Par [redacted] s'implanter largement sur [redacted] marché européen [redacted] commercialiser le « Baume », produit phare [redacted] division pharmaceutique, dans tous les pays du vieux continent. Issu [redacted] la médecine traditionnelle asiatique, le « Baume du Tigre », s'est imposé dep[redacted] pharmacies familiales d'Orient. Plus de 20 millions d'unités [redacted] consommées chaque années [redacted] monde entier. En [redacted] de l'accord [redacted] les deux sociétés, les Laboratoires Pierre Fabre pourront pour leur [redacted] s'appuyer [redacted] l'importante implantation de Haw Par en Asie du [redacted], afin d'y développer [redacted] propres produits de médication familiale. Pierre Fabre, [redacted] laboratoire français [redacted] capitaux privés, a réalisé en 1991 un chiffre d[redacted] 4,1 milliards de francs. Haw Par [redacted] réalisé en [redacted] un [redacted] plus [redacted] 2 milliards de francs. Le groupe compte quatre divisions : pharmacie, sports et loisirs, industrie et technique, investissement et banque.

□ **La Banque Marze (Ardèche) rejoint le groupe CCF.** – La Banque Marze, une des dernières petites banques familiales, [redacted] siège est [redacted] Aubenas, dans l'Ardèche, va rejoin[redacted] le [redacted] commercial [redacted] France (CCF). Au [redacted] d'un protocole d'accord portant [redacted] son capital, la banque Marze, créée en [redacted], appor[redacted] ses cinq guichets [redacted] 617 millions [redacted] francs de dépôts (pour [redacted] crédits) au CCF, [redacted] réseau de banques régionales comprend déjà la Banque [redacted] Savoie, l'UBP, [redacted] Banque de Picardie et la Banque Chaix (implantée [redacted] Avignon) qui [redacted] l'opé[redacted] reprise. [redacted] André Dumas, [redacted] Marze, la Banque [redacted] a enregistré en [redacted] un produit net bancaire [redacted] 57,25 millions de [redacted] et un résul[redacted] de 4,067 millions [redacted] francs pour un [redacted] bilan [redacted] millions de francs. La Banque Marze conservera son [redacted] son autonomie vis-à-vis [redacted] la Banque Chaix avec laquelle certains [redacted] mis [redacted] commun.

CONTRATS

□ **Gec-Alsthom : contrat en Iran.** – Le groupe Gec-Alsthom a annoncé, lundi 27 janvier, avoir remporté un [redacted] pour la fourniture [redacted] groupes [redacted] équiper [redacted] électrique d'Arak [redacted] Iran. Gec-Alsthom fait partie [redacted] qui [redacted] construire [redacted] centrale, d'une puissance [redacted] 1 [redacted] mégawatts. Le [redacted] du [redacted] s'élève [redacted] 4 milliards de francs, mais la part de Gec-Alsthom, qui n'a pas [redacted] dévoilée, n'est « *pas majoritaire* ». Depuis la reprise des relations commerciales [redacted] l'Iran, Gec-Alsthom a déjà remporté plusieurs contrats dans le domaine de la production et de la distribution d'énergie, pour un mon[redacted] total de 3 milliards de francs.

RÉSULTATS

□ **La Compagnie française des [redacted]railles (CFF) triple ses pertes.** – La Compagnie française d[redacted] ferrailles (CFF), leader français de la récupération des métaux, a vu sa perte nette consolidée (part du groupe) plus que tripler au cours de [redacted] exercice 1990-1991 (clos fin septembre), à 77,7 millions de francs. La CFF, dont [redacted] production est notamment destinée aux aciéries électriques, avait été déficitaire [redacted] 20,6 millions de francs au [redacted] de l'exercice pré[redacted]. La CFF estime cependant qu'une « *tendance [redacted] l'amélioration des résultats se dessine [redacted] ce début d'exercice* ». Le [redacted] plein fouet [redacted] de la conjoncture : son [redacted] a chuté [redacted] 22,3 %, [redacted] 4,057 milliards [redacted] francs [redacted] 3,151 milliards d'un exercice [redacted] l'autre.

□ **Lufthansa [redacted] 12 % de passagers supplé[redacted] en [redacted].** – La [redacted] aérienne allemande Lufthansa [redacted] transporté plus [redacted] passagers en 1991, soit 12 % de plus qu'en [redacted] Cette progression s'explique [redacted] grande partie par la croissance du trafic national. G[redacted] réunification, le nombre de passagers transportés par Lufthansa à l'intérieur de l'Allemagne a fait un bond en avant de plus de 50 %, notamment grâce à la réouverture des lignes sur Berlin. Le transport de courrier a, pour sa part, progressé de 31 %.

NOMINATIONS

□ **M. Bruno [redacted] nommé [redacted] de [redacted] de France.** – M. Bruno Chetaille, [redacted] technique pour les questions audiovisuelles [redacted] la présidence [redacted] la République depuis 1988, [redacted] succédé lundi 27 janvier [redacted] M. Xavier Gouyou-Beauchamps à la tête de Télédiffusion de France (TDF), société publique qui gère [redacted] fréquences de radiotélévision. [redacted] Chetaille a d'abord été nommé administrateur par l'assemblée générale des actionnaires, en compagnie de MM. Jacques Champeaux et Pierre Hilaire, puis élu PDG en conseil d'administration. M. Philippe Levrier a été confirmé par le conseil comme directeur général. Avec 4,6 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991 (pour environ 4 [redacted] salariés), TDF a réalisé un bénéfice d'environ 100 [redacted]lions de francs, contre une [redacted] 276 millions en 1990 due à l'amortissement du système [redacted]lites.

Agé de 37 ans, [redacted] des responsabilités [redacted] la communication depuis quinze ans. Il [redacted] notamment été délégué [redacted] régionale puis directeur des relations commerciales de l'Institut national de l'audiovisuel (1978/1982). Au groupe Caisse des dépôts (1983/1988), il [redacted] notamment dirigé la société de câble Com-Dev et présidé la [redacted] câblée pour enfants Canal J, qu'il a fondée. Depuis septembre 1988, il était conseiller technique à l'Elysée chargé du secteur « communication » (audiovisuel, [redacted] technologies nouvelles).

□ **Un nouveau président pour le port de Marseille.** – Le conseil d'administration [redacted] de Marseille vient [redacted] un nouveau président, M. Jean Schutz, qui succède à M. Jean Rousset. Né en 1930, M. Jean Schutz est président-directeur général de la société Stockfos, société d'investissement du parc à grand débit desservant les nouveaux outillages du port autonome de Marseille. Il est aussi vice-président du syndicat des entrepreneurs de manutention portuaire de Marseille-Fos et, de ce fait, connaît particulièrement la question de [redacted] réforme du statut des dockers.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 janvier ↑

Confiance

Après la hausse de 13,2 % en janvier, la Bourse de Paris semblait toujours dans de bonnes dispositions pour le premier jour du terme de février. Les échanges débutaient lundi 27 janvier sur une note ferme. En hausse de 0,96 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en clôture un gain [redacted] 1,05 [redacted] 1 869,27 points. Bien que la réunion du G7 se soit terminée sans véritable résultat, [redacted] anticipent une [redacted] d'intérêt [redacted] Europe [redacted] toutefois pouvoir [redacted] fixer l'échéance.

Dans cette perspective, le loyer de l'argent au jour le jour est légèrement repassé sous la barre des 10 %. Lors de l'appel d'offres de la Banque de France, lundi, les taux sont demeurés inchangés, soit 9,60 % pour l'appel d'offres et 10,50 % pour les prises en pension. L'Institut d'émission a retiré 16,6 milliards de francs de liquidités. Sur le marché, la volonté de M. Jean-Luc Lagardère de rapprocher Matra et Hachette était bénéfique pour [redacted] titres du groupe. [redacted] s'appréciaient, alors que [redacted] parmi [redacted] plus [redacted] Total [redacted] orienté après l'annonce d'une hausse du [redacted] de 41 % en 1991 [redacted] de francs.

Compte tenu d'une augmentation de 15 % du nombre de titres, le bénéfice net par action s'élèverait à 110 F en progression [redacted] 24 [redacted] par rapport [redacted] 1990. Depuis plusieurs [redacted] analystes anticipaient ces excellents résultats du groupe, dont le titre faisait l'objet des recommandati[redacted] d'achat des spécialistes. En revanche, Bis se dépréciait après sa suspension de cota[redacted] dernier, en [redacted] fortes pertes des deux filiales bancaires de ce groupe de travail temporaire.

NEW-YORK, 27 janvier ↑

Nouvelle avance

Début de semaine satisfaisant à Wall Street où, pour la deuxième journée consécutive, la tendance s'est légèrement raffermie. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de hausse devait se poursuivre lundi 27 janvier durant la séance. Mais le marché n'est pas parvenu à maintenir toute son avance et, à la clôture, l'indice Dow Jones s'établissait à la [redacted] 3 240,61, avec un gain de 7,83 points seulement (+ 14 points au plus haut). Le bilan général a été comparable à ce résultat. Sur 2 181 valeurs traitées, 880 ont monté, 834 [redacted] baissé [redacted] n'ont [redacted] varié.

Tous les investisseurs continuent de tabler sur une reprise de l'économie à la fin du printemps. Mais ils préfèrent d'abord prendre connaissance du discours sur l'état de l'Union que le président Bush doit prononcer [redacted]di 28 janvier. Le chef de l'exécutif américain profitera de cette [redacted] pour [redacted] publiques les mesures de relance concoctées durant les fêtes [redacted] fin d'année. Beaucoup parient à [redacted] égard [redacted] des[redacted] d'impôts [redacted] aussi anxieusement [redacted] savoir quel en [redacted] l'impact sur le déficit budgétaire et l'inflation. L'activité a diminué avec 190,43 millions de titres échangés contre 213,60 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 24 janv.	Cours du 27 janv.
Alcoa	66 3/8	[redacted]
ATT	38 1/2	[redacted]
Boeing	52 5/8	[redacted]
Chase Manhattan Bank	21 1/2	[redacted]
Du Pont de Nemours	48 1/4	48
Eastman Kodak	48 5/8	48 1/8
Exxon	60 1/4	[redacted]
Ford	32 1/4	[redacted]
General Electric	78 3/8	78 [redacted]
General Motors	32 3/4	34 [redacted]
Goodyear	58 3/8	59 [redacted]
IBM	93 1/8	93 3/4
ITT	69 1/2	[redacted]
Mobil Oil	67 1/8	[redacted] 3/8
Pfizer	78	75 1/8
Schlumberger	61 [redacted]	61 [redacted]
Texaco	61 [redacted]	[redacted] 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	144 [redacted]	145
Union Carbide	24 [redacted]	24
United Tech.	51	50 7/8
Westinghouse	18 1/4	[redacted]
Xerox Corp.	69 3/4	69 1/4

LONDRES, [redacted] janvier

[redacted] progression

Les [redacted] britanniques se [redacted] appréciées lundi 27 janvier [redacted] Stock Exchange. [redacted] la [redacted] Footsie [redacted] grandes valeurs [redacted] gagné 29,5 points, soit 1,2 [redacted] à 2 539,9. [redacted] volume des échanges s'est cependant sensiblement contracté [redacted] 428,7 millions de titres contre 610,4 millions au cours de la séance de vendredi.

[redacted] a [redacted] grandes [redacted] industrielles, qui [redacted] confirmé leur [redacted] relancer [redacted] Le [redacted] de [redacted] l'approche des élections générales ont aussi redynamisé la cote en relançant les spéculations sur un abaissement des taux d'intérêt britanniques.

TOKYO, 28 janvier ↑

Reprise

Après deux séances de baisse, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de mardi 28 janvier en nette hausse. Au [redacted] échanges, [redacted] gagné 383,41 points, soit une progression de 1,8 % [redacted] 21 390,52. Le volume des transactions pour la matinée a été estimé à 70 millions de titres, contre 137 millions pour toute la journée de lundi.

Selon les opérateurs, le Nikkei a progressé grâce à des opérations liées à l'indice, mais les transactions ont été extrêmement faibles, les investisseurs restant en retrait, notamment en raison de la faiblesse du yen.

VALEURS	Cours du 27 janv.	Cours du 28 janv.
Akai	[redacted]	685
Bridgestone	[redacted]	1 080
Canon	[redacted]	1 430
Fuji Bank	[redacted]	2 130
Honda Motors	[redacted]	1 500
Matsushita Electric	[redacted]	1 430
Mitsubishi Heavy	[redacted]	632
Sony Corp.	[redacted]	4 250
Toyota Motors	[redacted]	1 460

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3886	3880	Loca investis.	200	220 50 d
Amault Associes	280	....	Locamic	89	80 35 o
B.A.C.	61 40	....	Metra Comm.	77	78 90
Bque Vernes	780	....	Molex	170	....
Boiron (Ly)	360	358	Publ.Filipacch.	385	385
Boisset (Lyon)	254 50	....	Razel	439	.
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	770	770	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	283 50	..
Calberson	385	....	S.H.M.	158	158
Cardif	788	770	Select Invest (Ly)	97 50	....
C.E.G.E.P.	188	....	Serbo	288	....
C.F.P.I.	288	....	S.M.T. Goupil	130	....
C.N.I.M.	950	942	Sopra	275	....
Conforama	1030	....	TF1	348 50	348 50
Creeks	170	....	Thermador H. (Ly)	301	....
Dauphin	378	....	Unilog	213 50	...
Delmas	1150	....	Viel et Cie	97 50	....
Demachy Worms Cie	340	....	Y. St-Laurent Groupe	820	803
Devanlay	870	....			
Deville	205	....			
Dollfus	136 80	....			
Editions Belfond	211	....			
Europ. Propulsion	255	255			
Finacor	110	....			
GFF (group.fon.f.)	120	124 80			
Grand Livre	333	....			
Gravograph	208	....			
Groupe Origny	830	830			
Guintoli	800	....			
Idianova	98 10	....			
Immob. Hôtelière	841	860			
Ingenl. Computer	159	....			
I.P.B.M.	68	....			

MATIF

Notionnel 10 [redacted]. – Cotation en pourcentage du 27 janvier 1992
[redacted] 45 [redacted]

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,56	109,74	109,76
Précédent	108,66	109,78	109,86

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Juin 92	Mars 92	Juin 92
109	0,36	1,54	0,77	0,83

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 7 099

COURS	Janvier	Février	Mars
Dernier	1 871	1 887	1 889
Précédent	1 863	1 876	1 890,5

CHANGES

Dollar : 5,47 F =

Mardi 28 janvier, le dollar s'échangeait sans grand changement dans l'attente [redacted] relance qui devraient être [redacted] par M. Bush dans [redacted] discours [redacted] de l'Union. A Paris, le billet vert [redacted] ouvert [redacted] 5,47 F, [redacted] 5,4740 [redacted]tion officielle de la veille [redacted] 27.

FRANCFORT	27 [redacted]	28 janv.
[redacted] DM)...	[redacted]	[redacted]
TOKYO	27 janv.	28 janv.
Dollar (en yens)..	124,57	[redacted]

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

[redacted] janvier) .... [redacted]

[redacted] (27 janvier) .... 4 1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	24 janv.	27 janv.
Valeurs françaises	105,7	[redacted]
V[redacted] étrangères	[redacted]	[redacted]
[redacted] *100 : 31-12-81)*		
Indice général CAC	[redacted]	[redacted]
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	[redacted]	[redacted]

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	24 janv.	27 janv.
Industrielles	3 232,78	3 240,61

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	24 janv.	27 janv.
100 valeurs	2 510,40	2 539,90
30 valeurs	1 944,90	1 966,40
Mines d'or	152,60	152,80
Fonds d'Etat	87,70	87,74

FRANCFORT

	24 janv.	27 janv.
Dax	1 664,77	1 683,58

TOKYO

	27 janv.	28 janv.
Nikkei Dow Jones	21 007	21 391
Indice général	1 [redacted]	1 583

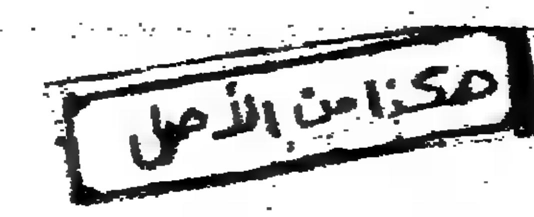
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

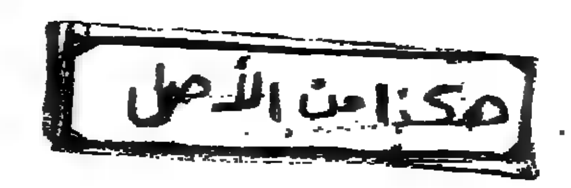
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,4765	5,4785	5,5550	5,5600
Yen (100)	4,3672	4,3724	4,4185	4,4272
Ecu	6,9545	6,9600	6,9462	6,9573
Deutschemark	3,4055	3,4080	3,4085	3,4133
Franc suisse	3,8360	3,8402	3,8585	3,8657
Lire italienne (1000)	4,5330	4,5385	4,5124	4,5210
Livre sterling	9,7820	9,7910	9,7688	9,7849
Peseta (100)	5,4053	5,4100	5,3693	5,3795

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	4 1/16	4 3/16	4 1/16	4 3/16	4 1/8	4 1/4
Yen (100)	5 5/16	5 7/16	5	5 1/8	4 13/16	4 15/16
Ecu	10 5/16	10 7/16	10 1/4	10 3/8	10 1/8	10 1/4
Deutschemark	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 9/16	9 5/16	9 7/16
Franc suisse	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 5/16	7 7/16
Lire italienne (1000)	11 7/8	12 1/8	11 9/16	11 13/16	11 9/16	11 13/16
Livre sterling	10 11/16	10 13/16	10 1/2	10 5/8	10 5/16	10 7/16
Peseta (100)	12 1/2	12 3/4	12 3/8	12 5/8	12 5/16	12 9/16
Franc français	9 7/8	10	9 7/8	10	9 11/16	9 13/16

Ces [redacted] indicatifs, pratiqués sur [redacted] devises, nous sont communiqués en fin [redacted] Salle des [redacted] la BNP.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 JANVIER

Cours relevés à 10 h 14

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4280	C.N.E 3%	4300	4300	4300	....
876	B.N.P. T.P.	[illegible]	....	....	....
830	Cr.Lyon. T.P.	[illegible]	820	830	– 1 78
1220	Renault T.P.	[illegible]	....	....	....
1470	Rhone Poul. T.P.	[illegible]	....	....	....
1075	Saint Gobain T.P.	1075	....	....	....
895	Thomson T.P.	920	920	920	....
720	ACCOR	728	730	730	+ 0 27
685	Air Liquide	699	695	698	– 0 14
580	Alcatel-Alsthom	587	588	587	....
1520	Als.Superm.	1503	1531	1531	+ 1 86
325	A.L.S.P.I.	334	335	[illegible]	+ 0 30
1890	Arjom. Prioux	1880	1900	1900	+ 1 06
485	AGF Sté Centrale	490	480	490	....
910	Ass. Entrepr.	920	....	....	....
180	Avenir H. Média	171	171	171	....
870	Axa (ex Cie Midi)	924	[illegible]	919	– 0 54
116	Bafip	[illegible]	[illegible]	133	+ 3 42
97	Bail-Equipem.	100	[illegible]	[illegible]	+ 3 00
755	Bail Investiss.	765	751	751	– 1 83
510	Bancaire	511	[illegible]	515	+ 0 78
700	Bazar H.-V.	680	693	693	+ 1 91
615	Beghin-Say	610	625	625	+ 2 46
1060	Berger (M.)	1050	....	....	....
335	Bertrand Faure	335	....	....	....
630	Bic	613	615	615	+ 0 [illegible]
995	B.I.P.	1025	....	....	....
320	BIS	299 90	302	302	+ 0 [illegible]
330	B.N.P. (Ci)	334 50	[illegible]	340	+ 1 64
765	Bollore Tech.	782	....	....	....
[illegible]	Bongrain	2840	2810	2810	– 1 [illegible]
775	Bon-Marché	768	770	770	+ 0 [illegible]
560	Bouygues	570	571	570	....
121	BP France	127 90	[illegible]	[illegible]	+ 0 47
1050	B.S.N.	[illegible]	1068	1060	– 1 76
1030	Canal Plus	1053	1050	1048	– 0 47
280	Cap Gem.S.	282	[illegible]	280	– 0 71
2320	Carrefour	2399	2380	2380	– 0 79
[illegible]	Casino	[illegible]	147	[illegible]	– 0 27
85	Casino ADP	[illegible]	90	90 10	+ 0 22
1890	Castorama D.I.	1890	[illegible]	1885	– 0 26
170	C.C.F.	175 30	[illegible]	175	– 0 17
51	CCMC Ly.	[illegible]	69	[illegible]	+ 3 76
395	C.D.M.E.	372	371	371	– 0 27
194	C.E.G.I.D.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 0 05
175	Centrest (Ny)	[illegible]	....	....	....
370	C.E.P. Comm.	[illegible]	370	370	– 1 07
102	Cerus	107	104	105 90	– 1 03
720	Cetelem	727	731	731	[illegible]
300	CF Inc.	299	300	300	[illegible]
305	CGI Info.	[illegible]	[illegible]	305	– 1 61
1080	C.G.I.P.	1115	1098	1097	– 1 61
590	CGP	591	591	591	....
995	Chargeurs S.A.	1065	1074	1075	+ 0 94
....	Christian Dior	....	[illegible]	[illegible]	+ 0 13
570	C.I.C.A. (M)	575	....	....	....
280	Ciments franc.	288	290	290	[illegible]
670	Clarins	699	709	709	+ 1 43
455	Club Méditer.	[illegible]	475	475	....
180	CMB Packa.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
730	Coles	743	745	745	+ 0 27
270	Cpt. Entrep.	[illegible]	....	....	....
1130	Compt Mod.	1165	[illegible]	[illegible]	+ 0 43

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1300	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	**Etrangères**		
[illegible]	[illegible]	[illegible]	C.I.T.R.A.M. (B)	2525	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Blanzy Ouest	1851	....
B.T.P.	65	64 50
Cambodge	950	....
Carbone Lorraine	510	510
Cass Pochin	[illegible]	9
C.E.G.F (Frigor.)	615	....
Cerrandaire Blanzy	395	....
Cerabati	[illegible] 50	....
Champex Ny	100 10	....
CIC (CF)	200	199

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louis Vuitton	[illegible]	[illegible]
Louvre	[illegible]	[illegible]
Lucia	[illegible]	....
Machines Bull	[illegible]	[illegible]
Mag.Uniprix	160	....
Magnant	750	....
Métal Déployé	[illegible]	....
Mors	[illegible]	[illegible]
Navigation (Nie)	[illegible]	....
Optorg	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV (sélection) 27/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/1	COURS DES BILLETS achat	vente
Etats-Unis (1 usd)	5 [illegible]	....	....	....
Ecu	6 [illegible]	....	....	....
Allemagne (100 dm)	340 [illegible]	....	....	....
Belgique (100 F)	16 545	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	302 590	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 535	....	....	....
Danemark (100 krd)	87 900	....	....	....
Gde.Bretagne (1 L)	9 779	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	2 950	....	....	....
Suisse (100 f)	383 510	....	....	....
Suède (100 krs)	93 900	....	....	....
Norvège (100 k)	86 870	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 413	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 403	....	....	....
Portugal (100 esc)	[illegible]	....	....	....
Canada (1 $ can)	[illegible]	....	....	....
Japon (100 yens)	[illegible]	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/1
Or fin (kilo en barre)	62600	....
Or fin (en lingot)	62950	....
Napoléon (20f)	357	....
Pièce Fr (10 f)	423	....
Pièce Suisse (20 f)	360	....
Pièce Latine (20 f)	355	....
Souverain	480	....
Pièce 20 dollars	2055	....
Pièce 10 dollars	1082 50	....
Pièce 5 dollars	615	....
Pièce 50 pesos	2345	....
Pièce 10 florins	388	....

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil [redacted] ministres s'est réuni lundi 27 janvier au palais de *l'Elysée sous la présidence* de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a [redacted] publié dont voici les principaux extraits :

■ **Traité sur [redacted] non-prolifération [redacted] armes nucléaires**

(Lire [redacted] 5.)

■ **Traité d'amitié [redacted] de solidarité [redacted] la France et la Pologne**

[redacted] ministre d'Etat, ministre [redacted] affaires étrangères a présenté un projet de loi [redacted] la ratification du traité d'amitié [redacted] solidarité [redacted] la République française et la République de Pologne, signé [redacted] Paris [redacted] 9 avril 1991.

Par ce traité, la France et la Pologne s'engagent [redacted] poursuivre l'importante coopération engagée [redacted] *elles* [redacted] *tous* [redacted] *domaines.* Elles s'engagent [redacted] se [redacted] régulièrement [redacted] les questions bila[redacted] internationales. Elles mettent l'accent [redacted] développement [redacted] leurs relations [redacted] l'intérieur d'une Europe [redacted] démocratique.

● **Dépôt légal**

Le ministre [redacted] la culture [redacted] communication, porte-parole du gouvernement, a présenté un projet [redacted] loi relatif [redacted] dépôt légal.

Le *projet* [redacted] est destiné [redacted] remplacer la loi du 21 juin [redacted] modifiant le régime [redacted] dépôt légal. Il n'affecte pas [redacted] obligations [redacted] dépôt [redacted] certains [redacted] prévues [redacted] d'autres [redacted]

Les objectifs du dépôt légal [redacted] contribuer [redacted] la conservation [redacted] patrimoine culturel, [redacted] constituer [redacted] diffuser [redacted] bibliographies nationales, [redacted] mettre [redacted] documents déposés [redacted] la disposition [redacted] public dans le respect des droits des auteurs et [redacted] l'information [redacted] l'Etat.

1) Le dépôt [redacted] est [redacted] aux œuvres [redacted] et télédiffusés [redacted] aux œuvres et [redacted] liés à l'informatique tels que [redacted] logiciels, les bases de données [redacted] les systèmes experts.

2) Il [redacted] possible [redacted] sélectionner, pour chaque catégorie d'œuvres, [redacted] échantillon [redacted] documents choisis comme [redacted] à [redacted] patrimonial du dépôt. L'obligation [redacted] *dépôt* [redacted] à *cet* [redacted].

3) [redacted] dépôt légal sera géré, pour [redacted] compte de l'Etat [redacted] la nature [redacted] documents, par la Bibliothèque nationale, le [redacted] national de la cinématographie, l'Institut [redacted] l'audiovisuel et le ministère [redacted] l'intérieur.

4) Un conseil scientifique du dépôt légal, composé de représen[redacted] organismes dépositaires et présidé par l'administrateur général de [redacted] Bibliothèque nationale, sera chargé de veiller [redacted] la cohérence scientifique et à l'unité [redacted] procédures du dépôt légal.

● **Revalorisation du traitement des fonctionnaires**

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique [redacted] la modernisation [redacted] l'administration a présenté un [redacted] relatif [redacted] revalorisation des traitements des fonctionnaires.

Conformément à l'accord salarial signé le 12 novembre 1991 [redacted] Confédération française démocratique du travail, la Confédération française [redacted] travailleurs chrétiens, la [redacted] de l'éducation natio[redacted] et la Fédération générale [redacted] fonctionnaires, [redacted] prévoit la revalorisation de 1,3 % du traitement de b[redacted] des fonctionnaires au 1er février 1992. Cette mesure [redacted] intégrée [redacted] la paie du mois de février.

L'accord garantit aux 4,5 millions de fonctionnaires et aux retraités de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux une [redacted] des rémunérations et des pensions égale à 6,5 %. Les traitements ont [redacted] été revalorisés [redacted] ce titre de 1,5 % au 1er novembre [redacted] dont 0,5 % [redacted] compter du 1er août 1991. [redacted] fonctionnaires ont [redacted] bénéficié [redacted] l'attribution uniforme [redacted] points d'indice majoré. Les étapes ultérieures d'application [redacted] l'accord prévoient les revalorisations suivantes : 1,4 % au 1er octobre 1992 et 1,8 % au 1er février 1993.

● **Les [redacted] étrangers en France**

(Lire [redacted] 19.)

● **La préparation du Bicentenaire de [redacted] République**

Le ministre [redacted] culture [redacted] la communication, porte-parole [redacted] gouvernement [redacted] une [redacted]munication [redacted] la préparation du Bicentenaire [redacted] République.

[redacted] célébration [redacted] les jeunes Français aux valeurs qui fondent depuis [redacted] l'histoire [redacted] République, en particulier les principes de citoyenneté et de solidarité.

Une cérémonie officielle aura lieu le 21 septembre [redacted] jardin [redacted] Tuileries, [redacted] où fut proclamée la République. Une exposition « Les Tuileries [redacted] la République » [redacted] inaugurée [redacted] importante commande publique s'intégrant [redacted] plan [redacted] réaménagement du jardin [redacted] présentée [redacted] occasion.

[redacted] journée du 21 septembre 1992 sera consacrée à l'éducation civique dans les écoles, [redacted] collèges [redacted] les lycées. Elle [redacted] son prolongement [redacted] long [redacted] l'année scolaire. Les grands acquis [redacted] les principaux [redacted] de [redacted] République seront expliqués à [redacted] les [redacted]lèves.

[redacted] nombreuses manifestations [redacted] en [redacted] les [redacted] universelles de [redacted] République, [redacted] la participation de grandes [redacted] : la Sorbonne pour le colloque « Révolution et République : [redacted] française » ; les Archives [redacted] avec [redacted] « La République [redacted] appelle » ; la Comédie-Française, [redacted] Bibliothèque nationale, le [redacted] Georges-Pompidou et la [redacted] des [redacted] de l'industrie.

[redacted] objets symboliques seront édités, parmi lesquels une nouvelle pièce de monnaie de 1 F qui sera frappée selon [redacted] pour la proclamation [redacted] la République en [redacted] et une [redacted] timbres qui seront commandés à des artistes contemporains. Un ouvrage historique [redacted] édité par l'Imprimerie nationale.

● **[redacted] d'ordre individuel**

Le conseil [redacted] ministres [redacted] adopté [redacted] individuelles suivantes :

– M. [redacted] Prada, inspecteur [redacted] finances, [redacted] dans les [redacted] président du [redacted] du Crédit d'équipement [redacted] petites et moyennes entreprises.

– M. Jean-Daniel Tordjman, [redacted] commercial, [redacted] nommé [redacted] itinérant, délégué aux investissements internationaux en France.

– Mme Marie-Claire Papegay est nommée inspecteur général [redacted] postes [redacted] télécommunications.

– M. [redacted] Bodin, sous-préfet, [redacted] directeur général de [redacted]fice [redacted] des anciens combattants et [redacted] de guerre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5704

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II						■			
III					■				
IV							■		
V		■							
VI								■	
VII			■		■				
VIII							■		
IX			■						■
X				■					
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Quand ça chauffe, il peut [redacted] venir aux mains. – II. Arrive [redacted] [illegible]ines oreilles. Occupe le terrain. – III. Rapproche justice [redacted] religion. Cause [redacted] départs. – IV. Ne [redacted] *sépare* [redacted] *son manteau.* En sabots. – V. Certains n'hésitent [redacted] à lui envoyer [redacted] piques. – VI. Il est préférable qu'il [redacted] table. – VII. [redacted] souvent à plat. Reçoit [redacted] commandement. – VIII. Est bien connue de ceux qui suivent des cours. Démontre. – IX. Quartier de Rouen. Joint les [redacted] – X. N'en [redacted] pas là. Moyens d'y voir plus clair. – XI. Fait sortir. [redacted] sortie.

VERTICALEMENT

1. « [redacted] » à ordures. – 2. N'est pas près [redacted] s'activer. Bonne [redacted] – 3. [redacted] peut [redacted] compter sur elle pour avoir du nouveau. D'un [redacted] – 4. Collectionne [redacted] – 5. Article. A [redacted] Était employé [redacted] purger. – [redacted] Appartient [redacted] la [redacted] – 7. Accompagne une action. [redacted] au piège. L'infiniment petit. – [redacted] arabe. Est visible [redacted] paradis. – 9. La [redacted] du [redacted] Pronom.

[redacted] du problème n° 5703

Horizontalement

I. [redacted] – II. [redacted] Râ. – III. Elitistes. – IV. Auvent. – V. Deuil. – VI. Ocrer. Tee. – VII. Pasteur. – VIII. Yser. Reno. IX. Limace. – X. Iule. Thon. – XI. Er. Etna.

Verticalement

1. Stéatopygie. – 2. Lu. Cas. – 3. Universelle. – 4. Futé. Etrier. – 5. Feindre. – 6. Leste. Urate. – 7. Utrecht. – 8. Urémie. [redacted] – [redacted] Léto. Na.

[redacted] BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

– Justine Celia Donna

[redacted] née, à Paris, de
Karine BONJOUR et Gilles PEREZ.

Sa grand-mère
Marcelle BONJOUR
fait connaître à [redacted] amis [redacted] tendre bonheur.

Décès

– Le [redacted] Jean Belaïsch,
[redacted]art,
Mme France [redacted] Belaïsch,
Mariane, Sarah, Alexandre [redacted] Clo[redacted]
Le docteur Jean-Paul Allart et [redacted] Pierre Saïe,
Mme [redacted] Simon-Hottelet,
M. et Mme [redacted] Spinazzola
[redacted] enfants,
M. [redacted] Mme Robert [redacted]
[redacted] leurs enfants,
[redacted] époux, [redacted] filles, petits-enfants, gendres, [redacted] beaux-frères,
Et [redacted] familles Belaïsch, Boquet, Lefevre-Neveux, [redacted] et Sala,
ont la douleur de faire part du décès de

Andrée BELAISCH,
[redacted]
[redacted] le 7 avril 1927,

survenu à Paris, le [redacted] janvier [redacted]

[redacted] obsèques auront lieu [redacted] Signy-le-Petit (Ardennes), [redacted] 15 h 30, [redacted] janvier.

– Maryvonne, [redacted] Christian, Stéphanie, Céline, [redacted] Bruno, François [redacted]
ses amis [redacted] ses enfants,
Et [redacted] qui l'ont connue, dans l'amour du Christ [redacted] l'amour [redacted] l'homme,
vivent la [redacted] d'annoncer [redacted] rappel [redacted] Dieu [redacted]

Jeanne BRULÉ,

« [redacted] haut, [redacted] quand [redacted] épreuves [redacted] jusqu'à [redacted] jusqu'à [redacted] »

Une [redacted] sera [redacted] en [redacted] chapelle [redacted] du Père-Lachaise, [redacted] *Paris,* [redacted] *mercredi 29 janvier 1992,* à [redacted]

[redacted]

Les Bies,
86150 Queaux.
14, rue Yvonne-Le-Tac,
[redacted] Paris.

– Yolande, Philippe, Michèle Carles,
La famille [redacted]
Et leurs [redacted]
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CARLES,

survenu le 26 janvier 1992, [redacted] quatre-vingt-douzième année.

[redacted] sa volonté, il [redacted] incinéré au cimetière du Père-Lachaise, [redacted] 30 janvier.

– Anne Fairholme,
a la douleur [redacted] part du [redacted] de son mari, le peintre-graveur grec

Philopoemen CONSTANTINIDIS,

survenu à Paris, le 17 janvier 1992, [redacted] sa quatre-vingt-troisième [redacted]

[redacted] sa volonté, l'incinération a eu lieu dans la plus [redacted]

49, boulevard Rochechouart,
[redacted]

– *Le président de l'université* [redacted] *(Lyon-I),*
Le [redacted] l'institut [redacted] de la matière,
Le directeur
Et [redacted] membres [redacted] l'institut de mathématiques et informatique,
ont la tristesse de faire part [redacted] décès de

M. Ernest COROMINAS,
professeur honoraire,

survenu [redacted] 24 janvier 1992, [redacted] Lyon, [redacted] sa [redacted] année.

[redacted] lieu le 28 janvier.

– Ses élèves,
Les [redacted] du [redacted] d'algè[redacted] ordinale qu'il créa,
Ses collègues [redacted] amis du département de mathématiques,
T[redacted] ceux à qui il a fait partager son amour [redacted] la [redacted] et sa bonté,
[redacted] la tristesse de faire part du décès de

Ernest COROMINAS,
professeur [redacted]
à l'université [redacted] (Lyon-I),

survenu [redacted] 24 janvier 1992, à Lyon, [redacted] sa soixante-dix-neuvième année.

[redacted] aura lieu le [redacted] janvier.

Groupe LMDI,
université Claude-Bernard,
[redacted] Villeurbanne.

– Françoise, Michel, Catherine, Jacques,
ses enfants,
Toute sa famille,
Et [redacted] amis,
[redacted] la douleur de [redacted] part [redacted]

M. André GABAUDAN,

survenu à Sète, le 25 janvier 1992, [redacted] quatre-vingt-treizième année.

– Mme Minou Farzad,
M. et Mme Cyrus Farzad,
M. [redacted] Farzad,
Tous les parents et alliés,
[redacted] la douleur de faire part du décès de

[redacted] Siamak FARZAD,

survenu à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 30 janvier 1992, [redacted] 14 h 30, [redacted] reposoir [redacted] l'hôpital [redacted] Nice.

44, boulevard Napoléon-III,
Abbaye de Roseland,
Baccara-III,
06200 Nice.

– Me Camille Francillon,
Jean-Pierre et Jacques,
[redacted] enfants,
Anne-Sophie, [redacted] et [redacted]
ses petits-enfants,
M. et Mme [redacted] Francillon,
[redacted] Arnaud,
font part [redacted]

Mme Lucienne FRANCILLON,

[redacted] janvier 1992, [redacted] quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse [redacted] lieu le *jeudi* [redacted] *janvier,* [redacted] 14 [redacted] en [redacted] cathédrale Saint-Pierre d'Annecy (Haute-Savoie).

2, rue Saint-François-de-Sales,
74000 Annecy.
17, chemin Malanot,
38700 Corenc.

– M. Alexis Khripounoff,
son mari,
[redacted] enfants et petits-enfants,
Ses sœurs,
Toute sa famille,
[redacted] amis,
[redacted] la très grande [redacted] part du [redacted]

Monique KHRIPOUNOFF,
[redacted] Maud'huit,

[redacted] en [redacted] domicile, [redacted] janvier 1992.

[redacted] obsèques [redacted] lieu le [redacted] janvier, [redacted] l'intimité familiale.

– [redacted] présidents honoraires,
Les conseillers scientifiques,
Le président,
La direction,
L'ensemble des [redacted]
Et les représentants du [redacted] de Transgène,
[redacted] leur [redacted] peine au chagrin de la famille et des amis de

Jean-Pierre LECOCQ,
directeur général,

décédé lors de [redacted] d'avion [redacted] janvier [redacted]

Nous garderons [redacted] lui le souvenir d'un homme d'exception, [redacted] humaines [redacted] professionnelles [redacted] commun.

Il sera inhumé en Belgique.

Un dernier adieu pourra lui [redacted] rendu jeudi 30 janvier, [redacted] heures à [redacted] heures, au funérarium [redacted]gheim, 13, rue [redacted]

[redacted]

Fleurs et [redacted] peuvent [redacted] remplacées [redacted] un don [redacted] à la création [redacted] prix scientifique [redacted] à la mémoire [redacted] Jean-Pierre Lecocq (s'adresser à Transgène).

– L'Institut Mérieux,
L'ensemble du groupe
Et de ses collaborateurs,
[redacted] hommage à

Jean-Pierre LECOCQ,
directeur scientifique,
directeur des recherches
[redacted] Mérieux,

victime [redacted] d'avion de [redacted]bourg.

[redacted] disparition [redacted] un [redacted] immense.

Jean-Pierre Lecocq [redacted] à tous [redacted] souvenir d'un [redacted] chaleureux, simple, généreux, et celui d'un grand scientifique mondialement [redacted] et apprécié.

L'Institut [redacted] leur [redacted] sa [redacted]

(Le [redacted] 22 janvier.)

– [redacted] et Sophie Lépront,
[redacted] et [redacted] Launay,
[redacted] Lépront,
Le [redacted] Lépront et [redacted] Perlant,
ses enfants,
Audrey, Marie, Julien, Camille [redacted]
[redacted] petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Roland LÉPRONT,

survenu le [redacted] janvier 1992.

Le présent avis tient lieu [redacted] faire-part.

– [redacted] Strasbourg, Alger.
Il avait [redacted] ans,
Il chantait [redacted] vie.
Le vingtième jour de ce mois, [redacted] du mont Sainte-Odile,

nous a quittés [redacted]

docteur Yacine MIMOUNE.

Famille Aoudjhane,
Famille Si-Ahmed,
Karim Sebouane.

– Mme [redacted] Lehmann,
son épouse,
François Lehmann et Catherine Bourbon,
[redacted] enfants,
Mme Germaine Fonsèque,
sa mère,
Jérôme et Martin Lehmann,
ses neveux,
Mme [redacted] Lehmann
[redacted] ses enfants,
M. et Mme Louis Paumier
et [redacted] enfants,
M. et Mme [redacted] Béroujon
et [redacted] enfants,
Ses nombreux amis,
ont le profond chagrin de faire part [redacted] de

M. Pierre LEHMANN,
ancien professeur
[redacted] l'université de Paris-Orsay,
ancien directeur du département
[redacted] physique [redacted]
[redacted] CEA,
directeur de l'Institut national
de physique [redacted]
[redacted] de physique des particules au CNRS.

Les obsèques [redacted] le mercredi 29 janvier 1992, [redacted] heures, au cime[redacted] paysager [redacted] Bures-sur-Yvette, [redacted] Montjay.

28 *bis,* rue André-Maginot,
[redacted] Orsay.

– Le directeur général du CNRS,
Le président du conseil d'administra[redacted] du CNRS,
Tous ses collègues et amis,
ont la prof[redacted] de faire part du [redacted] le [redacted] janvier 1992, de

Pierre LEHMANN,
directeur de l'Institut national
de physique nucléaire
et de physique des particules
(IN2P3-CNRS),
directeur [redacted] département scientifique
physique nucléaire [redacted] corpusculaire
du CNRS.

– La direction
[redacted] national [redacted] physique [redacted] de physique des particules (IN2P3-CNRS),
ont la tristesse de faire part du décès, le 26 janvier [redacted] de

Pierre LEHMANN,
chevalier de [redacted] Légion d'honneur,
directeur de l'Institut depuis 1983,
vice-président du con[redacted] du CERN
[redacted]

Ils adressent à son [redacted] à son fils leurs sincères condoléances.

– Le professeur Carlo Rubbia,
directeur [redacted] du CERN [redacted] Genève,
Et Sir [redacted] Mitchell,
président du conseil [redacted] CERN,
ont le profond [redacted] au nom [redacted] l'Organisation européenne pour la [redacted] nucléaire et de ses [redacted] membres, de faire part du décès du

professeur Pierre LEHMANN,
vice-président
du conseil de l'Organisation,

survenu à [redacted] janvier [redacted]

[redacted] présentent à l'épouse du [redacted] [redacted] toute sa famille l'hommage [redacted] leurs profondes condoléances.

Genève, [redacted] janvier.

[[redacted] le 18 octobre [redacted] à Paris, Pierre Lehmann était docteur ès sciences et ancien [redacted] de [redacted] polytechnique. Il a été ingénieur [redacted] Commissariat à l'énergie atomique (1951-1960), puis successivement chargé de conférences à l'Ecole supérieure de physique et chimie (1959-1960), et maître de conférences à l'université Paris-Sud d'Orsay, où il a [redacted] en 1960, des [redacted] au Laboratoire de l'accélérateur linéaire (LAL). En [redacted], il est nommé professeur sans chaire dans la même université, avant d'assurer les fonctions de sous-directeur du LAL, puis président du comité des exp[redacted]ences auprès [redacted]rateur du CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules), où il est détaché de 1968 à 1971. En 1975, il réintègre le CEA comme chef du département de physique des particules élémentaires. Membre du comité scientifique de l'accélérateur Desy de Hambourg (1983-1988), vice-président du conseil du CERN depuis 1987, Pierre Lehmann était, depuis 1983, directeur de [redacted]tut national de physique nucléaire et de physique [redacted] particules (IN2P3-CNRS), [redacted] directeur du département scientifique de physique nucléaire et corpusculaire du C[redacted] aux sur la [redacted]trométrie nucléaire [redacted] et les in[redacted]tions fortes à haute énergie lui avaient valu le prix Joliot-Curie de la Société française de physique, et un prix de l'Académie des sciences en 1971.]

– Les familles Sergé et Martin

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Louis SERGÉ,

[redacted] *le 25 janvier 1992,* à Paris, [redacted] sa soixante-dix-neuvième [redacted]

La [redacted] religieuse aura lieu le mercredi 29 janvier, [redacted] 14 h 45, en l'église Saint-Martin-des-Champs, Paris-10e, [redacted] République ou Jacques-Bonsergent.

– Le docteur et Mme Marc Waynber[redacted]
Bruno et Eric,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Alain WAYNBERGER,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu [redacted] 25 janvier [redacted]

Les obsèques ont eu lieu [redacted] l'intimité familiale.

17, rue [redacted]raudes,
16000 Angoulême.

– Le pasteur et Mme Pierre Fath,
leurs enfants et petits-enfants,
Le [redacted] et Mme Pierre Recher,
leurs [redacted] et petits-enfants,
font [redacted] avec [redacted] du décès de

Daniel RECHER,

survenu chez lui, à l'âge de quatre-vingt-dix [redacted] le 25 janvier [redacted]

[redacted] obsèques [redacted] lieu dans l'intimité familiale.

« [redacted] est le même hier, aujourd'[redacted] éternellement. »
Hébreux XIII, [redacted]

47, rue de l'Assomption,
75016 Paris.
23, [redacted] Versailles,
[redacted] La Celle-Saint-Cloud.

– M. Jean-Michel Rieupeyrout,
M. et Mme [redacted] Rieupeyrout
et leurs [redacted]
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Andrée Rieupeyrout,
ses frères et belle-sœur,
Leurs enfants,
[redacted] neveux et nièce,
ont la douleur de faire part [redacted] décès, le 25 janvier 1991, [redacted] sa soixante-huitième année, de

M. Jean-Louis RIEUPEYROUT,
professeur E.R.,
[redacted]

[[redacted]-Louis Rieupeyrout est né le 31 juillet [redacted] Corrèze. Professeur de lettres, d'histoire et de géographie à La Rochelle, où il s'était établi après la Libération, il a publié sur cette ville et la Charente-Maritime plusieurs ouvrages d'histoire régionale. [redacted] connaître par son premier livre d'envergure consacré au western, en 1953, préfacé par André Bazin, *le Western ou le cinéma par excellence.* Dès lors, il consacre ses recherches [redacted] de l'Ouest américain et [redacted] ses premiers habitants, les Indiens. Deux livres, publiés chez Tchou, marqueront cette période : *Histoire du Far West* (1967) et *la Véritable Conquête de l'Ouest* (1970). [redacted] de son goût pour le western et l'histoire générale de l'Ouest, il [redacted] attacher particulièrement aux tribus du Sud-Ouest : Pueblos, Hopis, Apaches, Navajos. Il [redacted] de [redacted] voyages [redacted] sur les réserves (en Arizona, au Nouveau-Mexique, au Colorado...) en compagnie du photographe Jean-Robert Masson. De ces enquêtes, il tira les éléments d'une sorte de fresque historique : *les Fils du Soleil* (1978), *Histoire des Apaches* (1987), *Histoire des Navajos* (1991). Son dernier livre, [redacted] avant sa mort, à paraître chez Payot, [redacted] *le Conquistador perdu.* Il s'agit d'un récit où Jean-Louis Rieupeyrout, pour la première fois, en historien, se risque à la fiction. Le héros de ce livre est l'une des figures emblématiques de la découverte de l'Amérique, Cabeza de Vaca.]

Remerciements

– Dans l'impossibilité de répon[redacted] aux [redacted] nombreux témoignages de sympathie reçus après le décès de leur père, les enfants de

Henri QUEFFÉLEC

expriment [redacted] tous leurs amis une recon[redacted]

Avis de messe

– Un office religieux sera [redacted] en l'église de la Madeleine, à Paris-8e, le jeudi 30 janvier 1992, [redacted] 11 heures, [redacted] la mémoire [redacted] victimes de l'[redacted] du vol Lyon-Strasbourg, [redacted] 20 jan[redacted]

La direction [redacted] le personnel de la compagnie Air-Inter [redacted] avec les familles et [redacted] proches qui [redacted]haitent s'y associer, ainsi que tous ceux [redacted] témoigner [redacted] sympathie.

Anniversaires

– Pour le septième anniversaire [redacted] disparition [redacted]

M. Icek KORN,

[redacted] pensée affectueuse [redacted] à [redacted] qui [redacted] aimé.

« Tant que [redacted] que [redacted] aimons [redacted] présents [redacted] mémoires, [redacted] n'y a pas de [redacted]. La mort, c'est l'oubli. »

– Il y a un an,

Anna RABINOVITCH,
née Portnoï,

[redacted] quittait.

Ceux qui l'ont connue et [redacted] se souviendront d'elle.

22 [redacted] 5751.

– Le 28 janvier [redacted]

Jean-Pierre [redacted]

[redacted] quittait prématurément.

Une pensée [redacted] ceux qui l'ont connu [redacted] aimé.

Communications diverses

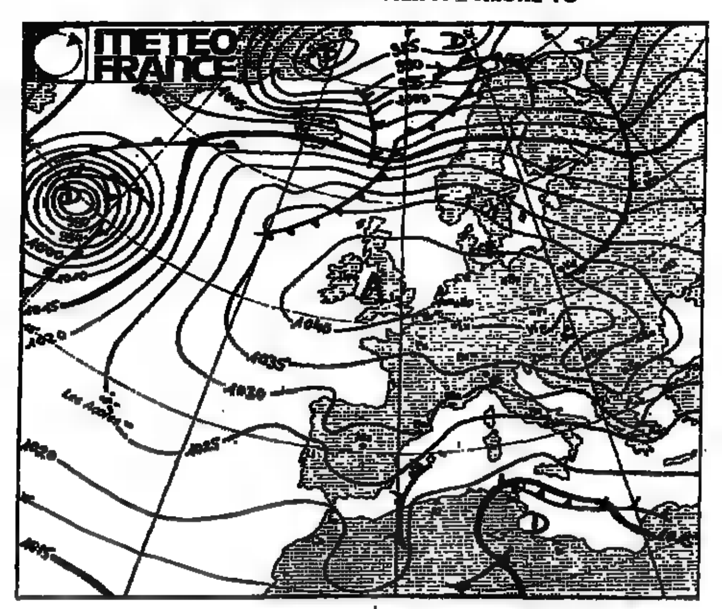
– Le jeudi 30 janvier, à 20 h 30, au CBL, 10, [redacted] Saint-Claude, 75003 [redacted] « Cinquante [redacted] la conférence [redacted] Wannsee et quarante-sept ans après la libération d'Auschwitz ». Commémoration avec L. Kaspi, professeur ; J. [redacted]tain, écrivain ; [redacted] Baron, survivant d'Auschwitz.

Soutenances de thèses

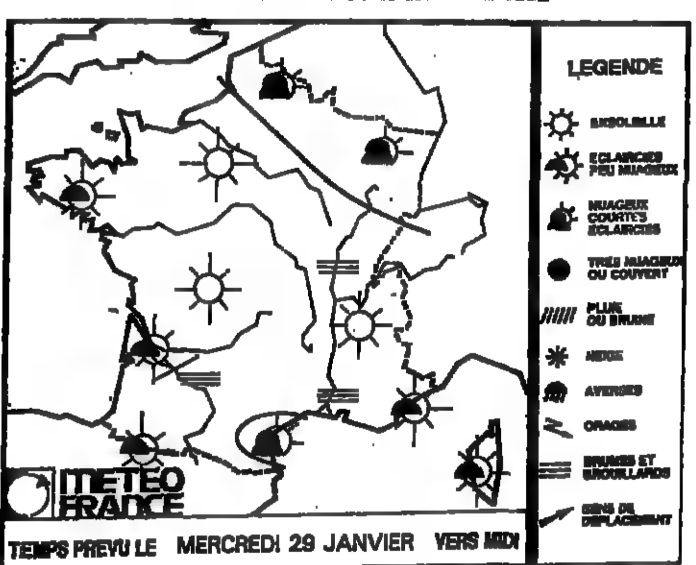
– Ensam, le mercredi [redacted] janvier 1992, [redacted] 10 h 30, 151, boulevard de l'Hôpital, Paris-13e, Mme Valérie Lan[redacted] : « Le [redacted] thermique du polyéthylène [redacted]lé ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 JANVIER A [redacted] HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 JANVIER 1992



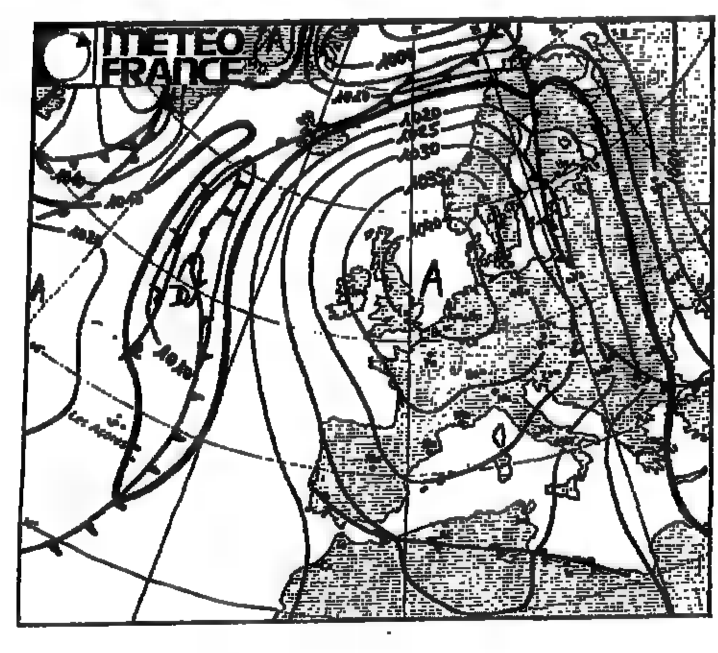
[redacted] : [redacted] ensoleillée. – Le matin, les [redacted] [redacted] seront [redacted] givrants [redacted] auront du mal à se dissiper dans le [redacted] [redacted] le [redacted].

L'après-midi sera ensoleillée [redacted] le pays. Les nuages seront toutefois [redacted] peu plus nombreux [redacted] et sur le Languedoc-Roussillon. Certaines vallées du Nord-Est et du Sud-[redacted] [redacted] rester dans la grisaille.

Le [redacted] sera [redacted] à modéré [redacted] [redacted] [redacted]. Les températures matinales seront négatives pratiquement partout [redacted] l'intérieur, [redacted] – 6 [redacted] [redacted] des [redacted] comprises entre 3 [redacted] 6 degrés [redacted] Méditerranée [redacted] [redacted].

L'après-midi, le [redacted] atteindra [redacted] degrés sur la moitié nord, 7 à 10 sur la [redacted] et jusqu'à [redacted] à 15 [redacted] en Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 30 JANVIER [redacted] A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES [redacted] - minima [redacted] temps observé [redacted] 28-1-92

Valeurs extrêmes relevées entre [redacted] 27-1-1992 à [redacted] TU et le 28-1-1992 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	14	3	D
BIARRITZ	5	0	D
BORDEAUX	5	– 2	D
BOURGES	3	– 3	D
BREST	6	1	C
CAEN	5	– 1	D
CHERBOURG	7	1	N
CLERMONT-FER.	0	– 4	D
DIJON	1	– 5	D
GRENOBLE	0	– 1	C
LILLE	5	– 2	C
LIMOGES	1	– 3	D
LYON, BRON	0	– 6	D
MARSEILLE	9	– 2	D
NANCY	– 2	0	[redacted]
NANTES	5	2	C
NICE	16	5	D
[redacted]	[redacted]	1	D
PAU	3	0	D
PERPIGNAN	8	– 1	D
RENNES	6	1	[redacted]
ST-ETIENNE	– 1	– 5	D
STRASBOURG	2	– 1	N
TOULOUSE	4	– 2	D
TOURS	4	0	D
POINTE-A-PITRE	29	23	D

ÉTRANGER

ALGER	12	[redacted]	P
AMSTERDAM	[redacted]	– 3	C
ATHÈNES	[redacted]	7	C
BANGKOK	[redacted]	24	D
[redacted]	12	3	D
BELGRADE	– 3	– 4	C
BERLIN	3	– 1	C
BRUXELLES	2	– 2	C
COPENHAGUE	4	– 2	D
DAKAR	32	21	N
DJERBA	14	9	[redacted]
GENEVE	– 1	– 1	C
HONGKONG	19	15	D
ISTANBUL	[redacted]	3	D
JÉRUSALEM	7	– 1	D
LE CAIRE	16	4	D
LISBONNE	13	4	D
LONDRES	[redacted]	0	D
LOS ANGELES	20	9	D
LUXEMBOURG	2	– 1	C
MADRID	9	– 4	D
MARRAKECH	19	5	D
MEXICO	19	9	C
MILAN	9	– 7	D
MONTRÉAL	– 12	– 21	*
MOSCOU	0	– 3	C
NAIROBI	26	13	N
NEW-DELHI	27	15	N
NEW-YORK	2	– 5	C
OSLO	3	– 4	C
PALMA-DE-MAJ.	12	9	C
PÉKIN	5	– 4	D
RIO-DE-JANEIRO	28	23	N
ROME	13	2	N
SINGAPOUR	31	24	C
STOCKHOLM	4	3	P
SYDNEY	26	18	N
TOKYO	12	6	D
TUNIS	16	11	P
VARSOVIE	– 1	– 3	C
VENISE	7	– 1	D
VIENNE	2	– 2	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour [redacted] France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la [redacted] nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — PIERRE GEORGES

Coup de tabac

O[redacted] plaît à croire, mais [redacted] traditions se perdent, qu'au moins il s'agissait d'un cigare roulé sur [redacted] d'une belle Cubaine. En tout [redacted] c'était bien sur TF 1. Et c'était bien [redacted] Charasse.

Le ministre [redacted] au budget, [redacted] ce qu'on en [redacted] jamais [redacted] ses bretelles [redacted] havane. Ce qui [redacted] parfaitement [redacted] droit [redacted] assure [redacted] personnage une identification immédiate. [redacted] l'espèce [redacted] à [redacted] et pantalon [redacted].

Il lui est arrivé, pour [redacted] cause, de promouvoir [redacted] française. C'était lors d'une [redacted] aux [redacted] au [redacted] Restau[redacted] cœur. [redacted] jour-là, [redacted] maison [redacted] ne reculant devant aucun sacrifice avait accepté [redacted] défaire de ses attributs [redacted] plus discrets, [redacted] pleines de [redacted] qui firent un triomphe.

Mais Michel Charasse n'était jamais [redacted] jusqu'à promouvoir publiquement son [redacted] passion : [redacted] tabac. [redacted] désormais [redacted]. Le ministre a [redacted] compagnon de [redacted] Nicot [redacted] le chapitre [redacted] Riom, succursale auvergnate [redacted] Confrérie des fumeurs patentés. Et [redacted] là, on peut le dire, ce fut une [redacted] cérémonie.

Le ministre, cigare en proue, eut [redacted] de la tabagie, une écharpe [redacted] de [redacted] de [redacted]. Et on l'imagine, il jura, sur la [redacted] Jean [redacted], un parchemin [redacted] volutes, de [redacted] fidèlement [redacted] jusqu'à [redacted] souffle [redacted] Dieu Tabac.

Jusque-là rien [redacted] mal. Ce qui fut un peu plus gênant, c'est [redacted] le ministre, dans un [redacted] compagnon, promouvoir [redacted] Nicot. Il [redacted] fit [redacted] un argument [redacted] individu[redacted] *«Chacun doit prendre [redacted] plaisirs de [redacted] pourvu qu'il [redacted] gêne [redacted] les [redacted].»* Argument recevable, [redacted] ne [redacted] accompagné d'une visi[redacted] en cause de [redacted] Evin sur le tabagisme. Et, [redacted] journaliste, [redacted] quelques considérations [redacted] les *«ayatollahs»* qui [redacted] contre [redacted] tabac.

[redacted] ayatollahs, en général en blouse blanche, [redacted] répondu, *via* le professeur Claude Got, qu'ils n'étaient *«ni des intégristes ni [redacted] prohibitionnistes»*. [redacted] qu'ils [redacted] demandaient [redacted] Michel Charasse *«n'était pas lui un peu mafieux en participant [redacted] au [redacted] sur la santé [redacted] jeunes»*. Bref, d'une information [redacted] était passé au (petit) [redacted] tabac médiatique.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des sy[redacted] : ▶ signalé dans « le Monde [redacted]-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ [redacted] pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 28 janvier

TF 1

- [redacted] **Cinéma : [redacted]. ■■** Film français [redacted] Zidi [redacted].
- [redacted] **Magazine : Ciel, mon mardi !**
- 0.45 **Journal, [redacted]**

A2

- 20.50 **Cinéma : Tucker. ■■** Film américain [redacted] Ford Coppola (1988).
- 22.45 **Divertissement : Rire A 2.** [redacted]
- 23.50 **1, 2, 3. Théâtre.**
- 23.55 **Magazine : [redacted] Heure.** [redacted] pour [redacted]. Devant [redacted] mur. Les [redacted] du millénaire. Temps [redacted] pose.
- 1.10 **Journal [redacted] Météo.**

FR3

- 20.45 ▶ **Téléfilm : Mes coquine.**
- 22.15 **Journal et Météo.**
- 22.35 **Série : Gabriel Bird.**
- 23.25 **Magazine : Ticket bleu** (rediff.).
- 23.55 **[redacted] : Soirée rap-dance.**
- 0.55 **Musique : Mélomanuit.**

CANAL PLUS

- 20.35 **Cinéma : Tango et [redacted]. ■** [redacted] américain d'A. Konchalovski (1989).
- 22.10 **Flash d'informations.**
- 22.20 **[redacted] : [redacted]ing machine. □** Film [redacted] Gilles [redacted].
- 0.05 **Cinéma : Ma [redacted] une sorcière. ■** Film [redacted] Larry [redacted] (1988) (v.o.).

LA 5

- [redacted] **[redacted] : L'Espion aux pattes [redacted] velours. ■** Film américain de [redacted] (1965).
- [redacted] **Magazine : [redacted] Cinq.**
- 22.45 **[redacted] : Trois cavaliers pour [redacted] Yuma. ■** Film franco-italo-espagnol [redacted] Calvin J. Paget (1966).
- 0.15 **Journal [redacted] nuit.**

M6

- 20.40 **Téléfilm : [redacted] orphelins.**
- 2[redacted] **Téléfilm : Histoire d'un voyou.**
- 0.05 **Documentaire : 60 Minutes.** Quelque chose [redacted] plus.
- 1.00 **Six [redacted] d'informations.**
- 1.05 **Magazine : Dazibao.**
- 1.10 **Musique : Rapline.**
- 2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

- [redacted] **[redacted] métrage : *Le Tour [redacted]***
- 21.00 **Danse : L'Ange bleu.** [redacted] de R. [redacted]

- 22.20 **[redacted]** Concerto [redacted] tok, par [redacted] philharmonique [redacted] Londres, dir. Georg [redacted]
- 23.00 **Documentaire : [redacted]** 1. [redacted] Tapis magique.

FRANCE-CULTURE

- [redacted] **Archipel médecine.**
- [redacted] **[redacted] Jeunes Princes [redacted] l'assaut [redacted]** Les [redacted] place Tiananmen (rediff.).
- 22.40 **[redacted] Nuits magnétiques.** [redacted] ou [redacted] l'on [redacted] (1), par Christine [redacted] et [redacted] Piolot.
- 0.05 **Du jour au lendemain.**
- 0.50 **Musique : [redacted]**

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le [redacted] janvier [redacted] des Champs-Elysées) : Suite pour violon[redacted] seul nº 3, Suite pour [redacted] seul nº [redacted] Bach ; Fantaisies pour piano [redacted] 116, [redacted] pour violoncelle [redacted] nº 1 en [redacted] mineur op. [redacted] Brahms ; [redacted] pour violoncelle [redacted] piano, de Schnittke ; [redacted] pour [redacted] piano, de Debussy.
- [redacted] **[redacted] libre.**
- 23.10 **Ainsi [redacted] nuit...** Par Maguy Lovano.
- [redacted] **Dépêche-notes.**

Mercredi 29 janvier

TF 1

- 12.40 **[redacted] : Commissaire Moulin, police judiciaire.**
- 15.10 **[redacted] Dorothée.**
- 17.25 **Série : [redacted] s'en charge.**
- 17.55 **[redacted] : Premiers baisers.**
- 18.20 **Jeu : Une famille [redacted]**
- 18.50 **[redacted] : Santa Barbara.**
- 19.15 **[redacted] : [redacted] Roue de la fortune.**
- [redacted] **Divertissement : Le Bébête Show).**
- 19.[redacted] **Tirage du Loto** [redacted] 20.45).
- 20.[redacted] **Journal, Tapis [redacted] et Météo.**
- 20.[redacted] **Variétés : Sacrée soirée.**
- 22.[redacted] **Magazine : Médiations.** [redacted] en procès.
- 0.05 **Magazine : Télévitrine.**
- 0.40 **Journal, Météo [redacted] Bourse.**

A2

- 13.40 **Documentaire : Opération Terre.** *Scandinavie ; L'Œil d'Icare.*
- 14.55 **Série : Les deux font la paire.**
- 15.45 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 16.10 **Magazine : Giga.**
- 18.00 **Série : Mac Gyver.**
- 18.50 **Le Journal olympique.**
- 19.00 **INC.**
- 19.05 **Jeu : Question de charme.**
- [redacted] **[redacted] :** La [redacted] 1.40).
- [redacted] **Journal, Journal du [redacted]**
- 20.50 **Téléfilm : Les Epoux ripoux.** *[redacted] commence par un mariage [redacted]*
- [redacted] **Sport : [redacted]** Coupe d'Europe : Pau-Real de Madrid.
- 23.55 **Magazine : Musiques au cœur.** Les voix noires au masculin. Invités : Manu Dibango, Derek Lee Ragine, Ralph Thamar, Touré Kunda.
- 1.05 **Journal et Météo.**

FR3

- 13.40 **Feuilleton : Viva Mexico.**
- 14.30 **[redacted] Lulo !**
- [redacted] **Magazine : Une pêche d'enfer.**
- [redacted] **Jeu : [redacted] pour un champion.**
- 19.00 **[redacted] 19-20 [redacted] l'information.** [redacted] 19.12 [redacted] 19.35, le journal [redacted] la région.
- 20.00 **Un [redacted] un jour.** *Baudelaire, [redacted] Théophile Gautier.*
- 20.10 **Divertissement : La Classe.**
- 20.40 ▶ **Magazine : La Marche du [redacted]** Voyage au bout de la folie. Invités : Christian Gaussal[redacted], [redacted] Reynaud, psychiatres, [redacted] infirmier ergothérapeuthe, Marie-Thérèse Espagnet, surveillante [redacted] à l'UMD de Cadillac.
- 22.20 **Journal et Météo.**
- 22.40 **Mercredi en France.** Programme des télévisions régionales.
- 23.35 ▶ **Magazine : [redacted]** Les Chroniques de France. Mozart en Gas[redacted] (1re partie).
- 0.30 **Musique : Mélomanuit.**

CANAL PLUS

- [redacted] **Téléfilm : Les Déraisons [redacted] l'âge.**
- 15.25 **Dis, Jérôme... ?**
- [redacted] **Téléfilm : Tous mes [redacted]**
- 17.05 **Les Nuls... l'émission.**
- 18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.30

- 18.30 **[redacted]**
- [redacted] **Le Top.**
- [redacted] **Magazine : Nulle part ailleurs.**
- 20.05 **Sport : Football.** [redacted] de la 14e journée [redacted] Championnat [redacted] France, [redacted]
- 22.40 **Flash d'informations.**
- [redacted] **[redacted] : Une [redacted] blanche et sèche. ■** Film [redacted] Palcy (1989). [redacted] Donald Sutherland, Jurgen Prochnow, [redacted] (v.o.).
- 0.30 **[redacted] : [redacted] fille. ■** Film [redacted]. Avec [redacted] Gélin, [redacted] Pernel, Yvan Attal.
- 1.50 **Documentaire : Johnny Hallyday une [redacted] en [redacted]**

LA 5

- 13.20 **[redacted] : L'Inspecteur [redacted]**
- 14.25 **[redacted] : Bergerac.**
- [redacted] **[redacted] : [redacted]**
- 16.15 **[redacted] : Shérif, fais-moi peur.**
- 17.05 **Youpi ! [redacted] finie.** [redacted] animés.
- 18.15 **[redacted] : [redacted] Trek.**
- 19.05 **[redacted] : La loi est la loi.**
- 20.00 **Journal et [redacted]**
- 20.45 **Histoires [redacted]** Double Jeu. [redacted] *mène l'enquête.*
- 22.30 **Débat : [redacted]**
- 0.00 **Journal [redacted] nuit.**

M6

- 13.30 **Série : L'Homme au katana.**
- 14.25 **Série : L'Etalon noir.**
- 14.45 **[redacted] : La [redacted] de l'emploi.**
- 15.15 **Magazine : Culture pub.**
- 15.45 **Magazine : Culture rock.**
- 16.15 **Musique : Flashback.**
- 16.40 **[redacted] : Hongkong [redacted]**
- [redacted] **Magazine : Nouba.**
- 18.00 **Musique : [redacted] machine.**
- 18.30 **[redacted] : [redacted] FM.**
- 19.00 **Série : [redacted] Petite Maison dans la prairie.**
- 19.54 **Six minutes d'informations.**
- 20.00 **Série : Cosby Show.**
- [redacted] **Mode 6.**
- [redacted] **Téléfilm : [redacted] Cauchemar [redacted] Richard Beck.** *Un policier [redacted] un violeur.*
- 22.20 **[redacted] : Le Grand Déballage.** *[redacted] procès.*
- 23.55 **Magazine : [redacted]**
- 0.25 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

- [redacted] **Magazine : Avis de tempête.**
- [redacted] **Magazine : Mégamix.**
- [redacted] **Documentaire : Histoire parallèle**
- 20.00 **[redacted] : Tours du monde, tours du [redacted]** De [redacted] 2. Autour [redacted] l'an [redacted]
- 20.55 **Le [redacted] des téléspectateurs.**
- [redacted] **[redacted] : Volkswagen.**
- 22.35 **[redacted] : Padre Padrone. ■■■** Film italien [redacted] Paolo et [redacted] (1977).
- 0.25 **[redacted] : Incubus.**

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Antipodes.** [redacted] québécoise : [redacted] qui [redacted] Mingo ?, [redacted] Paul Bussières ; l'Ogre [redacted] Grand-Remous, [redacted] Lalande.
- 21.30 **Correspondances.** [redacted] la Belgique, du [redacted] la [redacted]
- [redacted] **Communauté [redacted] publiques [redacted] langue française.** Rencontre avec [redacted] Seurat.
- [redacted] **[redacted] Nuits magnétiques.** [redacted] ou [redacted] l'on [redacted] d'eux (2), par [redacted] et [redacted]
- 0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Marie-Ch[redacted] Hamon (Pourquoi [redacted] femmes [redacted] ?).
- 0.50 **Musique : [redacted]** Kraftwerk. 3. [redacted] : [redacted] musique [redacted] mouvement.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **[redacted]** (donné [redacted] 18 [redacted] Amsterdam) : Tannhäuser, [redacted] bacchanale, de Wagner ; Hymn an [redacted] Nacht, de Diepenbrock ; Symphonie nº 4 en mi mineur op. 98, [redacted] par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. : R[redacted] Chailly.
- 22.40 **Espace libre.**
- 23.10 **Ainsi la nuit...** [redacted]
- 0.30 **Dépêche-notes.**
- 0.35 **L'Heure [redacted]** Tendances hexagonales, [redacted] Pré[redacted] Quintette [redacted] guitariste [redacted] lois ; Georges [redacted] pour [redacted] vingt-cinquième anniversaire [redacted] son trio.

Le Monde

Regroupement dans le BTP

Fougerolle lance une OPA amicale sur SAE

Fougerolle, déjà actionnaire important de la [redacted] auxiliaire d'entreprises (SAE), a déposé, mardi 28 janvier, une offre publique d'achat amicale (OPA) [redacted] l'ensemble [redacted] ce [redacted] indépendant de bâtiment et travaux publics (BTP). Le prix proposé serait [redacted] 1 100 F [redacted] action pour un dernier [redacted] de 920 F [redacted] ceux qui amèneraient tout de suite [redacted] titres. Les détenteurs d'actions auraient aussi [redacted] possibilité d'apporter [redacted] participation [redacted] un an. L'OPA, estimée [redacted] 4,5 milliards de francs, [redacted] en accord avec Paribas, actionnaire déterminant [redacted] Fougerolle [redacted] de [redacted] SAE.

En août, Paribas [redacted] Fougerolle avaient annoncé *«avoir franchi [redacted] concert le seuil des [redacted] du capital et des droits [redacted]»*. Cette société, présidée par M. Jean-Claude Jammes, [redacted] le contrôle du capital avait été convoité par [redacted] Pelège en 1990, restait jusqu'à [redacted] jour indépendante tant son actionnariat était diversifié. Outre la part importante de Paribas et Fougerolle, on notait l'espagnol [redacted] (15 %), [redacted] lyonnais (14 [redacted] la [redacted] générale [redacted] %), [redacted] mutuelle [redacted] BTP (5 [redacted] le Comptoir [redacted] entrepreneurs (4 %), la Lyonnaise-Dumez (4,5 %), la Générale [redacted] (4,5 %), les [redacted] famille La Bouillerie (5 %), auxquels s'ajoutaient [redacted] % d'autocontrôle [redacted] 17 [redacted] environ dans le public.

[redacted] derrière Bouygues [redacted] la [redacted] (Générale des eaux), l'un [redacted] premiers [redacted] européens du BTP avec 27 milliards [redacted] francs de [redacted] d'affaires. Fougerolle, dont une bonne partie [redacted] capital [redacted] par son personnel, [redacted] 12 milliards de chiffre d'affaires.

F. Gr. et D. G.

Les autorités boursières acceptent l'action de Nestlé et Indosuez sur Perrier

Le Conseil des Bourses [redacted] valeurs (CBV), réuni [redacted] 27 janvier, a accepté l'offre publique [redacted] (OPA) déposée [redacted] Nestlé [redacted] Indosuez [redacted] Perrier [redacted] l'intégralité [redacted] capital de Perrier, qui prévoit [redacted] cas [redacted] succès la cession d'une [redacted] – Volvic – à BSN.

L'offre [redacted] une [redacted] obtenus le visa de la Commission des opérations [redacted] Bourses (COB) [redacted] l'autorisation [redacted] direction du [redacted] – la [redacted] de [redacted] sant pas partie de la Communauté européenne. Si les [redacted] peu de titres Perrier, [redacted] heurtent au groupe italien Agnelli, qui, *via* Exor et Saint-Louis [redacted] en association avec la Société générale, [redacted] 49,3 % du capital.

M. [redacted] Agnelli, président [redacted] l'IFIL (l'un des holdings [redacted] liaux), [redacted] précisé le [redacted] être *[redacted] président, [redacted] dirigeants [redacted] salariés [redacted] Perrier»*, [redacted] l'OPA qui [redacted] rait à un démembrement du groupe. Il a clarifié la situation autour [redacted] BSN, affirmant n'avoir *«jamais imaginé prendre [redacted] position dominante dans [redacted] groupe»*. D'ailleurs, [redacted] un [redacted] interne, la part en droit de vote [redacted] Agnelli vient d'être réduite légèrement, [redacted] 5,8 [redacted] 4,72 %.

Au [redacted] moment, [redacted] tribunal [redacted] commerce [redacted] Paris, [redacted] pour [redacted] tion de la [redacted] de [redacted] de Perrier [redacted] Saint-Louis, [redacted] d'entendre [redacted] parties [redacted] 25 février. L'audience se [redacted] une semaine après celle du tribunal [redacted] commerce [redacted] qui [redacted] sur [redacted] gel [redacted] actions Exor, *Saint-Louis* [redacted] *Geneval*.

D. G.

□ **Scandale de la Banque Tokai : le président de JEC arrêté pour escroquerie.** – Le président de la société japonaise d'informatique JEC, M. Yoji Nasu, accusé d'affaires frauduleuses indirectement liées au scandale de la Banque Tokai Ltd, a été arrêté lundi 27 janvier, a indiqué la police *(nos dernières éditions du 28 janvier)*. M. Nasu, quarante-neuf ans, est accusé d'avoir escroqué une institution financière de Tokyo de 5 milliards de yens (220 millions de francs), grâce à de faux certificats de dépôt de Tokai Bank. M. Nasu est en outre accusé d'avoir ponctionné 30 milliards de yens (1,3 milliard de francs) de la même façon avec l'aide de M. Susumu Morimoto, un ancien responsable de la banque arrêté le mois dernier. Ce dernier est au centre d'une affaire de fraude portant sur plus de 190 milliards de yens (8 milliards de francs).

Dans l'attente des élections britanniques

Les négociations intercommunautaires sur l'Irlande du Nord sont ajournées *sine die*

Les protagonistes [redacted] négociations sur l'Irlande du Nord ont constaté, lundi 27 janvier, [redacted] Londres, après une heure et *demie d'entretiens*, que [redacted] reprise [redacted] pourparlers [redacted] actuellement impossible. Le [redacted] britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, [redacted] cependant assuré que des conversations informelles pourraient avoir lieu et que [redacted] dialogue n'était pas interrompu.

BELFAST

[redacted] *envoyé spécial*

La table ronde réunissait [redacted] représentants [redacted] partis unionistes (protestants), MM. James Molyneaux [redacted] Ian Paisley, respectivement chefs du Parti démocratique unioniste (DUP) [redacted] du Parti [redacted] d'Irlande du [redacted] (UUP); M. John Hume, [redacted] chef [redacted] file [redacted] Parti travailliste social-démocrate (SDLP), une formation nationaliste (catholique) modérée ; enfin, M. John Alderdice, chef du Parti [redacted] l'alliance, une [redacted] organisation qui [redacted] promouvoir [redacted] réconciliation [redacted] les deux [redacted] munautés.

La [redacted] le [redacted] unionistes [redacted] s'engager [redacted] poursuivre les négociations en cas de victoire du Parti travailliste lors [redacted] prochaines élections parlementaires britanniques, probablement [redacted] début du printemps. Le Labour [redacted] en effet prononcé en [redacted] de la [redacted] – *«par [redacted] ment»* selon ses propres termes – de la République [redacted] des six comtés qui [redacted] l'Irlande du Nord, une perspective inacceptable pour [redacted] tants, [redacted] au maintien des [redacted] Londres [redacted] la province du Nord. En juillet dernier, les discussions organisées par M. [redacted] s'étaient [redacted] soldées par un échec.

L'issue d'un tel processus de paix est forcément fragile, puisque le Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, qui représente une part importante [redacted] la communauté catholique, en [redacted] exclu. Le gouvernement britannique [redacted] d'accord pour l'inclure dans les négociations [redacted] à condition que le Sinn Fein [redacted] dénoncer le [redacted] à la violence. La nature des relations [redacted] entre ce mouvement et les forces de sécurité en Irlande du Nord est illustrée par l'arrestation, une nouvelle fois, lundi [redacted] Londonderry, du vice-président du Sinn Fein, M. Martin McGuinness, [redacted] le cadre d'une enq[redacted] les activi[redacted] terroristes de l'IRA.

M. McGuinness estime que [redacted] négociations sont organisées sur la base d'un *«agenda dicté par les unionistes [redacted] les Britanniques»*. Il [redacted] que le [redacted] Fein [redacted] aucune *«précondition»* pour participer [redacted] discussions. [redacted] son [redacted] *n'approuve pas la violence»*, M. McGuinness considère qu'*«il doit se produire un changement dans [redacted] psychologie [redacted] gouvernement britannique, afin qu'il [redacted] solution finale c'est [redacted] réunification* [de l'Irlande].»

LAURENT ZECCHINI

Offensive contre M. Shamir

Cinq motions de censure repoussées à la Knesset

Le gouvernement du premier ministre [redacted] Itzhak Shamir, devenu minoritaire après [redacted] *défection [redacted] deux petits partis ultra-na[redacted]* [redacted] la [redacted] au pouvoir, a entamé [redacted] en [redacted] anticipées. Le [redacted] vernement a, toutefois, survécu, lundi 27 janvier, à cinq motions [redacted] censure déposées [redacted] l'opposition [redacted] la Knesset. Les motions [redacted] repoussées [redacted] voix [redacted] et 5 [redacted].

Il s'agissait de la première offensive [redacted] contre [redacted] cabinet Shamir depuis qu'il [redacted] perdu sa majorité [redacted] la Knesset, la semaine dernière. *«Nous envisageons des élections pour [redacted] été»*, a [redacted] Mme Sarah Doron, [redacted] groupe parlementaire du Likoud, précisant [redacted] partis de la coalition au pouvoir et [redacted] l'opposition [redacted] – *(Reuter.)*

Des représentants de l'ONU molestés en Irak

L'ONU a protesté, lundi [redacted] janvier, auprès de l'Irak après qu'une délégation d'inspecteurs des Nations unies eut [redacted] à Bagdad, [redacted] yeux [redacted] police, a [redacted] un porte-parole de l'ONU. L'un des responsables de la mission, M. Karen Jansen, et deux autres inspecteurs, qui [redacted] Bahreïn, [redacted] été [redacted] hués à leur arrivée à l'Hôtel [redacted].

Les trois [redacted] ont réussi à échapper aux quelque quarante [redacted] *qui tentaient [redacted] leur* barrer le passage. *«Priée de dire pourquoi elle n'intervenait [redacted] la police a déclaré qu'elle n'y [redacted] pas autorisée»*, a précisé le porte-parole. – *(Reuter.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

An ministère de l'environnement

M. Henri Legrand est nommé directeur de l'eau [redacted] de la prévention des pollutions et des risques

[redacted] Henri Legrand [redacted] nommé, lundi 27 janvier, en Conseil des ministres, [redacted] de [redacted] de [redacted] prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs, au [redacted] de l'environ[redacted]. Il remplace M. Michel Mousel qui, depuis le 12 [redacted] 1991, préside l'[redacted] pour l'envi[redacted] la maîtrise de l'éner[redacted] *(le [redacted]* du 13 décembre 1991).

[Né [redacted] 15 [redacted] à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), [redacted] Henri Legrand [redacted] ancien élève de l'École polytechnique [redacted] ingénieur en chef des mines. Après avoir été ingénieur de production chez Creusot-Loire, il entre à l'Institut de recherches de la sidérurgie (IRSID). De 1981 [redacted] 1984, il [redacted] chargé de mission auprès du préfet [redacted] région Nord-Pas-de-Calais pour les problèmes d'industrie, d'économie et de recherche. [redacted] de l'environnement, il dirige, de 1984 à 1988, la sous-direction de la pollution de l'air et, en 1988, devient chargé [redacted] mission au [redacted] du secrétaire d'État [redacted] ministre [redacted] l'environnement. Il s'occupe principalement [redacted] pollutions, [redacted] technologiques et nucléaire, et [redacted] politique [redacted] déchets.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 janvier

L'avance se ralentit

Pour [redacted] journée [redacted] cutive, [redacted] valeurs françaises [redacted] sont raffermies mardi matin [redacted] janvier [redacted] de Paris. [redacted] veille, [redacted] mouve[redacted] a sérieusement tendu [redacted] se ralentir. A l'ouverture même, [redacted] CAC 40 [redacted] pris d'un [redacted] baisse (0,08 %). Il comblait cependant [redacted] ce léger [redacted] et, aux [redacted] tours [redacted] 11 heures, [redacted] 0,17 %. Comme [redacted] places, le marché parisien [redacted] la pédale douce en attendant de connaître [redacted] plan [redacted] mique américain.

[redacted] de Fougerolle [redacted] d'Auxiliaire d'entreprises, [redacted] grands du bâtiment, ont [redacted] suspendues. Le premier [redacted] OPA sur [redacted] second à 1 100 [redacted] par titre.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

SOS cosmos !

VOILA des mois qu'ils tournicotent autour de la Terre, [redacted] deux [redacted] ex-Sov, et ils en ont par-dessus la tête [redacted] les pieds [redacted] mur [redacted] cet [redacted] foutoir de [redacted] tion orbitale Mir. [redacted] instruments [redacted] déglinguent, [redacted] bouffe, [redacted] vous [redacted] ou plutôt si, [redacted] vous [redacted] j'ai vu [redacted] hier [redacted] au journal [redacted] TF 1. Ils [redacted] sont [redacted] se disputer [redacted] paquets [redacted] choux [redacted] poudre. Et [redacted] tapo[redacted] sur leurs [redacted] reliés [redacted] Kaliningrad :

– [redacted] *ho ! Qu'est-ce* [redacted] attendez pour venir [redacted] relayer ? [redacted] n'allez quand même [redacted] plantés [redacted] nous regarder, [redacted] yeux [redacted] l'air, [redacted] croisés, jusqu'à [redacted] Saint-Glinglin !

– Si, justement, [redacted] se [redacted] croise, [redacted] bras. On fait grève. Grève des cosmonautes au sol.

– Grève ! Non, mais ça va pas ! Et Gorby ? Et le comité central ?

– Ejectés. Tout [redacted] explosé, ici, en votre [redacted] A commencer par l'URSS. On n'a plus un kopek. Nous, les laboureurs du ciel, on touche [redacted] qu'un balayeur de [redacted] Vous savez [redacted] quoi elles servent, là, aujourd'hui, nos ogives ?

– Ben, tiens, [redacted] faire de la chair [redacted] !

– Oui, c'est ça, [redacted] emballage plastique. Et c'est [redacted] corned-beef, [redacted] viande [redacted] Yankee, c'est du [redacted] aux Moscovites.

– Ça, c'est [redacted] ! Et nous, question ravitaillement, [redacted] que [redacted] y avez pensé, seulement ?

– Plaignez-vous ! A deux, [redacted] longue, [redacted] vides, [redacted] dure [redacted] heures.

– Non, elle [redacted] depuis [redacted] jours ! Et [redacted] un [redacted] immédiatement, grève [redacted] pas...

– Pour une fois qu'on le fait, vous ne voudriez pas nous obliger à jouer les jaunes !

– Jaunes ou rouges, [redacted] s'en contrefiche ! Nous, ici, [redacted] le noir. Et le noir, on [redacted] marre. [redacted] bien : [redacted] nous expédiez un [redacted] vite fait, ou on laisse tomber. Compris ? Alors, vos bras, vous les [redacted] sez, [redacted] !

EN BREF

□ **MAROC : signature d'un accord de coopération avec l'Italie.** – Le Maroc [redacted] l'Italie ont signé, [redacted] janvier, à Marrakech, un [redacted] cole d'accord financier qui porte sur des [redacted] d'aide d'un montant de 225 [redacted] de dollars, sur le financement de la construction en Italie de navires de commerce, et un don de 73 [redacted] de dollars [redacted] titre de [redacted] coopération [redacted] nique. D'autre part, le [redacted] espagnol des affaires étrangères a indiqué que Madrid demandera à la Commission européenne de présenter [redacted] nouveau au Parlement de Strasbourg un protocole financier en faveur de Rabat qui avait été rejeté en raison de la situation des droits de l'homme dans le pays. – *(AFP.)*

□ **TCHAD : libération de prisonniers politiques.** – Tous les détenus politiques impliqués [redacted] la tentative [redacted] 13 octobre dernier [redacted] la récente rébellion [redacted] dans la région du lac Tchad [redacted] *libérés*, [redacted] *janvier*, a-t-on indiqué [redacted] source [redacted] L'ancien ministre [redacted] l'intérieur, M. Maldom [redacted] Abbas, ainsi [redacted] plusieurs [redacted] ses proches, figurent parmi les personnes élargies. – *(AFP.)*

□ **TURQUIE : le PKK nie toute responsabilité dans deux attentats à Istanbul.** – Un représentant en Allemagne du [redacted] du [redacted] (PKK, marxiste-léniniste), a nié, lundi 27 janvier, toute responsabilité [redacted] organisation [redacted] à la [redacted] commis [redacted] Istanbul, [redacted] qui [redacted] un [redacted] Le représentant du [redacted] a [redacted] *«la contre-guérilla turque»* d'avoir [redacted] par *«provocation»*. – *(AFP)*

□ **CAMBODGE : l'ONU [redacted] satisfaite» [redacted] l'attitude [redacted] Khmers rouges.** – Le responsable [redacted] pour [redacted] Cambodge, M. Yasushi Akashi, chef de l'APRONUC, a déclaré, lundi [redacted] janvier, [redacted] Phnom-Penh qu'il n'était [redacted] *satisfait»* [redacted] l'attitude [redacted] Khmers rouges, qui entravent *«[redacted] liberté [redacted] manœuvres»* [redacted] bleus» : ceux-ci [redacted] autorisés [redacted] se déplacer *«dans [redacted] régions du Cambodge»* sous leur contrôle. *«Les choses laissent à désirer»*, a ajouté M. Akashi, qui [redacted] question à Bangkok avec le chef militaire khmer rouge Son Sen. – *(AFP, Reuter.)*

□ **La Fédération de la presse opposée à la publicité de marques à Radio-France.** – [redacted] Claude Puhl, président de la [redacted] nationale de la presse française (FNPF), a demandé au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui doit se prononcer mardi 28 janvier sur l'ouverture des antennes de [redacted] France à la [redacted] de marques, de *«rendre un [redacted] défavorable»*. M. Puhl fait remarquer que *«compte tenu des très graves diffi[redacted] que [redacted] presse, en raison de la baisse du [redacted] publicitaire, il est [redacted] les entreprises de presse que ce projet [redacted] pas, sous peine de [redacted] cause l'existence [redacted] d'entre [redacted]»*.

□ **Six agendas d'Apollinaire préemptés par la Bibliothèque nationale.** – La Bibliothèque nationale a préempté, le [redacted] janvier à Drouot, pour 422 000 F, [redacted] agendas de Guillaume Apollinaire. [redacted] ces carnets : «l'agenda russe» de 1892, «l'agenda militaire» [redacted] 1915-1916 [redacted] l'ultime carnet, «l'agenda bijou», inachevé à la mort du poète, le [redacted] 1918. Au [redacted] vente, [redacted] dispersion [redacted] l'ancienne collection Apollinaire, un autoportrait [redacted] l'encre [redacted] chine [redacted] 100 000 F.

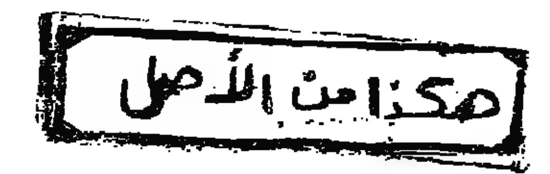
□ **[redacted] ALPIN : [redacted] Carole [redacted] dans le slalom [redacted] Morzine.** – La Française [redacted] Merle a [redacted] lundi [redacted] janvier [redacted] slalom géant de Morzine, où [redacted] disputés auparavant une [redacted] un super-G comptant pour [redacted] Coupe du [redacted] ski alpin. [redacted] a devancé l'Italienne Deborah Compagnoni [redacted] 18 centièmes [redacted] l'Américaine Diann [redacted] de 1 s 23.

SOMMAIRE

[redacted] comporte un supplément «Initiatives» [redacted] XX

[redacted] télématique du [redacted] : [redacted] LEMONDE 3615 LM

[redacted] numéro du «Monde» daté 28 janvier [redacted] a [redacted] tiré à 559 015



16 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVES

L'horizon des métiers

IL [redacted] encore cinq [redacted] six [redacted] les industriels ne manquaient [redacted] une occasion [redacted] critiquer l'éducation nationale, coupable, [redacted] leurs yeux, de ne [redacted] posséder, dans [redacted] lycées professionnels, les machines [redacted] commande numérique [redacted] disposaient dans leurs usines. [redacted] l'accusation d'archaïsme, [redacted] reproche cinglait. « *Com*[redacted] *voulez-vous que nous embauchions* [redacted] *élèves,* [redacted] *les formez* [redacted] *aux techni*[redacted] *modernes* », entendait-on de [redacted] parts...

Depuis peu, [redacted] querelle [redacted] *remplacée par une autre,* [redacted] mesure [redacted] les établissements scolaires [redacted] équipés de matériels perfectionnés. Cette fois, les employeurs – [redacted] – regrettent que [redacted] jeunes, [redacted] préparés au maniement des commandes numériques, aient simultanément perdu les connaissances [redacted] base qu'ils pouvaient acquérir [redacted] les anciennes machines manuelles. « *Quand* [redacted] *panne survient, ou quand* [redacted] *un* [redacted] *équipement, ils* [redacted] *démunis* », se plaignent les chefs d'entreprise, qui en viennent à formuler une proposition. « *Donnez-leur les bases,* [redacted] des enseignants. [redacted] *chargerons ensuite* [redacted] *l'adaptation* [redacted] *techniques modernes, qui, après tout, n'exigent* [redacted] *plus* [redacted] *trois semaines* [redacted] *formation.* »

[redacted] exemplaire. Elle démontre que, en [redacted] d'évaluation [redacted] entreprises [redacted] d'analyse [redacted] pective [redacted] métiers, non [redacted] ment [redacted] prévision se [redacted] périlleuse, mais les raisonnements peuvent également changer d'un moment [redacted] l'autre. [redacted] rapport « Prospec[redacted] des [redacted] et [redacted] qualifications » *qu'il vient d'achever* pour [redacted] Commissariat général du Plan, Jacques Freyssinet ne conclut [redacted] différemment. « *Les conditions d'évolution d'une économie de plus* [redacted] *plus internationalisée engendrent* [redacted] *forte incertitude sur l'évolution du niveau global* [redacted] *l'emploi* (...), écrit-il. *Dans ce* [redacted] *il est irréaliste d'espérer* [redacted] *des prévisions chiffrées et* [redacted]*taillées* [redacted] *long* [redacted] *des effectifs* [redacted] *besoins de* [redacted]*tement par profession puissent permettre* [redacted] *détermination de flux* optimaux *au sein du système de formation, initiale* [redacted] *continue.* »

Il faut en [redacted] méfier [redacted] études les plus sérieuses, comme [redacted] par [redacted] Bureau d'informations [redacted] prévisions économiques (BIPE) pour [redacted] *compte* [redacted] *l'Union des industries métallurgiques* [redacted] *minières (UIMM)* sur [redacted] perpectives d'emploi [redacted] dix ans dans la métallurgie. [redacted] l'on s'en tient aux pourcentages, [redacted] y apprendra que [redacted] postes d'*ouvriers qualifiés* ou non qualifiés [redacted] appelés [redacted] décliner, alors que le nombre [redacted] ingénieurs ou [redacted] techniciens doit augmenter. Mais, en valeur absolue, le document n'aboutit [redacted] même conclusion, compte [redacted] effectifs [redacted] cause. Les [redacted] sions [redacted] d'ingénieurs [redacted] chiffrent [redacted] quelques centaines d'unités [redacted] Et, surtout, les embauches d'ouvriers [redacted] nécessaires, par milliers, ne [redacted] que pour [redacted] départs volontaires ou dus [redacted] l'âge.

POURTANT, il demeure indispensable de mener ces travaux, [redacted] serait-ce [redacted] pour [redacted] mieux maîtriser l'avenir ou, comme le [redacted] un expert, pour s'efforcer [redacted] « *gérer l'incertitude* ». S'il [redacted] impossible d'établir [redacted] coup sûr [redacted] grilles de métiers [redacted] recenser précisément [redacted] pénuries futures, il est nécessaire d'aboutir à des chiffrages par grands niveaux. [redacted] sait quand [redacted] *que la tendance est* [redacted] qualifica[redacted] dans tous les secteurs, [redacted] la professionnalisation, et [redacted] la question du niveau sera fatalement centrale, voire déterminante, pour assurer la compétitivité des entreprises. Mais, pour [redacted] la zone d'ombre, [redacted] nombreux observateurs en [redacted] à mettre [redacted] sur [redacted] d'une formation [redacted], ou encore à préconiser une forte formation de base, adaptable à [redacted]

Selon cet objectif, de nombreux mécanismes, [redacted] institutions fonctionnent, dont Jacques Freyssinet [redacted] mande la coordination, qui accompagnent, [redacted] près ou [redacted] loin, la gestion prévisionnelle de l'emploi. Pour peu qu'on ne [redacted] méprenne [redacted] leur [redacted] peuvent rendre d'in[redacted] pour mener une *politique plus cohérente de* gestion des [redacted] humaines [redacted] l'entreprise et de préparation [redacted] qu'on nomme [redacted] ressources en main-d'œuvre disponible. Ainsi en est-il [redacted] contrats [redacted] prévisionnelles *signés par une* vingtaine [redacted] branches depuis [redacted] et qui concerneraient près [redacted] cinq millions de salariés. Bien que [redacted] ne soient [redacted] encore probants, ces [redacted] montrent [redacted] voie, [redacted] les observatoires régionaux [redacted] l'emploi [redacted] formation, issus [redacted] de plan Etat-régions, ou [redacted] observatoires des métiers, mis en place [redacted] entreprise. Par exemple, [redacted] menées [redacted] l'OFEM, qui dépend [redacted] Chambre [redacted] commerce [redacted] Paris, ont mis en évidence [redacted] besoins en personnel [redacted] maintenance dans [redacted] Hauts-de-Seine.

[redacted] il ne faut [redacted] leur[redacted] Quoi qu'on fasse, le temps [redacted] réponse [redacted] perception d'un besoin [redacted] satisfaction *en formation peut prendre plusieurs années.* Un [redacted] métier ou un nouveau diplôme [redacted] sont [redacted] reconnus immédiatement, tant par l'éducation nationale que par [redacted] Commission nationale d'homologation des titres. Et, quand bien même, la volonté [redacted] planification ne pourra jamais tenir compte des *mobilités interprofessionnelles* ou [redacted] flux réels. Toutes choses délicates à [redacted] *actuellement mal* perçues.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.



16 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

Opération spéciale

La prévision en entreprise

Inventaire ou répertoire : les métiers sont avant tout recensés

« Y a-t-il un observatoire des métiers chez vous ?
– Un observatoire des métiers... Mais qu'est-ce [redacted] c'est ? »

Symptomatique. [redacted] discussion [redacted] responsable des ressources humaines d'un grand [redacted] industriel, qui pratique pourtant la gestion prévisionnelle [redacted] emplois. Les observatoires des métiers seraient-ils [redacted] d'Arlésienne ? Non, simplement, ils semblent moins répandus qu'on pouvait l'imaginer. [redacted] ils existent sous [redacted] formes et [redacted] des appellations parfois [redacted] peu différentes. Certains ont une organisation paritaire, d'autres [redacted] essentiellement [redacted] émanation de la direction. La plupart ont [redacted] peine [redacted] année d'existence [redacted] il [redacted] bien difficile d'en tirer des conclusions.

Leurs démarches sont cependant [redacted] semblables. Ils commencent par dresser l'inventaire de [redacted] métiers [redacted] essaient de [redacted] projeter [redacted] un avenir de trois [redacted] cinq [redacted] en moyenne. Objectif : déterminer les métiers qui sont amenés [redacted] disparaître, [redacted] susceptibles d'évoluer fortement [redacted] prévoir, dans la [redacted] du possible, l'apparition de métiers [redacted] afin de permettre [redacted] entreprises [redacted] s'adapter.

Parmi les pionniers, [redacted] trouve Renault. Son observatoire central [redacted] observatoires [redacted] ont été pré[redacted] l'« accord à vivre » signé en 1989. *« Il était important de [redacted] place un dispositif paritaire [redacted] permanent*, souligne Jean-François Boudet, directeur de l'Observatoire. *Ce dispositif assure une pérennité au projet. Même si je pars, je sais que le processus continuera.* » Concrètement, une commission paritaire a [redacted] mise en place qui comprend [redacted] représen[redacted] syndicats signataires [redacted] l'« accord [redacted] vivre » (la CGT, [redacted] signataire, n'y participe pas) et [redacted] représentants [redacted] grandes directions de l'entreprise.

Actuellement, un répertoire [redacted] métiers [redacted] en cours de réalisation, direction par direction, et deux études [redacted] été [redacted] sur ceux susceptibles de forte évolution : la maintenance et les métiers du tertiaire. En vitesse de croisière, il est prévu qua[redacted] études par an. *« Nous [redacted] adopté l'approche par compétence requise »*, explique Jean-François Bou[redacted]. Les études sont prises en charge par une cellule technique qui cherche [redacted] correspondants [redacted] chaque métier. Des hommes de terrain. Le choix [redacted] études [redacted] leur [redacted] font en commission paritaire.

Côté syndical, les réactions [redacted] plutôt positives : *« Au début, [redacted] fallu prendre le temps de [redacted] mettre d'accord [redacted] les méthodes, les outils. Maintenant on va pouvoir travailler »*, [redacted] CFE-CGC [redacted] Renault. La CFDT est également optimiste, même si elle estime que la connexion [redacted] l'observatoire central et les observatoires locaux [redacted] se fait pas encore très bien. Enfin, estime-t-elle, *« l'important [redacted] de voir quelles actions [redacted] découler des études. [redacted]*



on n'en [redacted] qu'à la première phase ». [redacted] CGT ? *« Nous souhaiterions être associés [redacted] observatoires des métiers, même si nous ne [redacted] signataires des accords d'entreprise »*, dit-on [redacted] la [redacted]tion. Mais la CGT ne [redacted] méfiance [redacted] l'égard d'un outil qui pourrait [redacted] un [redacted] la *« logique générale [redacted] réduction des effectifs »*.

Chez EDF et GDF, [redacted] direction [redacted] entrepris, il y [redacted] près [redacted] trois ans, l'élaboration d'un répertoire [redacted] métiers (*le Monde* du 21 septembre 1990). Une démarche qui [redacted] à faciliter l'adéquation entre [redacted] choix stratégiques de l'entreprise et [redacted] aspirations [redacted] salariés. Un « groupe national métier » a [redacted] mis en place par la direction du personnel pour superviser les opérations et animer les équipes [redacted] terrain chargées [redacted] réaliser [redacted]. En juin 1991, [redacted] travaux [redacted] publié. *« Mais le travail n'est [redacted] terminé pour [redacted]. Les métiers continuent [redacted] évoluer. Le groupe national métier va [redacted] mise [redacted] jour permanente [redacted] répertoire »*, précise Guy Malhouitre, directeur adjoint du personnel et [redacted] relations sociales. Parallèlement, [redacted] opérations [redacted] prospective ont [redacted] engagées [redacted] moyen [redacted] (trois [redacted] cinq ans) et [redacted] long terme (cinq [redacted] dix ans), essentiellement dans le domaine commercial, devenu un [redacted] stratégique, [redacted] métiers du tertiaire, qui subissent l'impact [redacted] l'informatique. [redacted] puis, récemment, un observatoire des métiers [redacted] mis [redacted] place [redacted] la direction production-transport d'EDF, [redacted] l'occasion d'une [redacted] de structures importante de [redacted] direction. L'observatoire [redacted] été [redacted] l'accord national de juillet [redacted] décliné en accords régionaux. Un comité paritaire regroupant [redacted] représentants [redacted] direction [redacted] syndi[redacted] signataires de l'accord (CFDT, CGC, CFTC) [redacted] place. Verra-t-on [redacted] l'avenir [redacted] des [redacted] fleurir dans [redacted] différentes directions d'EDF et [redacted] GDF ? Ce n'est [redacted] impossible. *« [redacted] verra [redacted] qu'en pensent [redacted] partenaires sociaux »*, indique Guy Malhouitre.

Cent vingt familles

D'autres expériences [redacted] lieu ici ou là. L'UAP [redacted] entrepris [redacted] inventaire évolutif de [redacted] métiers. *« J'ai fait la photographie [redacted] de province sous l'angle des métiers et non plus des grades. C'était une nouveauté pour nous »*, indique Roger Gattier, responsable emploi-qualification.

L'Assistance publique (AP) [redacted] procédé, [redacted] 1988-1989, [redacted] l'analyse [redacted] quarante-trois métiers [redacted] vingt familles [redacted] métiers (hospitaliers, techniques [redacted] administratifs). Un [redacted] pilotage central [redacted] au sein [redacted] direction du per[redacted] travaux [redacted] groupes, [redacted] professionnels [redacted] métiers. [redacted] travaux ont abouti à [redacted] opérations concrètes, comme la mise [redacted] place d'une « maitrise [redacted] soins infirmiers » pour renforcer le niveau d'expertise [redacted] cadres soi[redacted]. Le comité de suivi prévu [redacted] départ n'a jamais vu le jour. Il [redacted] vrai qu'il [redacted] produit des change[redacted] dans l'équipe dirigeante. Ceci expliquant peut-être cela. Le travail effectué [redacted] cependant [redacted] perdu puisque, en 1991, lors de la révision [redacted] statuts, l'analyse [redacted] métiers a servi [redacted] base [redacted] référence [redacted] partenaires sociaux.

Assez [redacted] son expérience, Dominique Héron, qui était DRH [redacted] l'Assistance publique à l'époque [redacted] l'analyse des métiers, [redacted] poursuivre [redacted] expérience [redacted] la Compagnie générale [redacted] dont il [redacted] devenu [redacted] responsable [redacted] la mission emploi-formation. [redacted] opérations [redacted] en septembre 1990. Il [redacted] d'employer la même méthodologie. Un comité de pilotage [redacted] dizaine [redacted] régionaux [redacted] constitué. Sept métiers [redacted] ont [redacted] retenus. Une première [redacted] engagée sur [redacted] en [redacted] 1991. Une deuxième étude de métiers [redacted] été lancée. [redacted] souhaiter [redacted] en place [redacted] même [redacted] la pérennité [redacted] CGE. Rien ne [redacted] accord-cadre, dirait-on [redacted].

Catherine Leroy

Le miroir aux alouettes

L'HISTOIRE [redacted] trouve [redacted] au hit-parade des erreurs de prévisions sur l'emploi, [redacted] qu'elle [redacted] la fin des [redacted] 70. Lors de la prépara[redacted] du 8e Plan, les [redacted] de [redacted] commission sont [redacted] il y [redacted] trop de te[redacted] il faut ralentir la [redacted]tion des IUT [redacted] moins de jeunes [redacted]. Le [redacted] réalisé [redacted] une conjoncture peu favorable s'appuie sur d[redacted] projections mathématiques très élaborées... Heureusement, le minis[redacted] de l'éducation nationale [redacted] suivra pas [redacted] directives, [redacted] prenant vite qu'un paramètre important n'avait [redacted] été pris en compte : l'élévation du niveau de qualification [redacted] postes qui rendait bien évidemment impérative, et ce quelle que soit la conjoncture, la poursuite de la formation de techniciens compétents ! *« Mais*, répondent en chœur les experts, [redacted] de bonne foi, [redacted] *de plus [redacted] que la prospective ? Par définition, [redacted] source d'erreurs. Il ne [redacted] en [redacted] »*

Autre souvenir [redacted] années 70 : [redacted] diplômés qui [redacted] d'emplois dans [redacted] journaux ont alors [redacted] yeux fixés sur deux mots : pupitreur [redacted] opérateur. C'est la révélation informatique. [redacted] jeunes s'engagent en grand nombre [redacted] les fi[redacted] formation adéquates. Peu finalement [redacted] un emploi, [redacted] deux métiers [redacted] vite dépassés.

Plus près [redacted] nous, le phénomène golden boys. *« En 1985, la modification de la réglementation bancaire française multiplie [redacted] opérations [redacted] les marchés*, explique Bernard Rousselet, directeur [redacted] la formation et [redacted] l'emploi à l'Association française des banques. *Le MATIF [redacted] créé. Les banques ont un [redacted] urgent [redacted] jeunes traders. Les salaires deviennent spectaculaires pour [redacted] jeunes [redacted] vingt [redacted] vingt-cinq [redacted] finalement peu qualifiés. Les candidats affluent...* » Aujourd'hui, [redacted] marchés stabilisés [redacted] font [redacted] renouveler leurs effectifs. La fiè[redacted] golden boys [redacted] tombée.

La gestion des flux

Il y a [redacted] métiers. Comme [redacted] célèbre « technicien [redacted] surface », pour désigner [redacted] balayeur de l'an 2[redacted]. Les experts raffolent de [redacted] appellations. *« Vous [redacted] eu [redacted] grande époque des « iques »*, ironise Xavier Royer, responsable de la formation [redacted] l'Union [redacted] industries textiles, une [redacted] premières fédérations patronales à avoir réalisé [redacted] analyse prospective de ces métiers. *« Le jargon formation existe. [redacted] nous avions écouté [redacted] experts [redacted] suivi la mode, nous serions aujourd'hui une industrie textilique »*, s'amuse-t-il [redacted] dire.

Cet habillage n'est [redacted] danger. [redacted] Royer reconnaît qu'aujourd'hui c'est l'homme-qualité, l'homme-logistique qui remporte les suffrages. *« [redacted] sais [redacted]* insiste-t-il, *où cela va nous mener. J'ai l'impression que la [redacted] est [redacted] importante que [redacted] de l'informatique.* » Si l'on parle définition, la fonction logistique veille à la bonne gestion des flux : [redacted] de production, d'approvisionnements, de distribution, sans [redacted] le [redacted] centaines de milliers d'emplois nouveaux à attendre, selon le [redacted] organismes [redacted] formation [redacted]. Beaucoup moins, selon Yann Darré, chargé d'études au CEREQ (Centre d'études et [redacted] recherches sur [redacted] qualifications), qui enquête sur le sujet depuis de nombreux mois. *« Le phénomène me sem[redacted] largement surévalué. J'ai [redacted] beaucoup d'entrepôts en France. Très peu [redacted] automatisés. D'ailleurs, [redacted] n'y en a guère que [redacted] l'industrie pharmaceutique. Ailleurs, [redacted] produits [redacted] trop volumineux. J'adapte [redacted] même prudence statistique [redacted] nombre [redacted] terminaux embarqués dans [redacted] camions... »*

Exception [redacted] logistiques, fonction dont Yann [redacted] reconnaît [redacted] nouveauté, [redacted] confie à un seul homme [redacted] responsabilité [redacted] la gestion [redacted] production, d'approvisionnements, de stockage, [redacted] maintenance [redacted] transport, [redacted] appellations [redacted] bien critiquables. *« Les organismes [redacted] formation qui se spécialisent [redacted] domaine de la logistique [redacted] proposé [redacted] nationale, qui, in fine, [redacted] refusé [redacted] l'avaliser, [redacted] créer un nouveau métier : agent logistique. En [redacted] c'était [redacted]plement un nouvel habillage pour désigner un maga[redacted] un agent [redacted] magasinage. »*

[redacted] d'incertitudes, [redacted] spécialistes [redacted] l'emploi [redacted] branches prévisionnelles ou [redacted] instituts [redacted] recherches préfèrent carrément [redacted] prévision quantitative. L'INSEE ne [redacted] plus [redacted] type depuis la fin [redacted] années 70. *« Abandon[redacted] prévision quantitative*, confirme Dominique [redacted] Calan, responsable [redacted] la formation à l'UIMM. *[redacted] efforçons[redacted] revanche, [redacted] parler qualitatif. Donner une réponse statistique institutionnelle [redacted] l'or[redacted] du long [redacted] à [redacted] questions qui relèvent [redacted] du [redacted] c'est une [redacted]. La formation doit être flexible. C'est [redacted] chance. »* Une position qui se traduit notam[redacted] dans [redacted] par l'élévation du niveau [redacted] compétence dans des domaines pointus (bacs professionnels...) [redacted] qui permet de jouer une carte maîtresse pour demain qui ne souffre, elle, aucune contestation : [redacted] polyvalence.

Marie-Béatrice Baudet

L'avenir par branches

Depuis 1988, la plupart des secteurs imaginent leur évolution

SI la gestion prévisionnelle [redacted] emplois [redacted] par les [redacted]prises a été médiatisée, parfois même à [redacted] professionnelles mènent depuis quel[redacted] une démarche encore plus ambitieuse, mais beaucoup moins connue. Depuis fin [redacted], l'Etat, par l'intermédiaire de la délégation à la [redacted] professionnelle, propose en effet aux branches qui le [redacted] financer, à hauteur de 50 [redacted] de prospective spécifiques à [redacted] métiers. [redacted] condition pour [redacted] ces [redacted] d'études prévisionnelles (CEP) : les syndicats patronaux doi[redacted] accepter d'associer les représentants [redacted] salariés. La [redacted] doit donc [redacted] paritaire.

Trois ans après le [redacted] cette opération, le bilan – provisoire – apparaît positif. Depuis la signature du premier CEP avec l'Union [redacted] industries textiles en septembre 1988, dix-sept [redacted] contrats [redacted] conclus [redacted] une quinzaine sont en passe [redacted] l'être. De la puissante Union des industries métallurgiques [redacted] minières (50 [redacted] entreprises et 2 millions de salariés) [redacted] la plus [redacted] de la coopération bétail [redacted] entreprises et 17 000 salariés), 5 [redacted] de personnes sont [redacted].

Parmi les principaux employeurs, [redacted] manquent [redacted] l'appel la fonction publique [redacted] entreprises [redacted] comme [redacted] SNCF, qui [redacted] constituent pas [redacted] véritables branches, [redacted] surtout [redacted] secteur bancaire. [redacted] française [redacted] banques [redacted] mis en place un observatoire des métiers, elle ne [redacted] disposée à partager cet instrument [redacted] les syndicats.

Questions épineuses

En effet, [redacted] sont [redacted] éminemment politiques. Apportant une aide précieuse [redacted] qui souhaitent réfléchir sur l'avenir de leurs métiers, [redacted] un langage commun [redacted] syndicats professionnels, [redacted] le dialogue [redacted] l'Etat, et en particulier l'éducation nationale, mais [redacted] ils peuvent [redacted] un point de départ [redacted] d'importantes négociations entre [redacted] syndicats. *« Le [redacted] a un rôle pédagogique. Il prépare le dialogue sur des questions épineuses comme les conventions collectives ou les classifications »*, explique-t-on [redacted] la délégation à la formation professionnelle.

Difficile, dans ces [redacted], de ne pas faire de lien entre le refus symbolique du patronat bancaire de [redacted] d'un [redacted] l'incapacité [redacted] cette [redacted] à renégocier [redacted] convention collective. Contre-exemple parfait : [redacted] la grande distribution alimentaire, le contrat [redacted] prévisionnelles a précédé l'ouverture de négociations sur les classifications et sur la convention collective.

La plupart du temps, [redacted] employeurs reconnaissent [redacted] ces contrats leur ont [redacted] yeux. Xavier Royer, directeur [redacted] la formation [redacted] l'Union [redacted], se [redacted] de l'apport [redacted] CEP : *« Nous pensions privilégier [redacted] forma[redacted] ouvriers [redacted] le rapport [redacted] montré qu'une [redacted] nos faiblesses pro[redacted] fait du sous-encadrement de [redacted] secteur, [redacted] particulier [redacted] domaine commercial. »* Consé[redacted] du CEP : une pl[redacted] grande sensibilisation des entreprises autour [redacted] la formation [redacted] la [redacted] et des commerciaux, sans oublier [redacted] la clé un plan de formation de la profession *« [redacted] faciliter les évolutions ou les reconversions »*.

Autre intérêt des CEP : ils facilitent la gestion de l'incertitude. Comme l'expli[redacted] Dominique de Calan, directeur de la formation à la Fédération [redacted] la métallurgie, *« le CEP [redacted] eu [redacted] véritable [redacted] pédagogique pour tous : grâce [redacted] lui, [redacted] avons définitivement renoncé aux prévisions d'emploi pour passer à [redacted] stratégie d'élaboration de scénario »*. Le résultat a [redacted] suffisamment concluant pour que, le mois dernier, l'UIMM [redacted] d'affiner le modèle national et d'élaborer [redacted] premiers CEP régionaux. Cela n'empêche pas Dominique [redacted] Calan [redacted] réfléchir à un autre plan d'action : [redacted] d'un CEP européen !

F. Le.

L'illusion d'une prospective nationale

Un entretien avec Jacques Freyssinet

Jacques Freyssinet [redacted] directeur [redacted] l'Institut [redacted] recherches économiques [redacted] sociales (IRES) [redacted] d'un récent rapport pour [redacted] Commissariat général du Plan intitulé : « La prospective [redacted] métiers [redacted] qualifications ».

« Peut-on prévoir les emplois [redacted] demain ?

– On ne peut pas prévoir, à cinq [redacted] dix [redacted] le niveau quantitatif de l'emploi selon une nomenclature détaillée des métiers. N'oublions [redacted] que les effectifs dépendent d'abord de [redacted] situation [redacted] l'emploi global. De plus, il [redacted] des marges de flexibilité importantes dans la division du travail. Ainsi, même [redacted] l'on peut connaître par [redacted] le niveau de l'emploi, [redacted] ne dispose [redacted] méthode pertinente pour le ventiler par métiers. En matière de prévisions, on s'est longtemps contenté d'extrapoler les tendances observées. Ce système fonctionnait jusqu'en 1975, car les tendances étaient régulières.

– On [redacted] peut donc pas prévoir non plus les qualifications ?

– On connaît les tendances lourdes, comme la priorité pour les qualifications transférables, la plus grande importance accordée aux qualités d'autonomie, à la communication, à [redacted] gestion de l'imprévisible... mais il [redacted] très difficile de traduire tout cela dans une grille de métiers.

Les entreprises [redacted] deux discours : les responsables [redacted] ressources humaines raisonnent à moyen [redacted] et mettent l'accent sur l'adaptabilité, mais le supérieur hiérarchique direct [redacted] plaint [redacted] trouver les qualifications [redacted] dont il a besoin aujourd'hui. Pour répondre à [redacted] demandes, qui se situent [redacted] deux niveaux différents, il faut donc deux systèmes : un système d'enseignement technologique qui prépare [redacted] des carrières qui [redacted] marquées par diverses mutations et un système capable de s'adapter rapidement [redacted] besoins actuels. Il serait absurde [redacted] former [redacted] élèves en fonction des pénuries telles qu'elles sont constatées par [redacted] employeurs aujourd'hui.

Nous ne ferions que recommencer [redacted] erreurs commises ces vingt dernières années dans l'informatique ou ailleurs. On s'est en effet aperçu [redacted] des formations [redacted] résoudre certaines pénuries n'offraient finalement [redacted] débouché à long terme. Au contraire, la suppression de certains CAP dans la métallurgie apparaît aujourd'hui comme une erreur.

– C'est ce qui vous incite [redacted] conclure qu'en économie [redacted] marché il [redacted] inutile de vouloir prévoir précisément [redacted] qualifications nécessaires ?

– On ne peut en effet établir que des chiffrages par grands niveaux (ingénieurs, bac + 2...) ; c'est insuffisant pour guider [redacted] politiques [redacted] appareils [redacted] formation. Certains problèmes [redacted] la société [redacted] son [redacted] : pour accéder aux nou[redacted] postes, faut-il favoriser [redacted] mobilité interne ou au contraire [redacted] jeunes diplômés qui risquent de rapidement épuiser leurs possibilités de carrière, comme [redacted] techniciens ? Ce [redacted] choix plus politiques que techniques. Si [redacted] prévisionnistes doivent analyser les évolutions possibles, [redacted] choix final appartient [redacted] aux politi[redacted].

– Y a-t-il un niveau de prospective plus pertinent que d'autres ?

– Non, il n'y a [redacted] prospective [redacted] par rapport [redacted] demande d'acteurs sociaux. Or, [redacted] professionnelles, [redacted] régions ou d'autres acteurs [redacted] jaloux [redacted] leur autonomie. Il est illusoire [redacted] rêver à une prospective nationale qui fixerait l'ensemble [redacted] évolutions et qu'il suffirait de décliner géographiquement ou professionnellement. Il [redacted] mieux envisager [redacted] dialogues entre [redacted] différents niveaux.

– Les organismes [redacted] formation tiennent-ils compte des études de prospective ?

– Il y a une forte demande [redacted] termes mécaniques. Les responsables veulent savoir [redacted] il y aura d'ingénieurs chimistes en 1997, par exemple. Or [redacted] experts ne peuvent pas répondre [redacted] ce genre de question avec [redacted] précis ; [redacted] n'indiquent [redacted] tendances en fonction d'hypothèses qu'il faut exploiter.

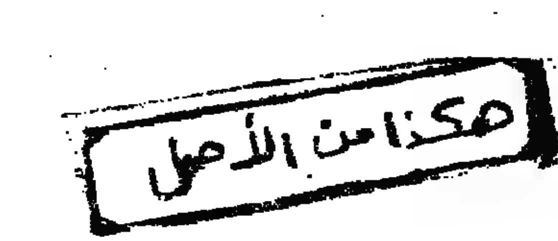
– La prospective permet[redacted] chômage ?

– *A priori* non, [redacted] le chômage [redacted] directement lié à la situation de l'emploi. [redacted] ailleurs, les individus ne vont pas [redacted] occuper [redacted] emplois disponibles. Chaque métier [redacted] image [redacted] une réalité. Il ne suffit donc pas qu'il y ait [redacted] emplois pour qu'ils soient occupés. [redacted] une image dépréciée, [redacted] déficit persistera. [redacted] à long terme le niveau [redacted] qualification [redacted] central pour la compétitivité. La qualité [redacted] la [redacted] de [redacted] Allemagne permet [redacted] porter la concurrence sur [redacted] qualité [redacted] produits plutôt que sur [redacted] prix.

– Que préconisez-vous pour améliorer la prospective en France ?

– Il [redacted] une [redacted] réflexion commune qui n'existe pas [redacted] l'heure [redacted]. Aujourd'hui, les sources d'information [redacted] dispa[redacted] alors que [redacted] nombreux organismes [redacted] besoin de données semblables. D'où l'idée de créer une structure de coopération entre l'INSEE, le CEREQ, le BIPE, l'ANPE... car il faut que [redacted] spé[redacted] travaillent ensemble pour créer [redacted] fonds [redacted]. C'est un problème éminemment politique. »

Propos recueillis par Frédéric Lemaître



Des diplômes évolutifs

L'enseignement se rapproche des compétences requises

L'ENSEIGNEMENT professionnel et technique ne fait guère parler de lui, n'ameute pas les médias. Or il bouge tous les jours, adaptant sans cesse le contenu des formations et les diplômes en fonction des évolutions technologiques et du marché de l'emploi. Un chiffre éloquent : 90 % des élèves qui passent un CAP ou un BEP se présentent à des examens qui ont moins de cinq ans d'âge. Chaque année, cinquante à soixante diplômes sont entièrement repensés et remaniés ou bien carrément créés *ex nihilo*, et quatre-vingts à cent diplômes obsolètes sont supprimés.

Benoît Bouyx est depuis 1980 secrétaire général des CPC, les commissions professionnelles consultatives. Derrière ce titre se cachent les processus de négociation des diplômes professionnels, CAP, BEP, bac technologique, bac professionnel, créé en 1986 et déjà rénové en 1990, BTS, soit des examens qui concernent 800 000 jeunes chaque année. Ces diplômes sont obligatoirement négociés avec les professionnels et chaque modification est soumise à une minutieuse concertation.

« Je reçois une centaine de demandes de créations de diplômes par an, émanant des entreprises et des branches professionnelles, explique Benoît Bouyx. *Les besoins en formation sont repérés par plusieurs institutions comme le CEREQ ou le plan. Les services d'étude des métiers sont fort actifs et également à l'écoute de ce qui remonte du terrain. »* L'ADEP, l'Agence pour le développement de la formation permanente, était également une source importante d'information jusqu'à sa récente fermeture.

Une activité intense s'exerce alors. La commission concernée – il en existe dix-sept, une par branche – définit le diplôme en utilisant un référentiel d'activité professionnelle, *c'est-à-dire en* [illegible] la demande exprimée et en essayant de prévoir sa justification à court et moyen terme. Ces instances sont très dominées par le monde économique, puisque employeurs et salariés représentent les trois quarts des sièges, le [illegible] se répartissant [illegible] pouvoirs publics, enseignants et parents d'élèves. L'étape [illegible] établir les compétences requises, plutôt [illegible] termes d'objectif [illegible] atteindre [illegible] programme proprement dit d'ailleurs. En dernier lieu, [illegible] membres de la commission délibèrent [illegible] *de l'examen.* L'ensemble du [illegible] ne doit [illegible] dépasser [illegible] année.

Lorsqu'un [illegible] *exprimé* localement, le temps minimum de [illegible] réponse [illegible] cinq ans : [illegible] année pour négocier [illegible] formation, deux années [illegible] formation proprement dite, l'année d'obligation militaire [illegible] le jeune homme [illegible] un [illegible] de [illegible] en route. *« Cela [illegible] d'éviter [illegible] effets [illegible] qui [illegible] conséquence d'une réponse trop immédiate,* affirme Benoît Bouyx. [illegible] *de l'éducation nationale n'est pas de créer* [illegible] *mesure un diplôme en quinze jours, qui* [illegible] *dépassé en quelques années. Elle n'est* [illegible] *non plus* [illegible] *fournir* [illegible] *l'entreprise* [illegible] *jeunes immédiatement opérationnels. »*

D'où le succès [illegible] professionnels, dont [illegible] entreprises s'arrachent [illegible] titulaires, [illegible] que les [illegible] le terrain [illegible] sont sérieu[illegible] organisés et [illegible] dans la notation du diplôme final. [illegible] plesse [illegible] la capacité d'adaptation du système se mesurent [illegible] l'incessante évolution des formations. [illegible] soixante-seize [illegible] d'il y a huit [illegible] n'en subsiste que trente-cinq, et ce *ne sont* [illegible] *forcément* [illegible] *mêmes.* [illegible] cent quinze diplômes techniques et professionnels, on n'en compte plus que six cent trente. [illegible] d'en supprimer un, pourtant, [illegible] commissions [illegible] fois, car [illegible] risque [illegible] simplement [illegible] la profession [illegible]pondante.

D'autres [illegible] consultatives existent pour l'enseignement supérieur. Les [illegible] (commissions professionnelles nationales) surveillent [illegible] jour [illegible] IUT. Au sommet, une commission [illegible] titres d'ingénieurs veille [illegible] l'harmonisation [illegible] ceux-ci [illegible] prises. Pour relier encore plus étroi[illegible] exigences [illegible] la vie économique [illegible] ses réalités [illegible] qualité [illegible] formations [illegible] qualifications, pour améliorer également [illegible] sur le [illegible] l'emploi, une commission nationale éducation-profession a [illegible] créée le 6 janvier 1992. Lionel Jospin et Jacques Guyard ont trouvé un consensus chez les partenaires sociaux aussi bien que dans les professions.

L. D.

Les réponses de l'école

Jacques Guyard, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, détaille ici les réponses que peut apporter l'éducation nationale.

« Comment la lourdeur de l'Education nationale peut-elle répondre aux besoins à court terme de l'entreprise?

– Nous vivons tous les jours avec cette contradiction. Les bacs professionnels ont été créés pour cela. Notre objectif est de passer de nos 40 000 bacheliers professionnels par an à 300 000. Grâce à eux, le temps de réponse est réduit de dix à quinze ans environ à quatre ou cinq ans. L'enseignement technique a acquis des réflexes de plus en plus rapides.

» Par ailleurs, pour des besoins spécifiques, nous avons créé des formations complémentaires d'initiatives locales qui adaptent un diplôme existant à un exercice particulier du métier. Douze mille jeunes ont été concernés en 1990-1991. C'est la preuve qu'une grosse machine peut et doit traiter les petits nombres.

– D'un côté, on voit des jeunes demandeurs d'emploi. D'un autre, les entreprises déplorent la pénurie. Pouvez-vous résoudre ce paradoxe?

– Vous soulevez un problème [illegible] de l'orientation. L'image [illegible] que les jeunes [illegible] d'y [illegible] se dirigent [illegible] tertiaire. En outre, nous [illegible] une période démographique de [illegible] d'ef[illegible] jeunes [illegible] quinze [illegible], c'est-à-dire [illegible] qui ont l'âge [illegible] l'orientation. 719 000 [illegible] en 1976, il n'y en a jamais [illegible] peu! La conjonction des deux phénomènes nous fait perdre 30 000 emplois par an. [illegible] problème difficile, c'est [illegible] des filles. [illegible] à s'engouffrer [illegible] G qui débouchent sur le [illegible] de présenter [illegible] F qui proposent infiniment plus [illegible] »

Propos recueillis par Liliane Delwasse

La Sécu se rénove

Les tâches y sont bouleversées

RECOUVREMENT [illegible] cotisations, [illegible] prestations : [illegible] deux [illegible] principales dévolues, depuis quarante-cinq ans, aux cent quatre-vingt mille [illegible] la [illegible] sociale [illegible] bientôt être dépoussiérées. Ces deux missions constitueront toujours, bien sûr, le socle [illegible] protection sociale française. [illegible] l'évolution [illegible] technologies, l'insatisfaction grandissante des personnels, prisonniers d'une organisation par trop taylorienne du travail, la nécessaire diminution [illegible] coûts de fonctionnement, l'ambition affichée par les différentes [illegible] mieux s'in[illegible] dans leur environnement *extérieur : tous* [illegible] éléments ont, depuis [illegible] *milieu des* années 80, incité les [illegible]ponsables [illegible] la Sécurité sociale [illegible] se *pencher* [illegible] l'évolution [illegible] métiers [illegible] leurs agents. L'informatisation progressive [illegible] a permis [illegible] dégager d'importants gains [illegible] productivité [illegible] ce qui [illegible] la saisie [illegible] informations [illegible] la liquidation des prestations. Le temps rendu disponible devrait, [illegible] moyen terme, [illegible] mis au service [illegible] priorités [illegible] chaque caisse. Ainsi, [illegible] Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), réfléchit-on [illegible] moyens d'associer [illegible] anciens liquidateurs [illegible] la maîtrise [illegible] dépenses [illegible] santé. « [illegible] *souhaitons transfor*[illegible] *ces techniciens en vigies* [illegible] *la gestion des risques en leur faisant effectuer des contrôles sur* [illegible] *flux* [illegible] *ces dépenses »*, explique Yves Nithard, directeur général [illegible] la [illegible] primaire centrale [illegible] Lyon et responsable, sur [illegible] terrain, de ce dossier.

Statisticiens, économistes de la santé, bureauticiens chargés d'élaborer [illegible] plans d'informatique locaux, technico-commerciaux responsables de [illegible] et [illegible] la maintenance [illegible] outils [illegible] professions [illegible] santé : [illegible] quelques-unes des [illegible] explorées par la quinzaine [illegible] primaires pilotes.

A la Caisse [illegible] des allocations familiales (CNAF) comme [illegible] la Caisse d'assurance-vieillesse (CNAV), on se préoccupe [illegible] plus en plus de la qualité du service rendu [illegible] leurs *« clients ». « Nous voulons développer* [illegible] *service* [illegible] *»*, affirme Jean-Marc Le Gall, à la CNAV. Qu'ils [illegible] chargés de suivre l'évolution [illegible] la carrière [illegible] salariés, [illegible] vérifier les droits acquis [illegible] le [illegible] pensions [illegible] d'informer les retraités des opportunités [illegible] l'action sociale, les techniciens de la CNAV doivent devenir de véritables *« praticiens du droit »* [illegible] mieux répondre aux besoins de [illegible] clients.

Responsable [illegible] recouvrement [illegible] cotisations, l'URSSAF [illegible] aussi [illegible] s'ouvrir [illegible] « clientèle ». Soucieux de [illegible] image coercitive, [illegible] organisme [illegible] ainsi établir des [illegible] directs [illegible] cotisants [illegible] faute afin de mieux apprécier les raisons pour lesquelles ceux-ci n'ont [illegible] rempli leurs obligations. Testée auprès des artisans et [illegible] PME, [illegible] plus efficace que la mise en [illegible] puisque le [illegible] vrement s'est amélioré.

L'ensemble [illegible] ces mutations professionnelles [illegible] freinées [illegible] blocages [illegible] au [illegible] ces agents [illegible] l'archaïsme [illegible] actuelles [illegible] gestion prévisionnelle des emplois. C'est pourquoi l'Union [illegible] caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), qui a vocation [illegible] négocier avec les organisations syndi[illegible] nouvelles règles du jeu, est en train de [illegible] l'actuelle grille de [illegible] *base d'un nouveau répertoire des* [illegible] négociations [illegible] la formation continue devraient, [illegible] plus, s'ouvrir [illegible] la fin [illegible] premier trimestre. De leur côté, [illegible] plan[illegible] sur les [illegible] tion [illegible] des compétences des [illegible] en place et [illegible] la [illegible] en [illegible] de [illegible] adaptés.

Reste que [illegible] révolution interne [illegible] coût. C'est pourquoi le rythme de ces mutations dépendra [illegible] tout des moyens [illegible] pouvoirs publics accepteront de dégager.

V. D.

La certitude d'un avenir

Certains choix s'appuient sur des perspectives à court terme

PROFESSEUR de prospective au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Michel Godet a été séduit par les maisons familiales rurales (MFR). Depuis sa rencontre avec cette manière originale de former et de préparer à un emploi, il ne cesse de s'en faire le chantre en chaque occasion. Cela lui a même donné une idée : *« Pourquoi ne pas créer,* [illegible] *l'identique, des Maisons familiales urbaines?* se demande-t-il. *On pourrait ainsi redonner corps à des projets collectifs qui font* [illegible] *cruellement défaut aux banlieues. »*

A priori, les origines discrètes des maisons familiales ne justifieraient pas un [illegible] engouement si leur [illegible] ne correspondait [illegible] finalement à des [illegible] d'aujourd'hui. [illegible] à Lauzun (Lot-et-Garonne), [illegible] l'initiative de familles d'agriculteurs qui voulaient trouver sur place une solution plus adaptée à la formation et à l'éducation de [illegible] enfants en pleine période d'exode rural, [illegible] MFR [illegible] aussitôt opté pour une pédagogie active et, bien que le terme ne soit pas revendiqué, « cogérée ».

Parce qu'il s'agit de prendre en main son avenir, une association de parents se crée qui achète un bâtiment destiné à l'enseignement et à l'internat. Elle recrute des formateurs, participe à l'enseignement et regroupe des professionnels, maîtres de stage. Tout de suite fondée sur les principes de l'alternance, l'acquisition des connaissances se coordonne autour de séquences de formation générale ou professionnelle et de séjours à la ferme ou dans l'entreprise, qui n'est pas toujours celle de la famille.

Débouchés sur l'emploi

Longtemps confidentiel, et surtout implanté dans l'ouest de la France, le mouvement va se développer, à l'abri du ministère de l'agriculture – pas toujours favorable à cette organisation spontanée, – au point de représenter 30 % de la formation agricole. En 1984, *via* l'éducation nationale, une convention sera passée avec l'Etat. Accueillant des jeunes de 14 [illegible] ans, et des adultes en formation continue, les maisons familiales rurales préparent maintenant à tous les examens, du BEP (39 [illegible] bac professionnel (19 [illegible] et jusqu'au BTS (4 %).

[illegible] le temps, les moyens se sont renforcés, qui comprennent des [illegible] formation d'apprentis (CFA) et des centres de formation plus importants. Actuellement, Jean-Claude Daigney, directeur [illegible] l'Union nationale des maisons fami[illegible] rurales, estime [illegible] associations fonctionnent [illegible] unités de [illegible] qui [illegible] 30 000 jeunes [illegible] 10 000 adultes ou apprentis préparés à une centaine de qualifications.

D'exclusivement agricole [illegible] ses débuts, l'objet des MFR [illegible] également élargi au [illegible] rural dans [illegible] composantes. [illegible] apprend [illegible] l'agroalimentaire, [illegible] tourisme, de l'aménagement de l'espace, [illegible] et du commerce [illegible] services, en [illegible] de l'évolution des [illegible] la modernisation [illegible] leurs activités. C'est d'ailleurs ce qui fait le mérite de [illegible] formule, aux yeux [illegible] professeur Godet et des responsables des MFR, [illegible] *militants* [illegible] *décidés* [illegible] acteurs responsables d'un développement économique.

Quand elle naît, une association correspond à un besoin identifié, à une volonté d'agir sur son environnement, et s'appuie sur [illegible] d'emploi, garantie par le milieu d'implantation. D'où [illegible] d'intégration dans [illegible] activité professionnelle qui en [illegible] succès. *« La* [illegible] *très flexible,* expliquent ses promoteurs. *Une* [illegible] *apparaît* [illegible] *fonction* [illegible] *parents mais elle peut aussi disparaître... ou* [illegible] *déplacer. »* Ainsi, les [illegible] 000 formateurs, qui [illegible] sont pas [illegible] professionnels, sont [illegible] chés par *« la base »*, et le tout fonctionne [illegible] *réseau »*.

Bien sûr, [illegible] *système pourrait* s'appliquer [illegible] d'autres lieux. D'ailleurs, les MFR ont [illegible] à l'étranger, [illegible] l'on compte 300 associations, en Italie, en Espagne, [illegible] Amérique latine [illegible] en Afrique, inspirées [illegible] français.

A. Le.

La loupe locale

Les régions commencent à réaliser des projections

LE diagnostic précède la prospective. C'est [illegible] cas la méthode de travail des observatoires régionaux de l'emploi et de la formation (OREF) prévus par le contrat de plan Etat-région (Xᵉ Plan). Officiellement créés en décembre 1988, les OREF ont chacun leur organisation et sont animés par l'organisme qui, le premier, s'est occupé de leur mise en place. Du coup, ils sont hébergés par le conseil régional, la direction régionale du travail ou encore la chambre régionale de commerce et d'industrie. Tous n'en sont pas arrivés au même point : sur les 22 régions, 7 seulement se sont lancées dans la prospective, alors que les autres en sont encore à l'examen de la situation de la région. *« C'est l'exercice le plus risqué, d'autant que les méthodes ne sont pas vraiment rodées »*, commente Elizabeth Pascaud, animatrice du réseau des OREF, et qui vient de publier un petit rapport de 20 pages intitulé *« Observatoires régionaux : une démarche prospective, comment et pourquoi ? »*.

Il semble que les OREF ont tous commencé par une analyse de l'évolution des schémas régionaux de formation. Ensuite, quelques-uns se sont mis à éplucher par zones, bassins d'emploi et familles professionnelles les évolutions d'offres, de demandes d'emplois, d'embauches. [illegible] ainsi que la direction régionale du travail a procédé pour ses [illegible] bassins d'emploi. *« Nous allons maintenant mettre à jour cet outil en y intégrant les entreprises de 10 à 49 personnes. Il a pour vocation* [illegible] *les gens à une réflexion sur le fonctionnement du marché local »*, commente Louis Popille, directeur régional du travail et de l'emploi. Ce travail de diagnostic permet des découvertes : les responsables du Nord-Pas-de-Calais ont ainsi constaté qu'il peut y avoir des pénuries de main-d'œuvre dans des [illegible] classiques [illegible] en réduction d'effectifs, comme ceux de tourneur ou fraiseur.

Dans la région Centre, [illegible] assez semblable : *« Notre observatoire gère* [illegible] *banque* [illegible] *données de ressources humaines qui regroupe des informations* [illegible] *80 familles professionnelles,* précise Roxan Capmartin, [illegible] régional du travail. [illegible] *la coordi*[illegible] *et* [illegible] *suivi* [illegible] *observatoires locaux.* » La région Centre devrait prochainement passer [illegible] la [illegible] étape et mettre en place une cellule prospective.

Les régions Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais se sont déjà essayées à cet exercice. La première a publié un document intitulé : « Emploi et recrutement en région Rhône-Alpes, projections à l'an 2000 », fondé sur [illegible] projections [illegible] dix ans par secteur d'activité, qualifications [illegible] profession, [illegible] une partie [illegible] notamment consacrée [illegible] l'avenir du recrutement [illegible] jeunes. [illegible] prospective qualitative qui devrait porter sur *« le* [illegible] *des emplois et* [illegible] *compé*[illegible] *requises »* est en préparation.

Outre [illegible] études qui [illegible] stagiaires qui participent [illegible] des opérations [illegible] formation ou [illegible] devenir [illegible] trois premières générations [illegible] professionnels, l'OREF du [illegible]-de-Calais [illegible] opérations d'anticipation [illegible] l'évolution d'un certain nombre de [illegible] les cinq ans à venir. *« La limite de notre travail, c'est le système productif, qui ne* [illegible] *pas prévoir* [illegible] *cinq ans,* explique Gaby Meganck, directeur [illegible] l'OREF du Nord-Pas-de-Calais. *Il y a une grande frilosité* [illegible] *employeurs,* [illegible] *refusent de plus* [illegible] *plus de s'engager quantitativement,* [illegible] *cause des impacts d'une conjoncture de plus en plus imprévisible. »*

Ce type de [illegible] conduit Eli[illegible] Pascaud [illegible] conclusion : *« L'attente du* [illegible] *chiffre* [illegible] *prévision paraît aujourd'hui illusoire, et il* [illegible] *plus* [illegible] *proposer des repères pour l'action. C'est dans cette voie* [illegible] *les observatoires* [illegible] *entrepris* [illegible] *travailler. »*

F. Ch.

TRIBUNE

La mobilité européenne

par Michel Rousselot

L'EUROPE a beaucoup progressé ces dernières années. Les frontières intérieures doivent symboliquement disparaître [redacted] 31 décembre 1992, dans [redacted] peine plus d'un an, et l'on s'y [redacted] préparé dans [redacted] nombreux domaines. Est-ce à dire que chacun [redacted] sent chez lui dans n'importe quel autre [redacted] de la Communauté ? La réponse [redacted] pas [redacted] soi, [redacted] que l'enjeu est d'importance.

[redacted] fait, les Européens sont [redacted] prêts à vivre [redacted] travailler [redacted] un [redacted] de [redacted] Communauté. Une enquête que nous [redacted] fait réaliser récemment par l'institut [redacted] auprès [redacted] cadres, tant [redacted] privé que du [redacted] public, dans cinq [redacted] (Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, France, Italie) mon[redacted] une situation contrastée où apparaît [redacted] étonnante disponibilité. [redacted] seulement 16 % [redacted] cadres allemands [redacted] prêts [redacted] travailler dans un autre [redacted] Communauté, les Britanniques, [redacted] 25 [redacted] Espagnols, [redacted] 30 %, [redacted] déjà [redacted] casaniers, [redacted] c'est près de [redacted] Français (46 [redacted] une forte majorité d'Italiens (65 %) qui [redacted] prêts [redacted] partir.

[redacted] enquête révèle [redacted] même temps *que* [redacted] *obstacles* [redacted] *nombreux. Partout* (sauf [redacted] Allemagne), la mauvaise connais[redacted] langues [redacted] en premier. Immédiatement après, la difficulté [redacted] plus fréquemment évoquée [redacted] l'insuffisante équivalence ou reconnaissance [redacted] diplômes [redacted] qualifications (en tête en Allemagne). Le manque d'information [redacted] le marché du travail vient ensuite, puis [redacted] craintes pour l'éducation [redacted] enfants (surtout en Grande-Bretagne), [redacted] inquiétudes pour l'emploi du conjoint (principalement en France), [redacted] insuffisances en matière [redacted] protection sociale, de régime de retraite...

[redacted] craintes [redacted] effet [redacted]. Prenons trois exemples :

– [redacted] *directives ont* [redacted] *adoptées pour* [redacted] mutuelle des diplômes, mais elles [redacted] concernent que les professions régle[redacted] et s'inscrivent dans une logique de droit [redacted] d'exercice qui [redacted] principalement les professions [redacted] n'a été défini pour [redacted] la [redacted] des qualifications [redacted] diplômes de niveau supérieur dont [redacted] pourtant besoin [redacted] les indivi[redacted] que [redacted] entreprises.

– Des mesures ont [redacted] prises pour que les régimes de base de [redacted] sociale ne s'opposent [redacted] à la mobilité, [redacted] régimes complémentaires, [redacted] retraite notamment (il [redacted] vrai, nombreux et complexes), constituent [redacted] véritables [redacted]. Un [redacted] allemand, par exemple, risque fort [redacted] perdre [redacted] s'il quitte son entreprise avant d'y avoir [redacted] pendant cinq [redacted] dix [redacted].

– Des efforts d'information [redacted] été engagés par [redacted] Communautés européennes, mais [redacted] restent très insuffisants. Où [redacted] comment peut-on [redacted] renseigner sur le [redacted] travail des [redacted] nombreux aspects qui constituent [redacted] environnement [redacted] Un sys[redacted] d'échange d'offres d'emplois avait [redacted] prévu, il n'a jamais réellement fonctionné.

La persistance [redacted] difficultés, de [redacted] obstacles, n'est [redacted] hasard. La [redacted]plexité [redacted] problèmes n'est [redacted] excuse. On [redacted] privilégié la libre circulation [redacted] capitaux et [redacted] par rapport à celle [redacted] hommes [redacted] femmes. L'Europe sociale, [redacted] plus exactement, l'Europe [redacted] citoyens, [redacted] en [redacted] sur l'Europe [redacted] capitaux. Et [redacted] retard [redacted] directement la vie économique, tant l'économique [redacted] le social sont étroitement liés.

C'EST pour surmonter [redacted] que [redacted] Comité [redacted] cadres Euro-Fiet [redacted] réuni [redacted] Bruxelles, [redacted] 27 novembre 1991, [redacted] séminaire [redacted] travail consacré [redacted] mobilité. C'est l'occasion, [redacted] partir [redacted] expériences [redacted] participants, de [redacted] le point avec [redacted] responsables des institutions communautaires (Parlement, Comité économique [redacted] social, Commission...), avec [redacted] représentants syndicaux et patronaux pour préparer [redacted] propositions de solutions.

Avec le [redacted] syndical européen, [redacted] *voulons* [redacted] *la* [redacted] *puisse* [redacted] librement [redacted] et ne [redacted] donc pas imposée par les entreprises ou par [redacted] nécessité d'aller [redacted] un autre pays pour [redacted] un travail. Avec le marché unique, on prévoit une aug[redacted] de la [redacted] sera différente des migrations précédentes, qui [redacted] souvent le fait de personnes peu ou pas quali[redacted] du Sud allant chercher un emploi au Nord et s'y établissant, mais prendra la forme de séjours épisodiques et [redacted] disposant de [redacted] qualifications.

VOULOIR que la mobilité puisse être librement [redacted] des conditions favorables. Des mesures [redacted] lever, [redacted] les divers domaines, [redacted] obstacles à la [redacted] circulation [redacted] personnes. Certaines se situent au niveau [redacted] entreprises [redacted] constituent un champ important [redacted] la négociation [redacted]. Mais cela ne [redacted] suffire : [redacted] particulier lorsque [redacted] deux conjoints travaillent, si l'un est envoyé dans un autre pays à l'initiative [redacted] son employeur, ce n'est [redacted] obligatoirement [redacted] pour l'autre. [redacted] législatives européennes [redacted] également indispensables. Il faut [redacted] réelle reconnaissance mutuelle [redacted] diplômes [redacted] des qualifications, une continuité [redacted] garanties sociales, [redacted] compris pour les régimes complémentaires, [redacted] transparence [redacted] du travail...

[redacted] mesures dans ce [redacted] *urgentes si* [redacted] *voulons construire une* Europe qui ne se limite pas à un grand mar[redacted] plus [redacted] moins déréglementé mais qui [redacted] des échanges [redacted] expériences [redacted]. S'il n'en [redacted] pas ainsi, l'avenir [redacted] l'Europe [redacted] menacé.

Leurs responsabilités dans les entreprises, leur [redacted] conduisent plus de [redacted] cadres européens [redacted] un ren[redacted] de la [redacted] européenne. Ils [redacted]

« Nous [redacted] *coalisons* [redacted] *Etats,* [redacted] *unissons* [redacted] *hommes »*, disait [redacted] Jean [redacted]net. A moins d'un an du 31 décembre 1992, [redacted] juste après la [redacted] de Maastricht, peut-on [redacted] de cette [redacted] ?

► Michel [redacted] est président du [redacted] des [redacted] Euro-Fiet, qui regroupe au plan européen les organisations [redacted] de cadres. L'UCC-CFDT et l'UCI-FO [redacted] sont membres pour [redacted] France.

STAGES

[redacted] service des offres de stages [redacted] désormais [redacted] en tapant directement 3615 LEMONDE.

[redacted] personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en [redacted]phonant au (1) 49-08-99-99.

[redacted] entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

GESTION

Lieu : Plaisir. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Ecole de commerce, gestion. Mission : sous la responsabilité d'un chef de rayon, prendre [redacted] responsabi[redacted] d'un sous-rayon : implantation, [redacted] suivi. 11799.

Lieu : Suresnes. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : [redacted] définir. Profil : bac + 2/3 mini. Ecole de commerce, maîtrise de gestion. Mission : mise en place d'un tableau de bord pour le suivi de charges d'exploitation [redacted] l'aide d'un outil micro-informatique. 11774.

Lieu : [redacted] Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3 mini. Ecole de commerce, maîtrise de gestion. [redacted] : [redacted] place d'un tableau [redacted] mensuel sur la qualité des stocks. 11775.

COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 semaines. Ind. : gratifica[redacted]. Profil : bac + 2, BTS comptabilité. [redacted] : Comptabilité [redacted] seurs clients. 12742.

[redacted] : Boulogne-Billancourt. [redacted] : juillet. [redacted] : 3 [redacted] : [redacted] définir. Profil : bac + 2, Ecole de commerce ou équivalent, connaissance du Framework. Mission : révision du manuel *utilisateur des écritures comptables* dans le secteur industriel. 12738.

Lieu : Boulogne-Billancourt. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Ecole de commerce. Mission : mission opérationnelle de crédit/recouvrement. 12724.

Lieu : [redacted] : [redacted] *Durée :* [redacted] Ind. : 6 200F. Profil : bac [redacted] 2, comptabilité-gestion. Mission : au [redacted] la division [redacted]cière, tâches administratives liées à la préparation de la déclarat[redacted] DADS 2 (honoraires et courtages). 12703.

PERSONNEL

Lieu : Fontenay-Sous-Bois. Date : mars. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2., gestion des ressources [redacted] Mission : en collaboration avec le RRH et l'ensemble des chefs [redacted] organisation [redacted] l'embauche des intérims vacances [redacted] 13687.

MARKETING

Lieu : [redacted] Date : immédiat. Durée : 1 [redacted] Ind. : à [redacted]nir. Profil : bac, vente. Mission : promotions, vente d'un lieu à destination des entreprises [redacted] de communication. 14298.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. [redacted] : Immédiat. [redacted] : [redacted] Ind. : fixe + %. Profil : bac + 2/3, commerce, vente. Mission : téléacteurs pour prospection téléphonique. 14291.

Lieu : [redacted] Date : [redacted] Durée : [redacted] Ind. : [redacted] + %. Profil : [redacted] + [redacted] commerce. [redacted] de [redacted] aux entreprises. [redacted]

COMMERCE INTERNATIONAL

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 semaines. Ind. : gratification. Profil : bac + 2, BTS tourisme, anglais. Mission : étude sur le plan local ; passager et fret. 15774.

VENTE

Lieu : Lyon. Date : 10 février. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, commerce, marketing, communication, véhicule [redacted]pensable. Mission : commercial expérimenté, pour [redacted] conseiller [redacted] 16160.

Lieu : R. P. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : commissions. Profil : Bac, informatique de base. Mission : commercial, vente de micro-ordinateurs, logiciels. 16152.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, communication, marketing, relations publiques. Mission : étude sur les clubs : fonctionnement, bilan des aides financières à la création d'entreprises, mode de création. 18937.

Lieu : Paris. Date : mars. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, communication. Mission : étude des dossiers relatifs à la commercialisation et à l'éducation, aux droits de l'homme et à ceux de l'enfant. 18936.

Lieu : Paris. Date : mars. Durée : 2/4 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2, langues appréciées, TTX, aptitudes rédactionnelles, connaissance de la vie musicale. Mission : plusieurs assistants pour la coordination de la Fête de la Musique ; préparation du [redacted] presse... 18935.

PUBLICITÉ

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : février. Durée : 1 mois mini. Ind. : 1 300 F à 2 000 F. Profil : bac + 2/3, école de communication, marketing, publicité. Mission : assistanat de chef publicité. 19678.

BIOTECHNOLOGIES

Lieu : Delft (Hollande). Date : immédiat. Durée : 6 mois mini. Ind. : 3 000 florins (9 000 F net). Profil : bac + 6/7, doctorat en chimie, spectrométrie de masse ou géochimie, chimie organique. Mission : travaux de recherche dans le cadre d'un programme franco-hollandais. 21556.

TECHNOLOGIE

Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : 6 mois mini. Ind. : [redacted] Profil : bac [redacted] 3/5, technique, automatisme, engineering. Mission : études et [redacted]lisation de [redacted] lignes de palettisation automatique pour bouteilles PET. 22573.

DROIT

Lieu : Clichy. Date : [redacted] Durée : 100 h. Ind. : [redacted] F/h pour 100 h. [redacted] bac +2/3, droit, droit du transport. [redacted] : [redacted] juridique pour apprendre [redacted] utili[redacted] les [redacted] juridiques [redacted]

Lieu : Clichy. Date : immédiat. Durée : 100 h. Ind. : 150 F/h. Profil : *bac + 4/5, droit, maîtrise de droit du* transport. [redacted] : agent [redacted] 23606.

SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 6 500 F. Profil : bac + 1/2, secrétariat, Word 4, relations publiques. Missions : animer un réseau de créateurs. 24038.

Lieu : Aix-en-Provence. Date : [redacted] Durée : 2 mois. [redacted] : 2 800 F. Profil : [redacted] + 2, BTS, anglais apprécié, [redacted] de la région PACA. Mission : tâches de secrétariat bureautique, réception téléphonique, mise en forme de dos[redacted] 24035.

Lieu : [redacted] *Date :* [redacted] : 1 semaine. Ind. : 1 300 F. Profil : bac. Mission : [redacted] de [redacted] divers : photocopies, mise sous plis, expédition. 24034.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 semaines. Ind. : gratification. Profil : [redacted] + 2, bureautique. Mission : secrétariat. 24022.

Lieu : St-Maur-des-Fossés. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2, Word sous Windows, anglais. Mission : secrétariat. 24995.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F mini. Profil : bac + 2, secrétariat, bureautique, goût pour l'informatique. Mission : au sein du département ressources humaines, [redacted] *administratives* [redacted] 24963.

AUTRE

Paris + étranger. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, tourisme et relations publiques, bilingue anglais, expérience touristique. Mission : coordinateur dans une agence de voyages, clientèle américaine, accompagner des groupes en [redacted] et en Europe. 25193.

ÉCHOS

Emploi des cadres : forte baisse en 1991

■ [redacted] de décembre, il [redacted] possible [redacted] de l'emploi [redacted] pour 1991, [redacted] qu'elle ressort [redacted] l'indicateur utilisé [redacted] l'Association pour l'emploi [redacted] (APEC), [redacted] à partir [redacted] proposées par [redacted]. [redacted] l'ensemble de l'année, 58 [redacted] offerts, [redacted] 91 [redacted] l'an passé, [redacted] 36 % [redacted] moins. La baisse, [redacted] fin du [redacted] 1990, [redacted] qui [redacted] s'arrêter [redacted] un palier, [redacted] mars [redacted] septembre 1991, s'est [redacted] En décembre, avec 2 [redacted] propositions seulement, [redacted] également de [redacted] %, annonçant une aggravation [redacted] situation.

[redacted] grandes catégories [redacted] fonctions sont particulièrement [redacted] : [redacted] recherches-projets, l'informatique, [redacted] production-fabrication-chantiers et [redacted] fonction personnel. L'APEC [redacted] *que c'est* [redacted] *plus* [redacted] sur [redacted] gros [redacted] d'offres, [redacted] qui font [redacted] la tendance, qu'ont [redacted] enregistrés les pourcentages de baisse les plus forts, à savoir les études scientifiques et techniques (49 %), l'informatique [redacted] technique (48 %), [redacted] de [redacted] (47 %), les systèmes réseaux (44 %), [redacted] (40 %), [redacted] ventes (39 %), l'informatique de gestion [redacted] %) et la comptabilité (37 %).

Inffo-flash sur la formation professionnelle

■ Le [redacted] Inffo vient d'éditer un numéro spécial Inffo-flash consacré [redacted] loi du 31 décembre [redacted] sur la formation professionnelle. En [redacted] pages, ce numéro [redacted] un [redacted] et précis des [redacted] dispositions. Un outil [redacted] pour les entreprises, les *organisations professionnelles,* [redacted] organismes [redacted] formation [redacted] élus. [redacted] le [redacted] Inffo organisera une première journée d'information dans ses locaux, [redacted] 4 [redacted] prochain.

► [redacted] Inffo, Tour Europe, [redacted] 07, 92049 Paris-[redacted]

Rectificatif

■ [redacted] à ce qui a [redacted] indiqué («le Monde [redacted]» du 15 janvier), Xavier Gizard n'est pas consultant du cabinet TEN, [redacted] développement au [redacted] du groupe Quaternaire. Il [redacted] tant que [redacted] dans [redacted] cadre du colloque sur [redacted] chômage [redacted] longue durée, organisé notamment par le cabinet TEN.

مكان الأصل

Banques - Assurances

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CRÉDIT AGRICOLE CONFIRME [redacted] DYNAMIQUE DE SUCCÈS ET SON AMBITION DE GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN [redacted] VOCATION MONDIALE

85 CAISSES RÉGION[redacted]LE[redacted]EADERS DANS LEUR RÉGION

9 400 POINTS DE VENTE
74 500 SALARIÉS
20 IMPLANTATIONS DANS LE MONDE

TOUS LES MÉTIERS DE LA BANQUE ET DE L'ASSURAN[redacted]E POUR VALORISER VOS COMPÉTENCES DANS VOTRE RÉ[redacted], EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER, [redacted] TRAVERS UNE DYNAMIQUE DE CARRIÈRE AU SEIN DE LA PREMIÈRE BANQUE MONDIALE NON JAPONAISE, PREMIÈRE BANQUE EUROPÉENNE

RESPONSABLE MARCHÉ [redacted] AGRICULTEURS — CHARTRES

Dans le cadre [redacted] organisation [redacted] marché, [redacted] forçons notre Direction [redacted] des Professionnels. Vous interviendrez [redacted] marché [redacted] agriculteurs [redacted] développer [redacted] crédits, [redacted] services.

Garant [redacted] du risque [redacted] la [redacted] financière [redacted] opérations, [redacted] fonctions [redacted] marketing opérationnel, communication [redacted] animation commerciale. [redacted] formation supérieure [redacted] + 4/5 *(Economie, Gestion [redacted] Commerce)*, [redacted] *expé*rience [redacted] connaissez bien [redacted] tissu économique agricole.

[redacted] négociateur, passionné [redacted] relations commerciales, [redacted] dynamique [redacted] motivé [redacted] le management d'une équipe. La [redacted] fonction [redacted] réelles perspectives [redacted] de [redacted].

[redacted] d'adresser votre [redacted] (lettre manuscrite [redacted] indiquant [redacted] personnelles, CV [redacted] photo) [redacted] : [redacted] Perche Direction [redacted] Ressources Humaines - 1, [redacted] Daniel Boutet - BP 69 [redacted] CHARTRES Cedex.

CHARGÉ D'AFFAIRES PME-PMI — CAEN

[redacted] *formation supérieure* [redacted] + 4, [redacted] *première expérience* [redacted] ou financière, [redacted] serez responsable du développement commercial d'une clientèle PME-PMI.

[redacted] choix d'une stratégie [redacted] para-[redacted] adaptée [redacted] besoins, [redacted] ayant le souci de la maîtrise [redacted] risques. Votre mission implique naturellement [redacted] promotion [redacted] produits [redacted] services [redacted] l'étude des dossiers [redacted] financement.

[redacted] fréquents déplacements [redacted] à prévoir [redacted] le département du Calvados.

[redacted] d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence CA/LM au Crédit agricole du Calvados Direction des Ressources Humaines - 15, esplanade Brillaud de Laujardière - [redacted] CAEN Cedex.

OPÉRATEUR FRONT OFFICE SENIOR — LOIRET

Au [redacted] de [redacted] SALLE des [redacted] de la [redacted] Régionale, vous [redacted] opérations [redacted] notre [redacted] (CDN, [redacted] produits [redacted] couverture).

[redacted] permettra [redacted] prendre en charge la mission suivante : • développer les relations commerciales auprès [redacted] clientèle, •gérer [redacted] suivre [redacted] portefeuille *placé [redacted] les [redacted] marchés, • traiter les opérations de* [redacted]ture [redacted] risque [redacted].

[redacted] formation supérieure (BAC + 5), [redacted] bénéficiez d'une expé*rience similaire réussie. Enthousiaste [redacted] ambitieux, vous* [redacted] preuve d'un réel dynamisme commercial pour évoluer [redacted] sein d'équipes performantes.

[redacted] d'adresser [redacted] dossier de [redacted] à : [redacted] du Loiret Direction des Ressources Humaines - 26, [redacted] de la Godde [redacted] SAINT-JEAN [redacted]

DEUX INGÉNIEURS FINANCIERS GESTIONNAIRES DE PORTEFEUILLE — PARIS

Le Groupe [redacted] pour [redacted] deux diplômés d'une [redacted] Scientifique.

L'un [redacted] présenter [redacted] expérience [redacted] la gestion actions.

[redacted] second, idéalement actuaire, [redacted] ou possédera [redacted] courte expérience professionnelle.

Ils participeront : • aux [redacted] recherche du service (modèle d'allocation d'actifs, indicateurs d'évaluation [redacted] marchés, [redacted] titres...), • [redacted] *création* [redacted] *nouveaux produits*.

[redacted] géreront [redacted] portefeuilles utilisant [redacted] techniques quantitatives qu'ils auront mises [redacted] point.

[redacted] d'adresser lettre manuscrite, CV [redacted] prétentions, sous réf. MF/W.01.01 [redacted] la [redacted] Crédit agricole - Direction des Ressources Humaines - 83, [redacted] Pasteur - 75015 [redacted]

CHEF COMPTABLE — TARN ET GARONNE

Responsable du Service Comptable (Caisses du Tarn [redacted] Tarn-et-Garonne), [redacted] prendrez [redacted] charge [redacted] *principales tâches* inhérentes [redacted] fonction (bilans caisses [redacted] filiales, fiscalité, consolidation...) [redacted] animerez [redacted] équipe [redacted] 15 personnes.

[redacted] *supérieure (DECS, Expertise Comptable* [redacted] équivalent), [redacted] justifiez d'une expérience professionnelle [redacted] 5 [redacted] minimum [redacted] entreprise. Une expérience dans le domaine bancaire serait fortement appréciée.

[redacted] à [redacted] (82).

Si [redacted] souhaitez dynamiser votre carrière [redacted] un secteur [redacted] plein développement, n'hésitez [redacted] à [redacted] dossier (CV + prétentions) [redacted] réf. 2187 à [redacted] ou en composant le [redacted] JCM sur votre minitel. JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL Central Parc 56, [redacted] l'Embouchure - 31200 TOULOUSE.

ORGANISATEUR — CHARTRES

Au [redacted] Direction Organisation/Informatique [redacted] Logistique, [redacted] en charge l'étude et [redacted] rationalisation des méthodes, circuits, procédures, [redacted] concourant au fonctionnement de l'entreprise [redacted] les domaines qui [redacted] seront confiés. Source de propositions, vous veillerez [redacted] mise [redacted] solutions retenues [redacted] à l'efficacité [redacted] leur application auprès [redacted] utilisateurs.

[redacted] formation supérieure (BAC + 4/5), [redacted] une bonne connaissance [redacted] procédures bancaires [redacted] des compétences confirmées [redacted] organisation. Esprit [redacted] synthèse, créativité, *méthode, mais* [redacted] *pédagogie* [redacted] *des relations* [redacted] qualités déterminantes pour votre réussite [redacted] fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV [redacted] photo [redacted] : [redacted] Perche - Direction [redacted] Ressources Humaines - 1, [redacted] Daniel Boutet [redacted] - [redacted] CHARTRES Cedex.

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT FINANCIER — LOIRET

Directement rattaché [redacted] Directeur Financier [redacted] Bancaire [redacted] la Caisse Régionale, [redacted] aurez [redacted] responsabilité [redacted] contrôle [redacted] gestion, comptabilité, fiscalité, [redacted] marchés.

Dans [redacted] de la politique générale [redacted] plans d'actions [redacted] la Caisse Régionale, [redacted] assistez notre Direction Générale dans l'élaboration, [redacted] conduite [redacted] l'évolution [redacted] la politique financière [redacted] l'entreprise : • coordonner [redacted] optimiser [redacted] gestion comptable [redacted] fiscale [redacted] notre Caisse, • mener la politique [redacted] développement [redacted] propres, • élaborer [redacted] contrôler l'exécution du budget de l'en*treprise, • développer [redacted] promotion des nouveaux instruments* financiers, • animer, coordonner [redacted] organiser [redacted] département (20 personnes).

[redacted] *formation supérieure* (BAC + 4/5), [redacted] *possédez de* [redacted] compétences [redacted] le domaine financier.

[redacted] à fort potentiel, votre aptitude au management et vos capaci[redacted] relationnelles [redacted]

Pour ce [redacted] à pourvoir à Saint-Jean de Braye, merci d'adresser [redacted] dossier [redacted] candidature (lettre, CV [redacted] photo) [redacted] : CRCAM du Loiret *Direction des Ressources Humaines - 26,* [redacted] *de la Godde* 45800 SAINT-JEAN DE BRAYE.

CHARGES DE CLIENTELE ENTREPRISES — OISE

Débutant, ou avec une première expérience de la relation clientèle entreprises, vous souhaitez faire carrière dans [redacted] grande banque. *Notre implantation exceptionnelle dans l'Oise est l'opportunité que* vous espériez pour valoriser rapidement votre formation supérieure. Responsable dès le départ du développement d'un portefeuille, [redacted] appuierez votre mission [redacted] une gamme compétitive [redacted] produits [redacted] services. Vous progresserez au sein d'une équipe jeune [redacted] dynamique [redacted] fort potentiel commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo [redacted] *prétentions à Mireille* Grellat - Direction [redacted] Ressources Humaines [redacted] CRCAM [redacted] l'Oise [redacted] 311 - [redacted] Cedex.

RESPONSABLE ADJOINT — PAS-DE-CALAIS

Service Financement des Particuliers

Une maison du Pas-de-Calais [redacted] trois [redacted] financée [redacted] Crédit Agricole. C'est [redacted] contexte performant que [redacted] intégrez le *Service Financement des Particuliers où vous* [redacted] *chargé* [redacted] *participer* [redacted] l'élaboration, l'application [redacted] le suivi [redacted] la politique crédit ménages.

En relation permanente [redacted] agences [redacted] notamment [redacted] commerciaux, [redacted] montez les dossiers [redacted] appréciez les risques. Très autonome, votre [redacted] de l'analyse [redacted] l'anticipation [redacted] très apprécié au [redacted] département.

[redacted] formation supérieure (BAC + 4/5), [redacted] une première expérience [redacted] minimum dans [redacted] activité [redacted] financement [redacted] particuliers, [redacted] banque ou dans un établissement [redacted] financement immobilier [redacted] particuliers.

[redacted] connaissances dans [redacted] financement [redacted] la promotion immobilière seraient un atout. [redacted] poste est basé [redacted] Arras.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre + CV [redacted] photo au Crédit agricole du Pas-de-Calais - 27 à 33, Grand [redacted] - [redacted] ARRAS.

CONSEILLER FINANCIER — POITIERS

Débutant mais [redacted] fort potentiel, vous souhaitez valoriser [redacted] solide formation BAC + 4/5 (Ecole [redacted] Commerce, Sciences Economiques, Ingénieurs). Vos connaissances en analyse financière complètent d'excellentes qualités commerciales.

Vous avez pour mission [redacted] conseiller pour le Crédit [redacted] l'Epargne une clientèle [redacted] PME/PMI.

Aisance relationnelle, initiative [redacted] l'organisation [redacted] permettront d'évoluer [redacted] un poste à larges responsabilités [redacted] sein [redacted] réseau.

Merci d'adresser votre dossier [redacted] candidature [redacted] réf. CF/LM 01 au Crédit agricole de la Vienne - 18, rue Salvador Allende 86008 POITIERS.

MEDIA PA — MC communication

Banques - Assurances

AVIP, COMPAGNIE D'ASSURANCES-VIE SPÉCIALISÉE [redacted] LES PRESTATIONS PERSONNALISEES AUX GRANDES ENTREPRISES ET PERSONNES PRIVEES, RENFORCE [redacted] STRUCTURE POUR ACCOMPAGNER [redacted] FORTE CROISSANCE.

Directeur comptable

Celui-ci aura pour mission :

- *d'animer l'équipe [redacted] services comptables (compta- [redacted] générale et divisionnaires, [redacted] gestion [redacted] contrats, [redacted] placements, [redacted] réassurances, ainsi [redacted] des comptes consolidés...),*
- *[redacted] définir et [redacted] place l'organisation compta- [redacted] nécessaire [redacted] développement de [redacted] compagnie.*
- *d'assurer la production comptable [redacted] réglementaire.*

Diplômé de l'enseignement supérieur. [redacted] candidat recherché [redacted] expérience d'une dizaine d'années, de préférence [redacted] directeur comptable d'une compagnie d'assurances ayant [redacted] 1 [redacted] chiffre d'affaires, ou [redacted] auditeur confirmé. Il [redacted] d'une forte capacité d'animation d'une équipe.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite [redacted] photo, sous ref. DCAV. [redacted] DRH, [redacted] Haussmann, [redacted] Paris.




MEDIA-SYSTEM

INGÉNIEUR GESTION DE RISQUE

Votre compétence industrielle nous intéresse...

Les A.G.F. sont [redacted] marché [redacted] risques d'entreprises : un marché européen [redacted] plein [redacted] pour [redacted] équipes d'ingénieurs performantes.
Trois atouts [redacted] indispensables pour [redacted] partie de notre Direction [redacted] Entreprises : [redacted] expérience d'ingénieur - mécanicien, électromécanicien, chimiste... - [redacted] entreprise industrielle (3 à [redacted] ans), [redacted] disponibilité pour des [redacted] fréquents en [redacted] et [redacted] l'étranger, [redacted] pratique [redacted] l'anglais [redacted] d'une autre langue.
Intégré [redacted] sein du **Département Prévention et Ingénierie**, vous analyserez et assurerez le traitement préventif des risques d'entreprises prospectées [redacted] assurées aux A.G.F. [redacted] activités [redacted] situeront [redacted] la fois au [redacted] sur les sites industriels. Vous interviendrez [redacted] prestataire [redacted] service pour les départements chargés de [redacted] dont vous représenterez la compétence technique et aurez un véritable rôle de conseil technique auprès des départements indemnisation.
Saisissez l'opportunité en [redacted] votre [redacted] candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) [redacted] réf. M 01 IE à Isabelle DONNADIEU Département Ressources Humaines - 33, rue la Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de [redacted] monde, nous anticipons pour offrir des produits sans [redacted] plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.
[redacted] 20000 personnes. [redacted] C.A. de 46 milliards en France et dans plus de 30 pays.
Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF avec vous

ENCADRER UN BACK OFFICE DE MARCHÉ ET OPTIMISER LES PROCÉDURES

[redacted]ous rejoignez notre Direction des Finances et de la Trésorerie pour animer une équipe de 9 personnes chargée du traitement des opérations de marché, de placement [redacted] d'emprunt long [redacted]. Vous êtes responsable de l'organisation et du contrôle de l'ensemble des traitements, [redacted] particulier pour les [redacted] produits (options, futures...) [redacted] veillez [redacted] maintien du niveau de formation de l'équipe. Enfin [redacted] l'interface [redacted] le Département de la Comptabilité, notamment pour la mise [redacted] place du projet BAFI.

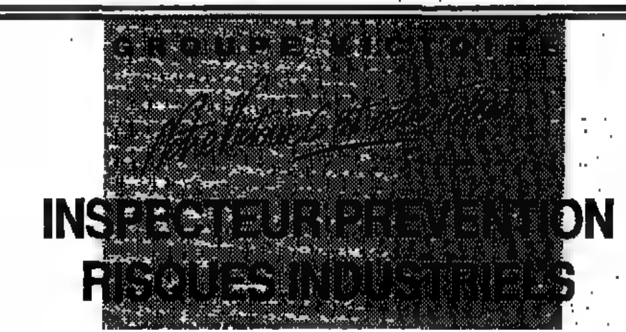
A 27/30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce, DECS, Ingénieur...) [redacted] avez une première expérience significative des opérations de marché, acquise, soit au sein d'un back office, soit en cabinet d'audit [redacted] d'organisation opérant dans le secteur bancaire. Vous êtes un utilisateur micro-informatique averti.

Ce poste ouvre de réelles possibilités d'évolution dans le groupe Crédit National.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite [redacted] CV, photo et votre rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL Département des Ressources Humaines 45, [redacted] Saint Dominique 75700 PARIS.



Crédit National



INSPECTEUR PREVENTION RISQUES INDUSTRIELS

Nous [redacted] le 2e Groupe [redacted] France [redacted] le 5e [redacted] Europe, nous recherchons [redacted] **Direction Courtage d'ABEILLE ASSURANCE, [redacted] INSPECTEUR PREVENTION RISQUES INDUSTRIELS.**

Vos objectifs :

- procéder [redacted] l'analyse des risques
- *préconiser les mesures de prévention et de protection en terme de délais, coûts, qualité ; suivi de la* mise en œuvre des actions proposées et acceptées.
- assurer le [redacted] la fidélisation du portefeuille **Grands Comptes** (visites de risques spécifiques)
- former les Souscripteurs et Inspecteurs en vue d'une [redacted] plus performante.

Votre profil :

- de formation **Arts et Métiers ou équivalent**, vous êtes **agréé INSII.**
- [redacted] expérimenté [redacted] en matière [redacted] Prévention Risques [redacted] minimum), vous [redacted] vos compétences, [redacted] dynamisme, vos qualités d'adaptation [redacted] Groupe,
- la pratique de l'anglais [redacted] indispensable pour ce poste, allemand souhaité,
- [redacted] déplacements fréquents [redacted] prévoir en France ou [redacted] Europe.

[redacted] manus., CV, photo [redacted] prét. [redacted] 3171 IP/CB à M. ROUXBEDAT, Groupe [redacted] 52, rue de la Victoire - [redacted] Paris.



CONTESSE



Vous [redacted] toujours voulu créer votre entreprise

DEVENEZ AGENT GÉNÉRAL

ZURICH [redacted] Premier Assureur Suisse, l'un [redacted] premiers européens, vous [redacted] un partenariat à [redacted] partageant ses valeurs, ses [redacted] sa [redacted]

[redacted] avez un talent commercial éprouvé, acquis [redacted] le milieu Banque/Assurance, une parfaite connaissance du [redacted] économique [redacted] votre région [redacted] un goût prononcé pour le conseil et la vente auprès d'une clientèle diversifiée (Particuliers, Commerçants, Artisans, PME, PMI...).

Vous [redacted] aujourd'hui [redacted] combativité [redacted]

Réalisez [redacted] nous, [redacted] portefeuille clients.

[redacted]erez d'une [redacted] complète à nos produits [redacted] à nos techniques marketing, d'un soutien commercial et financier résultant d'un Compte d'Expl[redacted] Prévisionnel [redacted] votre affaire et du Plan d'Action Commercial bâti [redacted] la [redacted]oppe[redacted]

Si ce partenariat vous intéresse, adressez lettre manuscrite, c.v. et photo à J. M. L[redacted], ZURICH [redacted] 14 Bd [redacted]issonnière Boîte Postale [redacted] 75426 Paris Cedex 09.

AXIAL





Le Groupe S.M.A. :
- **SMA BTP, le 1er assureur français de la construction** (1.500 personnes)
- **[redacted] Vie BTP, l'assurance [redacted]** (100 personnes)
- **SAGENA/SAGEVIE [redacted] plus [redacted] 100 personnes,** qui proposent à leurs clients tout type d'assurance.

[redacted] par notre structure décentralisée, nous [redacted] présents dans [redacted] la France [redacted] nos délégations régionales [redacted] depuis un an [redacted] créé le poste de

RESPONSABLE REGIONAL DES VENTES "ENTREPRISE"

I.A.R.D. 75 % VIE 25 %

Rattaché au Délégué Régional, [redacted] mission consiste principale[redacted] animer un groupe d'environ 10 personnes.
A [redacted] titre, [redacted] êtes responsable de la mise en place [redacted] la politique commerciale de la délégation [redacted] des résultats de votre force de [redacted]
Vous justifiez les frais de fonctionnement de votre équipe. Vous participez [redacted] l'animation des réunions régionales [redacted] vous suivez les clients stratégiques.

Un poste est à pourvoir dans la délégation couronne parisienne - siège Charenton - territoire géographique : 92.93.94.

Homme ou femme, âgé de 35 [redacted] environ, [redacted] formation BAC + 2 à BAC + 4, vous êtes un Commercial [redacted] l'assurance IARD.

Equilibré, organisé, efficace [redacted] convivial, vous aimez les responsabilités et savez gérer votre temps (déplacements continuels sur le terrain).

Véritable manager auprès [redacted] votre équipe à l'intérieur, [redacted] serez l'ambassadeur de notre groupe à l'extérieur. Salaire fixe + variable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature [redacted] prétentions [redacted] référence RRVEC [redacted] Service Recrutement - Groupe SMA 114 avenue Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15.

L'ASSURANCE D'UN DIALOGUE CONSTRUCTIF

SOCIETE FINANCIERE

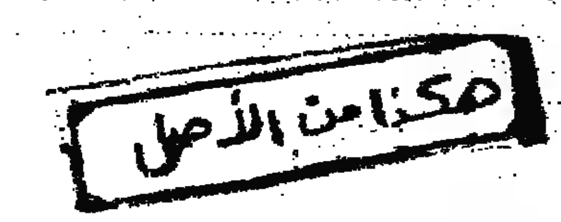
DELEGUE REGIONAL — Lyon ou Metz

Un Groupe Financier Professionnel, spécialisé dans [redacted] financement d'entreprises du transport [redacted] du tourisme (prêts [redacted] long et moyen terme, crédit-bail, caution...), recherche un RESPONSABLE pour [redacted] délégation [redacted] Lyon ou celle [redacted] Metz. Sous l'autorité du Directeur Commercial et en liaison [redacted] services fonctionnels du siège, il sera, dans un premier temps, chargé de prospecter et suivre [redacted] entreprises de transport en [redacted] de leur proposer, après analyse de leurs besoins, les produits permettant de financer leurs investissements. Il [redacted] responsable du montage des dossiers de financement et il disposera d'une délégation [redacted] signature dans [redacted] cadre de la politique tarifaire du groupe. Son action s'étendra ultérieurement au secteur tourisme. Il animera une équipe [redacted] 3 ou 4 collaborateurs.

Ce poste conviendrait à un candidat [redacted] d'environ 35 ans, de formation supérieure type Sciences Eco, ESC option Finance-Banque... [redacted] possédant un minimum de 5 ans d'expérience acquise en tant que chargé [redacted] clientèle " Entreprises " dans une banque ou au sein d'une [redacted] financière. [redacted] poste pourra, selon le choix du candidat retenu, [redacted] basé [redacted] Lyon ou [redacted] Metz. Ecrire sous référence 1358 M.

GRH Conseils
43, rue [redacted] la Brèche-aux-Loups
75012 PARIS.

Discrétion assurée



Banques - Assurances

Banques - Assurances

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE ÉVOLUTION...

LE GROUPE GMF EST UN DES TOUT PREMIERS GROUPES FRANÇAIS DE SERVICES, PRÉSENT DANS DE NOMBREUX SECTEURS D'ACTIVITÉS : L'ASSURANCE (GMF IARD, GMF VIE, GMFPJ), LA SAUVEGARDE, LA BANQUE (GMF BANQUE), L'ASSISTANCE, LA DISTRIBUTION (LA FNAC), L'AGRO-ALIMENTAIRE, LE TOURISME, LA COMMUNICATION.

3 Chargés d'Études Statistiques Assurance

H/F

ENSAE - DESS STATISTIQUES ACTUARIAT

De formation supérieure en statistiques, vous [redacted] acquis une première expérience de la fonction études techniques (Banques - Assurances) ou êtes débutant avec des stages significatifs dans ce domaine.

Venez aujourd'hui valoriser ces compétences en rejoignant la Direction Technique [redacted] notre Secteur Assurance IARD.

Vous intégrerez l'un de nos départements Produits ou Calcul et Recherche pour assurer, au sein d'une petite équipe, l'analyse technique, le suivi statistique de nos produits et le développement de nouveaux systèmes de tarification adaptés [redacted] l'évolution des risques et du marché.

Vous maîtrisez obligatoirement l'outil [redacted] informatique [redacted] préférence les langages infocentre.

Pragmati[redacted] goût de l'analyse, curiosité, méthode [redacted] qualités indispensables qui [redacted] permettront [redacted] réussir [redacted] cette fonction [redacted].

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 22/SM, à : Sylvie MARANT GMF Service Recrutement, 2, rue Henri-Rochefort 75017 PARIS

GROUPE GMF

LEVALLOIS-PERRET

UN PROJET D'ENVERGURE POUR VOTRE CARRIERE : DÉVELOPPER À L'INTERNATIONAL NOTRE SYSTEME D'INFORMATION

Avec plus de 45 milliards de francs de CA réalisé en 1990 (dont 35 % à l'étranger), les AGF confortent leur position parmi les tout premiers groupes français d'Assurances. À l'horizon 93, forts d'un réseau implanté dans 40 pays, ces résultats permettent aux AGF de réaffirmer leur ambition de s'imposer non seulement comme référence européenne, mais bien comme référence mondiale au plan de la compétence et de la qualité.

Dans ce contexte, la Direction Etudes d'AGF. SI (systèmes d'information des AGF) recherche un

Analyste-Concepteur

Votre diplôme d'Etudes Supérieures [redacted] enrichi d'une expérience [redacted] d'analyse [redacted] de conception de systèmes d'information, au cours de laquelle vous avez mis en valeur votre réelle volont[redacted] technique. Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'un produit de gestion d'assurances [redacted] comptabilité sur [redacted] 2, utilisant le logiciel ORACLE, implanté au plan mondial. Cette responsabilité sera exercée en liaison avec la Direction Internationale, et se développera suivant trois grands axes:

- reprise et fiabilisation du logiciel,
- conception et développement de nouvelles fonctionnalités,
- suivi de l'implantation et de l'exploitation sur les différents sites locaux.

[redacted] poste basé à Paris implique de fréquents déplacements [redacted] l'étranger, [redacted] nécessite, par [redacted] diversité [redacted] interlocuteurs, d'excellentes dispositions relationnelles.

Adresser [redacted] candidature [redacted] référence MI 406 [redacted] Mme Dominique BOEUF - AGF. SI - [redacted] Humaines - Tour Franklin - 92042 Paris La [redacted] Cedex 11.

— AGF.SI —
Systèmes [redacted] Information



Du mardi 4 février au vendredi 7 février 1992

au

CNIT

PARIS-LA DÉFENSE - 9 H 30 À 19 H

le Salon Européen de l'Assurance



- 180 exposants représentant l'ensemble des professions de l'assurance
- 20 conférences-débats GRATUITES

L'ARGUS ET **Le Monde**

[redacted] donnent rendez-vous [redacted] stand E 17

Venez retirer votre invitation GRATUITE à l'entrée accompagné de cette annonce

---

La Compagnie BTP, important groupe financier et bancaire (800 personnes, 24 milliards d'engagements [redacted] 2 milliards de [redacted] propres), occupe une position [redacted] dans le financement des investissements des entreprises du BTP [redacted] maîtres d'ouvrages [redacted] la profession et recherche, pour son département immobilier [redacted]

CHARGE D'AFFAIRES IMMOBILIERES

Dans le cadre d'une large [redacted] de développement commercial d'un portefeuille immobilier :

- Il assure la parfaite maîtrise des montages juridiques, financiers et fiscaux les mieux adaptés à la réalisation d'opérations variées.
Pour ce faire, exerce des [redacted] de [redacted] niveau, en partenaire privilégié, avec les promoteurs.
- [redacted] prend en charge la [redacted] de nouvelles affaires (validation des projets, analyses des risques encourus), par une prospection en profondeur du marché [redacted] sur [redacted] et région parisienne.
- dans le cadre de financements C.T., il appréhende dans leur globalité les [redacted] financières et juridiques des SCI.

Ce poste concerne [redacted] de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, DESS,...), disposant d'une expérience [redacted] 3 ans minimum, acquise [redacted] secteur immobilier d'une Banque, d'un établissement financier [redacted] encore chez [redacted] grand promoteur.

[redacted] d'adresser votre candidature motivée avec photo, prétentions sous référence CAI/M [redacted] Jean RICHET - Direction [redacted] Ressources Humaines - COMPAGNIE BTP - [redacted] Avenue François Arago 92017 NANTERRE CEDEX.

ORC DESSEIN



COMPAGNIE BTP

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL

recherche

pour Paris-Etoile

CAMBISTE

pour son département TRÉSORERIE

Vous participez [redacted] l'élaboration et [redacted] la mise en place [redacted] stratégies [redacted] couverture de change du [redacted] appliquez [redacted] décisions de gestion [redacted] quotidien.

Diplômé(e) d'une école de commerce ou équivalent, vous [redacted] un an d'expérience sur le marché des changes, vous souhaitez privilégier un horizon de réflexion à moyen terme [redacted] maîtrisez l'anglais.

Le poste est [redacted] pourvoir immédiatement. Envoyez lettre de motivation, curriculum vitae à :

Mme PARDO

S.A. Louis Dreyfus et Cie
87, avenue de la Grande-Armée,
75782 PARIS CEDEX 16.



[redacted] Groupe SMA :
- **SMA BTP, [redacted] 1er Assureur Français de la Construction** (1500 personnes).
- **[redacted] Vie BTP, l'assurance [redacted] constructeurs** (100 personnes).
- **SAGENA/SAGEVIE avec plus de 100 personnes** qui proposent [redacted] leurs clients [redacted] type d'assurance.

[redacted] structure décentralisée, nous sommes présents dans [redacted] France [redacted] délégations régionales.

Vous avez un fort tempérament commercial, une formation d'un niveau minimum Bac +2 [redacted] une première expérience [redacted] la vente [redacted] produits d'Assurance Vie.

Devenez dans le [redacted] ou le 94

CONSEILLER EN ASSURANCE VIE

Vous aurez [redacted] faire preuve d'autonomie dans [redacted] prise en charge d'un secteur où [redacted] vendrez nos [redacted] de prévoyance [redacted] retraite auprès des chefs d'entreprises, des artisans, [redacted] professions indépendantes [redacted] des salariés du BTP ainsi qu'auprès [redacted] catégories de particuliers.

Vous aurez [redacted] disposition un matériel informatique performant [redacted] une secrétaire [redacted] mi-temps.

Rémunération constituée d'un salaire mensuel [redacted] 8.385 F X 13,6 auquel s'ajoutera une large participation [redacted] résultats perçue trimestriellement.

Formation rémunérée. Statut cadre [redacted] un an. Voiture indispensable. Remboursement frais professionnels.

Merci d'adresser votre dossier [redacted] candidature [redacted] prétentions au Groupe SMA Service Recrutement
114, avenue Emile ZOLA - 75739 [redacted] CEDEX 15.

L'ASSURANCE D'UN DIALOGUE CONSTRUCTIF

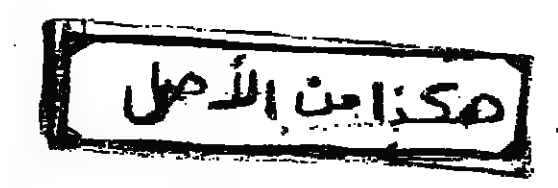
EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

[redacted] RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde INITIATIVES



Banques - Assurances

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le [illegible] de la

Gestion et des Finances

GRAND ETABLISSEMENT DE GESTION DE PORTEFEUILLES TITRES

[illegible] Département Organisation participe activement [illegible] la création et [illegible] la [illegible] place de nouveaux produits financiers [illegible] recherche un :

ORGANISATEUR SENIOR

(SICAV- FCP)

Vous [illegible] à 35 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'un [illegible] cycle universitaire (économie, finance) [illegible] une expérience de 3 [illegible] ans dans [illegible] Cabinet d'Audit [illegible] dans [illegible] groupe Organisation d'un Etablissement Bancaire ou Financier.

Vous [illegible] très bonne connaissance des produits OPCVM, de leur gestion [illegible] tout particulièrement du Front Office (la connaissance des techniques informatiques sera appréciée).

Auprès des gérants [illegible] portefeuille [illegible] de Middle Office, [illegible] formalisez l'expression [illegible] leurs besoins, les assistez dans leurs tâches organisationnelles [illegible] dans le développement des différents produits.

Vous pourrez [illegible] préparer un avenir d'expert [illegible] finance [illegible] de stratège en organisation.

Merci d'adresser lettre, CV et photo [illegible] la référence [illegible] à notre conseil RESSOURCES INFORMATIQUES BANCAIRES, Norine NIZEROLLE, 140 rue du Fbg Saint-Honoré [illegible] PARIS.



L.B.W.

Participez à la création d'une SCPI

Nous sommes une société de promotion immobilière à taille humaine, basée à Paris. Nous créons en association avec une banque une SCPI et recherchons dans ce cadre notre :

chargé du secteur SCPI

Votre principale mission sera de créer la société en apportant vos compétences techniques.

Vous devrez assurer l'obtention ainsi que la gestion du visa COB, veiller [illegible] la collecte des fonds en association avec le [illegible]. Vous achèterez les [illegible], vous en contrôlerez la gestion et [illegible] des loyers.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, ESSEC, ...), vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans ce secteur d'activité (SCPI, banque SICONI, etc...)

Merci d'adresser votre CV [illegible] notre Conseil ALPEGA - [illegible] rue Pergolèse - 75782 PARIS [illegible]



Jeune Controller

400 KF +

Paris

Nous sommes une société US du secteur High-Tech (Software) ■ Notre jeune filiale française (C.A. : 50 MF) [illegible] appelée [illegible] un fort développement • Elle coordonne nos activités [illegible] Europe du Sud.

Rattaché [illegible] Directeur Général, vous animez une petite équipe de 4 personnes ■ Vous êtes responsable du reporting, des budgets, du juridique et fiscal, du crédit management, de [illegible] comptabilité et du personnel.

A 27/30 [illegible] vous êtes diplômé d'une école de commerce et parlez couramment anglais ■ Fort d'une expérience de [illegible] d'audit, vous êtes depuis environ deux [illegible] opérationnel au sein d'une entreprise de services • Dynamique [illegible] autonome, vous serez une force de proposition pour le Directeur Général.

Merci d'adresser votre dossier de candidature [illegible] réf. LD/EF/158M à :
EUROFINDERS FINANCE - [illegible] av. de Versailles - 75016 Paris - Tél : 40 50 70 [illegible] - Fax : [illegible] 50 66 76.

CONTESSE





Le groupe DE VISU - LARA, leader [illegible] le domaine de la communication visuelle et audiovisuelle situé [illegible] : IGNY 91 crée [illegible] poste [illegible]

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

350 KF environ

En [illegible] Directeur Général, il dirigera le service comptabilité. Sa mission [illegible] à établir et contrôler les budgets, mettre en place les financements, gérer [illegible] trésorerie [illegible] négocier auprès des banques.

L'administration et la fiscalité des différentes sociétés du groupe lui seront confiées.

Le recrutement [illegible] la gestion du personnel feront également parti [illegible] ses fonctions.

Ce poste conviendrait [illegible] un candidat âgé d'environ [illegible] possédant une expérience similaire comprenant la maitrise de l'outil informatique.

Envoyer [illegible] manuscrite [illegible] CV [illegible] Sté [illegible] VISU [illegible] l'attention [illegible] Madame LIPINSKI
4 rue Ampère [illegible] - 91430 IGNY

Jeunes Responsables de clientèle "Entreprises"

Notre Banque, [illegible] d'un important [illegible] bancaire, [illegible] sa notoriété [illegible] son [illegible] de leader dans [illegible] métiers spécifiques qu'elle [illegible] su développer [illegible] la qualité [illegible] ses prestations. Notre dimension humaine (400 collaborateurs) nous permet d'offrir un environnement de travail à la fois convivial, performant et propice [illegible] responsabilités. Nous recherchons pour nos [illegible] parisiennes des responsables de [illegible] professionnels [illegible]

Vous serez [illegible] à l'un de nos métiers [illegible] déploierez [illegible] sens commercial et vos compétences en [illegible] risques bancaires auprès d'une clientèle d'entreprises essentiellement constituée de PME-PMI. Agé de 25/30 ans environ et impérativement de formation supérieure (Bac+5), [illegible] avez [illegible] minimum 2 [illegible] d'expérience [illegible] l'exploitation PME-PMI, acquise de préférence [illegible] sein de grandes Banques françaises [illegible] réseau. Vos qualités professionnelles [illegible] permettront de [illegible] dans ce poste motivant et d'évoluer [illegible] sein d'un Etablissement dynamique [illegible] passionnant.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite précisant [illegible] prétentions sous la référence D.232/M à Danièle FOSSAT qui traitera votre candidature en [illegible] confidentialité. OBERTHUR CONSULTANTS, 49 [illegible] Saint - Roch 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

Contrôleur de Gestion

Division Agro-Alimentaire

Le Groupe est un des grands de l'Agro-Alimentaire en France. Son activité, diversifiée, [illegible] repartit entre ses Divisions. Chacune d'entre elles agit en autonomie assurant sa recherche, son développement, ses productions, ses ventes et [illegible] gestion.

Pour l'une (CA 2.5 milliards de Francs, 805 personnes, [illegible] usines) nous créons le poste de Contrôleur de Gestion.

Il s'agit de mettre [illegible] forme [illegible] place, à partir d'informations existantes ou à élaborer, les tableaux de bord nécessaires au bon fonctionnement, de l'ensemble. Puis d'en [illegible] le suivi (analyses, ecarts...). Progressivement, vous développez le contrôle de gestion dans la Division et le faites vivre. Vous procédez aux études économiques, préparez les dossiers d'investissement... assurez les reporting mensuels à la Direction Financière du Groupe.

Pour [illegible] poste nous souhaitons un homme jeune de formation supérieure (universitaire ou Ecole de Commerce) si possible avec DESCF possédant une première expérience similaire vécue dans un contexte industriel. La fonction requiert une grande adaptabilité [illegible] une réelle autonomie.

Lieu de travail, avec déplacements régionaux : [illegible] Bretagne.

SEFOP remercie les personnes intéressées, d'adresser leur dossier sous la réf. MUN 100 [illegible]

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Un important groupe industriel européen recherche pour sa filiale française
(CA 4 milliards de frs, [illegible] 000 personnes, [illegible] usines en France)
située en proche banlieue Est [illegible] Paris (94), son :

RESPONSABLE DEPARTEMENT COMPTABLE

H/F

De formation Sup [illegible] Co + DECS minimum, niveau expertise comptable, il aura eu [illegible] expérience [illegible] 5 [illegible] 8 [illegible] en Cabinet d'Audit [illegible] en entreprise importante à un poste similaire. Une connaissance pratique [illegible] la [illegible] souhaitée, l'utilisation [illegible] la langue anglaise serait un plus.

Il se verra confier l'animation d'un [illegible] de 26 personnes (Comptabilité Générale, Fournisseurs, Immobilisations) : il assurera, en outre, [illegible] la production des comptes [illegible] françaises du Groupe (10). Une pratique courante de l'outil informatique y compris tableurs [illegible] données ainsi qu'une bonne pratique [illegible] la [illegible] indispensables.

Adressez [illegible] manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. CC/01 à [illegible] :



75, rue de Miromesnil - BP 3895/08 - 75008 Paris
Membre de PJB International Management

Carré Turenne

GROUPE USINE NOUVELLE

Filiale presse du Groupe CEP COMMUNICATION

recherche

CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

POUR SON ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

Sous la responsabilité du Responsable Financier [illegible] la société, et en relation étroite [illegible] autre contrôleur de gestion [illegible] nos services comptables, vous aurez [illegible] charge l'élaboration du reporting mensuel [illegible] établissement, la réalisation du budget annuel et ses réactualisations.

- Vous développerez [illegible] mettrez en valeur [illegible] outils de gestion adéquats [illegible] nos suivis.
- Votre sens du [illegible] dynamisme faciliteront vos relations quotidiennes avec des équipes très diversifiées.
- Vous avez [illegible] formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, ESCAE, DAUPHINE, autres) par une expérience similaire d'environ 3 ans [illegible] vous disposez de connaissances approfondies des tableurs LOTUS, IMPRESS, [illegible] macrocommandes [illegible] des graphiques.

Envoyer lettre + C.V. + photo à Patricia Berthomier



[illegible], rue du Rocher,
75008 PARIS.

R E T R O U [illegible] E Z C E S A N N O N C E S S U [illegible] 3 6 [illegible] 1 5 L M

Gestion et des Finances

PARIS

Groupe français d'importation [redacted] de distribution de biens d'équipement [redacted]nd public à forte notoriété, filiale d'un important [redacted] allemand international leader européen sur [redacted] marché, nous avons triplé [redacted] chiffre d'affaires [redacted] 4 [redacted] (CA [redacted] : 1,5 milliard) au travers de nos 4 filiales [redacted] poursuivons notre croissance [redacted] le marché français.

JEUNE RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

OPERATIONNEL, ÉVOLUTIF ET GERMANOPHONE

[redacted] Rattaché [redacted] notre Directeur Administratif [redacted] Financier, assisté d'un jeune collaborateur, un rôle très opérationnel [redacted] attend comportant les responsabilités suivantes : reportings [redacted] la maison-mère des 5 sociétés du groupe, élaboration des budgets, optimisation permanente du contrôle budgétaire [redacted] des procédures en liaison avec les opérationnels, participation active [redacted] l'évolution constante des systèmes informatiques de gestion, missions ponctuelles d'audit interne [redacted] d'organisation en liaison [redacted] la Direction Générale.

[redacted] A 28 ans environ, diplômé d'une école supérieure de [redacted] (option finance comptabilité), vous [redacted] une première expérience réussie de l'audit et/ou du contrôle de gestion au sein d'un cabinet [redacted] d'une filiale d'un grand groupe international. Vous maîtrisez parfaitement la micro informatique [redacted] déjà participé [redacted] la mise en place de systèmes informatiques de gestion. Une bonne pratique de l'allemand est indispensable.

[redacted] Nous [redacted] remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et rémunération actuelle [redacted] référence H 338 M [redacted] Ernst [redacted] Young Conseil, 51, rue Louis Blanc - cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1, qui étudiera votre dossier [redacted] toute confidentialité.

ERNST & YOUNG [redacted]

OBC DESSEIN

Directeur [redacted] comptabilités

Représentant [redacted] la Direction Finance



- 4 500 personnes
- CA : 2,2 milliards de F
- [redacted] filiales françaises
- Filiale de SARA LEE CORPORATION

Sous la responsabilité directe du directeur financier, vous coordonnez l'action des équipes Comptabilité Générale/Consolidation, Contrôle de Gestion et Taxes dans le cadre des sociétés françaises.
Vous assurez, pour le compte du groupe DIM SA, [redacted] intégrité et [redacted] fiabilité comptable [redacted] financière dans le respect de [redacted] législation française.
Garant des informations transmises à [redacted] direction, vous contribuez à l'adaptation de l'outil informatique dans vos services.
Une expérience professionnelle solide et confirmée [redacted] matière de comptabilité générale [redacted] analytique française, mais aussi une maîtrise de ses aspects fiscaux, vous permet de vous imposer par vos compétences.
Vous êtes attiré par un poste stable dans une société en croissance et par la qualité de vie en province.
Le poste est basé au siège social à AUTUN (71), la Direction Financière étant à Levallois-Perret. Des facilités d'installation pour votre intégration vous sont proposées.

■ Adressez votre candidature, sous réf. SC/003/LM, à notre conseil CDPA, 52 boulevard Carnot, [redacted] Dijon. [redacted] (16) 80.31.60.75.

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANÇON

Filiale d'un groupe international, Searle Industrie unite de production basee à Evreux (240 personnes) a realise des investissements importants pour se doter d'équipements de pointe, notamment en matiere de GPAO.

SEARLE

CONTROLEUR DE GESTION

Evreux (100 km Ouest de Paris)

[redacted] au [redacted], le candidat [redacted] se [redacted] confier [redacted] s'articulant autour des axes [redacted] :

- la participation [redacted] budgets [redacted] dont il [redacted] le suivi, [redacted] contrôle, l'analyse, [redacted] le reporting,
- la gestion [redacted] coûts [redacted] et l'analyse [redacted]

[redacted] à un [redacted] supérieure (Sup [redacted] Co, [redacted] + 4...) justifiant [redacted] expérience [redacted] analyste [redacted] gestion [redacted] un [redacted] industriel [redacted] (chimie, pharmacie, agro...).

Il possèdera par [redacted] la [redacted] et [redacted] micro-informatique, [redacted] que [redacted] l'environnement GPAO.

Merci [redacted] candidature (lettre, CV, photo et prétentions) [redacted] réf. [redacted] Laboratoires [redacted] – 52, [redacted] – 92514 [redacted] Billancourt cedex.

Ressources Humaines

CONSULTANT EN RESSOURCES HUMAINES

Nantes

Recrutement de cadres et dirigeants, gestion des carrières et des rémunérations, audits sociaux, évaluation de potentiels, formation au management, tels sont les principaux aspects des missions de conseil en Ressources Humaines de PA Consulting Group, société internationale de conseil en management et en technologie (1830 consultants, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, [redacted] bureaux dans 20 pays). Si votre expérience se situe dans l'un des domaines cités, [redacted] si vous souhaitez élargir votre champ de compétences en tant que consultant confirmé, vous serez intégré [redacted] sein d'équipes pluridisciplinaires, contribuerez activement [redacted] promouvoir nos activités auprès de nos clients (industrie, services, secteur public...) et prendrez en charge les aspects opérationnels relevant de votre propre expertise. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience opérationnelle d'au moins cinq années en entreprise ou dans un cabinet conseil. Ecrivez [redacted] Thierry CAUCHOIS, en précisant la référence A/066M - **PA Consulting Group - Centre des Salorges - BP 794 - 44030 NANTES Cedex [redacted] - Tél. 40.69.22.44.**

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

SOPHIA ANTIPOLIS (NICE)

Au [redacted] de la Silicon Valley Française

JEUNE CADRE RESSOURCES HUMAINES

Dynamique, [redacted] fort potentiel

Secondez notre DRH dans la gestion des carrières
Orchestrez la formation d'une équipe internationale

[redacted]Notre Société a été créée il y a peine 4 [redacted] Nous sommes aujourd'hui 400 personnes de nationalités variées, pour la plupart [redacted] informaticiens [redacted] haut niveau, à vivre [redacted] passion [redacted] aventure exemplaire [redacted] constituent le développement et le lancement, au plan mondial, du premier projet informatique européen pour l'industrie du voyage.

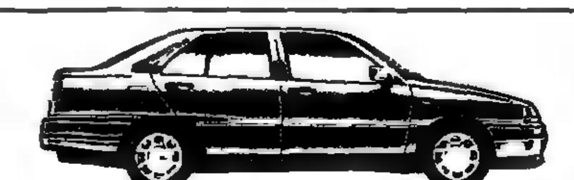
[redacted]Notre DRH cherche aujourd'hui à renforcer son équipe (7 personnes) en recrutant à ses côtés un jeune cadre, spécialisé dans les Ressources Humaines, pour l'assister dans le développement de la gestion des carrières et mettre en place, orchestrer et gérer notre politique [redacted] formation, [redacted] liaison [redacted] la mise en place du management par objectifs.

[redacted]A 25/28 ans, vous avez complété votre formation supérieure (ESC, IEP, Maitrise...) par un 3eme cycle de spécialisation [redacted] RH, et vous maitrisez parfaitement l'Anglais. Après 3/4 ans environ dans ce type de fonction [redacted] sein d'une DRH d'un groupe Important, [redacted] êtes autonome et souhaitez élargir votre expérience en développant [redacted] compétences dans les domaines des Ressources Humaines. Votre passion pour votre métier, vos qualités relationnelles et votre forte implication vous permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies au sein d'un groupe multinational très dynamique et innovant.

[redacted]Nous [redacted] remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions [redacted] référence H334M à ERNST & YOUNG Conseil 51 [redacted] Louis Blanc, Cédex 75, 92037 PARIS LA DEFENSE 1, qui étudiera votre dossier [redacted] confidentialité.

ERNST [redacted] YOUNG
CONSEIL

OBC DESSEIN



CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL

Développez votre carrière [redacted] participant au développement de SEAT en France !

Filiale de SEAT S.A. créée en 1988, [redacted] commercialisons les véhicules automobiles et les pièces de rechange SEAT [redacted] France. En 1990, [redacted] atteint le rang de 5ème importateur automobile.

Généraliste [redacted] la Fonction Personnel, [redacted] persuadé qu'un bon climat social passe d'abord par une gestion rigoureuse de l'administration du Personnel [redacted] de la paie dont vous aurez la responsabilité. Vous aurez la maîtrise des budgets de personnel et du reporting auprès [redacted] la maison-mère.

Vous jouerez un rôle moteur en matière de gestion qualitative de personnel : [redacted] participerez activement aux recrutements, [redacted] proposerez des plans de développement individuels, fondés sur un système d'évaluation des performances et une politique de formation dynamique, répondant aux besoins de la [redacted] des aspirations des Collaborateurs.

Par votre maturité et votre vision globale de l'entreprise, vous serez [redacted] conseil écouté des différentes Directions de l'Entreprise. Votre esprit d'ouverture [redacted] permettra de procéder [redacted] des actions de communication interne et de renforcer la motivation ainsi [redacted] l'esprit d'équipe au sein de la Société.

De formation supérieure, vous avez déjà acquis une solide expérience de la gestion des hommes dans un environnement commercial. Vos [redacted] anglais [redacted] appréciées.

Ce poste représentera pour vous l'opportunité de prendre la pleine responsabilité de la fonction. Les conditions d'embauche seront attractives [redacted] bénéficierez d'un véhicule [redacted] société.

Adressez votre lettre de motivation, C.V., photo [redacted] prétentions [redacted] : SEAT France Service du Personnel - [redacted] 7026 95050 CERGY PONTOISE Cedex.

SEAT
groupe Volkswagen

Le Monde des Juristes

Yves Rocher

REUSSIR EN BEAUTE ... A RENNES

Groupe Yves Rocher, nous sommes la première marque française [illegible] produits de beauté, [illegible] 6 [illegible] de Francs de CA [illegible] 7 [illegible] personnes. Le Directeur Général de [illegible] Division Yves Rocher France (2 Milliards de Francs, 2 000 personnes), recherche son

RESPONSABLE JURIDIQUE

Rattaché au Directeur Financier [illegible] assisté d'une collaboratrice, [illegible] interviendrez comme conseil en droit des affaires auprès de l'ensemble des deux réseaux français, VPC et magasins (600).

Vos qualités de contacts et [illegible] goût pour le terrain sont des atouts indispensables dans la réussite de cette fonction très opérationnelle.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur en droit du type DJCE, vous pouvez déjà faire valoir une première expérience de 3 [illegible] 5 ans dans le domaine contractuel, notamment **en droit [illegible] la distribution [illegible] de [illegible] franchise.**

De réelles perspectives d'évolution [illegible] sein du Groupe sont possibles pour un candidat [illegible] fort potentiel.

Contactez **Liz Salter** [illegible] **Frédéric d'Antin** [illegible] (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + tél + rém. actuelle [illegible] **Michael Page Tax & Legal** 10, [illegible] Jean Goujon [illegible] Paris, [illegible] référence LSFA7473MO.

MP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en [illegible] Juridique [illegible]

Filiale d'un des leaders internationaux [illegible] l'industrie, nous occupons la 1ère place dans l'hexagone sur notre marché proche du BTP (1400 personnes, 1 Md de CA). Nos réalisations les plus spectaculaires : Tunnel sous la Manche, TGV, Bercy... Pour répondre à l'évolution de notre environnement, nous souhaitons confier la RESPONSABILITE DE NOTRE POLITIQUE CONTRACTUELLE à un

JURISTE D'ENTREPRISE

CONTRATS GRANDS TRAVAUX

PARIS — 300 KF +

UN POSTE CLEF : ❑ [illegible] conseillez les opérationnels [illegible] [illegible] aspects juridiques du montage [illegible] de la gestion des projets ❑ professionnel rigoureux [illegible] imaginatif, vous [illegible] élaborer des contrats spécifiques (sous-traitance, engagements commerciaux...) et valider leur application ❑ également proche [illegible] l'Etat-major, vous fiabilisez par vos recommandations [illegible] prises [illegible] participation ❑ par votre savoir-faire, vous défendez efficacement [illegible] [illegible] du Groupe en gérant [illegible] risques [illegible] amont.

VOTRE PROFIL : ❑ 30 ans environ ❑ une formation type [illegible] [illegible] a apporté de solides connaissances en [illegible] contractuelle ❑ [illegible] [illegible] d'expérience, [illegible] préférence en entreprise industrielle, ont confirmé [illegible] acquis ❑ aujourd'hui, vous [illegible] reconnu pour [illegible] rigueur, votre discernement [illegible] l'astuce dont [illegible] [illegible] fait preuve pour clarifier les situations ❑ vous aimez avant [illegible] communiquer [illegible] convaincre [illegible] un [illegible] pragmatisme.

[illegible] VOUS PROPOSONS : ❑ un challenge passionnant et [illegible] grande autonomie pour [illegible] en place une politique contractuelle cohérente ❑ un projet d'entreprise ambitieux caractérisé par [illegible] stratégie volontariste ❑ l'opportunité [illegible] [illegible] épanouir [illegible] d'évoluer [illegible] sein d'un Groupe de premier plan.

Pour un entretien individuel avec la société le 12/02/92

Adressez ou télécopiez CV, lettre [illegible] photo à [illegible] - 195, [illegible] du Général Leclerc 78220 VIROFLAY. Fax : (1) 30.24.39.00 en indiquant la référence 7064 sur la lettre [illegible] sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY



21000 personnes, 2,2 Milliards de francs de CA, 12 Directions Régionales, 140 Agences [illegible] [illegible] Implantation Européenne.

Pour ONET Propreté, filiale du groupe ONET, [illegible] le N°1, c'est mettre en oeuvre à travers des compétences et des technologies, le professionnalisme et le dynamisme de ses équipes au service de ses clients. Nous recherchons aujourd'hui

2 JURISTES EN DROIT DU TRAVAIL

Postes basés à *Montpellier* et *Paris*

[illegible] à [illegible] Direction Régionale, [illegible] conseillez les chefs d'agence sur toutes [illegible] questions de [illegible] du Travail, dans le domaine social. Vous leur transmettez notamment les informations tirées des évolutions de la jurisprudence. Vous [illegible] également en charge les dossiers prud'homaux, de l'établissement des conclusions [illegible] plaidoiries.

Vous travaillez en relation constante avec le Service Juridique de notre siège [illegible] intégrez ainsi le réseau national juridique d'ONET Propreté.

A 30 ans environ, [illegible] avez [illegible] formation de juriste, DESS Droit du Travail. Une première expérience de 3 [illegible] 5 [illegible] dans le service juridique Droit du Travail d'une entreprise ou d'un cabinet d'avocat vous [illegible] donné une bonne [illegible] des plaidoiries.

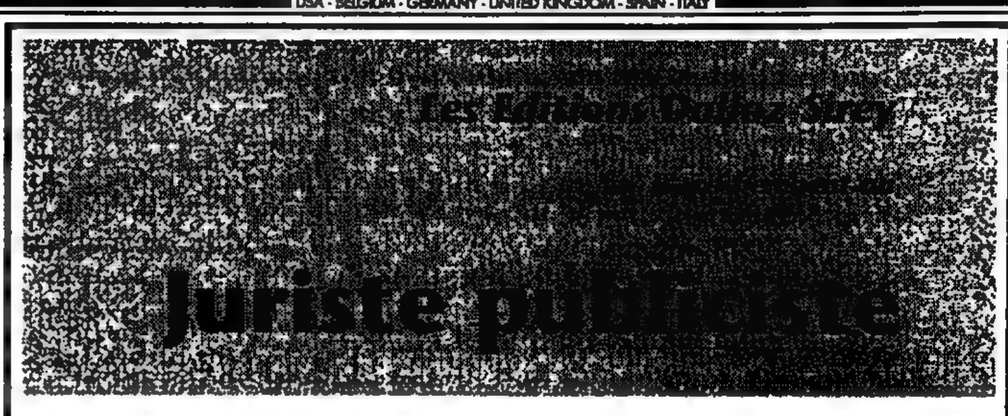
Concret et rigoureux, vous avez l'esprit d'analyse et [illegible] synthèse nécessaire [illegible] la réussite de votre mission. Vous avez [illegible] forte capacité d'écoute et de grandes qualités de communication.

Nous vous remercions d'adresser [illegible] dossier de candidature (lettre manuscrite, CV [illegible] photo) [illegible] **ONET Propreté** - [illegible] - 20, traverse de Pomègues - 13414 Marseille Cedex [illegible]



N°1 DE LA PROPRETE

HCAP



Vous assurez [illegible] relations avec [illegible] auteurs, la préparation technique des manuscrits, mais aussi le travail de recherche [illegible] de mise à jour. Vous suivez l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale des matières qui [illegible] sont confiées. Vous [illegible] responsable de plusieurs volumes.

Titulaire d'un DEA, si possible de droit processuel, et d'une maîtrise de droit public, vous [illegible] deux à trois ans d'expérience minimum acquise soit dans [illegible] maison d'édition juridique, soit dans une administration ou dans un cabinet d'avocats à la Cour ou aux Conseils. Vous connaissez bien la procédure civile et le contentieux administratif.

L'environnement du poste [illegible] les responsabilités confiées intéresseront un candidat de très bon niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant [illegible] référence E/ 806 sur l'enveloppe, [illegible] notre conseil ORNICAR Place de l'Opéra - 6, rue Halévy 75009 PARIS.

ornicar

[illegible] H&O CONSEIL

---

36 15 LM

L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

LA PERTINENCE

Pendant un [illegible] grâce [illegible] la télématique du *Monde*, [illegible] [illegible] [illegible] candidatures [illegible] correspondent [illegible] [illegible] profils [illegible] [illegible] recherchez. [illegible] CV [illegible] [illegible] comprendre jusqu'à 7 [illegible] (formation, expérience, langue...), complétés [illegible] [illegible] coordonnées [illegible] une [illegible] [illegible] [illegible] candidats.

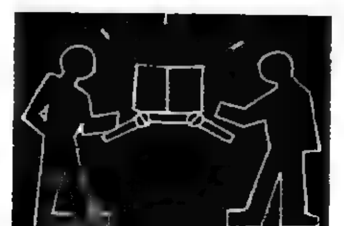
LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, [illegible] *Monde*, [illegible] couplage [illegible] [illegible] [illegible] télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rende[illegible]

36 17 LM CV

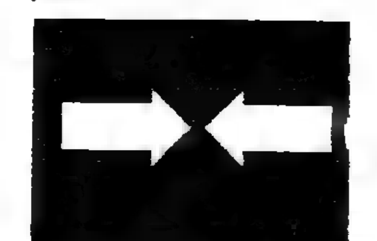
L'INTERACTIVITÉ

Offrez-leur la possibilité de postuler direc[illegible] dans [illegible] boîte aux lettres et découvrez leurs CV [illegible] 3617 LMCV



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux [illegible] [illegible] temps réel, pour joindre une lettre [illegible] [illegible], il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche





Nous [illegible] l'un des cinq premiers groupes mondiaux [illegible] télécommu[illegible] (CA 115 [illegible] [illegible] F, 165 [illegible] personnes).

Nous recherchons, pour une Direction dont l'activité (réseaux par satellites, câbles sous-marins...) [illegible] essentiellement tournée [illegible] l'**International**, un

JURISTE

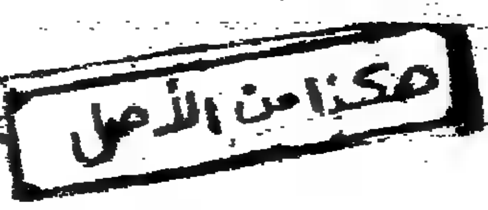
Vous [illegible] un rôle de conseil [illegible] d'assistance auprès des différents services concernés, notamment pour l'élaboration des accords [illegible] contrats [illegible] le traitement des contentieux. Vous [illegible] également les relations [illegible] la Direction Juridique du Groupe [illegible] [illegible] professions du monde judiciaire. Vous animez une équipe de [illegible] personnes. **Le poste [illegible] [illegible] à Paris.**

A 30 [illegible] environ, diplômé d'un 3e cycle en droit privé, [illegible] **maîtrisez** [illegible] **l'anglais.** Après une **expérience de 4 [illegible] [illegible] ans dans une entreprise industrielle,** où vous avez acquis [illegible] [illegible] la maîtrise [illegible] [illegible] rédaction de contrats et accords internationaux, [illegible] [illegible] prêt [illegible] [illegible] investir au sein d'un Groupe plein d'avenir où [illegible] lar[illegible] perspectives d'évolution [illegible] carrière [illegible] [illegible] ouvertes.

Merci d'adresser, [illegible] réf. JFT, lettre manuscrite, CV et prétentions à :

SM Conseil 38 RUE [illegible] LISBONNE 75008 PARIS

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M



Le Monde des Cadres

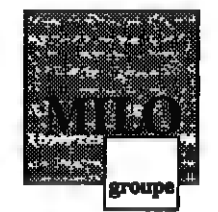
RESPONSABLE DEVANT NOTRE PRÉSIDENT DES DESTINÉES DE NOTRE GROUPE

Le Conseil d'Administration de notre Groupe (près de 500 personnes dans plusieurs filiales intervenant dans les domaines des automatismes et de l'électronique) souhaite confier la définition et [redacted] mise en [redacted] opérationnelle dans [redacted] filiales de nos stratégies d'avenir [redacted] un manager de haut niveau.

Ingénieur Grande École, vous [redacted] une expérience industrielle solide et diversifiée. A environ 40 ans, vous [redacted] déjà exercé des responsabilités de direction d'une entreprise ou d'une unité de dimension moyenne. Vous y [redacted] développé votre [redacted] marketing [redacted] vous y [redacted] fait la preuve de vos qualités d'animation et de négociation.

Le poste que [redacted] proposons [redacted] amènera à [redacted] impliquer fortement dans les structures, les activités [redacted] les projets de notre Groupe, à partager [redacted] valeurs de technicité, d'éthique [redacted] de communication, [redacted] y prendre à terme des responsabilités de premier plan.
L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo [redacted] rémunération souhaitée) [redacted] la référence M/249/MO, [redacted] notre Conseil



MILO R.H.
[redacted] avenue des Ternes
75017 PARIS.

ADCOM

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU DOUBS

CONSEIL GENERAL DU DOUBS

L'ADED, [redacted] à Besançon, développe une politique économique volontariste au [redacted] du département le plus industrialisé de France, à proximité des marchés d'investisseurs nationaux et internationaux. Les secteurs industriels forts (microtechniques, mécanique de précision, automobile) représentent un attrait pour des investisseurs potentiels ainsi que les capacités de formation au sein du département (école d'ingénieurs, instituts de formation, formations spécifiques en entreprises) qui offrent un potentiel humain bien formé, compétent et de qualité.

SOYEZ NOTRE AMBASSADEUR EN FRANCE ET A L'INTERNATIONAL

pour concrétiser et réussir des implantations industrielles

Votre mission de Conseiller Technique [redacted] conduira [redacted] mener des actions de recherche [redacted] d'accueil d'investisseurs : définition des cibles prospectées, [redacted] en place d'[redacted] de partenaires détecteurs de projets, actions de marketing [redacted] directs, prise en charge des montages [redacted] du [redacted] dossiers d'accueil.

Vous [redacted] diplômé de l'enseignement supérieur (formation commerciale ou technique) [redacted] vous parlez couramment anglais (l'allemand serait apprécié en plus). Quelle que soit votre formation, [redacted] jouissez d'une large [redacted] technologique proche de nos préoccupations (mécanique, [redacted] mécanique) et [redacted] avez acquis l'expérience des relati[redacted] commerciales, à forte composante technique, avec des dirigeants d'entreprises industrielles. [redacted] expérience a [redacted] acquise, [redacted] pour partie, [redacted] l'international (Europe, Amérique du Nord, Japon...).

Vous êtes disponible pour [redacted] fréquents déplacements en France et à l'Etranger.

SERIFO GROUPE EUROSEARCH

Surtout, vous souhaitez consacrer [redacted] vie professionnelle [redacted] des actions d'intérêt général au service d'une collectivité locale... [redacted] exigeant[redacted] votre motivation.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 5536 LM, à SERIFO Groupe Eurosearch, 47 bis [redacted] Bosquet, 75007 Paris.

[redacted] Syntec

SAINT-NAZAIRE

La Mairie de Saint-Nazaire [redacted] élaboré [redacted] Projet Global de Développement. Pour réussir, [redacted] politique ambitieuse doit s'articuler autour d'une action sociale innovante [redacted] ciblée.
La Mairie recherche son

DIRECTEUR GENERAL DE L'ACTION SOCIALE

[redacted] auprès du Secrétaire Général, vous devrez faire l'analyse des actions menées dans ce domaine, tant par la Ville [redacted] par ses nombreux partenaires et proposer aux élus [redacted] orientations nouvelles devant conduire [redacted] une plus grande efficacité auprès de la population.

A 30-40 ans, vous maîtrisez les différentes procédures existantes dans le domaine de l'action sociale. Votre compétence [redacted] votre sens relationnel vous permettent de gérer la relation [redacted] les [redacted] dans un véritable partenariat. Vous managez déjà une équipe importante.

Merci de nous adresser lettre, C.V. [redacted] photo sous référence [redacted] à SELEFRANCE
72, rue Régnault - 75640 PARIS CEDEX 13.

SÉLÉFRANCE
[redacted]



Filiale d'ABBEY NATIONAL, une des toutes premières institutions financières européennes, nous sommes en France avec 12 délégations régionales un véritable spécialiste du financement immobilier.

Nous créons la fonction d'Audit Interne de gestion

Une mission qui convient à un jeune [redacted] de formation supérieure justifiant de très solides bases [redacted] expérience de 4 à 5 ans acquise dans l'audit [redacted] et d'une pratique des techniques de crédit immobilier.
[redacted] connaissance de l'Anglais seront appréciées (contacts avec les auditeurs de [redacted] maison-mère).

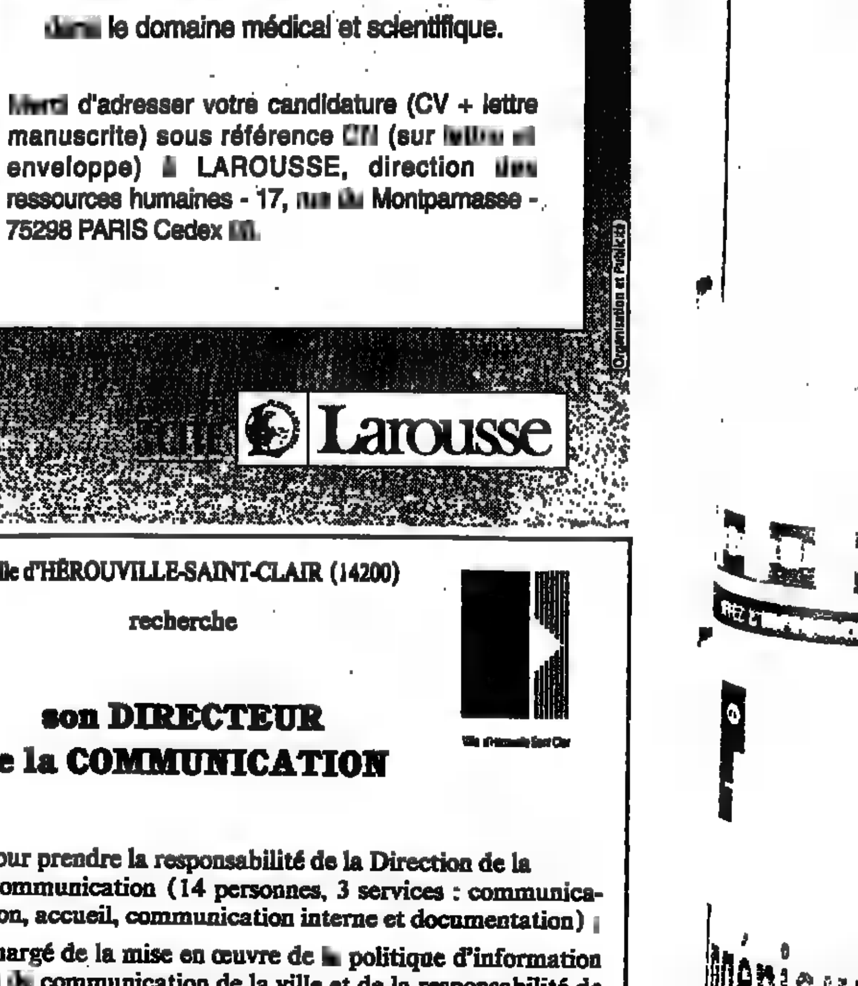
Sur l'ensemble de l'organisation de l'entreprise, vous élaborerez et ferez évoluer des systèmes de contrôle interne:
Vous veillerez à l[redacted] procédures en [redacted] fréquents (y compris [redacted] le terrain) [redacted] interviendrez également comme [redacted]

L'informatique [redacted] pour notre société, un outil [redacted] première importance.
Vous en apprécierez l'utilisation et saurez intervenir avec le souci constant de le fiabiliser encore davantage.

Poste [redacted] pourvoir sur CAMBRAI.

[redacted] opportunité [redacted] dossier de candidature [redacted] Bertrand Leriche, FICOFRANCE, 1461 avenue du Cateau, B.P. 219, 59404 CAMBRAI CEDEX.

AXIAL



Mendez Traductions [redacted] la filiale française d'un groupe international de premier plan bénéficiant de plus de vingt années d'expérience. Nos clients [redacted] les sociétés [redacted] institutions internationales les plus prestigieuses.
Notre réussite est due à la qualité [redacted] services et, partant, de [redacted] collaborateurs.

Afin de renforcer notre équipe basée à Neuilly, nous recrutons des (m/f)

TRADUCTEURS

De langue maternelle française, ils peuvent faire valoir une expérience positive en traduction [redacted] l'anglais et/ou de l'allemand vers le français.

Nous recherchons plusieurs traducteurs (employés, cadres et indépendants) spécialisés dans les domaines suivants:

- informatique: Mac, Windows, DOS, UNIX, AS/400;
- téléphonie: publique et privée;
- instrumentation médicale;
- automobile;
- aéronautique;
- chimie [redacted] pharmacologie;
- nucléaire;
- juridique [redacted] financier.

Maîtrise parfaite des langues de travail, style soigné [redacted] précision sont les qualités indispensables que nous recherchons.

Nous offrons de réelles possibilités d'avenir dans un environnement motivant au sein d'une équipe gagnante.

Intéressés? Alors, adressez-nous dès aujourd'hui une lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V.

Mendez Traductions (France) SARL
10, rue Beffroy
92200 Neuilly-sur-Seine.

MENDEZ Traductions



DIRECTION DU COURRIER

[redacted]

POUR SA DIRECTION MARKETING/COMMERCIAL

■ SON RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION PRODUITS

Ce poste exige [redacted] formation supérieure dans le domaine [redacted] la communication [redacted] une expérience de quelques [redacted] ce domaine.

● SON RESPONSABLE DU SUIVI DES VENTES,

■ SON CHEF DE PRODUIT.

« Nouveaux services pour le courrier [redacted] entreprises ».

Ces deux derniers postes nécessitent une formation école [redacted] commerce (ou équivalent) [redacted] une expérience de quelques années [redacted] marketing dans des [redacted] service.

Prière d'envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions en indiquant quel emploi est recherché.

Réf. n° 8464 LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

La Ville d'HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR (14200)

recherche



son DIRECTEUR de la COMMUNICATION

- pour prendre la responsabilité de la Direction de la Communication (14 personnes, 3 services : communication, accueil, communication interne et documentation) ;
- chargé de la mise en œuvre de [redacted] politique d'information [redacted] communication de la ville et de la responsabilité de gestion de l'ensemble des supports d'information [redacted] promotion (journal municipal, [redacted] d'affichage, journaux lumineux, vidéographie, édition, expositions...).

Une formation supérieure en communication [redacted] une expérience de quelques années dans le domaine lui ont permis d'acquérir une bonne maîtrise [redacted] techniques de communication [redacted] de connaître le [redacted] des collectivités [redacted]

RECRUTEMENT URGENT
SALAIRE BRUT ANNUEL : 155 000 F

Adresser candidature à :

Monsieur le Maire d'Hérouville-Saint-Clair
Direction des Ressources Humaines
B.P. 9
14200 HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR CEDEX

[illegible] groupe industriel français, nous recherchons des

ingénieurs informaticiens

◆ INGENIEUR COORDINATION CFAO ENVIRONNEMENT CATIA

[illegible] 25 ans environ, de formation Ingénieur Grandes Ecoles (MINES, SUPELEC...), [illegible] possédez une première expérience de 3 ans minimum et la maîtrise de l'anglais technique.

Véritable organisateur, [illegible] prenez en charge la coordination [illegible] l'informatique CFAO mécanique. Vous participez à [illegible] définition des orientations techniques en accord avec les besoins exprimés par [illegible] bureaux [illegible] auxquels [illegible] assurez support, conseil [illegible] assistance. (réf. IC)

◆ INGENIEUR SYSTEME

A [illegible] environ, de formation supérieure en informatique (MIAGE [illegible] équivalent), vous possédez une expérience de [illegible] ans minimum au cours de laquelle vous avez assuré un support technique pour UNIX, VMS et AS 400.

Vous pratiquez l'anglais technique. (réf. IS)

Pour [illegible] postes [illegible] Paris, [illegible] acceptez [illegible] déplacements ponctuels en France [illegible] l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo [illegible] prétentions) [illegible] précisant la référence choisie [illegible] MEDIAPA - 50/54, rue [illegible] Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui [illegible]

Applications Electroniques Techniques Avancées

AETA

recrute pour sa division

COOPERATIONS INDUSTRIELLES (Militaire, Spatial, Industrie)

CHEF DE SERVICE LOGICIEL [illegible]
INGENIEURS ET PROGRAMMEURS LOGICIEL TEMPS REEL (Réf. 02)

Connaissances requises : Langages assembleurs, C, ... environnement HP 9000/UNIX, NTR : PSOS, 0S9, VRTX...

CHEFS DE PROJETS MATERIEL (Réf. 03)
INGENIEURS D'ETUDES (Réf. 04)
AGENTS TECHNIQUES (Réf. 05)

Connaissances requises : matériel conçus autour de micro processeurs MOTOROLA, INTEL, TEXAS...
• Traitements numériques et analogiques du signal • bus VME.

INGENIEUR D'ETUDE (Réf. 06)

Ayant une bonne connaissance de l'environnement MOTOROLA [illegible] VME pour une mission d'étude d'un an minimum dans le Sud-Est de la FRANCE.

Envoyer lettre [illegible] motivation, CV [illegible] photo récente en précisant la référence choisie, [illegible] service du Recrutement-Société AETA-62 [illegible] rue Blanchard-92263 Fontenay [illegible] Roses.

CONTESSE



GESTITRES



Filiale de la Caisse des Dépôts et du Réseau des Caisses d'Epargne
vous associe à la création de sa Division Production Informatique

Nous sommes une jeune société spécialisée dans la gestion et la conservation de plus de 800 000 portefeuilles Titres. Notre développement nous conduit à prendre en charge la maîtrise de notre informatique actuellement sous-traitée (Centre de Production IBM Grands Systèmes, 2 Biprocesseurs 40 MIPS, MVS, CICS, SNA, 70 giga octets en ligne). Nous souhaitons accueillir un

RESPONSABLE DE LA DIVISION TECHNIQUE ET PRODUCTION

Environ 35 ans, diplômé Ingénieur ou BAC + 5 , vous avez 10 ans d'expérience et exercez des responsabilités techniques de haut niveau dans l'environnement IBM/MVS, avec la conduite d'un Centre de Production en tant que leader ou adjoint.

Auprès du Directeur Informatique, vous définirez les stratégies de développement et serez responsable de l'ensemble des moyens techniques et systèmes. Animateur d'une petite équipe de spécialistes, vous assurerez le planning, la sécurité, l'animation et le contrôle des unités de production informatique en coordination avec les besoins des utilisateurs. Vous serez aussi chargé des contrats avec les fournisseurs, du suivi des budgets.

[illegible] solide expérience dans [illegible] domaines variés (études, exploitation, [illegible] et système) [illegible] qualités *personnelles de manager sont vos gages de réussite pour un poste de premier plan.*

Nous vous proposons de participer [illegible] notre challenge : devenir **le 1er Back Office Titres** de la communauté bancaire et financière. Poste situé [illegible] ARCUEIL (RER B, Laplace).

[illegible] d'adresser lettre, CV [illegible] photo sous la référence M21RDT à [illegible] conseil [illegible] BANCAIRES, 140, [illegible] du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.



RIB RIB RIB RIB RIB RIB RIB RIB RIB

L.B.V.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Organisateur et gestionnaire

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppée, leader mondial [illegible] matériaux [illegible] construction, développe un [illegible] 34 milliards de [illegible] avec 33 [illegible] personnes et 500 unités réparties en France et [illegible] une trentaine de [illegible].

La Direction des [illegible] Organisation Informatique de [illegible] Division [illegible] Lafarge (4,7 milliards [illegible] CA, 2 100 [illegible] étoffe [illegible] équipe.

Véritable [illegible] auprès des utilisateurs, vous optimisez l'organisation [illegible] système d'information. Vous [illegible] des projets d'envergure [illegible] un environnement [illegible] et micro, en [illegible] les [illegible] phases :
- étude préalable,
- [illegible] du cahier des charges,
- réalisation et [illegible] en [illegible] des solutions,
- formation [illegible] audit [illegible]

[illegible] l'encadrement technique, *votre* [illegible] *implique* [illegible] *gestion d'un* budget [illegible] l'estimation [illegible] le suivi, [illegible] l'animation d'une petite équipe [illegible] collaborateurs.

Diplômé d'une école supérieure de *commerce ou d'Ingénieurs (+ cycle de gestion* si possible), [illegible] avez environ 30 ans [illegible] avez [illegible] au cours de 3 à 5 ans, l'expérience de [illegible] de projet ou d'Organisateur de systèmes d'information.

[illegible] la langue anglaise.

Vos [illegible], [illegible] vos talents [illegible] gestionnaire vous permettront de [illegible] vos preuves efficacement [illegible] ce poste.

[illegible], sa dimension inter[illegible] et la diversité [illegible] ses métiers ouvrent [illegible] candidat de valeur de [illegible]

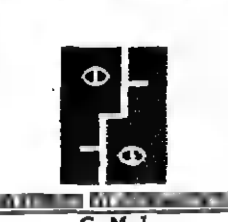
[illegible] au [illegible] à Saint-Cloud.
Ecrire sous réf. 5A 2342/2M, en indiquant [illegible] prétentions, à notre conseil ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris. Discrétion absolue.

LAFARGE COPPEE

leader mondial des matériaux de construction

MEDIA-SYSTEM

VIVEZ L'INFORMATIQUE À [illegible] CONVIVIALITE



[illegible]
G M I

L'ingénierie des systèmes d'information (base [illegible] données **Oracle**, architecture, client serveur, réseau...) [illegible] notre métier. Dans le cadre [illegible] expansion [illegible] créons [illegible] **Commerciale** "Développement spécifique" [illegible] recherchons des

Ingénieurs d'Affaires informatique

*De formation supérieure scientifique vous êtes un profession*nel senior ou junior, [illegible] spécifiques.

Responsable ou Adjoint au responsable [illegible] Commerciale, vous serez [illegible] niveau technique par [illegible] ingénieurs [illegible] haut [illegible] travaillerez [illegible] collabora[illegible] Directeur [illegible]

[illegible] mission [illegible] à commercialiser [illegible] en [illegible] proposant [illegible] systèmes d'information personna[illegible] à [illegible] le suivi [illegible] que [illegible] apporterez.

[illegible] fort potentiel [illegible] que vous [illegible] prendrez [illegible] permettront [illegible] très rapidement [illegible] d'importantes responsabilités au [illegible] Groupe GMI.

Si [illegible] à vous [illegible] à réaliser ces objectifs, prenez contact *avec GMI Systèmes d'Information en* [illegible] manuscrite, photo et prétentions [illegible] réf. IADS1 au 121, [illegible] Briand - [illegible]

(Organisation et Publicité)

VIVEZ L'INFORMATIQUE EN TOUTE SECURITE

Lyon

Importante Organisation Internationale [illegible] pour son *Service Télécommunications*

Jeunes Chefs de Projets

T•É•L•É•C•O•M•M•U•N•I•C•A•T•I•O•N•S

Vous serez chargé :
- [illegible] théoriques comparatives [illegible] solutions dans le domaine [illegible] télécommunications,
- [illegible] études [illegible] résultats d'appels d'offres [illegible] la prépara[illegible] des décisions,
- [illegible] réseaux [illegible] conseils sur [illegible] choix [illegible] équipements [illegible] nos correspondants.

De formation [illegible] 3 ou 4 , vous avez une première expérience [illegible] réseaux de télécommunications X25, Messagerie [illegible] domaines [illegible] réseaux locaux [illegible] de [illegible] réparties [illegible] appréciées.
Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Contrat [illegible] durée déterminée de 3 ans, éventuellement renouvelable.

Merci d'adresser [illegible] complet [illegible] candidature, (CV, photo et prétentions), sous réf. [illegible] à Média-system, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui [illegible]

MEDIA-SYSTEM



Ingénieur concepteur
spécialiste APL

Très performante, [illegible] société [illegible] spécialisée dans la conception de progiciels destinés [illegible] Banques [illegible] Etablissements Financiers.

Dans le cadre de [illegible] développement, [illegible] recherchons un Ingénieur Concepteur spécialiste APL.

Responsable de la conception [illegible] de [illegible] réalisation de [illegible] logiciels de gestion, vous interviendrez dans des domaines bancaires [illegible] financiers très spécifiques : banques internationales, marchés financiers, futures [illegible] options.

A environ 30/35 [illegible] de formation Ingénieur, [illegible] possédez [illegible] expérience similaire probante de 5 [illegible] et souhaitez évoluer [illegible] sein d'une équipe conviviale.

Acteur de projets nouveaux [illegible] motivants, [illegible] développerez [illegible] compétences [illegible] environnement actuel : APL, PC, MS-DOS, réseaux NOVELL, grands systèmes [illegible] (MVS, TSO, APL2, DB2), et futur : stations [illegible] (SUN, DEC, HP) [illegible] de STSC...

Pour [illegible] merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo [illegible] prétentions à l'attention de [illegible] Thérèse [illegible] - [illegible] - 44, [illegible] de Provence [illegible] PARIS.



TIMÉRIS
La Finance plus soft

MEDIAPA

Le Monde de la Fonction Commerciale

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde de l'Informatique

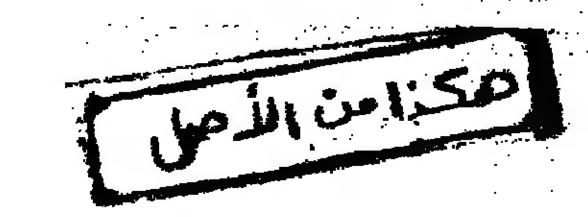
Le Monde du Premier Emploi

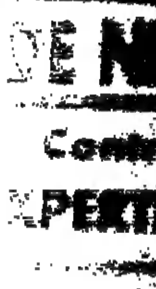
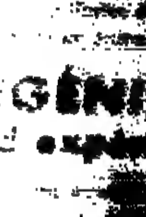
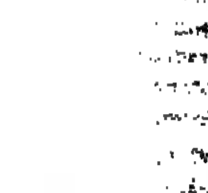
Secteurs de Pointe

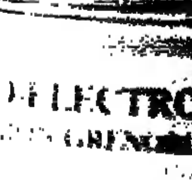
POLITIQUE

Le Monde des

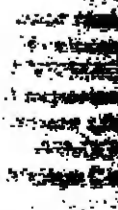
Secteurs de Pointe

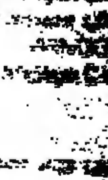
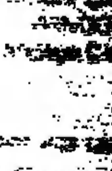


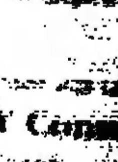





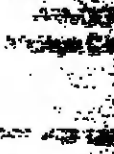
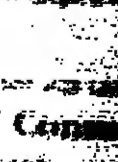
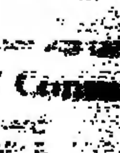
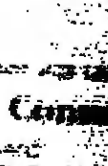
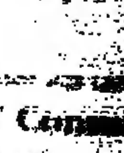
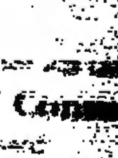
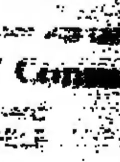
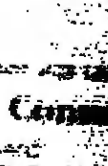
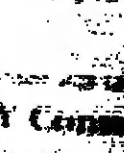
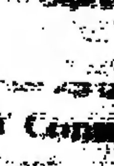
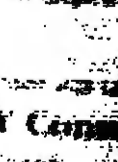
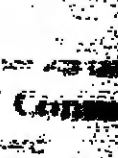
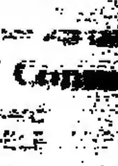
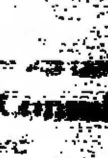


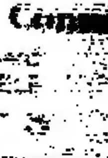
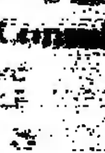






Secteurs de Pointe

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieurs Electroniciens
Chefs de Projets - Etudes Electroniques



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accélère pour améliorer les performances, le confort, la sécurité, la fiabilité et le coût des véhicules. Ce sont donc toutes les fonctions de VALEO qui s'électronisent : Habitacle, Embrayage, Eclairage, ... Dans ce contexte, la Branche Electronique (1000 personnes) constitue une *force de proposition et de développement pour l'électronisation des fonctions de VALEO*. La conception de nos produits est réalisée dans notre Centre d'Etudes Electroniques basé à CRETEIL, tandis que la production est assurée par notre usine située à BEAUGENCY, près d'Orléans.
Et pour améliorer encore nos performances et notre cadre de travail, nous transférons prochainement ces deux unités dans des locaux "high-tech", proches des sites actuels.

Nous recrutons pour BEAUGENCY (45) :

RESPONSABLE MOYENS DE TESTS — Réf. 61 RMT

Vous aurez pour objectif le développement et la mise en place des systèmes de tests de cartes électroniques produites en moyenne et grande série. Responsable et véritable animateur d'une équipe de 5 Techniciens, âgé de 30 ans environ, de formation supérieure (*Ingénieur Electronicien*), *vous êtes familier des testeurs industriels (Zehntel, Marconi, SPEA, ETI...)* et souhaitez valoriser votre acquis. Une expérience en hyperfréquence est un atout.

MATERIALS MANAGER — Réf. 61 MM

Responsable de l'ensemble Achats/Logistique/Ingénierie composants, vous définissez sur le site la politique d'approvisionnement. Gestionnaire des stocks, votre objectif est, à moyen terme, de fonctionner en flux tendu et de réduire la part matière pour accroître notre compétitivité.
De formation Ingénieur, votre expérience industrielle (production grande série, approvisionnement, outils GPAO...) de préférence dans l'électronique, associée à vos qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur, font de vous le manager que nous recherchons.

INGENIEUR PRODUIT — Réf. 61 IP

Proche des études, mais aussi impliqué dans l'industrialisation des modules et systèmes électroniques, vous suivez et analysez toutes les étapes de développement du produit jusqu'à la mise au standard qualité-coût en production.
Vous êtes le garant de l'atteinte des objectifs fixés et intervenez en cas d'écarts en proposant avec le service concerné des plans d'action opérationnels. A ce titre, vous participez concrètement aux modifications produit, lancement des outillages, définition/qualification du process et des moyens de test jusqu'à l'obtention de la qualité optimale.
Ingénieur de haut niveau et familier de la gestion de projets industriels pour des produits grande série, de préférence dans l'industrie électronique, vous êtes rigoureux mais aussi à l'écoute de votre environnement pour ensemble atteindre l'objectif fixé.

INGENIEUR COMPOSANT - CIRCUIT IMPRIME — Réf. 61 ICC
INGENIEUR COMPOSANT - SEMI-CONDUCTEUR — Réf. 61 ICS

Vous maîtrisez déjà les technologies du circuit imprimé ou du semi-conducteur. Votre curiosité intellectuelle est sans cesse à l'écoute des évolutions technologiques et leurs applications. Votre dynamisme, vos qualités relationnelles sans oublier votre compétence en la matière (CI ou semi-conducteur) vous font reconnaître par tous les services (études, production, qualité, achats...) comme l'expertise incontournable pour conseiller de la meilleure utilisation dans le respect du cahier des charges.
Vous êtes Ingénieur Electronicien et possédez une réelle et significative expérience de l'un ou l'autre des composants cités.

Nous recrutons pour CRETEIL (94) :

INGENIEUR CONCEPTION "CIRCUITS INTEGRES" — Réf. 61 ICI

A ce poste, vous concevez entièrement le circuit intégré depuis la rédaction du cahier des charges jusqu'au lay-out. Bien sûr, vous êtes aussi capable d'en assurer la sous-traitance, complète ou partielle.
Ingénieur Supelec, ESIEE..., connaissant les différentes technologies (CMOS, BICMOS...) et leur intégration, pratiquant les outils de conception (MENTOR GRAPHICS), vous souhaitez aujourd'hui être pleinement acteur dans les développements de circuits intégrés, au sein d'une équipe jeune et compétente.

INGENIEUR MARKETING ACHATS — Réf. 61 IMA

Jeune Ingénieur Electronicien, votre fort potentiel vous permettra d'influencer la fourniture des composants en mettant en place une base complète de données (produits, fournisseurs, marchés, prix ...) et active.
Responsable, vous animerez et gérerez un réseau important de fournisseurs (choix, négociations, litiges...) et interviendrez concrètement dans la recherche de la meilleure solution technique et/ou économique, dès la conception du produit.

4 RESPONSABLES PROJETS - ETUDES ELECTRONIQUES

Dans cette fonction, autonome et responsable, vous prenez en charge un ou plusieurs projets et les menez à bien, depuis la définition du produit jusqu'à son industrialisation. Vous coordonnez les équipes en place en vous impliquant vous-même dans la fonction opérationnelle. Vous êtes également l'interlocuteur technique du client et l'informez de l'évolution du projet.
A 30 ans environ, de formation Ingénieur Electronicien de haut niveau, vous avez une expérience significative en B.E. et dans la conduite de projets.

Chacun des 4 postes proposés traitant d'un domaine spécifique, votre expérience dans l'une ou l'autre des matières suivantes sera un atout supplémentaire :

- **TELECOMMANDE INFRAROUGE** : Vous avez une bonne expérience en électronique logique et analogique faible signal. Vos connaissances en optique/optoélectronique et *simulation Spice sont particulièrement appréciées*. Réf. 61 IR

- **CENTRALE D'ALARME** : De bonnes connaissances en électronique analogique et logique et en environnement micro-contrôleur sont indispensables. Des compétences en physique ultra-sonore constituent un atout décisif. Réf. 61 CA

- **MULTIPLEXAGE** : Vous possédez des connaissances spécifiques en électronique analogique, logique et en micro-contrôleur. Si vous avez également travaillé dans le secteur automobile, vous êtes le candidat idéal. Réf. 61 MP

- **COMMANDE DE PUISSANCE** : Vous avez nécessairement une expérience de l'électronique de puissance (convertisseurs DC-DC ou DC-AC à transistors) ainsi que des problèmes d'asservissement analogique ou numérique. Votre connaissance des microprocesseurs et de la simulation Spice est appréciée. Réf. 61 CP

Pour l'ensemble de ces postes, l'anglais est nécessaire.

Faites-nous part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant impérativement la référence du poste choisi à **MERCURI URVAL** - Richard LOMBART - 14 bis, rue Daru - 75378 PARIS Cedex 08.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 30 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Dans le cadre de ses activités de management de grands projets de systèmes de Télécommunications

Le 

recrute

DES INGÉNIEURS GRANDES ECOLES

1 à 5 ans d'expérience

Les candidats devront posséder de solides connaissances en Transmission (de préférence dans plusieurs gammes de fréquences) leur permettant une expertise technique sur les systèmes en projet et si possible une expérience confirmée de la conduite de projets industriels.

Postes à pourvoir à :
PARIS (Issy-les-Moulineaux) et à Rennes

Envoyer CV et prétentions :

CESTA

37, avenue du Général-de-Gaulle
35170 BRUZ
Tél. : 99-52-93-14

ANIMATEUR QUALITÉ

Révélons ensemble la qualité de nos compétences

Guerbet, la découverte de nouvelles molécules au service de l'homme.
Nos produits de contraste pour l'imagerie diagnostique, issus d'une recherche chimique et pharmaceutique couronnée en 1990 par le prix Galien connaissent un succès en France et dans le Monde à travers les compétences de plus de 1000 personnes.
Aujourd'hui, nous recherchons pour le **département Stratégie et Coordination Industrielles.**

Un Animateur Qualité

De formation scientifique type Grande Ecole (Centrale, Mines, INSA...) ou agro-alimentaire (ENSIAA) ou Pharmacien option Industrie, fort d'une expérience acquise dans le milieu industriel, vous souhaitez valoriser vos compétences.
Dans le cadre de notre **Activité Chimie**, nous vous offrons l'opportunité de **promouvoir la qualité intégrée** et d'animer dans cet esprit l'ensemble de notre personnel de production.

Vous apporterez votre expertise qualité dans l'étude de nos projets, ainsi que dans l'activité courante pour la maîtrise de la qualité.
Vous aurez à élaborer, exploiter et animer des études ou informations destinées à des autorités administratives, telles que la F.D.A.

Rigueur, méthode, esprit de synthèse, sens des contacts et maîtrise de l'anglais écrit seront vos points forts pour vous affirmer et réussir parmi nous.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) sous réf. **AU BM9203** à : **GUERBET Etablissement d'Aulnay** - BP 15 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex ou déposer votre candidature par minitel 3616 EUROMES code 9203.



La volonté de se dépasser

INGENIEUR (H/F) TECHNICO-COMMERCIAL

Société spécialisée dans la conception et la réalisation d'équipements et de systèmes de haute performance destinés essentiellement à l'aéronautique, ECE exporte dans 110 pays et y réalise environ 20 % de son CA.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la vente d'équipements et de systèmes aéronautiques.

Vous désirez assumer des responsabilités importantes avec une grande autonomie.

Nous vous proposons d'intégrer notre Direction des Ventes France au sein de laquelle vous prendrez la responsabilité commerciale de plusieurs Avionneurs français.

Vous assurerez le suivi commercial et les négociations contractuelles pour l'ensemble des produits de la Société.

Vous détecterez et anticiperez les besoins des clients pour préparer les consultations associées aux programmes nouveaux.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36•15 LM

